Revue économique
Avril 1984

Aperçu général de la conjoncture économique
présenté par
l'honorable Marc Lalonde
ministre des Finances

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1984

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, Canada. K1A 0S9

N° de catalogue F1-21/1984F
ISBN 0-660-91308-9

Canada: 10,50 $
à l'étranger: 12,60 $ (can)

Prix sujet à changement sans avis préalable

Table des matières

1. Panorama de l'année 1983 1
La reprise et le contexte des politiques publiques au Canada 1
Évolution économique et contexte des politiques publiques au niveau international 6
La reprise canadienne de 1983 selon une perspective historique 9

2. Secteur des particuliers, du logement et des entreprises 13
Secteur des particuliers 13
Sources de revenu 13
Dépenses des particuliers 14
Revenu et épargne des particuliers corrigés de l'inflation 15
Secteur du logement 20
Secteur des entreprises 22
Investissements fixes 22
Stocks 26
Bénéfices des sociétés 26
Liquidité des sociétés 28
Sources et emplois de fonds 31

3. Marché du travail 33
Offre de main-d'œuvre 33
Demande de main-d'œuvre 37
Évolution comparative du marché du travail au Canada et aux États-Unis 44
Comparaison internationale du chômage à long terme 46
Comparaison internationale des variations de l'emploi à temps partiel 49
Comparaison internationale du chômage des jeunes 49

4. Prix et salaires 51
Évolution des prix 51
Coûts de main-d'œuvre 56
Évolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux États-Unis 56
Analyse rétrospective de l'inflation 57
Règlements salariaux selon l'industrie et la province 61
Répartition du revenu national net 64

5. Balance des paiements 67
Balance des paiements courants 67
Commerce extérieur 67
Services 69
Flux financiers internationaux 74
Taux de change 76
Réserves officielles de change et opérations officielles conclues en monnaies étrangères 77

6. Secteur public 79
Gouvernement fédéral 79
Gestion de la dette 82

Administrations provinciales et locales 88
Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec 92
Ensemble du secteur public 92
Soldes budgétaires 94

7. Évolution financière 99
Politique monétaire 99
Situation du marché financier 103
Flux du crédit 104
Sociétés non financières 105
Crédit à la consommation 107
Prêts hypothécaires 108
Secteur public 108
Institutions financières 109
Banques à charte 109
Institutions financières non bancaires 109

8. Évolution sectorielle et régionale 111
Évolution sectorielle 111
Agriculture 111
Pêche 111
Industrie forestière 113
Mines 114
Fabrication 115
Construction 115
Services d'utilité publique 115
Transports, entreposage et communications 115
Commerce 116
Finance, assurance et immobilier 116
Services socio-culturels, commerciaux et personnels 116
Administration publique et défense 116
Évolution régionale 117
Région de l'Atlantique 117
Québec 117
Ontario 119
Région des Prairies 120
Colombie-Britannique 121

Tableaux

1.1	Sommaire des principaux indicateurs économiques	2
1.2	La reprise en 1983	4
1.3	Évolution de la conjoncture au Canada: reprises entre 1953-1983	10
1.4	Évolution de la conjoncture au Canada: récessions entre 1953-1983	11
2.1	Sources et emplois du revenu des particuliers	14
2.2	Parts et croissance procentuelles par catégorie de dépenses de consommation	16
2.3	Évolution conjoncturelle des dépenses réelles des particuliers, du revenu disponible et de l'épargne	17
2.4	Exemple de la correction en fonction de l'inflation de l'épargne et du revenu disponible	18
2.5	Taux d'épargne personnelle et revenu personnel disponible réel	19
2.6	Indicateurs du logement neuf	20
2.7	Évolution conjoncturelle des indicateurs du secteur des entreprises	23
2.8	Investissements des entreprises	25
2.9	Sélection de ratios financiers des grandes sociétés industrielles	29
2.10	Sources et emplois des fonds des grandes sociétés industrielles, ensembles des secteurs	32
3.1	Évolution conjoncturelle des indicateurs du marché du travail	36
3.2	Évolution de la population active	38
3.3	Travailleurs découragés – indicateurs approximatifs	40
3.4	Facteurs ayant contribué à la croissance de la population active entre 1981 et 1983	40
3.5	Évolution conjoncturelle de l'emploi dans les secteurs d'activité	41
3.6	Variation de l'emploi et de la production en 1983	42
3.7	Emploi à plein et à temps partiel au Canada entre 1975 et 1983	43
3.8	Élasticité de l'emploi au Canada et aux États-Unis	44
3.9	Principaux indicateurs du marché du travail et de la production au Canada et aux États-Unis – moyennes et données pour la première année de la reprise	45
3.10	Comparaison internationale du chômage à long terme	46
3.11	Moyenne arithmétique de la durée du chômage en cours	48
3.12	Comparaison internationale des variations de l'emploi à temps partiel et à plein temps entre 1973 et 1981	49
3.13	Comparaison internationale du chômage des jeunes	50
4.1	Inflation récente des prix au Canada	52
4.2	Règlements salariaux récents au Canada	57
4.3	Évolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux États-Unis	58
4.4	Comparaison des cycles récents de l'inflation de l'IPC	60
4.5	Inflation au Canada dans les années 70 et 80	62
4.6	Hausse annuelle moyenne des salaires de base accordée dans les nouvelles conventions collectives sans clause d'IVC, selon l'industrie	63
4.7	Hausse annuelle moyenne des salaires de base accordée dans les nouvelles conventions collectives sans clause d'IVC, selon la province	64
5.1	Sommaire de la balance courante des paiements internationaux du Canada	68
5.2	Importations canadiennes de marchandises (méthode de la balance des paiements)	70
5.3	Exportations canadiennes de marchandises (méthode de la balance des paiements)	71
5.4	Solde du commerce par catégorie de produits et par pays (méthode des douanes)	72
5.5	Solde des services	73
5.6	Balance canadienne des paiements internationaux	74
6.1	Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)	79
6.2	Recettes du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)	81
6.3	Dépenses du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)	83

6.4 Opérations financières du gouvernement fédéral (présentation élargie des comptes nationaux) ... 84
6.5 Encours des titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le Gouvernement du Canada ... 85
6.6 Nouvelles émissions brutes d'obligations négociables du Gouvernement du Canada (libellées en dollars canadiens), selon leur terme à l'échéance ... 85
6.7 Titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le Gouvernement du Canada détenus par le public hors banques ... 86
6.8 Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux) ... 86
6.9 Recettes des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux) ... 87
6.10 Dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux) ... 88
6.11 Besoins d'emprunt et financement des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et de leurs entreprises de la Couronne (selon les comptes de flux financiers) ... 90
6.12 Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec
Recettes, dépenses et situation nette (selon les comptes nationaux) ... 91
6.13 Ensemble des administrations
Recettes, dépenses et situation nette (selon les comptes nationaux) ... 93
6.14 Recettes de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux) ... 93
6.15 Dépenses de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux) ... 94
6.16 Soldes budgétaires observés et corrigés des variations conjoncturelles de l'administration fédérale et de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux) ... 95
6.17 Soldes budgétaires de l'ensemble des administrations: observés et corrigés de l'inflation (selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses) ... 96
6.18 Évolution conjoncturelle des recettes, des dépenses et des soldes budgétaires de l'administration fédérale et de l'ensemble des administrations: observés et corrigés des variations conjoncturelles (selon les comptes nationaux) ... 97
7.1 Évolution conjoncturelle de certains indicateurs financiers ... 100
7.2 Expansion monétaire et taux d'intérêt ... 102
7.3 Expansion du crédit ... 104
8.1 La reprise du produit intérieur brut réel en 1983, par secteur ... 112
8.2 La reprise de l'emploi en 1983, par secteur et par région ... 113

Graphiques

1.1	Le redressement de la DNB réelle	3
2.1	Mises en chantier de logements	21
2.2	Ventes et stocks réels des entreprises	27
2.3	Sélection de ratios financiers de grandes sociétés industrielles	30
3.1	Le marché du travail au Canada pendant la récession de 1981-82 et la reprise de 1983	34
3.2	Taux de participation et de chômage	35
4.1	Indicateurs des tensions inflationnistes	54
4.2	Indice des prix à la consommation	55
4.3	Évolution comparative des taux d'inflation, tels que mesurés par l'IPC	59
4.4	Parts du revenu national net au coût des facteurs	65
5.1	Balance des paiements	69
5.2	Balance canadienne des paiements internationaux	75
5.3	Indices de prix du dollar canadien par rapport aux devises du Groupe des Dix	78
7.1	Sélection de taux d'intérêt à court terme	101
7.2	Courbes de rendement, obligations du gouvernement du Canada	103
7.3	Fonds nets obtenus par les sociétés non financières du secteur privé	105
7.4	Sélection de taux d'intérêt à long terme	106
7.5	Nouveaux fonds nets obtenus par les sociétés non financières	107
7.6	Emprunts nets du secteur des particuliers	108
8.1	Produit intérieur réel	114
8.2	Taux de chômage régionaux	118

1. Panorama de l'année 1983

Après avoir enregistré sa plus grave récession de l'après-guerre, le Canada a entamé au premier trimestre de 1983 une reprise économique qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année. Les pertes de production subies durant les six trimestres de la récession de 1981-1982 ont été presque entièrement récupérées au cours des quatre premiers trimestres de la reprise, la dépense nationale brute réelle (DNB) retrouvant quasiment au quatrième trimestre de 1983 le sommet qu'elle avait atteint au deuxième trimestre de 1981. Reflétant cette forte hausse de la production, l'emploi a progressé et le taux de chômage est tombé durant l'année malgré d'importantes augmentations des taux d'activité et des effectifs de la population active attribuables à la reprise. Le taux d'inflation a continué de baisser rapidement en 1983 et, à la fin de l'année, les principaux indicateurs de prix progressaient à un rythme de moitié inférieur environ aux taux enregistrés à la fin de 1982, soit à leurs plus faibles taux en 10 ans. Le solde du compte courant a de nouveau affiché un surplus en 1983, le deuxième en importance de son histoire, du fait de la vigueur du commerce des marchandises.

Sur le plan international, les États-Unis sont sortis de la récession au premier trimestre de 1983 et la croissance s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année. Le taux d'inflation a de nouveau fléchi aux États-Unis en 1983. Dans leur ensemble, les cinq[1] autres principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont enregistré une croissance aussi modérée qu'en 1982. Si, en 1983, l'évolution de la situation économique en Amérique du Nord a été marquée par la reprise, elle a été caractérisée dans ces cinq pays, par un nouveau fléchissement important du taux d'inflation.

Le plan de la Revue s'établit comme suit. Le Chapitre 1 présente un aperçu des principales caractéristiques de l'évolution de la situation économique au Canada et à l'étranger en 1983. Les principales composantes de la demande intérieure globale sont considérées au Chapitre 2. Les chapitres suivants portent sur des analyses du marché du travail, de l'inflation, de la balance des paiements, du secteur public, des marchés financiers et de l'évolution sectorielle et régionale.

La reprise et le contexte des politiques publiques au Canada

Il est possible de considérer l'évolution de la situation économique durant l'année sous deux angles différents: en comparant la situation en fin d'année avec celle qui prévalait au début de l'année ou en comparant des moyennes annuelles. Cette dernière méthode convient à condition qu'il n'y ait pas eu de fortes fluctuations de l'activité économique, car les variations des moyennes annuelles pendant une année dépendent non seulement de l'évolution économique durant cette même année, mais également de l'évolution de la conjoncture au cours de l'année précédente. Or, c'est justement ce qui s'est produit en 1983 puisque l'accroissement de la production faisait suite à des baisses importantes en 1982. Dans ce chapitre, et dans tous les autres chapitres de la *Revue*, nous recourons donc aux fins de l'analyse aux deux types de comparaison, de fin d'année et des moyennes annuelles.

Le tableau 1.1 permet de comparer l'évolution sur 12 mois des principaux agrégats économiques. Le tableau 1.2 établit la comparaison, d'un quatrième trimestre à l'autre, entre la reprise de 1983 et les reprises et récessions antérieures. Il présente également des estimations de la mesure dans laquelle les principaux agrégats économiques avaient à la fin de 1983 récupéré les pertes engendrées par la récession. Le graphique 1.1, qui retrace le redressement de la DNB réelle, offre une comparaison utile des données en fin de période et des moyennes annuelles.

La DNB réelle a progressé de 6.6 pour cent entre la fin de 1982 et la fin de 1983 et, au quatrième trimestre de 1983, elle était à peine inférieure à son sommet du deuxième trimestre de 1981 (tableau 1.2 et graphique 1.1). Plusieurs de ces composantes, les dépenses de consommation, la variation des stocks et les exportations nettes,

[1] Japon, France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie.

Tableau 1.1
Sommaire des principaux indicateurs économiques

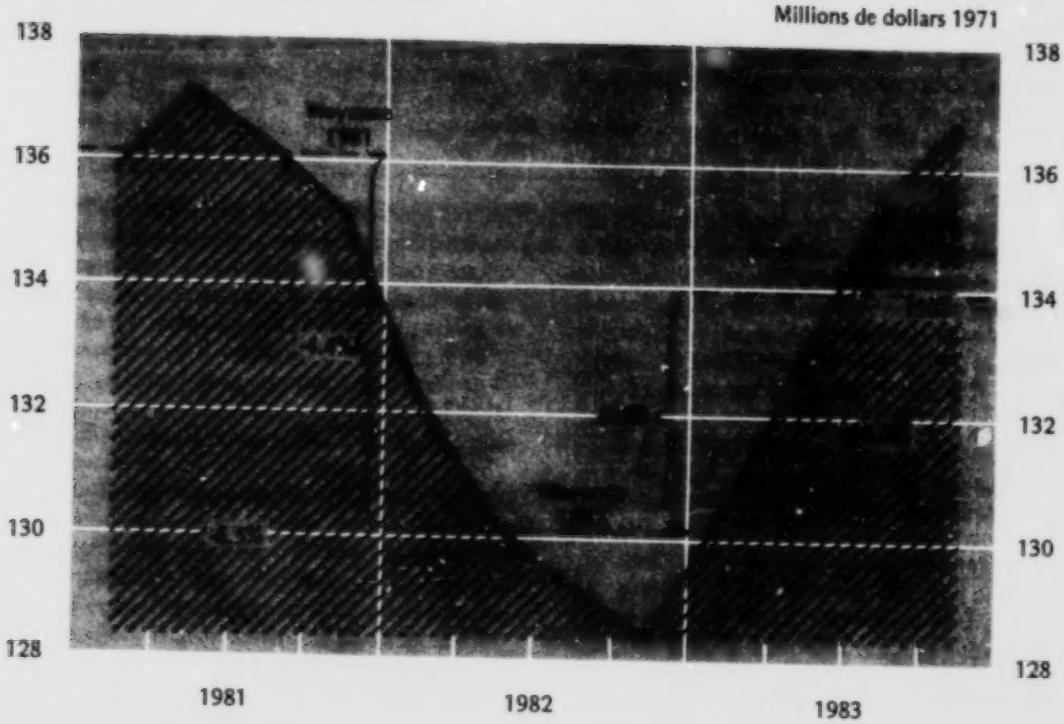
	Moyenne 1971-1980	1981	1982	1983
	(variation en pourcentage)			
Dépense nationale brute réelle	4.1	3.4	−4.4	3.0
Dépenses de consommation	4.7	1.9	−2.1	3.1
Dépense publique[1]	2.4	0.8	0.9	0.7
Construction résidentielle	4.2	5.1	−23.1	27.6
Investissements fixes des entreprises	6.1	7.6	−11.2	−12.2
Construction non résidentielle	5.9	8.2	−7.2	−15.6
Machines et équipement	6.2	7.1	−14.9	−8.8
Variation des stocks[2]	760	632	−3,240	−146
Exportations nettes[2]	−3,425	−3,601	80	−651
Exportations	4.4	2.8	−1.6	6.4
Importations	5.7	3.8	−11.3	8.7
Marché du travail				
Population active	3.3	2.9	0.5	1.9
Taux d'activité[3]	61.1	64.8	64.1	64.4
Emploi	3.1	2.8	−3.3	0.8
Taux de chômage[3]	6.8	7.5	11.0	11.9
Coûts et prix				
Rémunération moyenne	10.3	12.3	11.0	4.7
Productivité	1.0	0.6	−1.2	2.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.2	11.7	12.4	2.5
Indice des prix à la consommation	8.0	12.5	10.8	5.8
Règlements salariaux sans indemnité de vie chère	10.1	13.3	9.9	5.6
Revenus				
Bénéfices avant impôt	17.1	−11.4	−36.1	52.8
Part du PNB représentée par les bénéfices[3]	11.4	9.7	5.9	8.3
Revenu réel disponible des particuliers	5.6	4.5	−0.8	−0.8
Taux d'épargne[3]	9.6	13.8	15.1	12.9

(1) Dépenses courantes en biens et services et formation de capital.
(2) En millions de dollars de 1971.
(3) Pourcentage ou part en pourcentage.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; Travail Canada, *Données sur le travail*, trim.

dépassaient même à la fin de l'année leur sommet d'avant la récession. Les dépenses publiques réelles n'ont pas fléchi pendant la récession et elles ont augmenté légèrement pendant la reprise. Les investissements fixes des entreprises et les investissements en construction résidentielle dépassaient tous deux au quatrième trimestre de 1983 leur plus haut point de 1981. Même

Graphique 1.1

Le redressement de la DNB réelle



Les zones ombragées représentent les variations entre le début et la fin de la récession et entre le début de la reprise et le quatrième trimestre de 1983.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº cat. 13-001; et ministère des Finances.

si elles ont fortement progressé pendant la reprise de 1983, les dépenses de construction résidentielle n'avaient pas tout à fait retrouvé leur niveau antérieur à la fin de l'année en raison de leur recul important durant la récession. Les investissements fixes totaux des entreprises ont diminué tout au long de l'année.

Le redressement de l'emploi en 1983 n'a pas suivi la hausse de la production, d'où un accroissement cyclique de la productivité. À la fin de 1983, 68 pour cent des emplois perdus pendant la récession avaient été regagnés. La population active a progressé de 1.2 pour cent durant la récession de 1981-1982, puis de 1.6 pour cent pendant la reprise. Cette augmentation a partiellement compensé la hausse de 3.5 pour cent de l'emploi en 1983, freinant ainsi la baisse du taux de chômage pendant la reprise. Comparativement au sommet atteint au quatrième trimestre de 1982, le taux de chômage a reculé de 1.6 point de pourcentage pour s'établir à 11.1 pour cent au quatrième trimestre de 1983. Toutefois, il ne dépassait ce trimestre-là que de 4 points de pourcentage son plus bas niveau d'avant la récession atteint au deuxième trimestre de 1981.

Le ralentissement de la hausse des principaux indicateurs des prix et des coûts, qui avait débuté pendant la récession, s'est poursuivi jusqu'à la fin de la première année de la reprise. Le fléchissement du taux d'inflation, tel que mesuré par le taux de variation de l'indice des prix à la consommation, a été considérable; après avoir baissé de 3 points de pourcentage pendant la récession, il a de nouveau fléchi de

Tableau 1.2
La reprise[1] en 1983

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Ampleur de la reprise[6]	Reprise moyenne de l'après-guerre[7], 1983 exclue	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(variation cumulative en pourcentage, sauf indication contraire)				
Dépense nationale brute réelle	6.6	−6.5	95.4	7.0	−1.0
Dépenses de consommation	4.4	−2.5	169.0	6.1	1.9
Dépense publique	1.2	3.3	*	4.2	2.6
Construction résidentielle	16.1	−27.7	42.0	21.9	−8.4
Investissements fixes des entreprises	−8.6	−17.5	**	0.8	−1.9
Construction non résidentielle	−16.0	−11.0	**	2.4	2.8
Machines et équipement	−0.8	−23.4	**	−0.2	−6.7
Variation des stocks[2]	5,436	−4,692	116	397	−1,316
Exportations nettes[2]	−268	3,384	*	−50	26
Exportations	21.6	−9.1	217.2	5.8	−3.5
Importations	22.6	−17.2	108.8	5.6	−4.8
Marché du travail					
Population active	1.6	1.2	**	2.2	2.4
Taux d'activité[3]	0.2	−0.7	31.1	0.1	0.1
Emploi	3.5	−4.9	67.8	2.6	0.7
Taux de chômage[3]	−1.6	5.6	28.6	−0.4	1.7
Coût et prix[4]					
Rémunération moyenne	−4.9	3.9	***	0.6	−1.4
Productivité	3.7	−2.1	177.9	6.3	−3.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	−8.8	−1.6	***	−5.9	2.7
Indice des prix à la consommation	−5.1	−3.0	***	−0.2	0.8
Règlements salariaux sans indemnité de vie chère[5]	−3.2	−5.4	***	−1.5	4.1
Revenus					
Bénéfices avant impôt	54.9	−36.7	94.8	15.3	−10.4
Part du PNB représentée par les bénéfices[3]	2.5	−4.4	57.3	0.2	−1.6
Revenu réel disponible des particuliers	0.9	−1.3	68.9	6.3	1.5
Taux d'épargne[3]	−2.0	1.4	141.5	0.2	−0.6

* Aucune baisse pendant la récession de 1981-1982.
** Aucune reprise jusqu'à la fin de 1983.
*** Baisse pendant la récession de 1981-1982 et la reprise de 1983.
(1) La reprise de 1983 porte sur la période du premier au quatrième trimestre.
(2) En millions de dollars de 1971.
(3) Variation en pourcentage ou part en pourcentage.
(4) Variation en points de pourcentage du taux de progression d'une année à l'autre.
(5) Les règlements salariaux sans indemnité de vie chère couvrent la période qui commence en 1967. Par conséquent, les estimations des reprises et des récessions moyennes reposent sur un nombre limité d'observations.
(6) Variation pendant les quatre trimestres de reprise, exprimée en pourcentage de la variation pendant la récession précédente.
(7) Les cinq reprises de l'après-guerre, à l'exception de celle de 1983, ont débuté plus précisément au troisième trimestre de 1954, au premier trimestre de 1958, au deuxième trimestre de 1961, au deuxième trimestre de 1975 et au troisième trimestre de 1980. Les estimations sont fondées sur les quatre premiers trimestres de chaque reprise.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; Travail Canada, *Données sur le travail*, trim.

5.1 points pendant la reprise. La décélération des coûts unitaires de main-d'oeuvre a été encore plus spectaculaire, puisque ceux-ci ont diminué de 8.8 points de pourcentage contre 1.6 point pendant la récession. Les gains de productivité de la main-d'oeuvre se sont élevés à 3.7 points de pourcentage pendant la reprise, ce qui a plus que compensé le recul de 2.1 points enregistré durant la récession.

Les flux de revenus pendant la reprise de 1983 ont été marqués par un certain nombre d'évolutions importantes. Premièrement, même si les bénéfices des sociétés ont fortement augmenté, la reprise n'a pas été assez vigoureuse pour qu'ils retrouvent le même niveau ou la même part du PNB qu'au début de la récession. Exprimés en pourcentage du PNB, les bénéfices des sociétés au quatrième trimestre de 1983 étaient encore de 1.9 point de pourcentage inférieurs au sommet du deuxième trimestre de 1981, 2.5 seulement des 4.4 points de pourcentage perdus pendant la récession ayant été récupérés. Deuxièmement, le revenu personnel disponible réel n'a enregistré qu'une légère hausse au cours des quatre trimestres de 1983. Troisièmement, le taux d'épargne des particuliers a fléchi de 2 points de pourcentage pendant les quatre trimestres de la reprise de 1983, alors qu'il avait progressé de 1.4 point de pourcentage pendant la récession de 1981-1982; entre le premier trimestre 1982, où il culminait à 15.9 pour cent, et le quatrième trimestre de 1983, le taux d'épargne a reculé de 3.6 points de pourcentage.

Sur une base annuelle moyenne, deux principaux facteurs expliquent le redressement de la production en 1983, à savoir: une baisse de $3.1 milliards du rythme d'épuisement des stocks, qui sont passés de $3.2 milliards en 1982 à $146 millions seulement en 1983; et une augmentation de 27.6 pour cent des dépenses de construction résidentielle après une diminution de 23.1 pour cent en 1982. La variation des stocks a représenté 2.4 points de pourcentage des gains de production de 3 pour cent enregistrés en 1983. Bien que les dépenses de consommation aient progressé à peu près à la même allure que la DNB réelle en 1983, le secteur des particuliers a sensiblement contribué à la hausse de la production. En termes nominaux, le revenu personnel disponible n'a crû que de 5.1 pour cent alors que la DNB a avancé de 9 pour cent. La croissance des dépenses réelles de consommation est donc attribuable à une baisse de 2.2 points de pourcentage du taux d'épargne des particuliers qui est tombé à 12.9 pour cent en 1983. Les investissements fixes des entreprises et le commerce extérieur ont freiné la reprise en 1983. Les investissements fixes des entreprises ont en effet chuté de 12.2 pour cent en 1983 après avoir baissé de 11.2 pour cent en 1982. Les investissements en construction non résidentielle et en machines et équipement ont régressé en 1983, suivant ainsi la même tendance qu'en 1982. L'existence d'une capacité excédentaire, la faiblesse des marges bénéficiaires, la situation financière peu favorable des entreprises et le niveau des taux d'intérêt ont contribué à la faiblesse persistante de l'investissement. Quant à la balance commerciale du Canada, elle s'est détériorée en termes réels en 1983, la hausse des importations ayant dépassé celle des exportations. Reflétant le redressement de la production, l'emploi et la productivité se sont tous deux accrus en 1983, comme c'est normalement le cas au début d'une reprise. L'emploi a progressé de 0.8 pour cent après avoir fléchi de 3.3 pour cent en 1982, et la productivité a monté de 2.2 pour cent alors qu'elle avait chuté de 1.2 pour cent en 1982. Le taux de progression de l'IPC est tombé de 10.8 pour cent en 1982 à 5.8 pour cent en 1983. L'inflation a rapidement ralenti depuis le lancement du programme fédéral du 6&5, reculant de 6.7 points de pourcentage entre juin 1982 et décembre 1983. Entre juin 1981, où il culminait, et la fin de 1983, le taux d'inflation a régressé de 8.4 points de pourcentage.

L'ensemble de mesures prises par le gouvernement fédéral a exercé une influence positive sur la vigueur de la reprise économique en 1983 et le ralentissement continu de l'inflation. Le programme du 6&5, lancé en juin 1982, a contribué à précipiter la réduction des taux d'inflation canadiens car il a restreint directement les hausses de prix et de salaires dans le secteur public fédéral et a établi pour l'ensemble du pays un objectif national auquel ont largement souscrit les autres paliers de gouvernement et les Canadiens en général dans leurs décisions en matière de prix et de salaires. Conjugué à des politiques monétaires et fiscales visant à atténuer les tensions inflationnistes, ce programme a permis de faire baisser rapidement et sensiblement l'inflation. Ainsi, les taux d'intérêt sont redescendus de leurs niveaux

records et les consommateurs et les investisseurs ont repris confiance dans les perspectives économiques du Canada, ce qui a permis de mettre en place les conditions de la reprise économique qui a suivi.

Le programme spécial de relance annoncé dans le budget d'avril 1983 par le ministre fédéral des Finances a également contribué à la reprise. Le Ministre a souligné à cette occasion que: «Ce budget de relance vise deux grands objectifs, qui sont indissociables. Le premier, c'est d'assurer que les signes de redressement observés dernièrement se propageront le plus vite possible à toute l'économie. Le second, c'est de rendre la reprise durable en établissant les conditions que requièrent une croissance et un développement soutenus...». Le principe fondamental de ce programme spécial de relance de $4.8 milliards était d'entreprendre, au début de la reprise, des investissements publics et privés qu'il faudrait réaliser au cours des années 80. Le programme a soutenu également les investissements privés et publics, mais toutes les initiatives visaient à renforcer la situation financière, les perspectives de croissance et le potentiel de création d'emplois du secteur privé. Le gouvernement fédéral a affecté $2.4 milliards des $4.8 milliards du programme à la création, à l'expansion et à l'amélioration des installations publiques qui soutiennent directement les investissements du secteur privé. Pour encourager ces derniers, les règles du crédit d'impôt à l'investissement ont été assouplies et des fonds spéciaux ont été établis pour aider l'investissement et les exportations. En outre, un Régime de placements en titres indexés a été annoncé pour éliminer les distorsions que l'inflation introduit dans le traitement fiscal des placements en actions; les dispositions de report des pertes d'entreprises ont été libéralisées, particulièrement dans le cas des exploitations agricoles; et des mesures spéciales ont été prises en vue d'accélérer les dépenses d'investissement et de recherche et développement des petites entreprises dans le secteur de l'énergie. Grâce à ces initiatives, des mesures à court terme bien nécessaires ont pu être prises pour stimuler la demande à un moment où l'activité économique était faible, sans que l'on ait eu à renoncer au contrôle du déficit à moyen terme. La politique visait à faire tomber les taux d'intérêt nominaux à des niveaux qui appuieraient la reprise tout en demeurant compatibles avec des objectifs anti-inflationnistes à long terme. En novembre 1982, la Banque du Canada a abandonné les objectifs officiels de croissance de la masse monétaire alors qu'il était de plus en plus évident que M1, une mesure étroite de la masse monétaire définie comme la somme de la monnaie hors banques et des dépôts à vue, était un indicateur quelque peu ambigu de la liquidité et de l'activité économique. L'année dernière, la Banque s'est appuyée sur un large éventail d'indicateurs, dont les taux d'intérêt nominaux, le taux de change Canada–É.-U. et les tendances de la croissance économique, pour déterminer l'orientation quotidienne de la politique monétaire.

Évolution économique et contexte des politiques publiques au niveau international

Les politiques économiques lancées dans les pays de l'OCDE pour venir à bout des conséquences inflationnistes du deuxième choc pétrolier de 1979-1980 ont continué d'avoir une incidence positive sur le ralentissement de l'inflation en 1983. La baisse des prix mondiaux du pétrole a agi dans le sens des efforts fournis par ces pays en 1983. Contrairement à ce qui s'était produit en 1982, où l'inflation n'a pu fléchir qu'au prix d'une baisse de la production, la croissance réelle des pays de l'OCDE a été en moyenne positive. Toutefois, le nombre de chômeurs a augmenté dans la zone de l'OCDE en 1983, la croissance de la population active ayant été supérieure aux gains d'emplois.

Après avoir culminé en 1980, le taux d'inflation a ralenti pendant trois années consécutives dans la zone de l'OCDE. Dans les sept principaux pays de l'Organisation, le taux d'inflation, qui avait atteint un sommet de 12.2 pour cent en 1980, a reculé de 2.2 points de pourcentage en 1981, de 3.1 points de pourcentage en 1982 et 2.2 points de pourcentage en 1983. Au cours de cette période de trois ans, il a donc fléchi de 8 points de pourcentage environ pour s'établir à 4.5 pour cent, soit son plus bas niveau en 16 ans. Comme l'indique le tableau de référence 91, le taux d'inflation a enregistré une baisse particulièrement sensible aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada au cours de cette période. Depuis ses derniers sommets et jusqu'en 1983, le taux d'inflation a régressé de 10.3 points de pourcen-

tage pour s'établir à 3.2 pour cent aux États-Unis, de 13.4 points de pourcentage au Royaume-Uni pour tomber à 4.6 pour cent et de 6.7 points de pourcentage au Canada pour se situer à 5.8 pour cent. Au Canada, le taux d'inflation a culminé en 1981 et non en 1980, comme ce fut le cas dans la plupart des autres pays de l'OCDE, parce que les hausses des prix de l'énergie s'y sont manifestées plus tardivement. L'Allemagne et le Japon ont continué d'enregistrer de faibles taux d'inflation en 1983. Par contre, en France et en Italie, les taux d'inflation sont demeuré élevés, même s'ils étaient quelque peu inférieurs à leur sommet de 1980. Entre 1980 et 1983, l'évolution économique dans la plupart des pays de l'OCDE a été marquée par une récession et par une reprise naissante. La hausse cumulative de la DNB réelle sur cette période de quatre ans a été de 5 pour cent, contre 17.8 pour cent au cours des quatre années précédentes. En 1982, la DNB réelle a accusé un recul aux États-Unis, en Allemagne, en Italie et au Canada, et elle n'a enregistré qu'une faible progression au Japon, en France et au Royaume Uni. La croissance réelle a cru une moyenne de 2.4 pour cent en 1983 dans les sept principaux pays de l'OCDE, ce qui ne révèle cependant pas qu'elle a été plutôt forte aux États-Unis, au Canada et au Japon, mais faible dans les pays européens. Entre le quatrième trimestre de 1982, soit au pire de la récession, et le quatrième trimestre de 1983, la DNB réelle a augmenté de 6.2 pour cent aux États-Unis et de 6.6 pour cent au Canada. Sur une base annuelle moyenne, la DNB réelle a cependant progressé de 3.3 pour cent aux États-Unis et de 3 pour cent au Canada. Ces taux annuels moyens de croissance nettement inférieurs montrent à quel point la baisse de production a été forte dans ces deux pays en 1982. Au Japon et au Royaume-Uni, où l'activité économique n'a pas régressé en 1982, l'expansion s'est poursuivie au même rythme qu'en 1982 – soit environ 3 pour cent et 2½ pour cent respectivement. L'Allemagne et la France ont affiché de faibles taux de croissance en 1983. L'Italie est le seul des sept principaux pays où la récession de 1982 a persisté en 1983.

En 1982, l'emploi a reculé dans chacun des sept principaux pays de l'OCDE, à l'exception du Japon. Le recul de l'emploi s'est poursuivi dans quatre de ces six pays en 1983, alors que les États-Unis, le Canada et le Japon ont enregistré de plus hauts niveaux d'emploi. Étant donné de l'importance relative de ces trois derniers pays, l'emploi global dans les sept principaux pays de l'OCDE a donc progressé de 0.5 pour cent en 1983 après avoir fléchi de 0.6 pour cent en 1982. Le nombre de chômeurs a de nouveau augmenté dans les sept principaux pays de l'OCDE, passant de 29.9 millions en 1982 à 32.5 millions en 1983, car la croissance de la population active a été supérieure à celle de l'emploi. La majeure partie de cette hausse est survenue en Europe. En Amérique du Nord, le nombre de chômeurs a très peu augmenté en 1983. Le taux de chômage moyen des sept principaux pays de l'OCDE n'a cessé de progresser depuis 1979, augmentant de 3.5 points de pourcentage au cours de la période pour s'élever à 8.5 pour cent en 1983. Le taux de chômage annuel n'a pratiquement pas varié en 1983 aux États-Unis, au Japon et en France, mais il a augmenté au Canada, en Italie, en Allemagne et au Royaume Uni.

Reflétant l'écart entre la progression de la DNB réelle (2.4 pour cent) et celle de l'emploi (0.5 pour cent), la productivité de la main-d'oeuvre dans les sept principaux pays de l'OCDE s'est accrue de 1.8 pour cent en 1983, soit un gain de 1.5 point de pourcentage par rapport à 1982. Après avoir régressé d'environ 1 pour cent en 1982, la productivité a avancé de 2 pour cent environ au Canada et aux États-Unis en 1983. L'Allemagne a été le seul des sept pays à enregistrer une croissance plus rapide de la productivité en 1983; au Japon, en France et au Royaume-Uni, la productivité a de nouveau augmenté, mais plus lentement qu'en 1982.

Dans la zone de l'OCDE en général, et aux États-Unis en particulier, les politiques fiscales et monétaires expliquent dans une large mesure l'évolution de la conjoncture. Les pays de l'OCDE ont suivi des politiques monétaires et fiscales restrictives visant à atténuer les conséquences inflationnistes du choc pétrolier de 1979-80. Les estimations de l'OCDE montrent que, en moyenne, le déficit budgétaire des sept principaux pays de l'Organisation, corrigé de l'effet du déclin cyclique de la production[2], s'est accru dans une pro-

[2] Le solde budgétaire corrigé des variations cycliques ou conjoncturelles est le solde qui serait observé avec la structure existante des impôts et des dépenses, si l'économie enregistrait un niveau moyen d'activité.

portion équivalent à 0.8 point de pourcentage de la dépense nationale brute/produit intérieur brut (DNB/PIB) entre 1980 et 1983. Depuis 1979 et jusqu'au milieu de 1982, les taux d'intérêt réels et nominaux ont généralement augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. La poursuite de politiques restrictives, ainsi que les baisses des prix de l'énergie et des produits de base et l'affaiblissement constant des marchés du travail et des produits, ont été les principaux facteurs de ralentissement de l'inflation entre 1980 et 1982. Malgré une reprise de la croissance réelle et une forte poussée des prix des produits de base en 1983, le taux d'inflation a continué de baisser rapidement en raison de la faiblesse persistante des marchés du travail, de la diminution des attentes inflationnistes et d'un autre léger fléchissement des prix du pétrole.

Deux principaux facteurs ont contribué au redressement de la production en 1983, à savoir: le recul de l'inflation et, dans ce contexte, la poursuite d'une politique monétaire prudemment expansionniste par la Réserve fédérale des États-Unis. Le ralentissement de l'inflation a contribué à la diminution des taux d'intérêt nominaux, à compter du second semestre de 1982, et à l'accroissement de la richesse personnelle réelle.

Les taux d'intérêt nominaux ont chuté d'environ 300 centièmes de point au Canada et aux États-Unis entre 1982 et 1983, sur une base annuelle moyenne. Malgré une légère remontée des taux d'intérêt nominaux vers la fin de 1983, tant au Canada qu'aux États-Unis, les taux d'intérêt à court terme et à long terme étaient à la fin de l'année de plus de 500 et 300 centièmes de point respectivement inférieurs à leur sommet de 1982. Ces fortes diminutions des taux d'intérêt nominaux ont particulièrement contribué à l'augmentation des dépenses de construction résidentielle et des achats de biens durables, et ont permis d'abord un ralentissement, puis un renversement de la tendance à l'épuisement des stocks. Les taux d'intérêt réels, soit les taux d'intérêt nominaux moins le taux courant d'inflation, ont temporairement fléchi vers la fin de 1982 dans la plupart des principaux pays de l'OCDE, mais ils ont remonté à nouveau en 1983 alors que l'inflation continuait de reculer.

Comme en 1982, il est plutôt difficile d'interpréter les données sur la masse monétaire pour 1983 en raison des déplacements de la demande de monnaie à la suite de changements institutionnels et structurels et d'innovations financières. Comme certains pays ont abandonné les fourchettes de croissance de la masse monétaire et que d'autres, en particulier les États-Unis, ont réduit l'importance qu'ils y accordaient, les banques centrales des pays de l'OCDE ont généralement formulé leur politique monétaire à la lumière de l'analyse d'un certain nombre d'indicateurs économiques, dont la croissance, l'inflation et le taux de change, ainsi que l'offre de monnaie. L'inflation diminuant, les banques centrales ont donc adopté des politiques monétaires visant à ce que de sensibles réductions des taux d'intérêt nominaux favorisent un croissance réelle modérée. Toutefois, ces politiques sont demeurées prudentes et résolument anti-inflationnistes, particulièrement aux États-Unis, de sorte que les taux d'intérêt étaient toujours élevés comparativement à leurs niveaux d'avant 1979.

La baisse du taux de l'inflation et le redressement des marchés boursiers ont été les principaux facteurs d'une hausse notable de la richesse réelle des ménages, laquelle a entrainé une forte progression des dépenses de consommation et une réduction du taux d'épargne des particuliers. La confiance des consommateurs s'est raffermie au Japon, aux États-Unis, au Canada et en Europe, ainsi que l'indiquent diverses enquêtes sur les consommateurs. Grâce au jeu de ces facteurs, la croissance des dépenses de consommation a été le principal moteur de la reprise actuelle dans la zone l'OCDE. D'après les estimations de l'Organisation, le redressement des dépenses de consommation serait à l'origine de 2 des 2.5 points de pourcentage de hausse de la DNB réelle dans les sept principaux pays de l'OCDE en 1983.

Aux États-Unis, les niveaux relativement élevés des taux d'intérêt, le déclin rapide de l'inflation et la vigueur de l'expansion économique ont donné lieu à d'importantes entrées de fonds, ce qui a exercé d'autres pressions à la hausse du dollar américain en 1983. Du fait de la vigueur du dollar américain, les autres pays de l'OCDE ont été contraints soit de relever leurs taux d'intérêt, soit d'accepter une dépréciation de leur monnaie. Ils ont choisi une combinaison de ces mesures, compte tenu de leur propre situation économique. Entre décembre 1982 et décembre 1983, le dollar américain a gagné environ 13 pour cent sur le deutschemark et la livre sterling du Royaume-

Uni, 19 pour cent sur la lire italienne et 22 pour cent sur le franc français. Au cours de la même période, il n'a pratiquement pas changé par rapport au dollar canadien et a perdu environ 3 pour cent sur le yen japonais. Calculés en fonction des indices pondérés des taux de change de 15 pays conçus par la Morgan Guarantee Trust, le yen japonais, le dollar É.-U. et le dollar canadien ont augmenté d'environ 9, 7 et 1 pour cent respectivement, le deutschemark est demeuré inchangé, la livre sterling du Royaume-Uni a légèrement fléchi, tandis que le franc français et la lire italienne se sont sensiblement affaiblis entre décembre 1982 et décembre 1983[3]. Entre 1981 et 1983, le dollar américain, le yen japonais et le deutschemark ont fortement augmenté, le dollar canadien est demeuré relativement stable et la livre sterling du Royaume-Uni, le franc français et la lire italienne ont fortement fléchi. D'après l'indice pondéré des 15 pays, le dollar canadien a gagné légèrement plus de un pour cent en 1983 par rapport à 1982 (voir le chapitre 5).

La reprise canadienne de 1983 selon une perspective historique

Les tableaux 1.2 à 1.4 présentent les similitudes et les différences entre la reprise de 1983 et la première année des reprises antérieures de la période de l'après-guerre. Le tableau 1.2 montre que la reprise de 1983 ressemblait à certains égards à la reprise moyenne enregistrée au début de l'après-guerre. Premièrement, l'augmentation de 6.6 pour cent de la DNB réelle pendant les quatre trimestres de la reprise de 1983 n'était pas éloignée de la hausse moyenne de 7 pour cent enregistrée aux quatre premiers trimestre des cinq reprises antérieures de 1954, 1958, 1961, 1975 et 1980[4]. Deuxièmement, comme ce fut le cas lors des reprises précédentes, les dépenses de consommation, les dépenses publiques, la construction résidentielle et la variation des stocks ont contribué positivement à la croissance de DNB réelle en 1983. Troisièmement, bien que les investissements fixes des entreprises n'aient pas eu, en moyenne, d'influence positive ou négative notable sur la croissance durant la première année des cinq reprises antérieures, l'investissement a parfois fléchi dans le passé au début des reprises. Ainsi, les investissements en machines et équipement et en construction non résidentielle ont diminué pendant la reprise de 1957-1958. De plus, les investissements en machines et équipement ont fléchi, en moyenne, pendant la première année des reprises antérieures. Quatrièmement, les exportations nettes ont eu un effet négatif sur la croissance globale en 1983, ce qui est compatible avec leur comportement moyen et leur tenue pendant les reprises de 1954, de 1958 et de 1975.

Malgré ces similitudes, la reprise de 1983 différait sur certains points des reprises antérieures, surtout en ce qui concerne la contribution des divers secteurs à la croissance de la DNB réelle globale. Premièrement, une proportion sensiblement plus élevée de la croissance de la DNB réelle est attribuable à la variation des stocks pendant la reprise de 1983: 64 pour cent comparativement au sommet antérieur de 14 pour cent enregistré pendant la reprise de 1958. Cela est dû au fait que l'épuisement des stocks durant la récession de 1980-1982 avait été lui aussi sans précédent. Deuxièmement, bien que les dépenses de consommation aient fortement progressé en 1983, leur contribution à la croissance n'a pas dépassé la plus faible contribution antérieure (41 pour cent) pendant la reprise de 1961 et elle était sensiblement inférieure à la plus forte contribution (79 pour cent) pendant la récession de 1958. Alors que les reprises antérieures étaient généralement caractérisées par la vigueur des dépenses de consommation, celle de 1983 a surtout été marquée par un redressement des stocks à la suite d'une forte récession au cours de laquelle plus de la moitié de la baisse de la production avait été attribuable à un épuisement des stocks. Troisièmement, bien que la hausse de la construction résidentielle ait été forte durant la reprise de 1983, elle est demeurée inférieure au niveau atteint pendant les reprises précédentes, à l'exception de 1961. Quatrièmement, même si les dépenses de construction non résidentielle ont fléchi durant la reprise de 1958, ce fut la seule autre baisse de cette catégorie d'investissements durant les reprises de l'après-guerre et elle fut sensiblement inférieure à celle enregistrée en

---

[3] Selon les estimations de la Morgan Guarantee Trust Company of New York, dans *World Financial Markets*.

[4] Ces reprises ont plus précisément débuté au troisième trimestre de 1954, au premier trimestre de 1958, au deuxième trimestre de 1961, au deuxième trimestre de 1975 et au troisième trimestre de 1980.

1983. Enfin, l'ampleur de la baisse des exportations nettes a dépassé celle des reprises antérieures.

L'évolution du marché du travail pendant la reprise de 1983 a toutefois été semblable à celle des reprises précédentes. Bien que la progres-

Tableau 1.3
Évolution de la conjoncture au Canada: reprises[1] entre 1953-1983

	1954	1958	1961	1975	1980	1983	Moyenne 1954-1981
	(variation cumulative en pourcentage)						
Dépense nationale brute réelle	9.4	4.7	9.8	6.0	5.1	6.6	7.0
Dépenses de consommation	8.0	6.1	6.4	6.3	3.8	4.4	6.1
Dépense publique	1.6	8.5	8.9	2.7	−0.5	1.2	4.2
Construction résidentielle	28.3	24.1	5.1	30.7	21.4	16.1	21.9
Investissements fixes des entreprises	−2.9	−8.0	0.5	3.8	10.8	−8.6	0.8
Construction non résidentielle	4.7	−10.3	0.5	7.2	9.7	−16.0	2.4
Machines et équipement	−9.7	−4.7	0.5	1.0	11.8	−0.8	−0.2
Variation des stocks[2]	416	312	572	480	204	5,436	397
Exportations nettes[2]	−24	−292	84	−492	472	−268	−50
Exportations	8.3	1.5	3.9	6.2	8.9	21.8	5.8
Importations	7.6	4.4	2.6	6.7	6.6	22.6	5.6
Marché du travail							
Population active	2.1	1.3	1.0	3.4	3.1	1.6	2.2
Taux d'activité[3]	0.0	−0.4	−0.4	0.6	0.8	0.2	0.2
Emploi	2.3	0.1	3.5	3.2	3.7	3.5	2.6
Taux de chômage[3]	−0.2	1.1	−2.3	0.2	−0.6	−1.6	−0.4
Coûts et prix[4]							
Rémunération moyenne	1.3	−0.3	1.9	−3.0	2.9	−4.9	0.6
Productivité	9.0	6.1	7.7	4.6	3.9	3.7	6.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	−7.6	−6.4	−5.7	−8.3	−1.5	−8.8	−5.9
Indice des prix à la consommation	−0.6	−0.1	−1.0	−2.4	3.1	−5.1	−0.2
Règlements salariaux sans indemnité de vie chère[5]	n.d.	n.d.	n.d.	−4.4	1.4	−3.1	−1.5
Revenus							
Bénéfices avant impôt	24.9	22.1	23.4	5.7	0.1	54.9	15.3
Part du PNB représentée par les bénéfices[3]	1.5	1.5	1.1	−1.1	−1.7	2.5	0.2
Revenu réel disponible des particuliers	8.4	4.0	9.7	4.9	4.2	0.9	6.3
Taux d'épargne[3]	0.4	−1.8	3.0	−0.8	0.1	−2.0	0.2

(1) Les six reprises de l'après-guerre ont débuté plus précisément au troisième trimestre de 1954, au premier trimestre de 1958, au deuxième trimestre de 1961, au deuxième trimestre de 1975, au troisième trimestre de 1980 et au premier trimestre de 1983. Les estimations sont fondées sur les quatre premiers trimestres de chaque reprise.

(2) En millions de dollars de 1971.

(3) Variation en pourcentage ou part en pourcentage.

(4) Variation de l'augmentation en pourcentage d'une année à l'autre.

(5) Les règlements salariaux sans indemnité de vie chère ne couvrent que la période commençant en 1967.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *L'indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; Travail Canada, *Données sur le travail*, trimestrielle.

Tableau 1.4

Évolution de la conjoncture au Canada: récessions [1] entre 1953-1983

	1953	1957	1960	1974	1980	1981	Moyenne 1953-1980
	(variation cumulative en pourcentage)						
Dépense nationale brute réelle	−2.6	−0.3	−1.1	−0.4	−0.5	−6.5	−1.0
Dépenses de consommation	3.2	3.1	0.3	3.1	−0.1	−2.5	1.9
Dépense publique	−1.6	−1.7	11.1	3.7	1.4	3.3	2.6
Construction résidentielle	11.3	−0.9	−16.5	−24.8	−11.2	−27.7	−8.4
Investissements fixes des entreprises	−4.3	−4.9	−4.9	3.7	0.9	−17.5	−1.9
Construction non résidentielle	−0.7	7.0	−1.6	6.4	3.0	−11.0	2.8
Machines et équipement	−7.3	−17.9	−8.7	1.5	−1.0	−23.4	−6.7
Variation des stocks [2]	−1,100	−2,032	−952	−840	−1,656	−4,692	−1,316
Exportations nettes [2]	52	1,040	252	−1,920	704	3,384	26
Exportations	−8.0	−0.3	−0.0	−8.4	−0.8	−9.1	−3.5
Importations	−7.7	−10.2	−2.4	−0.9	−2.6	−17.2	−4.8
Marché du travail							
Population active	1.6	4.0	2.4	3.1	1.2	1.2	2.4
Taux d'activité [3]	−0.4	0.4	0.2	0.3	0.1	−0.7	0.2
Emploi	−0.5	1.2	0.5	1.5	0.6	−4.9	0.7
Taux de chômage [3]	2.0	2.6	1.7	1.4	0.5	5.6	1.6
Coûts et prix [4]							
Rémunération moyenne	−6.2	−5.6	−2.0	5.8	1.1	−3.9	−1.4
Productivité	−7.1	−4.4	−4.2	−2.7	−0.8	−2.1	−3.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.2	−1.0	2.2	8.9	2.0	−1.6	2.7
Indice des prix à la consommation	2.4	−0.4	0.3	1.9	0.0	−3.0	0.8
Règlements salariaux sans indemnité de vie chère [5]	n.d.	n.d.	n.d.	6.6	1.6	−5.4	4.1
Revenus							
Bénéfices avant impôts	−13.3	−15.8	−16.7	−5.3	−0.9	−36.7	−10.4
Part du PNB représentée par les bénéfices [3]	−1.5	−1.9	−1.7	−2.2	−0.7	−4.4	−1.6
Revenu réel disponible des particuliers	−0.9	3.4	−1.0	4.7	1.2	−1.3	1.5
Taux d'épargne [3]	−4.0	0.1	−1.4	1.3	0.7	1.4	−0.6

[1] La durée des six récessions de l'après guerre a été la suivante: du troisième trimestre de 1953 au deuxième trimestre de 1954; du premier trimestre de 1957 au quatrième trimestre de 1957; du deuxième trimestre de 1960 au premier trimestre de 1961; du deuxième trimestre de 1974 au premier trimestre de 1975; du premier trimestre de 1980 au deuxième trimestre de 1980; et du troisième trimestre de 1981 au quatrième trimestre de 1982.

[2] En millions de dollars de 1971.

[3] Variation en pourcentage ou part en pourcentage.

[4] Changement de la variation en pourcentage d'une année à l'autre.

[5] Les règlements salariaux sans indemnité de vie chère ne couvrent que la période commençant en 1967.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, mens., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *L'indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; Travail Canada, *Données sur le travail*, mensuelle.

sion de 1.6 pour cent de la population active durant la reprise de 1983 ait été sensiblement inférieure à la hausse moyenne de 2.2 pour cent enregistrée lors des reprises passées, elle ne s'écartait pas trop de la tendance antérieure (tableau 1.3). Les gains d'emploi pendant la reprise de 1983 ont été sensiblement supérieurs aux gains moyens, mais semblable aux niveaux atteints pendant les reprises de 1961, de 1975 et de 1980. Le recul de 1.6 point de pourcentage du taux de chômage en 1983 était quatre fois plus important que le fléchissement moyen, mais inférieur à la baisse de 2.3 points de pourcentage enregistrée pendant la reprise de 1961.

Le redressement des bénéfices avant impôt, la part du PNB représentée par les bénéfices et le revenu réel disponible des particuliers pendant la reprise de 1983 étaient sans rapport avec les tendances antérieures. Leur évolution durant la dernière récession a dans une large mesure fortement joué à cet égard. Les bénéfices avant impôt avaient chuté de 36.7 pour cent pendant la récession de 1981-1982. Il s'agissait de la plus forte baisse jamais enregistrée depuis l'après-guerre pendant une récession et représentait près de trois fois la baisse moyenne de l'après-guerre. De même, la part du PNB représentée par les bénéfices a chuté de 4.4 points de pourcentage pendant la récession de 1981-1982, soit la plus forte baisse de l'après-guerre et plus du double de la baisse moyenne. Malgré leur vigoureuse progression pendant la reprise de 1983, les bénéfices étaient encore de 4.9 pour cent inférieurs à leur sommet du quatrième trimestre de 1980. La proportion du PNB représentée par les profits – 8.9 pour cent au quatrième trimestre de 1983 – était elle aussi sensiblement plus faible que la moyenne de 11.4 pour cent enregistrée pendant les années 70 (tableau 1.1) et que le dernier sommet de 12.2 pour cent atteint au quatrième trimestre de 1980. La faible progression du revenu disponible réel des particuliers pendant la reprise n'avait elle non plus jamais été égalée durant l'après-guerre. Bien que le fléchissement du taux d'épargne pendant la reprise de 1983 faisait contraste avec la faible progression moyenne du taux d'épargne durant les reprises antérieures, la baisse et son ampleur étaient semblables à celles enregistrées lors de la reprise de 1958.

2. Secteur des particuliers, du logement et des entreprises

Les dépenses réelles de consommation ont augmenté de 3.1 pour cent en 1983, après avoir enregistré en 1982 leur première baisse en plus de trois décennies. Ce redressement a surtout touché les biens durables, en raison de fortes baisses des taux d'inflation et d'intérêt et de divers programmes de stimulation lancés par les secteurs public et privé. Comme ce fut le cas pendant les autres reprises de l'après-guerre, la progression des dépenses réelles de consommation a été plus rapide que celle de la DNB réelle. Toutefois, la croissance de la consommation a dépassé celle du revenu disponible des particuliers dont le taux d'épargne a fléchi de 2.2 points de pourcentage pour tomber à 12.9 pour cent en 1983. La hausse du revenu nominal des particuliers a ralenti en 1983 en raison essentiellement d'un fléchissement prononcé des taux d'inflation et d'intérêt. Le revenu réel des particuliers a également reculé légèrement.

Le logement a été l'un des secteurs de croissance pendant la reprise en 1983, grâce à la stabilité et au bas niveau des taux d'intérêt, au redressement de la confiance des consommateurs et aux encouragements fournis par des programmes publics de logement. L'augmentation des mises en chantier durant l'année était entièrement attribuable à la hausse des mises en chantier d'habitations unifamiliales, celles de logements multiples ayant régressé. Le secteur des logements existants s'est également raffermi en 1983. Sur le marché du logement, l'activité s'est surtout accrue au premier semestre de l'année en prévision de l'expiration du Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété en mai. Elle a fortement diminué à partir de juillet, mais elle a ensuite repris vers la fin de l'année.

Le redressement des investissements des entreprises se manifeste généralement plus tard que la reprise et ce fut le cas en 1983 également, l'investissement réel ayant régressé pour la deuxième année consécutive. La faiblesse des taux d'utilisation de la capacité, la situation financière relativement peu favorable des entreprises et la persistance de taux d'intérêt réels élevés ont été les principaux facteurs à l'origine de la faiblesse de l'investissement. Les dépenses de construction non résidentielle ont de nouveau fléchi en 1983, alors que les dépenses en machines et équipement ont augmenté. Il y a eu une autre légère diminution des stocks en 1983 sur l'ensemble de l'année, la reprise de l'accumulation au cours des six derniers mois n'ayant pas entièrement neutralisé la baisse enregistrée au premier semestre de l'année. Toutefois, la variation des stocks durant l'année n'a pas contribué sensiblement à la reprise économique.

Secteur des particuliers

Sources de revenu

Après s'être accéléré entre 1977 et 1981, le taux de croissance du revenu des particuliers a ralenti en 1982 et en 1983 (tableau 2.1). Toutes les composantes du revenu des particuliers ont enregistré soit une moindre croissance, soit une baisse en 1983. Le ralentissement de la progression du revenu nominal des particuliers au cours des deux dernières années résultait essentiellement de diminutions importantes du taux d'inflation et des taux d'intérêt. Depuis 1979, la croissance du revenu disponible des particuliers a été plus lente que celle de leur revenu en raison de majorations des taux effectifs moyens d'imposition des gouvernements fédéral et provinciaux.

Après avoir progressé de près de 34 pour cent en 1981, puis de 11.3 pour cent en 1982, les revenus de placements ont fléchi de 5 pour cent en 1983. Il s'agissait de la plus forte variation des cinq principales composantes du revenu des particuliers énumérées au tableau 2.1. Les principaux facteurs à l'origine de ce retournement de la tendance ont été la diminution des taux d'intérêt nominaux et du niveau de l'épargne des particuliers. Malgré la hausse de l'emploi, le taux de progression du revenu du travail a fléchi en 1983 à cause d'un ralentissement prononcé des gains salariaux. Les revenus agricoles ont diminué sensiblement pour la deuxième année consécutive, mais plus lentement qu'en 1982. De concert avec la faiblesse persistante de la croissance de la demande mondiale de denrées alimentaires en 1983, les niveaux élevés des stocks internationaux de produits alimentaires à la suite d'abondantes récoltes en 1981 et en 1982, ont retenu

Tableau 2.1
Sources et emplois du revenu des particuliers

	1979	1980	1981	1982	1983
	(Variation en pourcentage)				
Sources					
Revenu du travail[1]	12.4	13.2	15.4	7.5	5.6
Revenu agricole net	5.3	−9.0	40.1	−15.9	−7.9
Revenu net d'entreprises non constituées en sociétés	8.7	11.2	13.5	16.5	14.2
Intérêts dividendes et autres revenus de placements	23.2	16.1	33.9	11.3	−5.0
Revenus de transfert	6.6	16.1	14.1	23.5	15.4
Revenu personnel	12.5	13.5	17.7	10.0	5.8
Revenu personnel disponible	12.7	13.3	16.6	9.8	5.1
Revenu personnel disponible réel	3.2	2.3	4.5	−0.9	−0.8
Emplois					
Consommation	11.4	11.9	13.7	8.4	9.2
Impôt direct des particuliers[2]	11.2	14.1	22.4	10.8	8.8
Paiements de transfert[3]	47.6	29.2	35.5	1.9	−31.7
Épargne	18.2	20.7	33.3	19.9	−10.3
Taux effectif moyen d'imposition[4] (en pourcentage)	18.3	18.4	19.1	19.3	19.8

(1) Comprend la solde et les allocations des militaires.
(2) Comprend tous les transferts courants à l'État.
(3) Comprend l'intérêt sur les prêts à la consommation et les transferts aux non-résidents.
(4) Égal à l'unité moins le rapport revenu disponible/revenu personnel, multiplié par 100.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

les prix des produits agricoles et les revenus, alors que les frais d'exploitation continuaient de croître.

Si l'on corrige le revenu nominal par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, on constate que le revenu disponible réel des particuliers a fléchi de 0.8 pour cent, après avoir baissé de 0.9 pour cent en 1982. Toutefois, tel qu'expliqué ci-après, ces diminutions du revenu disponible réel des particuliers semblent être entièrement attribuables à l'effet de distorsion qu'introduit l'inflation dans la mesure habituelle des revenus de placements des particuliers.

Dépenses des particuliers

Après avoir fléchi en 1982, pour la première fois depuis le début de l'après-guerre, les dépenses réelles de consommation se sont redressées en 1983 en enregistrant une légère hausse de 3.1 pour cent (tableau 1.1). Les dépenses réelles des particuliers ont augmenté malgré une diminution du revenu réel disponible car les consommateurs ont réduit leur épargne de 10.3 pour cent.

Le redressement des dépenses de consommation, qui avait débuté au quatrième trimestre de 1982, a été stimulé par une forte baisse des taux d'intérêt, laquelle a réduit les incitations à l'épar-

gne et encouragé les achats de biens durables pour lesquels il existait une forte demande contenue. En outre, la progression de l'emploi et le fléchissement rapide de l'inflation ont contribué à porter la confiance des consommateurs à son plus haut niveau depuis 1965. Les programmes spéciaux de financement offerts par les fabricants nord-américains de voitures particulières, la suppression temporaire de la taxe de vente au détail sur certains articles en Ontario et le budget fédéral d'avril 1983, qui a permis de retirer les fonds accumulés dans des régimes enregistrés d'épargne-logement (REEL) pour acheter des meubles et des appareils ménagers neufs, ont également favorisé les dépenses de consommation en biens durables. Par conséquent, ce sont les dépenses réelles en biens de consommation durables qui, avec une hausse de 10.7 pour cent (tableau 2.2), ont contribué le plus à la croissance de la consommation réelle. Les dépenses de consommation en biens semi-durables et en services ont enregistré de plus faibles augmentations. Par contre, les dépenses réelles de consommation en biens non durables ont légèrement fléchi, la baisse persistante de la consommation de carburant et d'énergie ayant plus que compensé les faibles augmentations enregistrées par la plupart des autres biens non durables.

Malgré la gravité de la récession de 1981-1982, le redressement des dépenses réelles de consommation en 1983 ressemblait à certains égards à celui de la plupart des reprises de l'après-guerre, ainsi que l'indique le tableau 2.3. Les dépenses réelles de consommation en 1983 ont progressé moins vite que la DNB réelle comme ce fut le cas pendant la plupart des reprises de l'après-guerre. En outre, la répartition de la croissance des dépenses réelles des particuliers pendant la reprise de 1983 était semblable à celle qui avait caractérisé les reprises antérieures, les dépenses en biens durables progressant beaucoup plus vite que les autres types de consommation – biens semi-durables, services et biens non durables.

Plusieurs aspects différencient cependant la reprise de 1983 de celles de l'après-guerre. En 1983, la croissance des dépenses réelles dans toutes les catégories de biens, sauf les biens durables, a été sensiblement plus faible que pendant les reprises antérieures. En outre, la contribution des dépenses de consommation à la croissance a été l'une des plus modestes des reprises de l'après-guerre, 42 pour cent seulement de la progression de la production en 1983 comparativement à une contribution moyenne de 56 pour cent pendant les reprises antérieures et à 79 pour cent, contribution la plus élevée, enregistrée pendant l'expansion de 1958. Contrairement aux reprises antérieures, où le revenu disponible réel (RDR) a progressé rapidement et souvent plus vite que les dépenses des particuliers, la croissance du RDR a été faible pendant la reprise de 1983. Le taux d'épargne des particuliers a fléchi, au lieu d'accuser peu de changement en moyenne, comme ce fut le cas lors des reprises antérieures. Il y a toutefois des raisons de croire que la récente chute de l'inflation a introduit une distorsion qui a produit une sous-estimation de la croissance du revenu disponible réel et de l'épargne des particuliers, mesurés de la façon habituelle. Si l'on tient compte de cette distorsion, la mesure du revenu disponible réel corrigé de l'inflation montre que le revenu disponible a connu une croissance relativement forte pendant la reprise de 1983.

Revenu et épargne des particuliers corrigés de l'inflation

Le revenu et l'épargne des particuliers sont gonflés en période d'inflation à cause d'une mesure inexacte des revenus de placements et des paiements d'intérêt des particuliers. En effet, les mesures habituelles des revenus et des frais d'intérêt ne tiennent pas compte des pertes en capital que subissent les prêteurs (et les gains, dans le cas des emprunteurs) en raison d'une baisse du pouvoir d'achat du principal attribuable à l'inflation. Aux fins de l'analyse, ces pertes ou gains en capital devraient être exclus des revenus de placements et des frais d'emprunt des particuliers, ce qui permettrait d'obtenir une mesure suivie du revenu et de l'épargne d'une année à l'autre.

Le tableau 2.4 explique la méthode employée pour calculer les estimations corrigées de l'inflation. Les estimations des revenus de placements, et par conséquent du revenu total des particuliers, sont calculées après correction en fonction de l'inflation. Dans l'exemple, pour un individu représentatif, la correction en fonction de l'inflation fait tomber les revenus de placements de $1,652 à $551 en 1983. Tel qu'indiqué au bas du tableau 2.4, pour obtenir l'estimation corrigée de

Tableau 2.2
Parts et croissance procentuelles par catégorie de dépenses de consommation[1]

	Part des dépenses totales de consommation				Taux de variation			
	Moyenne 1971-1980	1981	1982	1983	Moyenne 1971-1980	1981	1982	1983
	(pourcentage)				(variation en pourcentage)			
Biens durables	17.0	17.5	16.3	17.6	7.8	1.3	−8.6	10.7
Autos et réparations	7.6	7.1	6.2	7.1	5.7	−1.2	13.4	16.6
Ameublement et articles ménagers	4.2	4.2	3.8	4.1	6.6	0.0	−11.0	11.0
Articles de loisirs	5.1	6.3	6.3	6.4	12.5	5.1	−1.6	4.8
Biens semi-durables	13.6	13.8	13.4	13.3	5.1	2.9	−4.6	2.2
Vêtements et chaussures	8.2	8.8	8.6	8.6	5.7	4.4	−3.7	2.6
Ameublement	3.6	3.4	3.2	3.2	5.6	−0.5	−7.2	1.7
Livres et journaux	1.2	1.0	1.0	1.0	1.2	1.3	−4.3	−0.2
Bijoux	0.7	0.5	0.5	0.5	4.0	5.3	−3.7	5.1
Biens non durables	29.3	27.4	28.0	27.1	3.2	1.0	−0.1	−0.3
Aliments, boissons et tabac	19.4	17.8	18.2	17.7	2.6	1.6	0.1	0.3
Essence, huile et graisse	2.9	2.8	2.6	2.4	5.2	−2.6	−8.2	−3.2
Fournitures ménagères	1.4	1.3	1.3	1.3	4.6	0.3	−2.6	−0.7
Médicaments et divers	1.5	1.7	1.8	1.8	7.3	5.3	4.3	1.1
Électricité et gaz	3.1	2.8	2.9	2.8	2.3	−3.0	3.9	−3.1
Articles de toilette	1.0	1.1	1.2	1.2	7.5	5.0	2.7	2.5
Services	40.1	41.3	42.2	42.0	4.5	2.4	0.1	2.5
Transports et communications	4.9	5.5	5.6	5.5	7.1	2.3	−1.5	1.2
Loyer	14.8	15.7	16.5	16.4	4.0	3.8	3.3	2.5
Services ménagers	0.9	0.8	0.8	0.9	−0.1	−0.9	3.4	6.5
Services médicaux	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	2.8	0.3	1.1
Services personnels	11.0	10.9	10.5	10.2	4.1	0.9	−5.7	0.1
Loisirs, formation, culture et autres	6.9	6.8	7.1	7.3	6.3	1.8	3.0	5.3
Dépenses de consommation	100.0	100.0	100.0	100.0	4.7	1.9	−2.1	3.1

[1] Toutes les estimations sont établies à partir des dépenses de consommation en dollars de 1971.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, an., nº cat. 13-201.

l'inflation des revenus de placements, il suffit de multiplier les avoirs financiers bruts de cet individu ($23,491) par le taux d'inflation sur 12 mois (4.6 pour cent), puis de soustraire le chiffre obtenu du revenu mesuré. Cette correction montre que $1,100 environ des «revenus de place-

Tableau 2.3
Évolution conjoncturelle[1] des dépenses réelles des particuliers, du revenu disponible et de l'épargne

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Ampleur de la reprise[2]	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(Variation cumulative en pourcentage, sauf indication contraire)				
DNB réelle	6.6	−6.5	91	7.0	−1.0
Dépenses réelles des particuliers	4.4	−2.5	156	6.1	1.9
Biens durables	14.7	−10.5	122	13.0	−1.6
Biens semi-durables	4.3	−5.6	35	5.6	0.8
Biens non durables	1.0	−0.4	416	4.3	2.8
Services	2.6	0.6	n.d.	5.5	3.1
Revenu réel disponible des particuliers					
Mesuré	0.9	−1.3	69	6.3	1.5
Corrigé de l'inflation	3.3	5.2	n.d.	4.0[3]	5.7[2]
Taux d'épargne des particuliers (variation en points de pourcentage)	−2.0	1.4	n.d.	0.2	−0.6

[1] Voir le tableau 1.2 pour les dates des diverses reprises et récessions.
[2] Augmentation pendant la reprise exprimée en pourcentage de la baisse enregistrée pendant la récession de 1981-1982.
[3] Ne porte que sur les cycles de 1974-1976 et de 1979-1982.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *Comptes des flux financiers*, trim., nº cat. 13-002; et estimations du ministère des Finances.

ments» reçus sont en fait nécessaire au maintien du pouvoir d'achat réel des avoirs financiers existants. Mise à part cette correction, le revenu disponible réel des particuliers corrigé de l'inflation se détermine de la même façon que le revenu non corrigé.

Le niveau de l'épargne est modifié de la même façon par la correction en fonction de l'inflation. Puisqu'il faut déduire les paiements d'intérêt sur l'argent emprunté du revenu personnel disponible pour obtenir l'épargne, ces paiements d'intérêts doivent être eux aussi corrigés de l'inflation. Une méthode plus simple consiste à utiliser les avoirs financiers nets, soit les avoirs bruts moins les emprunts, de les multiplier par le taux d'inflation et de déduire le résultat de l'épargne pour obtenir une estimation corrigée de l'inflation. C'est de cette façon qu'ont été obtenus les $2,790 représentant l'estimation corrigée de l'inflation de l'épargne pour l'individu représentatif en 1983. Il suffit ensuite de diviser l'épargne corrigée de l'inflation par le revenu personnel disponible corrigé de l'inflation pour obtenir le taux d'épargne corrigé en fonction de l'inflation.

Tableau 2.4

Exemple de la correction en fonction de l'inflation de l'épargne et du revenu disponible

	Individu représentatif		Ensemble du secteur des particuliers	
	Mesuré	Corrigé de l'inflation	Mesuré	Corrigé de l'inflation
	(dollars)		(milliards de dollars)	
Revenu personnel (placements exclus)				
1982	30,000	30,000	273.9	273.9
1983	31,500	31,500	294.4	294.4
Variation en pourcentage	5.0	5.0	7.5	7.5
Revenus de placements[1]				
1982	2,300	260[2]	42.4	0.1[2]
1983	1,652	551	40.3	19.8
Variation en pourcentage	−28.1	111.8	−5.0	*
Revenu personnel total				
1982	32,300	30,260	316.3	273.8
1983	33,152	32,051	334.7	314.2
Variation en pourcentage	2.6	5.9	5.8	14.8
Impôt[4]				
1982	6,202	6,202	61.0	61.0
1983	6,564	6,564	66.4	66.4
Variation en pourcentage	5.8	5.8	8.8	8.8
Revenu personnel disponible				
1982	26,098	24,056	255.3	212.9
1983	26,588	25,487	268.4	247.8
Variation en pourcentage	1.9	5.9	5.1	16.3
Revenu personnel disponible réel[5]				
1982	10,100	9,310	98.8	82.4
1983	9,714	9,312	98.1	90.6
Variation en pourcentage	−3.8	0.0	−0.8	9.9
Epargne				
1982	3,941	2,921[3]	38.5	18.5[3]
1983	3,429	2,790	34.6	24.2
Variation en pourcentage	−13.0	−4.4	−10.3	30.9
Taux d'épargne (pourcentage)				
1982	15.1	12.1	15.1	8.7
1983	12.9	10.9	12.9	9.8
Variation en points de pourcentage	−2.2	−1.2	−2.2	1.1
Pour mémoire				
Avoirs financiers bruts (en début d'année)				
1982	20,000		414.4	
1983	23,941		448.0	
Avoirs financiers nets (à l'exclusion des dettes financières)				
1982	10,000		196.2	
1983	13,941		226.8	
Taux d'inflation[6]				
1982	10.2		10.2	
1983	4.6		4.6	

* Pourcentage non représentatif.

(1) Les revenus de placements de l'individu représentatif sont calculés en fonction des avoirs financiers bruts (voir bas du tableau) et des taux d'intérêt de 11.5 pour cent et 6.9 pour cent servis sur les dépôts d'épargne sans privilège de chèques en 1982 et 1983 respectivement.

(2) Obtenu en multipliant les avoirs financiers bruts par le taux d'inflation (qui représente la perte de valeur des avoirs), puis en soustrayant le résultat des revenus de placements mesurés.

(3) Obtenu en multipliant les avoirs financiers *nets* par le taux d'inflation, puis en soustrayant le résultat de l'épargne mesurée. Il faut se servir des avoirs financiers nets puisque les paiements d'intérêt sur les dettes font partie des dépenses de consommation.

(4) Revenu mesuré multiplié par le taux effectif moyen d'imposition figurant au tableau 2.1.

(5) Corrigé par le déflateur des dépenses de consommation.

(6) Augmentation d'un quatrième trimestre à l'autre du déflateur des dépenses de consommation.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; et *Comptes des flux financiers*, trim., nº cat. 13-002; et ministère des Finances.

Le tableau 2.5 présente les estimations corrigées de l'inflation[1] pour l'ensemble du secteur des particuliers entre 1964 et 1983. Si l'on compare les mesures non corrigées et corrigées du taux d'épargne figurant au tableau 2.5, on peut constater que la progression du taux d'épargne effectif depuis 1973 peut, dans une large mesure, s'expliquer par la forte accélération de l'inflation au cours de la période. Toutefois, le taux d'épargne corrigé de l'inflation a fortement augmenté depuis 1980, cette hausse correspondant à une montée des taux d'intérêt, ce qui a contribué à encourager les consommateurs à diminuer leurs dépenses personnelles pour effectuer des placements financiers ou réduire leurs dettes ou leurs prêts hypothécaires. En fait, le taux d'épargne corrigé de l'inflation a augmenté en 1983, alors que le taux d'épargne effectif a sensiblement fléchi.

[1] Pour de plus amples détails sur la méthode de calcul des estimations corrigées de l'inflation, voir les éditions de 1982 et de 1983 de la *Revue économique*.

Tableau 2.5
Taux d'épargne personnelle et revenu personnel disponible réel[1]

	Revenu personnel disponible réel		Taux d'épargne	
	Non corrigé	Corrigé	Non corrigé	Corrigé
	(variation en pourcentage)		(pourcentage)	
1964	4.7	4.2	4.2	2.8
1965	7.6	6.4	5.5	3.6
1966	6.5	4.1	6.7	3.8
1967	4.5	4.5	6.3	3.4
1968	4.2	3.1	5.6	2.1
1969	4.7	4.9	5.4	2.1
1970	2.4	5.1	5.3	3.4
1971	8.4	7.5	5.9	3.6
1972	9.3	6.8	7.4	4.2
1973	9.1	1.5	9.0	2.9
1974	6.6	−0.2	9.9	1.1
1975	6.2	14.3	10.9	5.5
1976	4.4	7.5	9.3	5.1
1977	2.2	−1.4	9.1	3.9
1978	4.8	6.6	10.8	6.6
1979	3.2	−0.8	11.3	5.8
1980	2.3	0.0	12.1	5.4
1981	4.5	5.1	13.8	7.5
1982	−0.9	−0.7	15.1	8.7
1983	−0.8	9.9	12.9	9.7
Moyenne				
1964-1972	5.8	5.2	5.8	3.2
1973-1983	3.7	3.8	11.3	5.7

[1] Calculé à l'aide du déflateur des dépenses de consommation en biens et services.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *Comptes des flux financiers*, trim., nº cat. 13-002; et estimations du ministère des Finances.

En outre, les taux de croissance des revenus de placements et du revenu disponible des particuliers, et la hausse du taux d'épargne personnelle sont sous-estimés en période de décélération de l'inflation. Il en résulte une distorsion de l'analyse du secteur des particuliers en 1982 et en 1983, années où l'inflation a fortement ralenti. Ainsi, les revenus de placements mesurés sont tombés de $42.4 milliards en 1982 à $40.3 milliards en 1983. Toutefois, l'estimation corrigée de l'inflation des revenus de placements est passée de $0.1 milliard à $19.8 milliards au cours de la même période (tableau 2.4). Par conséquent, le revenu disponible réel corrigé de l'inflation a augmenté de 9.9 pour cent en 1983, comparativement à une baisse de 0.8 pour cent de sa mesure non corrigée. Il s'est agi de la plus forte croissance du revenu disponible réel corrigé de l'inflation depuis 1975, laquelle équivaut à plus du triple de la croissance de la consommation réelle pendant l'année. En conséquence, le taux d'épargne corrigé de l'inflation a progressé, contrairement à ce qu'indique le taux d'épargne non corrigé, lequel a enregistré une baisse.

Les chiffres de l'inflation montrent donc que la forte croissance du revenu disponible réel corrigé de l'inflation, attribuable à la décélération de l'inflation, a été l'un des principaux facteurs de la hausse des dépenses réelles de consommation en 1983. Étant donné la forte progression du revenu disponible réel corrigé, les consommateurs ont en fait dépensé prudemment en 1983. Le tableau qui se dégage diffère donc sensiblement de celui que produisent les mesures habituelles du revenu et de l'épargne des particuliers, lesquelles montrent que les consommateurs ont puisé dans leur épargne pour accroître leurs dépenses réelles.

Secteur du logement

Le logement a été l'un des secteurs dominants de la reprise en 1983 car les investissements résidentiels réels ont grimpé de 27.6 pour cent après avoir enregistré une baisse d'une ampleur semblable en 1982 (tableau 2.6). Les mises en chantier totales ont augmenté de 29.2 pour cent pour s'élever à 162,645 unités, contre 125,860 en

Tableau 2.6
Indicateurs du logement neuf

	1979	1980	1981	1982	1983
			(variation en pourcentage)		
Dépenses réelles de construction résidentielle	−2.7	−5.8	5.1	−23.1	27.6
			(milliers)		
Mises en chantier d'habitations	197.0	158.6	178.0	125.9	162.6
Urbaines– Unifamiliales	72.9	60.7	63.4	39.1	77.6
Multiples	78.8	64.3	79.0	65.7	56.6
Total	151.7	125.0	142.4	104.8	134.2
			(pour cent)		
Taux des hypothèques ordinaires	12.0	14.3	18.2	17.9	13.3

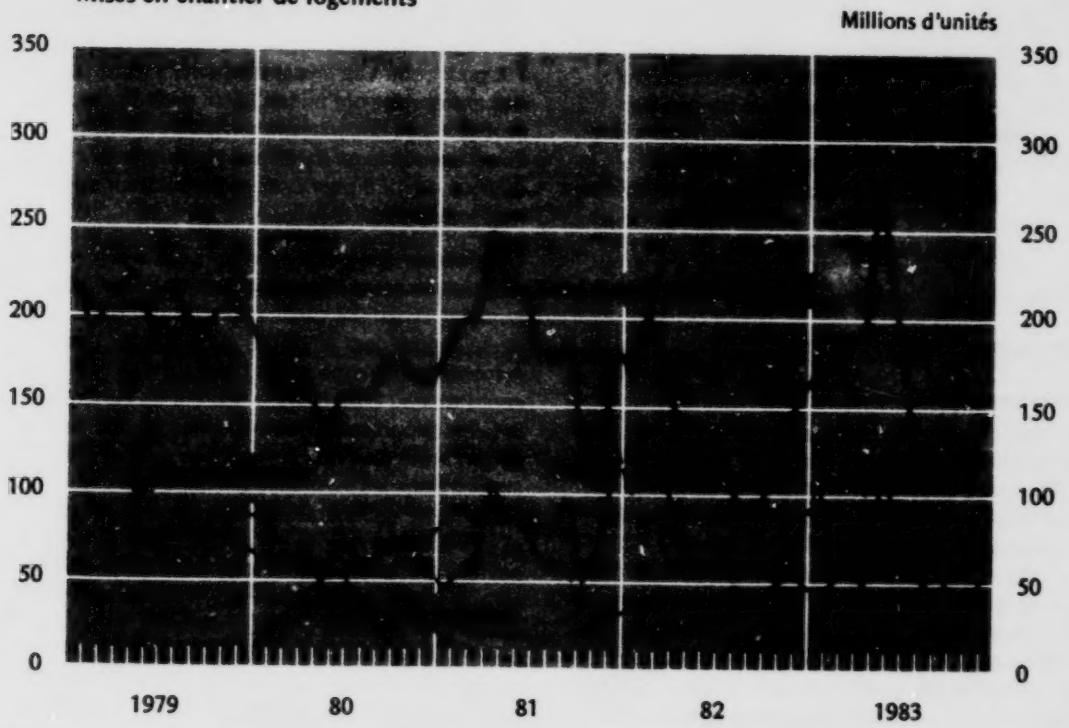
Sources: Statistique Canada, *Revue statistique canadienne*, mens.; nº cat. 11-003; Banque du Canada, *Revue*, mens.; Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada*, annuelle.

1982, la majorité des logements ayant été mis en chantier au cours du premier semestre de l'année (graphique 2.1). La reprise du marché des logements existants a été caractérisée par une vigueur et une évolution semblables. Au nombre des facteurs qui expliquent le relèvement du marché du logement figure la modération et la stabilité des taux hypothécaires en 1983, l'amélioration générale de la confiance des consommateurs durant l'année, le programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété (PCEAP) et le programme canadien de construction de logements locatifs, ainsi que plusieurs programmes provinciaux de stimulation.

La hausse des mises en chantier durant l'année est entièrement attribuable au plus grand nombre de mises en chantier d'habitations unifamiliales. En milieu urbain, les mises en chantier de logements unifamiliaux se sont élevées à 77,579 unités, soit près du double du niveau enregistré l'année précédente. Cette forte augmentation est en partie attribuable aux retombées considérables du PCEAP dans ce secteur du marché. En outre, les stocks de logements nouvellement terminés mais inoccupés ont baissé de plus de 40 pour cent en 1982 et les constructeurs étaient prêts à intensifier les activités de construction dès que la hausse de la demande est devenue apparente. Les nouvelles constructions, qui s'étaient déjà raffermies au quatrième trimestre de 1982, ont été particulièrement fortes au deuxième trimestre de 1983, lorsque l'expiration imminente du PCEAP a porté les mises en chantier à un niveau très élevé et insoutenable. Étant donné que les constructions étaient anticipées en ce moment-là, les mises en chantier de logements unifamiliaux ont fortement ralenti durant l'été avant de reprendre en novembre et en décembre.

Graphique 2.1

Mises en chantier de logements



Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques mensuelles de logement.*

Les mises en chantier de logements multiples n'ont pas été autant touchées que les habitations unifamiliales par le PCEAP parce qu'une proportion élevée des logements unifamiliaux est occupée par le propriétaire, alors que c'est le contraire dans le cas des habitations multiples. En outre, la hausse de 69 pour cent des stocks de logements multiples nouvellement terminés mais inoccupés en 1982 a contribué au ralentissement des nouvelles constructions au début de 1983. Toutefois, les mises en chantier d'habitations multiples se sont raffermies vers le milieu de l'année alors que les stocks commençaient à baisser, face à une demande plus vigoureuse. En milieu urbain, les mises en chantier de logements multiples en 1983 étaient de 14 pour cent inférieures au niveau de 1982.

L'activité a également repris sur le marché des logements existants en 1983. Le nombre d'unités vendues par l'intermédiaire des services d'inscriptions multiples a progressé de 16 pour cent par rapport à 1982 et, au quatrième trimestre de 1983, le prix moyen des maisons avait augmenté de 6 pour cent sur 12 mois, après avoir fléchi en 1982.

La construction résidentielle est très sensible à la conjoncture et elle joue habituellement un rôle important pendant les reprises. La hausse de 16.1 pour cent qu'elle a enregistrée au cours des quatre trimestres de 1983 (tableau 2.7) était importante, mais cependant inférieure à celles accusées pendant toute les autres reprises de l'après-guerre, à l'exception de celle de 1961.

Secteur des entreprises

Investissements fixes

Les investissements réels des entreprises en usines et en équipement ont freiné la reprise en 1983, car ils ont fléchi de 12.2 pour cent durant l'année et de 8.6 pour cent entre les quatrièmes trimestres de 1982 et de 1983 (tableaux 1.1 à 1.4). Ce recul faisait suite à des baisses sans précédent depuis le début de l'après-guerre de 11.2 pour cent en 1982 et de 17.5 pour cent durant la récession de 1981-1982. Malgré ces diminutions consécutives, les investissements fixes des entreprises ont représenté 13.3 pour cent de la DNB entre 1983, soit un niveau proche de la moyenne enregistrée durant les années 70, ce qui est partiellement attribuable à la vigueur de l'investissement avant la récession; la part de la DNB représentée par les investissements fixes des entreprises était toutefois inférieure au niveau record de 16.8 pour cent en 1981.

Le fléchissement des investissements, qui avait débuté au second semestre de 1981, s'est poursuivi durant la majeure partie de 1982 et en 1983. La baisse survenue en 1983 n'était cependant pas inattendue, puisque l'investissement est généralement en retard sur la reprise économique, surtout lorsque l'on considère que les taux d'utilisation de la capacité demeuraient peu élevés, que la situation financière des entreprises était relativement faible et que les taux d'intérêt réels se maintenaient à de hauts niveaux. Le taux d'utilisation de la capacité dans le secteur manufacturier a cependant augmenté, passant de 63.5 pour cent à la fin de 1982 à 72.4 pour cent à la fin de 1983, mais il est demeuré bien inférieur à son dernier sommet de près de 87 pour cent et à la moyenne de 84 pour cent enregistrée entre 1961 et 1980.

Selon l'enquête sur les intentions d'investissement effectuée au milieu de 1983, les entreprises s'attendaient à accroître leurs investissements de 7.4 pour cent. Les investissements fixes totaux des entreprises ont en fait fléchi de 9.2 pour cent en 1983. Les dépenses non résidentielles et les investissements en machines et équipement ont diminué de 12.3 pour cent et de 5.9 pour cent respectivement.

La faiblesse des investissements a été évidente dans les secteurs énergétique et non énergétique. Les investissements énergétiques ont fléchi de 11.7 pour cent en 1983, alors que les investissements non énergétiques baissaient de 9.2 pour cent (tableau 2.8). Dans le secteur de l'énergie, la faible progression des dépenses en distribution de gaz a été plus que compensée par le repli accusé dans les industries des pipe-lines, de l'électricité, de l'extraction de pétrole et de gaz, et des produits du pétrole et du charbon. Dans le secteur non énergétique, les industries de biens affichent généralement de plus fortes variations conjoncturelles que d'autres secteurs. Or, dans les industries de biens, l'investissement a accusé un repli sensible en baissant de 12.7 pour cent, alors que les industries de services connaissaient un fléchissement de 5.3 pour cent. Dans les industries de biens, c'est le secteur manufacturier

Tableau 2.7
Évolution conjoncturelle des indicateurs du secteur des entreprises

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
		(variation en pourcentage)		
Dépense nationale brute	6.6	−6.5	7.0	−1.0
Construction résidentielle	16.1	−27.7	21.9	−8.4
Investissements fixes des entreprises	−8.6	−17.5	0.8	−1.9
Construction non résidentielle	−16.0	−11.0	2.4	2.8
Machines et équipement	−0.8	−23.4	−0.2	−6.7
Investissements fixes des entreprises, secteur énergétique exclu	−8.8	−24.3	1.6	−5.0
Bénéfices avant impôt	54.9	−36.7	15.3	−10.4
		(variation absolue en millions de dollars 1971)		
Variation des stocks	5,436	−4,692	397	−1,316
		(variation du ratio)		
Ratios des stock aux ventes	−0.07	−0.03	−0.06	0.06
		(variation en points de pourcentage)		
Par des bénéfices dans le PNB	2.5	−4.4	0.2	−1.6

Remarque: Pour les dates des cycles, voir la note en bas de page du tableau 1.2.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; et ministère des Finances.

qui a enregistré la plus forte baisse, et en particulier les industries du bois, du papier, du meuble, du caoutchouc, du pétrole et du charbon, des métaux de première transformation et des machines. Dans ces deux dernières industries, les taux d'utilisation de la capacité avoisinaient les 50 pour cent au premier trimestre de 1983. Et comme leur production est surtout tournée vers les biens d'équipement pour lesquels on ne prévoyait pas un raffermissement sensible de la demande à court terme, la formation de capital a accusé un repli. Les fortes diminutions de l'investissement survenues dans l'industrie forestière en 1981 et en 1982 ont légèrement ralenti en 1983, alors que les perspectives du secteur s'amélioraient à la suite de la stabilisation des prix internationaux des produits forestiers.

Le récent repli conjoncturel des investissements fixes réels des entreprises s'est poursuivi pendant quatre trimestres depuis la fin de la récession. Les investissements réels ont fléchi de 8.6 pour cent durant la première année de la reprise économique, alors qu'ils avaient progressé en

moyenne de 0.8 pour cent au cours des cinq reprises de l'après-guerre (tableau 2.7). Mais l'ampleur du fléchissement des investissements réels pendant la récession de 1981-1982 (17.5 pour cent) a également été plus prononcée que la baisse moyenne de 1.9 pour cent enregistrée durant l'après-guerre. Dans les années 70, l'expansion importante du secteur énergétique, qui ne dépend pas des variations conjoncturelles, a agi sur les cycles de l'investissement. L'investissement non énergétique affiche généralement une évolution conjoncturelle plus prononcée, baissant pendant les récessions et augmentant pendant les reprises, bien qu'il ait encore fléchi en 1983.

La faiblesse inhabituelle des investissements fixes des entreprises pendant la récession de 1981-1982 et la reprise de 1983 faisait suite à la forte poussée des investissements pendant la reprise de 1980-1981, où les dépenses d'investissements ont progressé de 10.8 pour cent, soit à un rythme bien supérieur à la moyenne de 0.8 pour cent enregistrée durant les reprises de l'après-guerre. En 1980-1981 les investissements en machines et équipement étaient en hausse de 11.8 pour cent et les dépenses de construction non résidentielle ont augmenté de 9.7 pour cent, alors que pendant la première année des reprises de l'après-guerre ils avaient en moyenne enregistré une baisse de 0.2 pour cent et une hausse de 2.4 pour cent respectivement. Même si l'on exclut le secteur énergétique, la reprise de l'investissement en 1980-1981 a été bien supérieure à la moyenne. Étant donné la vigueur inhabituelle de l'investissement au cours de la période précédente, il n'y avait donc pas lieu de s'étonner des baisses récentes.

Pour compenser la faiblesse de l'investissement, le budget d'avril 1983 a lancé un programme spécial de relance de $4.8 milliards. Ce programme national d'investissement avait pour objet de renforcer la structure de l'économie canadienne et son potentiel de croissance. Son principe fondamental était d'entreprendre, au début de la reprise, des investissements qu'il faudrait réaliser au cours des années 80. Le programme soutenait également les investissements privés et publics, mais toutes les initiatives visaient en définitive à renforcer la situation financière, les perspectives de croissance et le potentiel de création d'emplois du secteur privé. Le gouvernement fédéral a affecté $2.4 milliards des $4.8 milliards à la construction, à l'expansion et à l'amélioration des installations publiques qui soutiennent directement l'expansion du secteur privé. Les mesures suivantes ont été prises pour relancer les investissements du secteur privé.

- Dans le cas des investissements admissibles, les plafonds qui limitaient l'utilisation du crédit d'impôt à l'investissement pour réduire l'impôt sur le revenu ont été supprimés. En outre, les règles concernant les reports des crédits d'impôt acquis ont été assouplies.

- Des changements ont été apportés pour que les entreprises qui ne payaient pas d'impôt et ne pouvaient par conséquent utiliser les crédits d'impôt, puissent se faire rembourser directement une partie de leurs crédits d'impôt à l'investissement (40 pour cent dans le cas des petites entreprises et 20 pour cent pour les autres).

- Un crédit d'impôt spécial pour la relance du capital-actions a été établi pour que les crédits d'impôt à l'investissement acquis soient transférés aux acheteurs de nouvelles actions.

- Deux fonds spéciaux ont été mis sur pied, l'un pour la relance des investissements et l'autre pour la relance des exportations.

En plus de soutenir les investissement privés, le programme spécial de relance comportait une autre série de mesures:

- un Régime de placements en titres indexés a été annoncé pour mieux éliminer les distorsions que l'inflation introduit dans le régime fiscal;

- les dispositions concernant le report des pertes des entreprises ont été assouplies, particulièrement dans le cas des exploitations agricoles;

- le rétablissement de la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires dans le cas du pétrole classique a été reporté;

- les investisseurs ont été autorisés à déduire du revenu qu'ils ne tirent pas des ressources la déduction pour épuisement de 33 1/3 pour cent des frais d'exploration minière;

Tableau 2.8
Investissements des entreprises[1]
(en dollars courants)

	Part du total en 1983	1981	1982	1983
	(en pourcentage)	(Variation en pourcentage)		
Secteur non énergétique				
Agriculture et pêche	9.1	8.8	−10.7	4.6
Mines	5.1	35.7	−1.7	−13.9
Industrie forestière	0.3	−17.9	−47.5	−2.5
Industrie manufacturière	16.2	26.2	−13.7	−21.4
Bâtiment	2.6	17.7	−0.9	0.2
Ensemble du secteur des biens	33.3	21.6	−11.0	−12.7
Transports, entreposage et communications	13.2	19.5	2.4	−5.2
Commerce	3.9	15.6	−3.1	0.6
Finance, assurance et immobilier	6.9	22.0	−11.3	−12.1
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	7.9	7.9	−10.7	−1.7
Ensemble du secteur des services	31.9	16.5	−5.0	−5.3
Total du secteur non énergétique	65.3	19.2	−8.3	−9.2
Secteur énergétique				
Électricité	16.7	19.8	14.9	−1.2
Extraction de pétrole et de gaz	14.3	12.4	5.8	−4.7
Pipe-lines	1.3	190.0	14.2	−68.4
Distribution de gaz	1.1	5.8	26.6	1.5
Produits du pétrole et du charbon	1.5	160.2	44.9	−40.0
Ensemble du secteur énergétique	34.7	26.9	12.9	−11.7
Total	100.0	21.5	−1.7	−10.1

[1] Les estimations des investissements privés et publics diffèrent légèrement de celles des comptes nationaux en raison du traitement théorique différent des commissions immobilières, des biens usagés exportés, des ventes nettes de véhicules automobiles usagés et des valeurs de rebut et de récupération.

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, an., nº cat. 61-206.

- le rôle joué par la Banque fédérale de développement pour conseiller les petites entreprises sur leurs besoins financiers globaux et les aider à y répondre a été élargi; et,

- de nouvelles dispositions, devant coûter quelque $185 millions aux gouvernements fédéral et provinciaux au cours de leur première année d'application, ont été annoncées pour aider les entreprises, mais plus particulièrement les petites, à financer leurs travaux de recherche et développement.

Stocks

Après avoir diminué de $3.4 milliards en 1982, les stocks des entreprises non agricoles ont de nouveau fléchi, en termes réels, de $99 millions en 1983 (tableau 1.1). Les baisses ont donc duré sept trimestres et ont totalisé $4.3 milliards, ce qui dépasse de loin toutes les variations cycliques précédentes. L'accumulation des stocks a repris au troisième trimestre de 1983 et elle a sensiblement contribué à la croissance de la DNB réelle, non seulement parce qu'elle constitue l'une des sources de la demande, mais également parce que la hausse de la demande finale pouvait être satisfaite par des augmentations de la production. Toutefois, les stocks ont crû à un rythme à peu près équivalent à celui des ventes, et le ratio des stocks aux ventes, qui était tombé de 0.93 au premier trimestre de 1982 à 0.79 au deuxième trimestre de 1983, est demeuré proche de son plus bas niveau jusqu'à la fin de l'année. En particulier, le ratio des stocks aux expéditions dans le secteur manufacturier est demeuré faible au second semestre de l'année.

Parmi les secteurs, c'est celui du commerce de détail qui a été le premier à accumuler des stocks, en particulier d'automobiles, alors que la production reprenait au premier trimestre. L'épuisement des stocks des fabricants et des grossistes, qui s'est concentré dans les biens durables, s'est poursuivi au premier semestre de l'année, mais ces secteurs ont reconstitué leurs stocks au deuxième semestre de 1983. Dans les industries du bois et de l'automobile, l'accumulation des stocks s'est surtout traduite par une évolution positive du secteur manufacturier, alors que les stocks d'automobiles s'accroissaient eux aussi sensiblement au niveau des grossistes.

La reprise économique en 1983 a été marquée par la très forte contribution des stocks à la croissance. La variation absolue des stocks entre le quatrième trimestre de 1982, où ils ont fortement diminué, et le quatrième trimestre de 1983, où leur niveau a augmenté, a représenté 64 pour cent de la croissance de la DNB au cours de la période, comparativement à la contribution maximale précédente de 14 pour cent enregistrée en 1958.

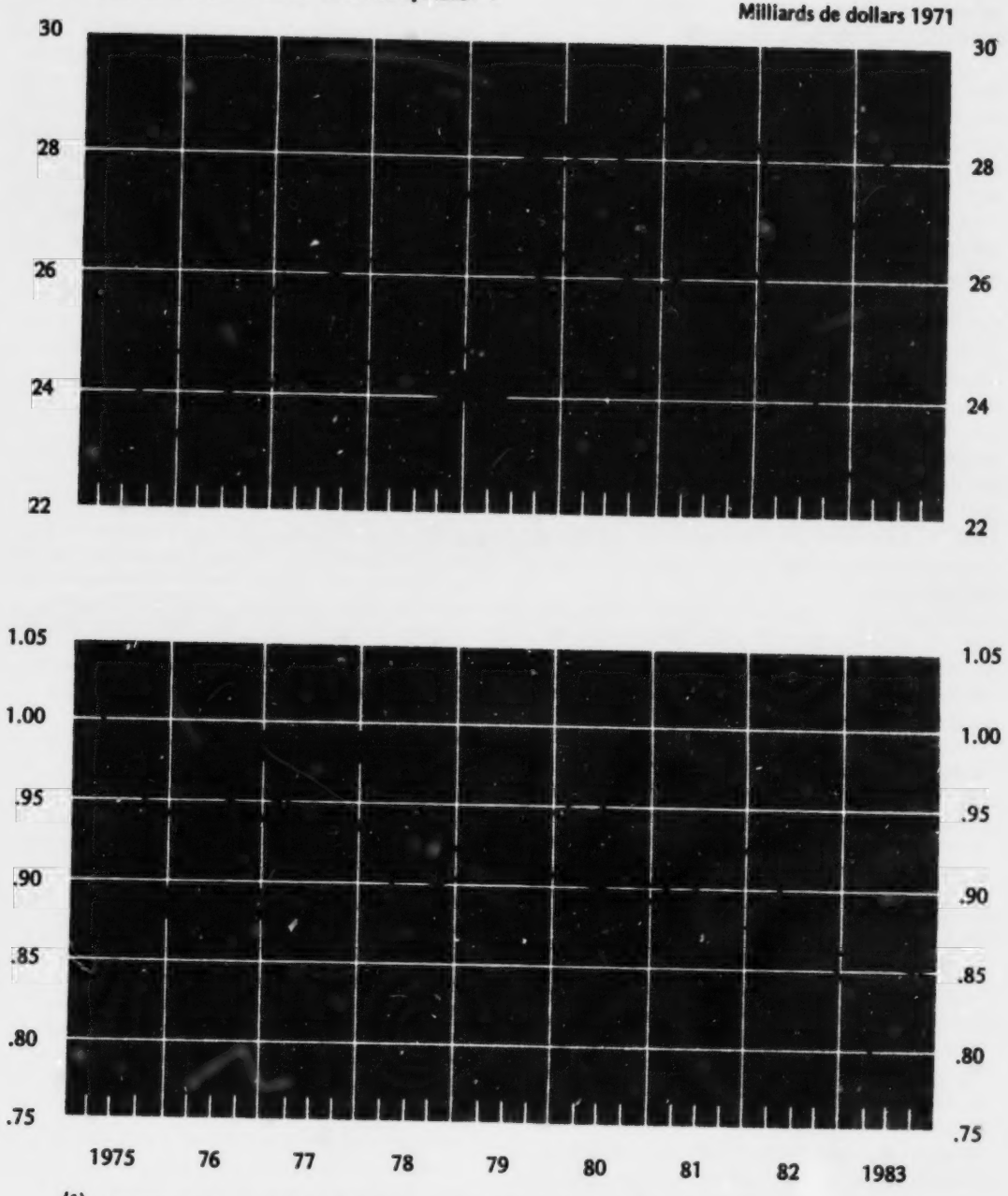
Le ratio des stocks aux ventes est tombé de 0.86 à 0.79, soit une baisse de 0.07 point (graphique 2.2), entre le quatrième trimestre de 1982 et le quatrième trimestre de 1983 (tableau 2.7), ce qui est semblable à la diminution moyenne de 0.06 point enregistrée lors des reprises précédentes. Malgré la forte contribution de la variation absolue des stocks à la croissance de la DNB réelle, les stocks n'ont pas suivi la progression des ventes au cours de cette période car leur niveau a de nouveau baissé au premier semestre de l'année avant de se redresser. Le sommet et le creux de la variation des stocks retardaient de deux et trois trimestres respectivement par rapport à la tendance conjoncturelle générale. Il est encore trop tôt pour déterminer si le ratio des stocks aux ventes a atteint son plus bas niveau. Il pourrait en effet marquer quelques hésitations avant de se redresser, à cause des réactions suscitées par le niveau très élevé des stocks qu'il avait fallu financer pendant la récession et en raison également de l'incertitude que manifeste les entreprises à l'égard de la vigueur de la demande dans le proche avenir. La gravité de la récession et la baisse importante des stocks qui en est résultée peuvent également avoir produit un déplacement structurel vers le bas du ratio des stocks aux ventes.

Bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés avant impôt ont progressé de 52.8 pour cent en 1983, selon les comptes nationaux, après des baisses de 11.4 pour cent en 1981 et de 36.1 pour cent en 1982 (tableau 1.1). Le redressement des bénéfices, qui avait commencé au quatrième trimestre de 1982 et s'est poursuivi tout au long de 1983, faisait suite à une diminution sans précédent enregistrée pendant sept trimestres consécutifs. Quatre-vingt-quinze pour cent de la chute du niveau des bénéfices avaient été regagnés au quatrième trimestre de 1983 (tableau 2.7). En pourcentage du PNB, les bénéfices sont passés de 5.9 pour cent en 1982 à 8.3 pour cent en 1983. Les principaux

Graphique 2.2

Ventes et stocks réels des entreprises(1)



(1) Les ventes comprennent les dépenses de consommation en biens, les investissements des entreprises (y compris la construction résidentielle), les exportations de biens, les dépenses courantes de l'Etat autres que les salaires, et les investissements de l'Etat.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., n° cat. 13-001, et ministère des Finances.

facteurs à l'origine de leur hausse étaient la diminution des frais d'intérêt, le ralentissement des hausses des coûts unitaires de main-d'œuvre et la reprise générale de la demande.

Les marges bénéficiaires avant impôt des grandes et petites sociétés industrielles canadiennes sont passées de 3.8 pour cent en moyenne en 1982 à 5.2 pour cent en 1983. La marge bénéficiaire des seules grandes sociétés industrielles a pour sa part augmenté de 4.5 pour cent à 6.3 pour cent au cours de cette période (tableau 2.9).

La diminution des frais d'intérêt, découlant essentiellement d'une baisse des taux d'intérêt, a sensiblement contribué à la hausse des bénéfices des grandes sociétés. Le fardeau d'intérêt des grandes sociétés industrielles (défini comme le ratio des frais d'intérêt au revenu net augmenté des dépenses d'intérêt) est tombé de 65 pour cent en moyenne en 1982 à 50 pour cent en 1983. Plus du quart du relèvement des bénéfices de ces sociétés était attribuable à la diminution des frais d'intérêt. L'augmentation des autres composantes des frais d'exploitation a été fermement contenue grâce aux mesures rigoureuses de compression des coûts mises en œuvre en 1982, ainsi qu'à l'évolution des prix et des salaires durant l'année.

Parmi les secteurs, ce sont les industries minières et manufacturières qui ont accusé la plus forte hausse des marges bénéficiaires en 1983.

Les mines métalliques se sont remises de la perte qu'elles avaient connue en 1982 et ont affiché des marges bénéficiaires positives, tandis que dans l'industrie pétrolière les marges bénéficiaires ont augmenté après avoir légèrement baissé en 1982. Dans le secteur manufacturier, les industries du bois, du papier et des métaux de première transformation se sont relevées des pertes subies durant la majeure partie de 1982, tandis que les textiles, les machines, le matériel de transport et le commerce ont enregistré des hausses assez sensibles de leurs marges bénéficiaires. En général, le redressement des bénéfices en 1983 a touché toutes les industries ainsi que les petites et les grandes sociétés, reflétant ainsi les mesures radicales de compression des coûts et les accroissements de productivité qui ont marqué la reprise.

Si l'on considère l'évolution des bénéfices au cours des reprises antérieures, on constate que la croissance actuelle de 54.9 pour cent est sensiblement supérieure à la moyenne de 15.3 pour cent. Cela est attribuable à la chute considérablement plus forte des bénéfices au cours de la récession de 1981-1982 (36.7 pour cent), puisque celle-ci était en moyenne de 10.4 pour cent lors des récessions antérieures. La proportion de la baisse des bénéfices qui a été récupérée pendant la première année de la reprise de 1983, soit 95 pour cent, soutient la comparaison avec la moyenne de 80 pour cent enregistrée au cours des cinq reprises de l'après-guerre. La part du PNB représentée par les bénéfices a remonté de 2.5 points de pourcentage, ce qui est également bien supérieur à la moyenne historique de 0.2 pour cent.

Liquidité des sociétés

La situation financière des sociétés s'est rapidement détériorée durant la récession de 1981-1982, et la restructuration qui avait débuté à la fin de 1982 s'est poursuivie tout au long de 1983 (graphique 2.3). Cette restructuration est l'une des conditions préalables à la reprise de la croissance de l'investissement des entreprises; les progrès sont souvent mesurés au moyen des coefficients de liquidité et du levier financier.

Au début de cette période de restructuration, le passif à court terme a rapidement fléchi car les entreprises remboursaient ou refinançaient les dettes à court terme qu'elles avaient contractées durant la récession, lorsque les conditions des emprunts à long terme n'étaient pas favorables et que le besoin de financer les stocks était élevé Au début, l'actif à court terme a également baissé car les entreprises utilisaient presque entièrement les liquidités disponibles pour réduire leur dette, mais vers le milieu de 1983, on a observé une accumulation de dépôts à court terme et d'autres placements financiers, stimulée en partie par les mesures du budget d'avril 1983 qui ont entraîné une diminution des impôts en proportion du revenu (tableau 2.10). Grâce à ces mesures, la liquidité des entreprises s'est redressée, notamment leur capacité de répondre à leurs engagements à court terme. Le coefficient du fonds de roulement (rapport entre l'actif à court terme et le passif à court terme), qui était tombé de 1.57 au premier trimestre de 1981 à son plus bas niveau, soit 1.41, au troisième tri-

Tableau 2.9
Sélection de ratios[1] financiers des grandes sociétés industrielles

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
			(ratio)			
Fonds internes[2]/investissements	0.99	0.85	0.76	0.46	0.41	0.84
Actif à court terme/passif à court terme	1.66	1.62	1.60	1.52	1.41	1.43
Actif à court terme moins stocks/passif à court terme	0.94	0.92	0.89	0.83	0.76	0.81
Dette totale/capitaux propres	1.24	1.28	1.26	1.38	1.53	1.42
			(pourcentage)			
Marges bénéficiaires avant impôt sur ventes[3]	7.7	9.8	9.8	8.1	4.5	6.3
Fardeau d'intérêt[4]	28.5	24.8	27.4	40.2	65.1	49.9

(1) Les ratios figurant dans la partie supérieure du tableau sont calculés pour le troisième trimestre de l'année considérée; ceux de la partie inférieure sont les moyennes des trois premiers trimestres de chaque année.
(2) Les fonds internes sont égaux aux bénéfices nets après impôt et aux dividendes (c'est-à-dire aux bénéfices non répartis) augmentés des déductions pour amortissement et épuisement.
(3) Définies comme le revenu avant provision pour impôt sur le revenu, divisé par les ventes de biens et services.
(4) Défini comme les paiements d'intérêt sur la dette à court et à long terme, divisés par le revenu net corrigé pour inclure les paiements d'intérêt.
Sources: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, nº cat. 61-003 et ministère des Finances.

mestre de 1982, est remonté à 1.43 au troisième trimestre de 1983 (tableau 2.9). Le coefficient de liquidité, qui permet de comparer les éléments les plus liquides de l'actif avec le passif à court terme en soustrayant les stocks de l'actif à court terme, est passé de 0.76 à 0.81 au cours de la même période; il avait atteint un sommet de 0.89 au quatrième trimestre de 1980. Le ratio des fonds internes aux investissements a affiché un redressement encore plus spectaculaire, passant de 0.30 au quatrième trimestre de 1981 à 0.84 au troisième trimestre de 1983; cette hausse était à la fois attribuable à l'augmentation des fonds internes et à la baisse des investissements. Ce coefficient indique la capacité d'une entreprise de financer ces investissements au moyen des fonds tirés de l'exploitation.

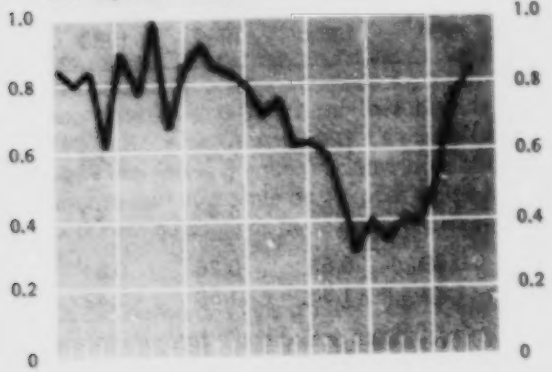
Parallèlement à ce redressement de la liquidité, les entreprises se sont efforcées d'améliorer leur situation financière à long terme afin de réduire leur coefficient d'endettement. Les prêts bancaires à long terme ont été soit remboursés, soit refinancés à l'aide d'autres sources de fonds et ils n'ont que légèrement augmenté, alors que le financement par obligations n'a pas réellement diminué. Les entreprises ont pu s'appuyer considérablement sur le financement par actions en 1983 et le capital-actions en circulation a crû fortement à chaque trimestre. En accroissant leur dépendance à l'égard des capitaux propres, les sociétés ont pu abaisser leur coefficient d'endettement qui est tombé de 1.53 au deuxième trimestre de 1982 à 1.42 au troisième trimestre de 1983. Ce ratio n'avait cessé d'augmenter depuis le premier trimestre de 1981 où il s'établissait à 1.26.

Bien que le retournement de la situation financière des sociétés était fermement engagée en 1983, les progrès ont été assez lents. Seule une faible proportion du récent effritement des ratios financiers a été récupérée en 1983, de sorte que les sociétés ont encore un certain chemin à parcourir avant de retrouver leur vigueur financière d'avant la récession.

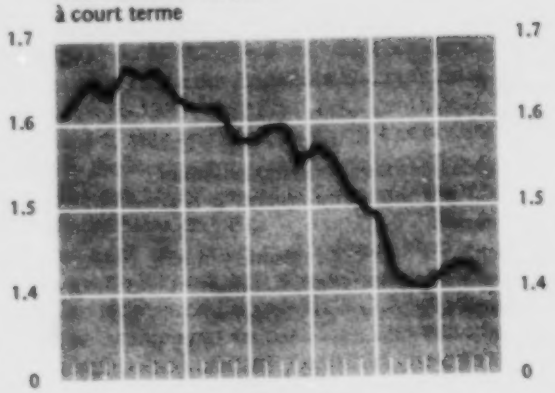
Graphique 2.3

Sélection de ratios financiers de grandes sociétés industrielles

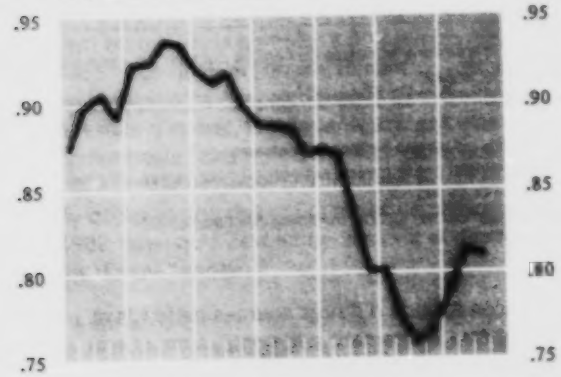
Ratio des fonds internes aux dépenses de capital



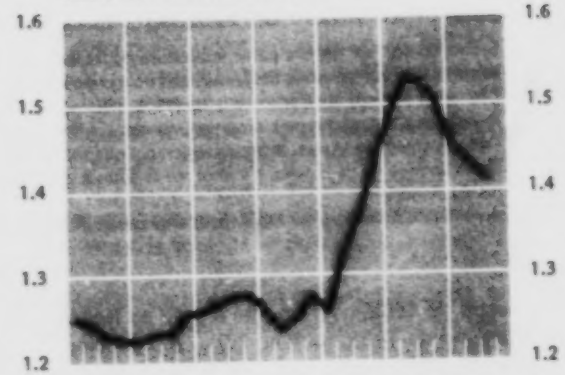
Ratio de l'actif au passif à court terme



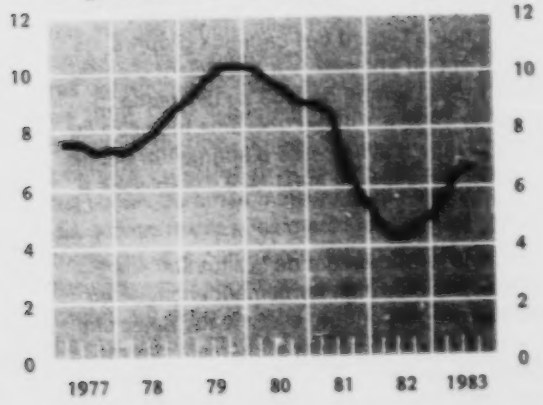
Ratio de l'actif à court terme (moins stocks) au passif à court terme



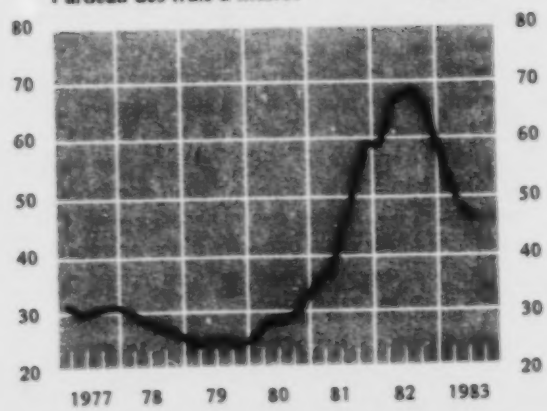
Ratio de l'endettement total



Marge bénéficiaire avant impôt — Pour cent



Fardeau des frais d'intérêt — Pour cent



Source: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº cat. 16-791; et ministères des Finances.

Sources et emplois de fonds[2]

Le flux total de fonds dans le secteur des grandes sociétés industrielles a de nouveau baissé au cours des quatre trimestres se terminant au troisième trimestre de 1983, pour tomber à $38.1 milliards (tableau 2.10). Pendant les derniers trimestres, les sociétés ont fait porter leurs efforts sur le redressement financier et il est probable qu'il faudra accomplir d'autres progrès en ce sens avant que l'on puisse assister à une augmentation importante des investissements.

Moins de fonds ont été consacrés à d'importants achats d'immobilisations, car les investissements, les investissements entre sociétés et d'autres avoirs à long terme ont diminué. Les paiements de dividendes ont également fléchi pour la deuxième période consécutive de quatre trimestres. Cette baisse montre à quel point les bénéfices des sociétés se sont détériorés, car celles-ci essaient habituellement de relever leurs dividendes pour que les investisseurs ne se débarrassent pas de leurs portefeuilles. L'impôt sur le revenu et d'autres impôts ont augmenté alors que les bénéfices se redressaient.

C'est le fonds de roulement, une mesure de la liquidité des sociétés, qui a enregistré le principal changement, puisqu'il s'est accru de $1.3 milliard après s'être considérablement détérioré au cours des quatre trimestres précédents.

Le moindre besoin de fonds s'est traduit par la diminution des sources de fonds, dont les changements de composition montrent le redressement des bénéfices et la restructuration de la situation financière qui sont survenus au cours des quatre derniers trimestres. Le revenu avant impôt a progressé, passant de $15.4 milliards au cours des quatre trimestres antérieurs à $19.8 milliards. Le financement des dettes à long terme est tombé à moins de 10 pour cent de son total au cours des quatre trimestres précédents, alors que le financement par actions a presque doublé et a servi à payer l'encours de la dette, ainsi qu'à fournir aux entreprises les fonds moyennement élevés dont elles avaient besoin pendant la période.

---

[2] L'exposé qui suit diffère de celui du chapitre 7 sur les points suivants. D'abord, les données de ce chapitre sont basées sur les Statistiques financières des sociétés industrielles, tandis que celles du chapitre 7 proviennent des Comptes des flux financiers et de la Revue de la Banque du Canada. Le champ de ces sources de données diffère quelque peu. Ensuite, la présente analyse ne porte que sur les sociétés industrielles, tandis que l'exposé du chapitre 7 englobe tous les secteurs de l'économie. Enfin, les données de ce chapitre ne se rapportent qu'aux trois premiers trimestres, alors que le chapitre 7 fournit des données pour toute l'année. En dernier lieu, ces diverses sources de données donnent des définitions quelque peu différentes de plusieurs concepts financiers, en particulier les dettes à court terme.

Tableau 2.10

Sources et emplois des fonds des grandes sociétés industrielles, ensemble des secteurs

	1979	1980	1981	1982	1983
	(milliards de dollars)				
Sources					
Revenu avant impôt	22.6	27.4	26.1	15.4	19.8
Revenus extraordinaires nets	−0.1	1.0	0.6	−0.1	−0.2
Déductions pour amortissement	6.7	7.8	8.9	10.2	11.1
Capital-actions	4.8	6.8	4.2	3.8	7.3
Dettes à long terme	8.9	10.8	19.8	18.5	1.6
Redressements divers et poste résiduel[2]	0.0	−0.1	1.4	−1.8	−1.4
Total	42.9	53.6	61.0	46.0	38.1
Emplois					
Impôts directs et autres	8.6	10.8	11.4	7.8	9.5
Dividendes	5.5	6.6	7.6	6.8	5.9
Investissements	18.2	24.1	29.0	30.5	25.3
Investissements entre sociétés	3.8	6.8	11.0	3.2	2.5
Autres avoirs à long terme[3]	1.8	0.9	0.9	4.5	−6.4
Fonds de roulement[4]	5.0	4.6	1.2	−6.7	1.3
Pour mémoire					
Impôts directs et autres exprimés en pourcentage du revenu	38.1	39.4	43.7	50.7	48.0

(1) Les calculs sont basés sur les quatre trimestres se terminant au troisième trimestre de l'année considérée.

(2) Comprend: le surplus d'apport, l'excédent de la valeur estimée des immobilisations sur leur coût (amorti) et les bénéfices non répartis avant les redressements de l'exercice, les transferts, les autres redressements et les bénéfices non répartis pour les sociétés employant la méthode de la valeur de consolidation.

(3) Comprend: les participations à long terme, les autres éléments d'actif et la différence entre les immobilisations et l'amortissement, l'épuisement et la variation des immobilisations.

(4) Le fonds de roulement est un poste établi par différence, défini comme l'actif à court terme diminué du passif à court terme. Les dettes à court terme faisant partie du passif à court terme, elles ne figurent pas à part dans les ressources.

Source: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº cat. 61-003.

3. Le marché du travail

Le marché du travail s'est sensiblement redressé en 1983, accompagnant ainsi la forte reprise de la production. La baisse du taux de chômage, qui est tombé de 1.7 points de pourcentage entre décembre 1982 et décembre 1983, représentait trois fois le recul moyen enregistré durant la première année des cinq reprises de l'après-guerre. La progression de l'emploi pendant la reprise de 1983 a été beaucoup plus forte qu'en moyenne durant les reprises antérieures, mais la croissance de la population active a été inférieure à la moyenne. Toutefois, l'ampleur de la détérioration du marché du travail au second semestre de 1982 a fortement influé sur les moyennes annuelles. Par conséquent, le taux de chômage moyen de 11.9 pour cent enregistré en 1983 dépassait de 0.9 point de pourcentage le niveau de 1982.

Offre de main-d'oeuvre

La population active a progressé de 1.8 pour cent entre décembre 1982 et décembre 1983 (tableau 3.1) et de 1.9 pour cent en 1983 par rapport au niveau annuel moyen enregistré en 1982 (tableau 3.2, voir le graphique 3.1 pour les écarts entre les moyennes annuelles et les variations d'une année à l'autre). En décembre 1983, la progression sur 12 mois de la population active a été inférieure à la moyenne des reprises passées (tableau 3.1). Cela était entièrement attribuable à la plus lente croissance de la population en âge de travailler car le taux global d'activité pendant la reprise de 1983 a en fait progressé beaucoup plus vite que cela n'a été le cas en moyenne durant les reprises antérieures. La hausse du taux d'activité et la diminution de la population des jeunes travailleurs en 1983 étaient contraires à la tendance passée. La baisse du taux de participation des hommes adultes et l'augmentation de leur population active ne s'écartaient pas de l'évolution antérieure. La hausse de la population active des femmes adultes a été inférieure à la moyenne, tandis que l'augmentation de leur taux d'activité allait dans le sens des tendances passées.

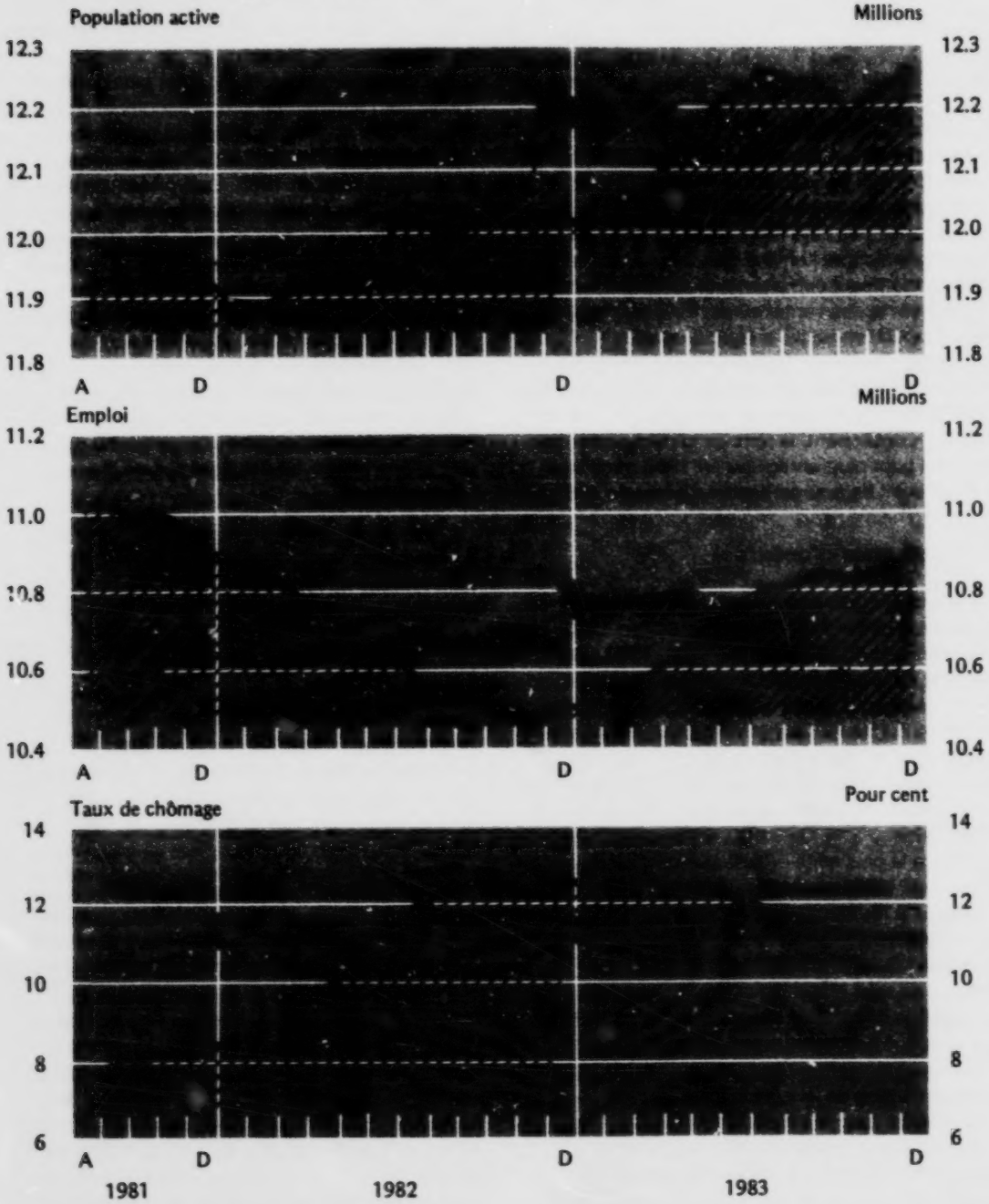
Sur une base annuelle moyenne, le léger ralentissement du taux de croissance de la population en âge de travailler en 1983, qui poursuivait la tendance amorcée en 1981, a été plus que neutralisé par l'augmentation du taux global d'activité. Le taux de progression de la population en âge de travailler a ralenti dans tous les groupes d'âge et de sexe en 1983. La croissance de la population des jeunes en âge de travailler n'a cessé de décroître depuis 1976, pour devenir négative en 1981. La progression de la population active en âge de travailler en 1983 est retournée à des taux semblables à ceux enregistrés au début des années 70, après avoir connu une hausse supérieure à la moyenne entre 1980 et 1982. Le taux global d'activité a augmenté en 1983 en raison de la participation accrue des jeunes et des femmes adultes sur le marché de travail; le taux d'activité des hommes adultes a de nouveau fléchi.

La diminution de la participation de la population active en 1982, à la suite de l'évolution vers le haut du taux de chômage, s'est traduite par une hausse sensible du nombre estimé de travailleurs découragés (tableau 3.3). Même si le nombre de ces derniers a fléchi en 1983, leur niveau moyen est demeuré élevé. Cela a contribué à maintenir à un niveau relativement faible la hausse du taux de participation en 1983, qui s'est établi à 0.3 point de pourcentage et était donc inférieure aux gains moyens enregistrés au cours des cinq années ayant précédé la récession de 1981-1982.

La population active des hommes adultes a progressé de 1.7 pour cent en 1983. La baisse de 0.4 point de pourcentage de leur taux d'activité en 1983 était conforme aux tendances récentes, mais nettement inférieure à la diminution de 1 point de pourcentage en 1982, lorsque certains travailleurs découragés ont quitté le marché du travail. La population active des femmes adultes a crû de 4.8 pour cent en 1983, ce qui est tout autant attribuable à l'augmentation de leur population en âge de travailler qu'à un accroissement de leur participation (tableau 3.4). En 1983, leur taux de participation a avancé de 1.1 point de pourcentage, ce qui était inférieur aux gains moyens de 1.4 point de pourcentage enregistrés au cours des cinq années ayant précédé la récession, mais sensiblement supérieur à la hausse de 0.4 point de pourcentage en 1982. La population

Graphique 3.1

Le marché du travail au Canada pendant la récession de 1981-82 et la reprise de 1983(1)



(1) Les données relevées sont corrigées des variations saisonnières. Toutefois conformément aux conventions, les moyennes annuelles et les variations d'une année à l'autre sont calculées à partir de données désaisonnalisées.

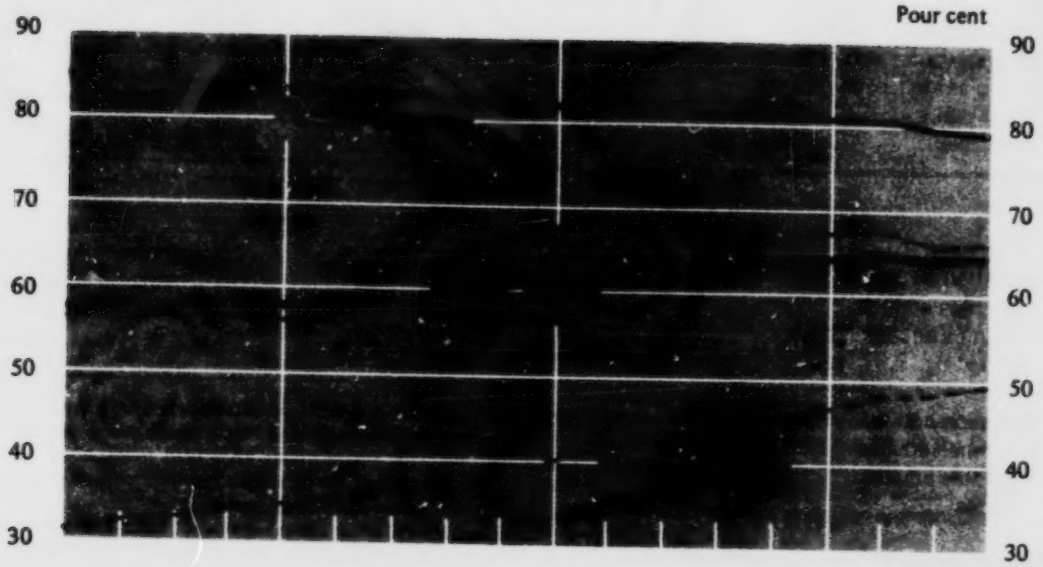
(2) Les zones ombragées représentent les variations entre le début et la fin de la récession et entre le début de la reprise et le quatrième trimestre de 1983.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., n° cat. 71-0001.

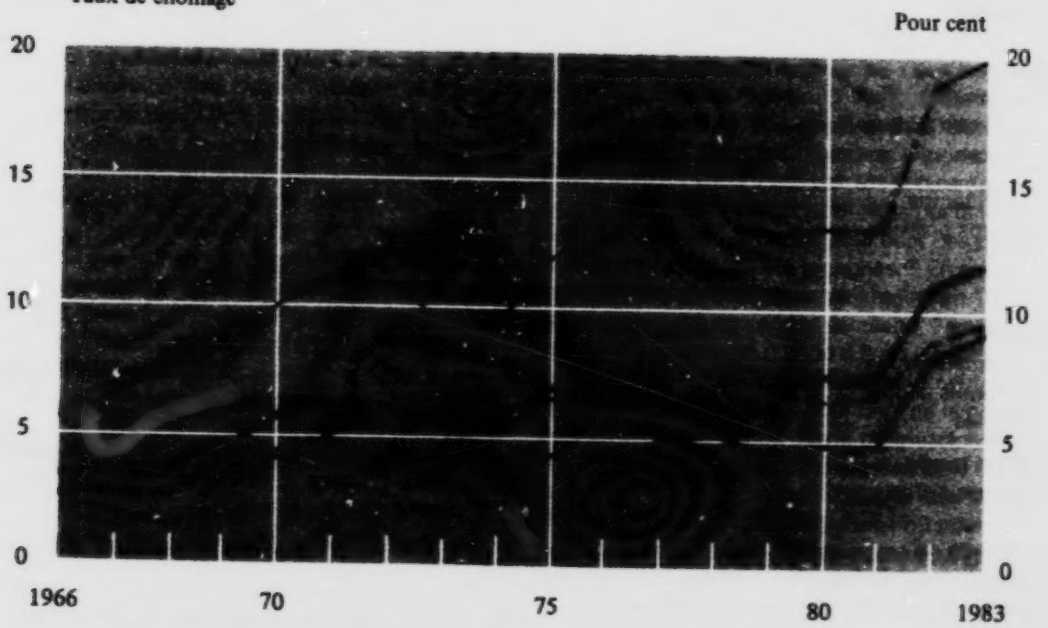
Graphique 3.2

Taux de participation et de chômage

Taux de participation



Taux de chômage



Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001.

Tableau 3.1
Évolution conjoncturelle des indicateurs du marché du travail[1]

	Reprise 1963[2]	Récession 1981-1982	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue[2]	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(Variation cumulative en pourcentage)			
Population en âge de travailler	1.3	2.3	2.0	2.2
Hommes adultes	2.1	3.5	1.9	2.0
Femmes adultes	2.3	3.7	2.0	2.1
Jeunes	−1.8	−1.9	2.0	2.2
Population active	1.8	1.1	2.2	2.1
Hommes adultes	1.5	2.2	1.6	1.6
Femmes adultes	4.7	5.6	5.6	4.0
Jeunes	−1.2	−5.8	0.6	1.2
Taux d'activité (points de pourcentage)	0.4	−0.7	0.1	0.1
Hommes adultes	−0.4	−1.0	−0.3	−0.1
Femmes adultes	1.2	0.7	1.1	0.5
Jeunes	0.4	−2.7	−0.6	−0.3
Emploi	3.8	−5.0	2.8	0.2
Hommes adultes	3.5	−3.8	2.1	0.1
Femmes adultes	5.8	1.3	6.0	4.1
Jeunes	1.6	−14.7	1.6	−1.6
Plein temps	2.8	−6.8	3.2[2]	−0.7
Temps partiel	8.9	5.3	5.4[2]	16.8
	(variation en milliers)			
Emploi	392	−549	221	41
Hommes adultes	170	−193	84	2
Femmes adultes	187	41	103	60
Jeunes	35	−397	33	−23
Plein temps	244	−647	176[2]	−25
Temps partiel	148	79	45[2]	31
Chômage	−174	680	−29	119
Hommes adultes	−88	311	−15	63
Femmes adultes	−17	151	−1	9
Jeunes	−68	218	−12	58

Tableau 3.1 (Suite)
Évolution conjoncturelle des indicateurs du marché du travail[1]

	Reprise 1983[2]	Récession 1981-1982	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue[2]	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(points de pourcentage)			
Taux de chômage	−1.7	5.6	−0.6	1.6
Hommes adultes	−1.8	5.6	−0.5	1.6
Femmes adultes	−0.9	3.8	−0.3	0.6
Jeunes	−2.3	8.2	−0.7	2.6

[1] Ce tableau a été dressé à l'aide de données mensuelles et non trimestrielles comme c'est le cas du tableau 1.2. Les récessions ont eu les durées suivantes (entre leur sommet et leur point le plus bas): mai 1951 à décembre 1951; mai 1953 à juin 1954; janvier 1957 à janvier 1958; mars 1960 à janvier 1961; mai 1974 à mars 1975; octobre 1979 à juin 1980; juin 1981 à décembre 1982. Les estimations sont basées sur les douze premiers mois de chaque reprise. Ces périodes marquent les creux *conjoncturels* qui figurent dans Statistique Canada, *La conjoncture économique*, mens. nº cat. 13-004E, et ne correspondent pas nécessairement aux dates précises des cycles du marché du travail.

[2] Les estimations des reprises sont fondées sur les variations d'une année à l'autre des données non désaisonnalisées, contrairement aux calculs sur lesquels s'appuie le tableau 1.2.

[3] Données disponibles pour les reprises de 1975-1976 et de 1980-1981 seulement.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201.

des jeunes travailleurs a reculé pour une deuxième année consécutive en tombant de 1.3 pour cent après avoir fléchi de 4 pour cent en 1982. La diminution de la population des jeunes en âge de travailler, attribuable au vieillissement de la génération issue de l'après-guerre, est devenue un facteur important du recul de la population des jeunes travailleurs depuis 1980. La forte contraction de cette dernière en 1982 était attribuable à un fléchissement concomitant de leur taux d'activité, alors qu'en 1983 le taux de participation des jeunes a légèrement augmenté, quoique dans des proportions bien inférieures à la hausse annuelle moyenne de près de 1.0 point de pourcentage enregistrée entre 1976 et 1981.

Demande de main-d'oeuvre

Le redressement de l'emploi en 1983 a été fort si on le compare aux reprises précédentes de l'après-guerre. Entre décembre 1982 et décembre 1983, l'emploi a progressé de 3.8 pour cent, soit 1 point de pourcentage de plus que les gains moyens antérieurs (tableau 3.1, graphique 3.1). Toutefois, en raison de l'ampleur de la récession de 1981-1982, les gains d'emplois importants enregistrés en 1983 n'ont pas été suffisants pour compenser les pertes occasionnées par la récession, puisque seulement 72 pour cent des pertes totales d'emplois ont été regagnés.[1] En outre, comme l'emploi avait fortement reculé en 1982, particulièrement au second semestre, l'emploi moyen n'a progressé que de 0.8 pour cent en 1983, ce qui n'était pas suffisant pour neutraliser la hausse annuelle de 1.9 pour cent de la population active. Étant donné que la progression d'une année à l'autre de l'emploi dépassait celle de la population active à la fin de 1983, le taux de chômage est tombé d'un sommet de 12.8 pour cent en décembre 1982 à 11.1 pour cent en décembre 1983. Toutefois, le taux de chômage moyen est passé de 11.0 pour cent en 1982 à 11.9 pour cent en 1983, ce qui est également attribuable à la forte augmentation du taux de chômage en 1982.

[1] Les chiffres concernant les emplois perdus qui ont été regagnés pendant la reprise désignent le pourcentage des emplois perdus entre août 1981 (point culminant de l'emploi) et novembre 1982 (niveau le plus bas de l'emploi).

Tableau 3.2
Évolution de la population active

	Moyenne		1981		1982		1983	
	1970-1975	1976-1980	Annuel	En fin d'année[1]	Annuel	En fin d'année[1]	Annuel	En fin d'année
				(variation en pourcentage)				
Croissance de l'emploi								
Totale	3.2	2.9	2.8	0.3	−3.3	−3.8	0.8	3.8
Hommes adultes	1.8	1.9	2.0	0.1	−2.4	−3.6	0.5	3.5
Femmes adultes	5.1	5.6	6.1	3.7	0.9	0.7	4.0	5.8
Jeunes (15-24 ans)	4.4	2.0	0.4	−3.5	−10.1	−10.1	−2.5	1.6
Croissance de la population en âge de travailler								
Totale	2.4	2.0	1.8	1.7	1.6	1.5	1.4	1.3
Hommes adultes	2.2	1.9	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2	2.1
Femmes adultes	2.4	2.0	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3
Jeunes	2.5	0.6	−0.3	−0.8	−1.1	−1.3	−1.6	−1.8
Croissance de la population active								
Totale	3.5	3.0	2.9	1.9	0.5	0.9	1.9	1.8
Hommes adultes	1.9	2.0	2.1	1.6	1.1	1.1	1.7	1.5
Femmes adultes	5.5	5.6	6.3	5.1	3.3	3.8	4.8	4.7
Jeunes	4.9	2.2	0.5	−1.2	−4.0	−3.0	−1.3	−1.2
				(pour cent)				
Taux d'activité								
Total	59.3	63.0	64.8	64.5	64.1	64.1	64.4	64.5
Hommes adultes	82.5	80.9	80.5	80.2	79.5	79.2	79.1	78.8
Femmes adultes	37.0	44.5	48.1	48.3	48.5	48.9	49.6	50.1
Jeunes	59.5	65.2	67.7	67.0	65.8	65.7	66.1	66.1
Taux de chômage								
Total	6.0	7.7	7.5	8.6	11.0	12.8	11.9	11.1
Hommes adultes	3.9	4.7	4.8	5.9	8.2	10.2	9.2	8.5
Femmes adultes	5.4	7.0	6.7	7.4	8.8	10.1	9.6	9.2
Jeunes	10.5	13.5	13.2	14.9	18.8	21.0	19.9	18.8
Parts de l'emploi								
Hommes adultes	32.8	28.6	29.1	31.3	34.0	36.3	35.5	34.7
Femmes adultes	21.1	24.3	25.5	24.9	23.8	23.7	24.6	25.4
Jeunes	46.2	47.0	45.4	43.8	42.2	40.0	40.0	39.9
Parts de la population active								
Hommes adultes	50.2	46.7	45.4	45.6	45.7	45.7	45.6	45.6
Femmes adultes	23.5	26.6	28.8	29.1	29.6	30.0	30.5	30.8
Jeunes	26.4	26.7	25.8	25.3	24.7	24.3	23.9	23.6

[1] Variations de décembre à décembre. Pour décembre, les taux et les parts sont basés sur des données désaisonnalisées.
Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an. nº cat. 71-201.

Les adultes ont occupé plus de 90 pour cent des emplois créés pendant la reprise de 1983 et, à la fin de l'année, leur niveau d'emploi dépassait celui d'avant la récession; les hommes adultes ont récupéré environ 81 pour cent des pertes qu'ils avaient subies pendant la récession, alors que l'emploi des femmes adultes a dépassé de 7 pour cent son sommet antérieur enregistré avant la récession. Par contre, les jeunes ont regagné 11 pour cent seulement des emplois qu'ils avaient perdus, alors qu'ils représentaient près de 65 pour cent des pertes subies pendant la récession. Sur une base désaisonnalisée, l'emploi des jeunes a progressé entre mai et juillet, mais il a généralement fléchi pendant la plupart des autres mois de l'année.

La croissance de l'emploi chez les hommes adultes a été bien plus importante en 1983 que durant chacune des autres reprises de l'après-guerre (tableau 3.1). Les hausses de l'emploi des jeunes et des femmes adultes ont été à peu près équivalentes à la moyenne. Le recul de la population des jeunes travailleurs a été supérieur à la moyenne, ce qui, joint à la progression moyenne de leur emploi en 1983, a entraîné un repli supérieur à la moyenne du taux de chômage des jeunes pendant la reprise de 1983. Étant donné la vigueur relative de l'emploi des hommes adultes et la faible progression de la population active des femmes adultes au cours de la reprise de 1983, comparativement aux reprises antérieures, ces deux groupes ont eu aussi connu un recul sensiblement supérieur à la moyenne de leur taux de chômage.

Dans les industries de biens, la croissance de l'emploi a été plus forte que dans les industries de services en 1983 (tableau 3.5). Comme leur poids est plus important dans l'économie, les industries de services ont cependant contribué à une plus forte proportion des nouveaux emplois. Les industries de biens représentaient 89 pour cent des emplois perdus en raison de la récession, mais elles n'ont contribué que pour 38 pour cent aux gains d'emplois engendrés par la reprise. La contribution des industries de biens à l'emploi a cependant été plus importante en 1983 que durant les reprises des années 70 et 80. En décembre 1983, les industries de biens avaient récupéré près de 31 pour cent de leurs pertes totales d'emplois, tandis que dans les industries de services, l'emploi, qui avait été plus stable pendant la récession, dépassait de 2.5 pour cent le sommet d'avant la récession.

Au début de 1983, les nouveaux emplois ont tout d'abord été créés dans les industries de services, mais la croissance de l'emploi dans les industries de biens a été plus rapide que dans les industries de services au cours du second semestre de l'année. Dans les industries de biens, le secteur primaire (agriculture exclue) a été le premier à enregistrer une reprise de l'emploi; dans ces industries, le marché du travail se redresse généralement avant que la production n'augmente sensiblement. Dans les industries manufacturières et le bâtiment, l'emploi s'est également accru au début de 1983, quoique il a fléchi de nouveau dans le bâtiment vers la fin de l'année. La contribution du secteur manufacturier aux gains totaux d'emplois pendant la reprise de 1983 (31 pour cent des gains totaux) a largement dépassé celle des reprises antérieures. Dans les industries de services, l'accroissement de l'emploi s'est concentré dans deux secteurs, celui des services socio-culturels, commerciaux et personnels et celui du commerce, le premier ayant contribué à environ 41 pour cent des gains totaux d'emplois pendant la reprise, après une croissance modérément stable durant la récession. Lors des reprises antérieures, c'était généralement le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels qui contribuait de plus à la création de nouveaux emplois. Dans le secteur des transports, des communications et des services d'utilité publique, l'emploi a été particulièrement faible durant la reprise de 1983, surtout lorsqu'on le compare à la hausse de la production (tableau 3.6).

En décembre 1983, l'emploi à temps partiel dépassait de 16.4 pour cent le sommet atteint avant la récession. Par contre, l'emploi à plein temps n'a récupéré que 38.6 pour cent des pertes subies pendant la récession et, en 1983, sa progression a été moins forte que pendant les reprises antérieures (tableau 3.1). Comme l'indique le tableau 3.7, l'emploi à temps partiel a augmenté beaucoup plus vite que l'emploi à plein temps entre 1975 et 1981. En 1982, le taux de croissance de l'emploi à temps partiel a fléchi de moitié, alors que l'emploi à plein temps a diminué. Sur une base annuelle moyenne, l'emploi à temps partiel a repris sa progression en 1983 à un rythme équivalent à son taux moyen et sa part

Tableau 3.3
Travailleurs découragés – Indicateurs approximatifs[1]

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Total								
Milliers	34.0	45.0	52.0	49.0	53.0	57.0	111.0	111.0
Variation procentuelle	—	36.4	15.6	– 5.8	8.2	7.5	94.7	0.0
Hommes adultes								
Milliers	10.0	12.0	14.0	14.0	16.0	16.0	33.0	35.0
Variation procentuelle	—	20.0	16.7	0.0	14.3	0.0	106.3	6.1
Part du total	30.3	26.7	26.9	28.6	30.2	28.1	29.7	31.5
Femmes adultes								
Milliers	10.0	14.0	18.0	15.0	18.0	18.0	34.0	36.0
Variation procentuelle	—	40.0	28.6	– 16.7	20.0	5.9	88.0	5.9
Part du total	30.3	31.1	34.6	30.6	34.0	31.6	30.6	32.4
Jeunes								
Milliers	14.0	19.0	21.0	20.0	20.0	22.0	45.0	40.0
Variation procentuelle	—	46.2	10.5	– 4.8	0.0	10.0	104.5	– 11.1
Part du total	41.2	42.2	40.4	40.8	37.7	38.6	40.5	36.0

[1] Le nombre de travailleurs découragés est difficile à mesurer avec exactitude. Ces chiffres de Statistique Canada représentent les personnes qui ne font pas partie de la population active parce qu'elles estiment qu'il n'y a pas de travail disponible; ils sont utilisés ici comme une approximation du nombre des travailleurs découragés. Statistique Canada prévient qu'il est impossible de mesurer exactement l'effet de découragement et que les chiffres présentés dans ce tableau pourraient refléter le nombre de personnes peu actives dans la recherche d'un emploi, ainsi que les inexactitudes dues au fait que l'Enquête sur la population active ne comporte qu'une seule entrevue, auprès d'un membre de chaque foyer, au sujet des autres membres. En raison de l'impossibilité de mesurer exactement le nombre de travailleurs découragés, leurs totaux ne sont pas inclus dans le taux officiel de chômage, dans aucun des pays industrialisés.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201.

Tableau 3.4
Facteurs ayant contribué à la croissance de la population active entre 1981 et 1983

	Total			Hommes adultes			Femmes adultes			Jeunes		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	(variation en pourcentage)											
Variation de la population active	2.9	0.5	1.9	2.1	1.1	1.7	6.3	3.3	4.8	0.5	– 4.0	– 1.3
	(points de pourcentage)											
Contribution de la variation de la participation	1.1	– 1.1	0.5	– 0.3	– 1.3	– 0.5	3.9	0.8	2.4	0.8	– 2.9	0.3
Contribution de la variation de la population	1.8	1.6	1.4	2.4	2.4	2.2	2.6	2.5	2.4	– 0.3	– 1.1	– 1.6

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, mens., nº cat. 71-201.

Tableau 3.5
Évolution conjoncturelle de l'emploi dans les secteurs d'activité[1]

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(variation cumulative en pourcentage)			
Total	3.8	−5.0	3.5	1.1
Biens	4.9	−13.1	2.6	−1.4
Agriculture	5.4	−4.0	1.0	2.3
Autres industries primaires	4.4	−19.0	7.2	3.7
Industrie manufacturière	6.8	−14.5	2.1	−2.6
Bâtiment	−1.7	−12.6	5.1	−1.9
Services	3.4	−1.1	4.0	2.6
Transports, communications et services d'utilité publique	−2.5	−4.8	2.2	3.3
Commerce	3.1	−2.7	2.5	0.7
Finance, assurance et immobilier	9.6	−2.5	0.9	5.7
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	4.8	1.1	5.3	3.2
Administration publique	−0.1	−0.6	7.3	2.1
	(variation cumulative en milliers)			
Total	392	−549	358	108
Biens	146	472	95	−44
Agriculture	23	−19	5	11
Autres industries primaires	11	−62	20	9
Bâtiment	121	−309	39	−50
Construction	−9	−82	31	−13
Services	247	−81	263	165
Transports, communications et services d'utilité publique	−22	−45	19	11
Commerce	57	−51	42	26
Finance, assurance et immobilier	54	−15	1	32
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	159	35	151	83
Administration publique	−1	−5	50	15

[1] Ce tableau diffère du tableau 4.5 du fait qu'il porte uniquement sur les reprises de 1975-1976, de 1980-1981 et 1982-1983, puisqu'il n'existe pas de données sur les secteurs d'activité pour la période antérieure à 1966. Les estimations des reprises sont exprimées en variations d'une année à l'autre des données désaisonnalisées.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201.

Tableau 3.6
Variations de l'emploi et de la production en 1983

	Variation de l'emploi	Emploi			Production[1]
		Plein temps	Temps partiel	Total	
Variations annuelles moyennes en 1983	(en milliers)	(variation en pourcentage)			
Canada	90	−0.3	7.6	0.8	2.7
Hommes adultes	25	−1.0	10.0	0.5	—
Femmes adultes	128	0.9	6.8	4.0	—
Jeunes	−61	−5.4	5.0	−2.5	—
Agriculture	14	3.0	7.6	3.0	3.6
Autres activités primaires	10	3.4	n.d.	3.7	8.4
Industrie manufacturière	−44	−2.4	0.0	−2.3	6.3
Bâtiment	−31	−6.7	14.6	−5.2	−2.4
Commerce	2	−1.6	6.0	0.1	3.0
Transports, communications et services d'utilité publique	−15	−2.8	16.3	−1.7	2.2
Finance, assurance et immobilier	1	1.6	6.0	0.2	1.4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	137	3.3	7.2	4.2	1.3
Administration publique	15	1.4	14.0	2.0	1.4
Industries de biens	−51	−2.2	8.0	−1.6	4.6
Industries de services	140	0.7	7.6	1.9	1.7
Variations d'une année à l'autre en décembre 1983					
Canada	392	2.8	8.9	3.8	7.2
Hommes adultes	170	2.7	11.4	3.5	—
Femmes adultes	187	2.7	7.5	5.8	—
Jeunes	35	−2.1	8.8	1.6	—
Agriculture	23	4.9	7.4	5.4	0.7
Autres activités primaires	11	4.1	n.d.	4.4	13.4
Industrie manufacturière	121	6.7	7.6	6.8	19.6
Bâtiment	−9	−3.6	25.6	−1.7	−6.2
Commerce	57	2.0	5.6	3.1	7.8
Transports, communications et services d'utilité publique	−22	−3.3	8.9	−2.5	9.4
Finance, assurance et immobilier	54	6.9	33.9	9.6	1.4
Services sccio-culturels, commerciaux et personnels	159	4.0	7.4	4.8	4.0
Administration publique	−1	−1.6	23.9	−0.1	0.9
Industries de biens	146	4.4	11.9	4.9	12.3
Industries de services	247	2.1	8.6	3.4	4.5

[1] Produit intérieur réel.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001 (révisé); et, *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mens., nº cat. 61-005.

Tableau 3.7
Emploi à plein temps et à temps partiel au Canada entre 1975 et 1983

	Emploi total		A plein temps			A temps partiel		
	Milliers	Variation procentuelle	Milliers	Variation procentuelle	Part du total	Milliers	Variation procentuelle	Part du total
1975	9,284	—	8,296	—	89.4	988	—	10.6
1976	9,477	2.1	8,431	1.6	89.0	1,047	6.0	11.0
1977	9,651	1.8	8,524	1.1	88.3	1,128	7.7	11.7
1978	9,987	3.5	8,780	3.0	87.9	1,206	6.9	12.1
1979	10,395	4.1	9,094	3.6	87.5	1,301	7.9	12.5
1980	10,705	3.0	9,316	2.4	87.0	1,392	7.0	13.0
1981	11,006	2.8	9,519	2.2	86.5	1,487	6.8	13.5
1982	10,644	−3.3	9,150	−4.3	85.6	1,534	3.2	14.4
1983	10,734	0.8	9,083	−0.3	84.6	1,651	7.6	15.4

Raisons de l'emploi à temps partiel[1]

	Pas trouvé d'emploi à plein temps		Responsabilités familiales		Études		Ne voulait pas d'un emploi à plein temps	
	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total
1975	—	11.0	—	12.1	—	34.8	—	36.8
1976	15.6	11.9	10.8	12.7	2.3	33.6	5.8	36.8
1977	28.6	14.3	7.5	12.7	2.3	31.8	5.2	35.9
1978	22.2	16.4	2.8	12.3	0.3	29.8	8.1	36.3
1979	12.6	17.1	1.4	11.5	10.8	30.7	6.4	35.9
1980	9.9	17.6	18.1	12.7	4.3	30.0	3.6	34.9
1981	9.0	18.0	2.8	12.3	6.0	29.9	8.5	35.6
1982	40.8	24.8	−15.5	10.0	−6.1	27.1	−1.9	33.8
1983	23.6	28.5	0.7	9.2	1.7	25.6	2.9	32.3

(1) Le total des parts diffère de 100, en raison de l'exclusion d'une petite catégorie correspondant aux «autres raisons».
Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001 (révisé).

de l'emploi total a grimpé de 1 point de pourcentage pour s'établir à 15.4 pour cent alors que l'emploi à plein temps accusait une nouvelle baisse. Ceux qui ne pouvaient trouver de postes à plein temps étaient à l'origine de la totalité des gains de l'emploi à temps partiel en 1982, et leurs effectifs ont de nouveau augmenté sensiblement en 1983, puisqu'ils représentaient 28.5

pour cent du nombre total de travailleurs à temps partiel. Toutefois, les personnes qui ne voulaient pas de postes à plein temps, près d'un tiers du total, ont continué de former le plus gros des effectifs des travailleurs à temps partiel en 1983.

Évolution comparative du marché du travail au Canada et aux États-Unis

Tant au Canada qu'aux États-Unis, le marché du travail a été extrêmement déprimé entre le troisième trimestre de 1981 et la fin de 1982. Dans les deux pays, l'emploi a reculé, le nombre de chômeurs a augmenté et les taux de chômage ont atteint des niveaux sans précédent. Toutefois, la détérioration du marché du travail a été beaucoup plus prononcée au Canada qu'aux États-Unis. Le taux de chômage au Canada a progressé de 5.6 points de pourcentage en six trimestres pour atteindre 12.7 pour cent au quatrième trimestre de 1982. Aux États-Unis, il n'a augmenté que de 3.3 points de pourcentage au cours de cette période, pour s'établir à 10.5 pour cent. Mais au Canada, la récession a été plus forte et l'emploi est plus sensible aux variations de la production, ce qui explique pourquoi la détérioration du marché du travail y a été plus grande. La production, telle que mesurée par la DNB réelle, a fléchi de 6.5 pour cent au Canada, mais de 2.1 pour cent aux États-Unis durant la récession. Au cours de cette période, l'emploi a régressé de 4.9 pour cent au Canada et de 1.4 pour cent seulement aux États-Unis. L'emploi a donc diminué proportionnellement plus au Canada, si l'on tient compte des différences de variation de la production. Le tableau 3.8 présente des estimations de l'élasticité de l'emploi, définie comme la variation en pourcentage de l'emploi divisée par la variation en pourcentage de la production, qui permet de tenir compte des différences entre les deux pays au niveau de la variation de la production. Une élasticité négative, comme celle qui a caractérisée l'économie avant la dernière récession et qui contrastait fortement avec l'évolution aux États-Unis au cours de trente dernières années, signifie que l'emploi continuait de progresser même lorsque la production fléchissait. La récession de 1981-1982 a été la deuxième seulement au Canada où l'emploi a régressé au cours des trente dernières années. L'élasticité de l'emploi durant la récession de 1981-1982 (0.75) a non seulement été la plus forte de l'après-guerre au Canada, mais elle a également dépassé pour la première fois celle des États-Unis pendant les récessions.

Tableau 3.8
Élasticité de l'emploi au Canada et aux États-Unis[1]

	Récessions		Première année de la reprise		Seconde année de la reprise	
	Canada	É.-U.	Canada	É.-U.	Canada	É.-U.
1953-1955	0.19	0.69	0.25	0.38	0.43	1.32
1956-1958	−4.00	0.85	0.00	0.38	1.00	1.18
1960-1962	−0.45	5.00	0.36	0.14	0.41	0.36
1973-1975	−4.30	0.20	0.53	0.40	0.46	0.68
1979-1980	−1.20	0.46	0.71	0.38		
1981-1983	0.75	0.47	0.54	0.57		

(1) Définie comme la variation en pourcentage de l'emploi divisée par la variation en pourcentage de la DNB réelle. Des estimations plus précises peuvent être obtenues si l'on élimine la productivité tendancielle de la main-d'œuvre des élasticités calculées. Toutefois, les difficultés que pose la définition de la productivité tendancielle sont une contrainte à considérer.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings*, U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

Tableau 3.9

Principaux indicateurs du marché du travail et de la production au Canada et aux États-Unis— Moyennes et données pour la première année de la reprise

	Moyennes annuelles en 1983		Décembre 1982 à décembre 1983	
	Canada	É.-U.	Canada	É.-U.
	(variation en pourcentage, sauf indication contraire)			
Production industrielle	5.9	6.5	18.7	15.7[1]
DNB réelle	3.0	3.3	6.6[2]	6.2[2]
Emploi	0.8	1.3	3.8	3.9
(milliers)	90	1,295	392	3,962
DNB/employé	2.2	2.0	3.0[2]	2.6[2]
Population active	1.9	1.2	1.9	1.1
(milliers)	225	1,274	218	1,263
Chômage	10.2	−0.2	−11.5	−22.7
(milliers)	134	−21	−174	−2,699
Taux de chômage				
(points de pourcentage)	0.9	−0.1	−1.7	−2.5
En début de période[3]	11.0[3]	9.7[3]	12.8	10.7
En fin de période	11.9[4]	9.6[4]	11.1	8.2

(1) La production industrielle est la seule mesure de la production disponible mensuellement aux États-Unis.

(2) Du quatrième trimestre de 1982 au quatrième trimestre de 1983, puisque les données sont seulement disponibles pour les trimestres.

(3) Moyenne annuelle pour 1982.

(4) Moyenne annuelle pour 1983.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201; *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mens., nº cat. 61-005; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings*; Board of Governors of the Federal Reserve System, *Federal Reserve Bulletin*.

En 1983, le marché du travail s'est redressé sensiblement dans les deux pays. Le tableau 3.9 présente les variations cumulatives des principales variables de la production et du marché du travail au cours de la période de 12 mois se terminant en décembre 1983, ainsi que les moyennes de ces indicateurs en 1983.

Entre décembre 1982 et décembre 1983, le Canada a enregistré un accroissement un peu plus rapide de la production et de la productivité qu'aux États-Unis, et une progression légèrement plus faible de l'emploi. En outre, comme la population active a augmenté plus rapidement qu'aux États-Unis, le Canada n'a pas connu un repli aussi important du taux de chômage. Celui-ci a régressé de 1.7 point de pourcentage au Canada pour tomber à 11.1 pour cent, alors que les chiffres comparables sont de 2.5 points de pourcentage et 8.2 pour cent aux États-Unis. Durant la reprise de 1983, l'élasticité de l'emploi a baissé au Canada, comparativement à la reprise de 1980, mais elle est demeurée plus élevée que pendant les années 50 et 60 – et elle n'était même que légèrement inférieure à celle des États-Unis. Par contre, l'élasticité de l'emploi pendant la reprise de 1983 aux États-Unis a dépassé celle des reprises antérieures.

Certaines différences relatives de l'ampleur de la récession de 1981-1982 ont influé sur les moyennes annuelles des deux pays. Sur une base annuelle moyenne, les États-Unis ont enregistré des hausses plus prononcées de la DNB réelle et de l'emploi en 1983. Pour sa part, le Canada a connu une plus forte productivité et une croissance supérieure de la population active qui ont toutes deux freiné la baisse du taux de chômage. Aux États-Unis, le taux de chômage moyen n'a presque pas varié en 1983, parce que l'emploi a progressé de 1.3 pour cent et la population active, de 1.2 pour cent. Au Canada, la population active a crû plus rapidement que l'emploi (1.9 pour cent contre 0.8 pour cent), ce qui a contribué à la hausse du taux de chômage.

Comparaison internationale du chômage à long terme

Il est possible de procéder à deux analyses du chômage: une analyse statique, qui s'appuie sur le nombre de chômeurs à un moment précis; et une analyse dynamique, qui considère à la fois le nombre de personnes qui rejoignent les rangs des chômeurs et le nombre de personnes qui cessent d'être des chômeurs au cours d'une certaine période. L'analyse statique peut fournir des données utiles sur le fonctionnement du marché du travail. Par exemple, au cours d'une certaine période, un grand nombre de personnes peuvent perdre leur emploi au moment même où un nombre aussi important de personnes peuvent obtenir un emploi, de sorte que la notion statique du chômage demeure la même. Dans une analyse dynamique, le chômage dépend de deux variables: la fréquence du chômage, soit le nombre de personnes qui deviennent des chômeurs au cours d'une période donnée, et la durée moyenne du chômage. Deux pays peuvent avoir le même taux de chômage, mais dans l'un la fréquence du chômage est élevée et sa durée brève, alors que dans l'autre le chômage a une plus faible fréquence, mais une plus longue durée. Cette distinction entre la fréquence et la durée du chômage peut avoir des répercussions au niveau des politiques publiques.

Le tableau 3.10 présente une comparaison internationale du chômage à long terme – c'est-à-dire pour des périodes de douze mois ou plus. Les principales observations qui se dégagent de ce tableau sont les suivantes:

- Entre 1979 et 1982, le Canada a été, parmi les cinq principaux pays pour lesquels des données sont fournies, celui où la proportion des

Tableau 3.10
Comparaison internationale du chômage à long terme[1]

(A) Chômage à long terme

	Taux global de chômage en 1982	Chômage à long terme en pourcentage du nombre total de chômeurs				Variation absolue 1979-1982	Variation proportionnelle 1979-1982
		1979	1980	1981	1982		
	(pour cent)	(pourcentage du nombre total de chômeurs)				(points de pourcentage)	(pour cent)
Canada	11.0	3.5	3.3	4.2	5.3	1.8	51.4
France	8.0	30.3	32.6	32.5	39.8	9.5	31.4
Allemagne	6.8	19.9	17.0	16.2	21.2	1.3	6.5
Royaume-Uni	11.2	24.5	19.0	21.6	33.3	8.8	35.9
États-Unis	9.7	4.2	4.3	6.7	7.7	3.5	83.3
Moyenne[2]	9.3	12.5	15.2	14.2	17.5	5.0	40.0

Tableau 3.10 (Suite)
Comparaison internationale du chômage à long terme[1]

(B) Composition du chômage à long terme,[2] 1982

	Jeunes	Adultes d'âge moyen	Travailleurs âgés	Hommes	Femmes
	(part en pourcentage des chômeurs à long terme)				
Canada	32.4	44.1	23.5	66.2	33.8
France	30.8	45.3	23.9	38.2	61.7
Allemagne	14.8	44.6	40.6	53.1	46.9
Royaume-Uni	25.8	37.1	37.1	79.2	20.8
États-Unis	28.5	49.8	21.7	68.7	31.3
Moyenne[2]	26.5	44.2	29.4	61.1	38.9

(C) Chômage à long terme selon l'âge et le sexe,[3] 1982

	Jeunes	Adultes d'âge moyen	Travailleurs âgés	Hommes	Femmes	Total
	(part en pourcentage du nombre total de chômeurs à l'intérieur des groupes d'âge)					
Canada	4.0	5.7	7.8	5.9	4.4	5.3
France	31.1	40.1	61.0	35.7	42.9	39.8
Allemagne	10.3	21.2	34.5	20.9	21.6	21.2
Royaume-Uni	21.2	36.9	47.6	37.5	23.4	33.3
États-Unis	5.4	8.9	10.4	9.2	5.7	7.7
Moyenne[2]	14.4	22.6	32.3	21.8	19.6	12.5

(1) Sans emploi depuis un an ou plus.
(2) Moyenne simple des cinq pays. Par conséquent, la moyenne du taux de chômage diffère de celle du tableau de référence 90, qui est pondérée.
(3) Les jeunes sont âgés de moins de 25 ans. Les adultes d'âge moyen sont ceux dont l'âge varie entre 25 et 44 ans (Canada), 25 et 49 ans (France), et 25 et 54 ans (autres pays).
Source: OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1983.

chômeurs à long terme était la plus faible. Le pourcentage au Canada, 5.3 pour cent en 1982, était bien inférieur à la moyenne des cinq pays (17.5 pour cent) et plus faible que la moyenne de 7.7 pour cent calculée pour les États-Unis (partie A du tableau 3.10). Comme le taux de chômage du Canada dépassait la moyenne de ces cinq pays en 1982, le pourcentage moins élevé de chômeurs à long terme montre qu'une proportion relativement plus forte des chômeurs canadiens était formée de personnes qui sont en chômage pour une période relativement courte. La partie supérieure du tableau 3.11 confirme cette conclusion car elle indique que la durée moyenne du chômage était beaucoup plus courte au Canada que dans les autres principaux pays, à l'exception des États-Unis. La partie inférieure du tableau 3.11 indique en outre que cette observation s'appliquait également aux principaux groupes d'âge, tant les hommes que les femmes.

Tableau 3.11
Moyenne arithmétique de la durée du chômage en cours

	1979	1981	1982
		(nombre de mois)	
Canada	3.4	3.5	4.0
France	9.5	11.8	13.4
Allemagne	7.8	7.1	8.2
Royaume-Uni	9.6	8.9	11.2
États-Unis	2.5	3.2	3.6
Moyenne[1]	6.6	6.9	8.1

Durée, selon l'âge et le sexe,[2] 1982

	Hommes			Femmes		
	Jeunes	Adultes d'âge moyen	Travailleurs âgés	Jeunes	Adultes d'âge moyen	Travailleurs âgés
			(nombre de mois)			
Canada	3.7	4.3	4.9	3.4	4.0	4.4
France	8.5	11.6	20.7	11.9	14.0	22.6
Allemagne	5.3	8.8	11.8	5.5	8.9	13.3
Royaume-Uni	8.3	13.7	16.1	6.6	10.5	17.0
États-Unis	3.4	4.6	4.8	2.6	3.5	4.1
Moyenne[1]	5.8	8.6	11.7	6.0	8.2	12.3

(1) Moyenne des cinq pays.
(2) Voir note au bas du tableau 3.10.
Source: OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1983.

- La partie C du tableau 3.10 montre que les proportions relativement plus faibles du chômage à long terme au Canada étaient communes aux divers groupes d'âge et de sexe.

- La faiblesse générale de la croissance économique dans la zone de l'OCDE entre 1979 et 1982 (voir le chapitre 1) s'est traduite par une augmentation moyenne de 5 points de pourcentage de la proportion de l'emploi total représentée par les chômeurs à long terme. La croissance de 1.8 points de pourcentage enregistrée au Canada a été inférieure à l'augmentation moyenne et aux hausses observées en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mais supérieure à celle de l'Allemagne. Sur une base proportionnelle, définie comme la variation absolue divisée par la valeur en 1979, ce sont les États-Unis qui ont enregistré la plus forte hausse, suivis du Canada, tandis que l'Allemagne a connu la plus faible augmentation.

- Au Canada et dans les principaux autres pays, la part du chômage à long terme représentée par les adultes d'âge moyen est relativement plus grande que celle des jeunes et des travailleurs âgés (partie B, tableau 3.10). Les hommes constituent une part beaucoup plus importante du chômage à long terme que les femmes, sauf en France et en Allemagne.

Comparaison internationale des variations de l'emploi à temps partiel

En général, l'emploi à temps partiel a progressé rapidement dans de nombreux pays industrialisés ces dernières années. Le tableau 3.12 compare les contributions de l'emploi à temps partiel aux variations de l'emploi total dans les sept principaux pays de l'OCDE entre 1973 et 1981. L'évolution de ces pays sur ce plan a été assez variée. Au Royaume-Uni, l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel ont tous deux fléchi. En Italie, l'emploi à temps partiel a reculé alors que l'emploi à plein temps progressait fortement. C'est le contraire qui s'est produit en Allemagne, où l'emploi à plein temps a fléchi tandis que l'emploi à temps partiel a augmenté rapidement. Dans d'autres pays, l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel ont tous deux progressé au cours de la période considérée, la contribution de l'emploi à temps partiel à la croissance de l'emploi total variant de 17.4 pour cent (plus bas niveau) aux États-Unis et 52.3 pour cent (plus haut niveau) en France. Au Canada, l'emploi à temps partiel a contribué pour 30.9 pour cent à la croissance de l'emploi total au cours de la période.

Comparaison internationale du chômage des jeunes

Le tableau 3.13 présente une comparaison internationale du taux de chômage des jeunes dans les sept principaux pays de l'OCDE. Au Canada, le taux de chômage des jeunes est généralement demeuré proche de la moyenne de l'OCDE. Avant le début de la récession, il s'établissait au Canada en 1981 à 13.2 pour cent, soit un niveau pratiquement équivalent à la moyenne de l'OCDE et au taux des États-Unis, mais inférieur aux taux enregistrés en France, au Royaume-Uni et en

Tableau 3.12
Comparaison internationale des variations de l'emploi à temps partiel et à plein temps entre 1973 et 1981

	Plein temps	Temps partiel	Total	Contribution de l'emploi à temps partiel à la variation totale de l'emploi
	(variation en milliers)			(pourcentage)
Canada	1,085	485	1,570	30.9
France	493	540	1,033	52.3
Allemagne	−270	685	415	165.1
Italie	2,120	−154	1,966	−7.8
Japon	3,010	1,150	4,160	27.6
Royaume-Uni	−626	−86	−712	12.1
États-Unis	10,274	2,158	12,432	17.4
Total	16,086	4,778	20,864	22.9

Source: OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1983.

Italie, et supérieur à ceux du Japon et de l'Allemagne. En 1983, le taux de chômage des jeunes au Canada dépassait légèrement la moyenne de l'OCDE; il était sensiblement plus élevé qu'au Japon et en Allemagne, supérieur à celui des États-Unis, mais toujours inférieur aux taux enregistrés en France, au Royaume-Uni et en Italie.

Tableau 3.13
Comparaison internationale du chômage des jeunes[1]

	1979	1980	1981	1982	1983
			(pour cent)		
Canada	12.9	13.2	13.2	18.8	19.9
États-Unis	11.3	13.3	14.3	17.0	17.0
Japon	3.4	3.6	4.0	4.4	5.5
Allemagne	3.4	3.9	6.5	9.5	12.3
France	13.3	15.0	17.0	20.3	21.0
Royaume-Uni	11.6	15.3	19.8	21.6	23.0
Italie	25.6	25.2	27.4	29.7	33.3
Moyenne de l'OCDE[2]	11.3	13.1	14.8	17.3	18.1

(1) Estimations de l'OCDE pour tous les pays, sauf le Canada et les États-Unis, pour lesquels les estimations sont fondées sur les données fournies par ces deux pays.

(2) Pour 12 pays. Soit, en plus des sept pays mentionnés, l'Australie, la Finlande, la Norvège, l'Espagne et la Suède.

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1983; Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings*.

4. Prix et salaires

Le ralentissement de l'inflation, qui avait débuté en 1982 après cinq années de hausse, a été encore plus prononcé en 1983. Après avoir culminé à 12.5 pour cent en 1981, le taux d'augmentation de l'IPC est tombé en 1983 à 5.8 pour cent sur une base annuelle moyenne et à 4.5 pour cent sur une base annuelle de décembre à décembre, soit ses plus faibles taux de progression en plus d'une dizaine d'années (tableau 4.1). Les signes de relâchement plus permanent des tensions inflationnistes ont revêtu une aussi grande importance que le ralentissement prononcé de l'inflation. En 1983, les prix de vente dans l'industrie, les prix intérieurs des matières premières et les règlements salariaux sans indemnité de vie chère (sans IVC), qui sont tous d'importants indicateurs des tensions inflationnistes, ont progressé à leur plus faible rythme depuis de nombreuses années.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à une nouvelle baisse de l'inflation en 1983, notamment: la récession mondiale de 1981-1982, dont le point culminant a été une faiblesse généralisée de la demande de produits et des taux de chômage élevés, qui ont freiné les hausses des taux salariaux et des marges bénéficiaires; une reprise conjoncturelle de la productivité, laquelle a contribué au ralentissement des hausses des coûts unitaires de main-d'œuvre; une moindre progression des prix des aliments et de l'énergie; la modération des augmentations de prix parmi les partenaires commerciaux du Canada et la vigueur du dollar canadien par rapport aux autres devises; et le programme fédéral du 6&5 qui a contribué directement à la réduction des hausses des règlements salariaux et des prix dans le secteur fédéral, et indirectement à l'atténuation des attentes inflationnistes.

Le ralentissement de l'inflation au Canada en 1983 a été plus prononcé que dans les sept principaux pays de l'OCDE. Dans la zone de l'OCDE, le taux d'inflation moyen, tel que mesuré par l'IPC, a fléchi de 2.5 points de pourcentage pour tomber à 4.5 pour cent en 1983, comparativement à une baisse de 5.2 points de pourcentage et à un taux de 5.8 pour cent au Canada (tableau de référence 90). Aux États-Unis, le taux d'inflation a fléchi de 3 points pour descendre à 3.2 pour cent en 1983. En conséquence, l'écart entre les taux d'inflation de l'OCDE et des États-Unis, d'une part, et le taux d'inflation canadien, d'autre part, a diminué en 1983. En décembre 1983, l'IPC au Canada progressait au même rythme que dans la zone de l'OCDE en moyenne, et l'écart entre les taux d'inflation canadiens et américains était tombé à 0.7 point de pourcentage contre 5.4 à la fin de 1982.

Évolution des prix

Le graphique 4.1 montre une nette rupture de la spirale inflationniste des prix et des salaires. Les hausses de prix aux niveaux des produits primaires, intermédiaires et finis, ainsi que les règlements salariaux ont sensiblement baissé depuis 1981. De même, les principaux indicateurs des variations de prix et de salaires se sont rapprochés en 1983, comparativement aux années précédentes.

Le taux d'inflation de l'IPC sur 12 mois a culminé en juin 1981 en atteignant 12.9 pour cent et il était légèrement en baisse en juin 1982 (11.2 pour cent) lorsque le gouvernement fédéral a lancé le programme du 6&5, puis il a rapidement diminué pour tomber à 4.5 pour cent en décembre 1983. Le ralentissement de l'inflation en 1983 était généralisé. En décembre 1983, toutes les principales composantes de l'IPC, à l'exception de l'énergie, de l'alcool et du tabac, progressaient de moins de 5 pour cent sur une base annuelle, soit à un rythme de moitié inférieur à celui enregistré un an plutôt. Les plus fortes baisses sont survenues dans le secteur des transports et du logement, ce qui reflète dans une large mesure le ralentissement des hausses de prix de l'énergie et la réduction des frais d'intérêt hypothécaires.

La faible hausse des prix des aliments et de l'énergie, qui constituaient les principaux facteurs à l'origine de la hausse des prix à la consommation lors de la flambée de l'inflation pendant la période de 5 années qui a pris fin en 1981, a sensiblement contribué au ralentissement de l'inflation au cours des deux dernières années (graphique 2.2). Les prix des aliments ont commencé à

Tableau 4.1
Inflation récente des prix au Canada

	1981		1982		1983	
	Annuel	En fin d'année[1]	Annuel	En fin d'année[1]	Annuel	En fin d'année[1]
	(Variation en pourcentage)					
Indice des prix à la consommation						
Alimentation	11.4	5.7	7.2	7.4	3.7	3.9
Logement	12.4	13.9	12.5	11.0	6.8	4.5
Vêtement	7.1	6.1	5.6	5.3	4.0	2.9
Transports	18.3	20.2	14.1	9.2	5.0	4.0
Santé et soins personnels	10.9	10.8	10.6	10.3	6.9	4.7
Loisirs, lecture et éducation	10.1	9.8	8.7	8.2	6.5	4.6
Tabac et alcool	12.9	16.2	15.5	13.9	12.6	11.4
IPC Total	12.5	12.1	10.8	9.3	5.8	4.5
Énergie	30.0	30.5	19.8	13.8	7.8	6.2
Total, alimentation exclue	12.7	13.9	11.8	9.8	6.4	4.7
Total, énergie exclue	10.9	12.0	10.8	9.2	6.2	4.5
Total, alimentation et énergie exclues	10.9	12.0	10.8	9.2	6.2	4.5
Biens	13.1	11.0	9.4	8.2	5.4	4.7
Services	11.5	13.6	12.9	11.0	6.5	4.3
Prix implicites de la DNB						
Consommation	11.5	11.1	10.8	10.2	5.9	4.6
Demande intérieure	11.8	12.0	10.2	8.8	5.5	4.3
Importations	11.0	8.9	4.3	3.0	– 1.0	0.3
Demande intérieure moins importations	12.2	13.5	13.1	11.6	7.9	5.5
Exportations	7.1	5.9	2.4	1.9	0.2	– 1.7
DNB Total	10.6	11.0	10.1	8.8	5.8	3.8
Prix de vente dans l'industrie	10.2	8.4	6.0	4.4	3.5	3.5
Prix intérieurs des matières premières	19.1	13.5	8.3	8.3	5.3	5.2
Combustibles exclus	0.8	– 7.8	– 3.8	– 0.8	2.5	7.2
Prix mondiaux des produits de base, énergie exclue ($É.-U.)[2]	– 11.5	– 19.6	– 16.6	– 12.0	8.4	20.4
			(dollars/baril)			
Prix du pétrole brut						
Importé C.A.F. Montréal	42.99	41.95	41.32	41.30	36.47	36.68
À la tête de puits—Alberta	18.88	21.25	24.63	25.75	29.75	29.75
Prix pondéré	26.94	29.86	32.76	34.65	35.47	36.14

(1) Variation en pourcentage sur douze mois au quatrième trimestre pour les prix implicites de la DNB et au mois de décembre pour tous les autres prix.

(2) Ne reflète par les révisions résultant des récentes modifications apportées par *The Economist* à la composition de l'indice.

Sources: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; *Comptes nationaux des revenus et de dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *Indice des prix dans l'industrie*, mens., nº cat. 62-011; et *The Economist*, hebd.

ralentir au second semestre de 1981 et le mouvement s'est poursuivi en 1982 et en 1983, témoignant en général des surplus de la majorité des produits agricoles qui existaient à l'échelle internationale. Le rythme de progression des prix de l'énergie a lui aussi ralenti sensiblement, tombant de 30 pour cent en 1981 à 7.8 pour cent en 1983. La récession mondiale de 1981-1982 a donné naissance à un surplus pétrolier sur les marchés internationaux, ainsi qu'à une réduction des prix mondiaux du pétrole. Compte tenu de cette évolution, les gouvernements du Canada et de l'Alberta ont modifié en juin 1983 l'entente conclue en septembre 1981 et gelé le prix à la tête de puits du nouveau pétrole à $29.75 le baril (voir le chapitre 6 pour plus de précisions).

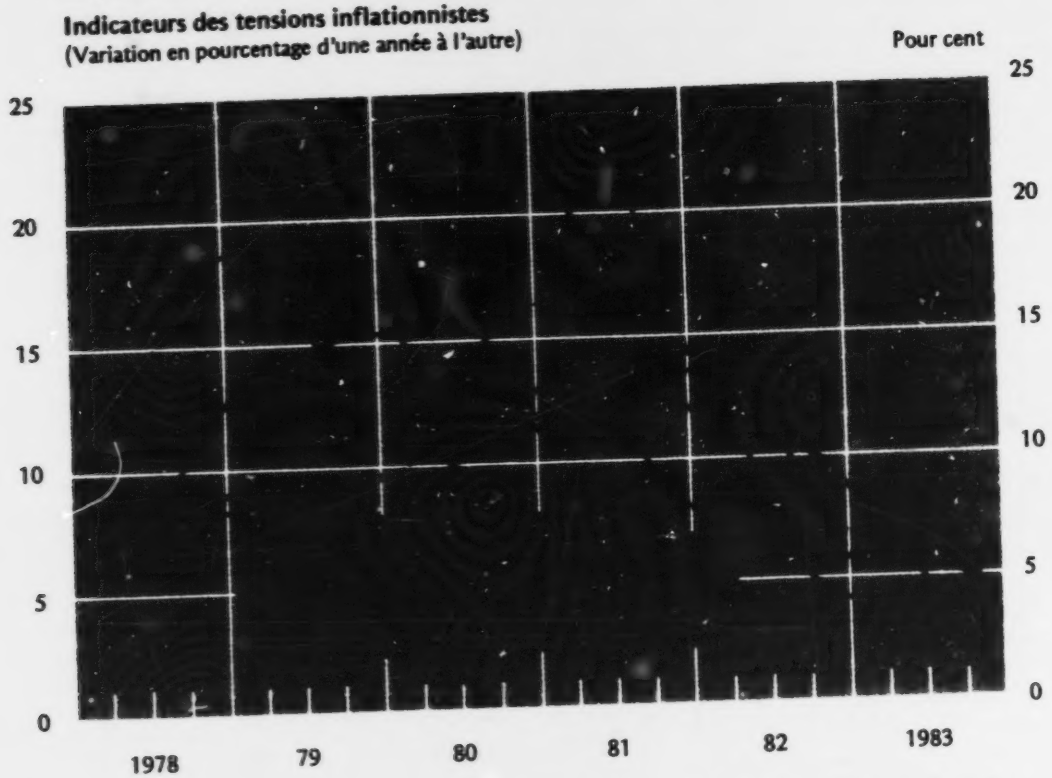
En 1983, le fléchissement des hausses de prix des services a été plus prononcé que celui des biens. Sur la base d'une année à l'autre, les prix des services avaient augmenté de 4.3 pour cent en décembre 1983, ce qui est inférieur à la hausse de 4.7 pour cent des prix des biens. Le contraste était donc net par rapport à 1982 alors que le ralentissement de la hausse des prix des biens était entièrement responsable du fléchissement de l'inflation. Le programme fédéral 6&5 a contribué au fléchissement relativement rapide des hausses de prix des services en 1983 car il a freiné l'augmentation des prix des services réglementés, comme le téléphone, l'affranchissement, le câble et les télécommunications, ainsi que les transports ferroviaires et aériens.

Les indices implicites des prix des comptes nationaux montrent que le taux d'inflation au Canada en 1983 est tombé à son plus bas niveau en plus de dix ans. Le prix moyen payé par les Canadiens en 1983 pour les biens et services, de production tant nationale qu'étrangère – l'indice implicite des prix de la demande intérieure – a progressé de 5.5 pour cent en 1983. Si l'on ne tient pas compte des importations, les prix ont augmenté de 7.9 pour cent en 1983, soit de 2.4 points de pourcentage de plus que les prix intérieurs, importations incluses. Les prix de ces dernières ont en fait fléchi en 1983, ce qui témoigne de la faiblesse des prix sur les marchés mondiaux, particulièrement ceux des produits finis, et la vigueur du dollar canadien par rapport à d'autres devises. En 1983, les prix des importations n'ont pratiquement pas varié, en moyenne, ce qui traduit également la faiblesse générale de la demande sur les marchés internationaux. L'indicateur le plus complet de l'inflation, l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (IIP-DNB), s'est accru de 5.8 pour cent en 1983, ce qui est nettement moins élevé que les 10.1 pour cent enregistrés en 1982. Comme l'indice implicite des prix de la demande intérieure totale, l'IIP-DNB a connu en 1983, sa plus faible hausse depuis 1972.

Bien que la demande de biens manufacturés ait fortement augmenté depuis le début de la reprise, les fabricants étaient toujours peu disposés à majorer sensiblement leurs prix. Sur une base annuelle, l'indice des prix de vente dans l'industrie (IPVI), un indice pondéré par l'année de base qui reflète tant les variations du coût des produits vendus d'un fabricant à un autre que les fluctuations des prix payés par les distributeurs, exportateurs compris, a augmenté de 3.5 pour cent en 1983, contre 6 pour cent en 1982. Il s'agissait de la plus faible hausse de l'IPVI depuis 1961. La stabilité des augmentations de prix durant l'année et le taux généralisé de progression dans les diverses industries du secteur manufacturier ont été les aspects les plus marquants de l'évolution des prix de vente dans l'industrie en 1983. Sur une base mensuelle, la hausse d'une année à l'autre de l'IPVI est demeurée à l'intérieur d'une fourchette de 3 à 4 pour cent entre janvier et décembre. Conjugué au bas niveau des stocks au début de l'année, le vigoureux redressement de la construction résidentielle au Canada et aux États-Unis a fait monter les prix dans l'industrie du bois à des niveaux représentant plus du double de l'augmentation moyenne globale des prix de vente dans l'industrie en 1983. Ces hausses sont toutes survenues au premier semestre de 1983. Au second semestre de l'année les prix du bois ont fléchi, ce qui reflète le ralentissement de la construction résidentielle et le relèvement des stocks de bois. Tous les autres grands groupes d'industries ont rapporté de faibles hausses de prix en 1983. Dans l'ensemble, les hausses généralisées de prix témoignaient de l'ampleur de la reprise économique qui a gagné les divers secteurs, mais leurs faibles niveaux traduisaient la vigueur des pressions de la concurrence, laquelle est attribuable

Graphique 4.1

Indicateurs des tensions inflationnistes
(Variation en pourcentage d'une année à l'autre)



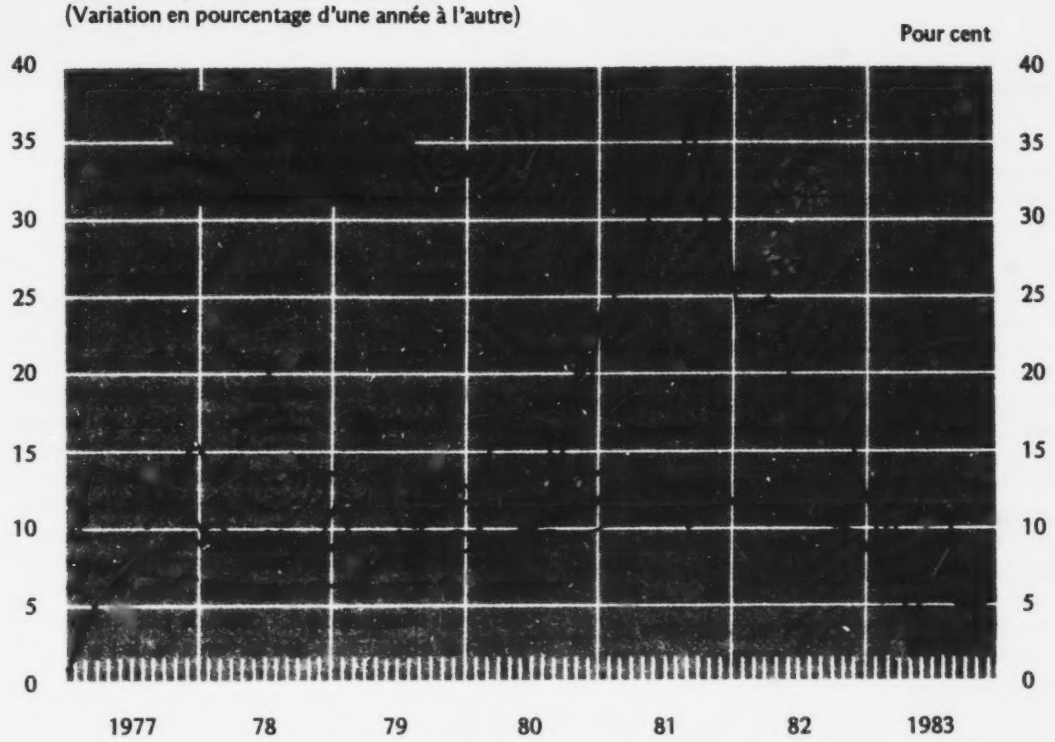
Source: Statistique Canada, *Prix à la consommation et Indices des prix*, mens., nº cat. 62-011; *Indices des prix de l'industrie*, mens., nº cat. 62-011; Travail Canada, *Donnés sur la main-d'oeuvre*, mens.

au taux relativement bas d'utilisation de la capacité et au fait que les entreprises se sont rendu compte que les mesures de compression des coûts adoptées précédemment et la reprise en cours leur permettaient d'accroître leurs marges bénéficiaires sans qu'elles soient obligées de majorer sensiblement les prix.

Les hausses des prix intérieurs des matières premières ont ralenti en 1983, ce qui était dans une large mesure attribuable à des augmentations inférieures à la moyenne des prix du charbon, du pétrole et du gaz naturel. Sur une base annuelle, l'indice des prix intérieurs des matières premières, qui mesure les variations de prix des matières premières achetées par les industries canadiennes, a monté de 5.3 pour cent en 1983, par rapport à 8.3 pour cent en 1982. Mise à part l'énergie, les prix intérieurs des matières premières et les prix mondiaux des produits de base exprimés en dollars américains ont avancé de 2.5 pour cent et de 8.4 pour cent respectivement en 1983, après avoir baissé en 1982. Il semble que les hausses de prix de diverses matières premières se soient produites en trois vagues superposées en 1983. La première, qui a commencé à la fin de 1982 et s'est poursuivie au début de 1983, a touché certaines matières industrielles dont la demande était forte, particulièrement le bois, l'aluminium et le caoutchouc. Les prix d'autres métaux, comme le cuivre, le nickel et le molyb-

Graphique 4.2

Indice des prix à la consommation
(Variation en pourcentage d'une année à l'autre)



Source: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001.

dène sont demeurés déprimés en raison du niveau élevé des stocks mondiaux. La deuxième vague, qui a surtout touché certains produits alimentaires, s'est déroulée au cours des trois premiers trimestres de 1983. La sécheresse qui a frappé l'Amérique du Nord au cours de l'été et le programme américain de «paiements compensateurs» (visant à soutenir les revenus agricoles en contrepartie de la réduction des surfaces cultivées), ont tous deux entraîné de fortes augmentations des prix des céréales et du soya. L'effet de la sécheresse sur les prix au détail des aliments en 1983 a été largement neutralisée par la baisse des prix de la viande, les agriculteurs qui étaient confrontés aux hausses de prix de la nourriture pour animaux ayant décidé de vendre leur bétail. La troisième vague, qui a débuté au second semestre de 1983, a poussé vers le haut les prix du cacao, à la suite de la sécheresse qui a frappé l'Afrique de l'Ouest durant l'été, et du café, l'Organisation internationale du café ayant suspendu les approvisionnements des marchés mondiaux.

Coûts de main-d'œuvre

Les progrès accomplis pour abaisser le taux d'inflation des prix au cours des dernières années n'auraient pu se réaliser si la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre n'avait pas ralenti sensiblement. Les salaires représentent environ les deux tiers des coûts de production et sont donc l'un des principaux facteurs de fixation des prix. Comme la plupart des mesures des

variations des prix, les hausses des règlements salariaux et des coûts unitaires de main-d'œuvre sont tombées à leur plus bas niveau depuis plus d'une dizaine d'années. La faiblesse du marché du travail, le programme fédéral du 6&5 et le ralentissement de la hausse des prix et des attentes inflationnistes ont permis de contenir les hausses salariales en 1983, tandis que le redressement conjoncturel de la productivité contribuait à contenir la progression des coûts de main-d'œuvre.

Les augmentations consenties dans les conventions salariales ont constamment progressé entre 1978 et la fin de 1981, puis elles ont commencé à ralentir. En 1983, les gains annuels moyens accordés dans les règlements salariaux sans IVC sont tombés à 5.6 pour cent (tableau 4.1), soit leur plus faible progression depuis 1967 lorsque Travail Canada a commencé à publier des données sur les conventions salariales. Sur une base trimestrielle, les règlements salariaux sans IVC ont culminé à 13.9 pour cent au quatrième trimestre de 1981, puis ils ont enregistré huit baisses consécutives pour tomber à 4.0 pour cent au quatrième trimestre de 1983. La majeure partie de cette baisse s'est produite au second semestre de 1982 et au quatrième trimestre de 1983. Dans les secteurs tant privé que public, les conventions salariales se sont élevées en moyenne aux alentours de 5.5 pour cent en 1983. Le programme fédéral du 6&5 est entré dans sa deuxième phase au troisième trimestre de 1983, ce qui se reflète dans la diminution des ententes salariales du gouvernement fédéral qui sont tombées à moins de 6 pour cent au second semestre de 1983.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre reflètent la progression de la productivité ainsi que les hausses courantes et différées des règlements salariaux. Joint au ralentissement des augmentations salariales, l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre en 1983 a permis de faire tomber la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre à son plus bas niveau depuis 1971. Le taux annuel d'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre n'a atteint que 2.5 pour cent en 1983, alors qu'il s'établissait à 12.4 pour cent en 1982 (tableau 4.3). Cette forte décélération a permis aux entreprises d'accroître leurs marges bénéficiaires et leur production en 1983 sans recourir à des majorations sensibles de leurs prix.

Évolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux États-Unis

Le tableau 4.3 montre que le taux d'inflation de l'IPC a fléchi pendant trois ans aux États-Unis et pendant deux ans au Canada. Le fait que le taux d'inflation de l'IPC ait plafonné plus tôt aux États-Unis (1980) et que la période de ralentissement de l'inflation y a été plus longue, reflète dans une large mesure que la poussée des prix de l'énergie s'est manifestée plus tôt et plus rapidement aux États-Unis. Comme le taux d'inflation a baissé plus vite au Canada qu'aux États-Unis en 1983, l'écart entre les taux d'inflation des deux pays s'est réduit, tombant de 4.6 points de pourcentage en 1982 à 2.6 en 1983; en décembre 1983, il n'était plus que de 0.7 point de pourcentage. Si l'on fait abstraction des aliments et de l'énergie, le taux d'inflation était plus faible au Canada qu'aux États-Unis à la fin de 1983. Malgré leur forte décélération au Canada depuis 1981, les prix de l'énergie ont augmenté plus vite que l'inflation en 1983. Par contre, aux États-Unis, ils ont peu ou pas augmenté depuis 1981. Les prix des aliments ont moyennement progressé dans les deux pays en 1983, quoique leur hausse au Canada était de par le passé supérieure à celle des États-Unis.

Les augmentations annuelles moyennes des règlements salariaux sans IVC ont également fléchi davantage au Canada qu'aux États-Unis en 1983. Toutefois, au Canada, les ententes ont continué d'être plus élevées qu'aux États-Unis pour la quatrième année consécutive en 1983. En raison de la moindre progression du revenu du travail et du plus fort accroissement de la productivité, la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada a fléchi de 9.9 points de pourcentage pour s'établir à 2.5 pour cent en 1983, d'après les comptes nationaux, comparativement à une baisse de 4.3 points de pourcentage et à un taux de 3.2 points de pourcentage

Tableau 4.2
Règlements salariaux récents[1] au Canada

	1981	1982	1983 Annuel	1er T	2e T	3e T	4e T
			(augmentation en pourcentage)				
Augmentations négociées sans IVC							
Secteur commercial	13.9	9.6	5.5	6.4	6.1	6.1	4.2
Secteur non-commercial	13.1	10.0	5.6	6.6	5.9	5.5	4.0
Total[2]	13.3	9.9	5.6	6.5	6.0	5.8	4.0
Secteur privé	13.5	10.6	5.3	7.0	6.6	5.6	3.5
Secteur public	13.3	9.7	5.6	6.4	5.9	5.9	4.2
Administration fédérale	12.6	8.0	5.5	6.0	6.0	5.1	5.0
Administrations provinciales	13.6	10.6	5.6	6.6	5.7	7.4	2.0
Administrations locales	13.2	12.9	5.7	5.9	5.6	5.6	5.5
Éducation, santé et bien-être	13.6	11.1	5.7	6.9	6.0	5.7	2.8
Services d'utilité publique	13.7	11.3	6.6	7.7	5.4	7.8	5.9

(1) Travail Canada publie les chiffres de règlements salariaux d'après des méthodes différentes, selon l'industrie. La ventilation secteur commercial-non commercial s'inspire de la classification-type des activités économiques qu'utilise Statistique Canada et qui répartit les établissements d'après leur activité économique. Par exemple, un réseau de transport appartenant à l'État où les Postes sont classées parmi les autres établissements de transports et de communications, dans le secteur commercial et non dans le secteur non commercial à titre d'administration. La distinction secteur privé-secteur public permet de classer les conventions d'après la branche d'activité de l'employeur, de sorte que les contrats touchant les travailleurs des Postes entrent dans la rubrique fédérale du secteur public. Un autre exemple est Air Canada, qui figure dans les catégories du secteur commercial et du secteur public.

(2) Ne comprend que les règlements salariaux conclus dans l'industrie du bâtiment en 1983.

Sources: Travail Canada, *Données sur le travail*, trim.; et ministère des Finances.

aux États-Unis. Au quatrième trimestre de 1983, l'augmentation sur douze mois des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui se situait à 0.4 pour cent, était sensiblement plus faible qu'aux États-Unis où elle atteignait 2.5 pour cent. C'était donc la première fois depuis 1978 que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont progressé moins vite au Canada qu'aux États-Unis.

Analyse rétrospective de l'inflation

Le graphique 4.3 montre que l'inflation au Canada a suivi une évolution relativement semblable à celle du monde industrialisé. Cela témoigne du fait que les principaux facteurs à l'origine de l'inflation au Canada ont généralement été semblables à ceux qui ont joué dans le reste du monde. Le graphique montre également que la poussée de l'inflation dans les années 70 au Canada et dans les principaux autres pays industrialisés s'est déroulée en deux vagues distinctes. Contrairement à ce qui s'est produit dans les années 70 où l'inflation a ralenti après la première vague, la récente baisse semble indiquer que l'on a mieux réussi à briser l'élan de l'inflation. Par conséquent, les taux d'inflation au Canada et dans d'autres principaux pays de

Tableau 4.3
Évolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux États-Unis

	1979	1980	1981	1982 Annuel	1982 En fin d'année[1]	1983 Annuel	1983 En fin d'année[1]
	(Variation en pourcentage)						
Canada							
IPC	9.2	10.2	12.5	10.8	9.3	5.8	4.5
Alimentation	13.1	10.9	11.4	7.2	7.4	3.7	3.9
Énergie	9.8	16.0	30.0	19.8	13.8	7.8	6.2
Total, alimentation et énergie exclues	7.7	9.3	10.9	10.8	9.2	6.2	4.5
Règlements négociés sans IVC dans le secteur commercial	9.5	11.6	13.9	9.6	7.5	5.5	4.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.1	12.1	11.7	12.4	9.3	2.5	0.4
États-Unis							
IPC	11.3	13.5	10.3	6.2	3.9	3.2	3.8
Alimentation	10.9	8.6	7.8	4.0	3.1	2.1	2.6
Énergie	25.2	30.9	13.5	1.5	1.3	0.8	−0.5
Total, alimentation et énergie exclues	9.7	12.4	10.5	7.4	4.5	3.9	4.9
Règlements négociés sans IVC dans le secteur commercial	8.0	10.3	8.8	6.6	5.2	3.8	3.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.0	10.1	7.8	7.5	5.9	3.2	2.5

[1] Variations en pourcentage sur douze mois au quatrième trimestre pour les hausses salariales et au mois de décembre pour les hausses de prix.

Sources: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices des prix*, trim., nº cat. 61-010; et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; Travail Canada, *Données sur le Travail*, trim.; U.S. Bureau of Labour Statistics, *CPI Retail Report*, mens.; et U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*, mens.

l'OCDE sont tombés à leur plus bas niveau depuis plus une dizaine années.

Le tableau 4.4 compare les deux poussées de l'inflation au Canada depuis le début des années 70 avec celles survenues aux États-Unis et dans les sept principaux pays de l'OCDE. Le tableau 4.5 présente certains indicateurs de l'inflation utilisés pour analyser l'évolution de celle-ci durant les périodes d'accélération et de décélération du taux d'inflation de l'IPC au Canada.

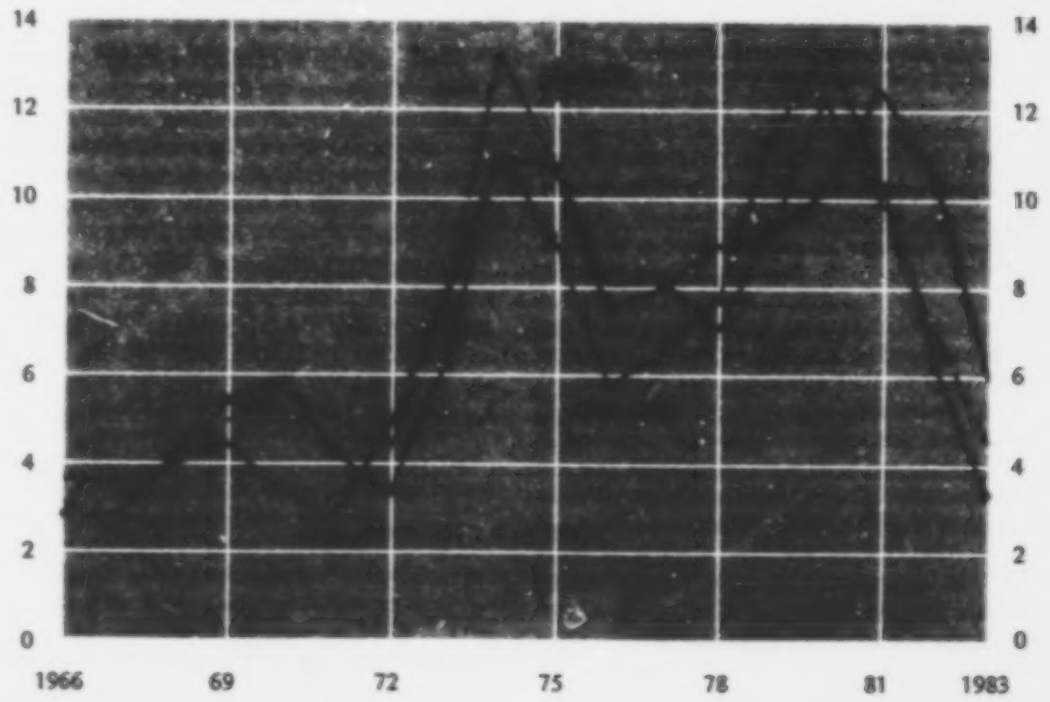
Après avoir progressé à un taux annuel moyen de 2 1/2 pour cent environ durant les années 50 et 60, le taux d'inflation de l'IPC au Canada a fortement augmenté pour s'élever en moyenne à 8 pour cent environ à partir de 1971. Les deux

poussées de l'inflation au Canada se sont déroulées progressivement, les minimums et maximums étant plus élevés au cours de la seconde vague que pendant la première. Cette dernière a débuté lorsque la hausse de l'IPC est passée de 2.9 pour cent en 1971 à un sommet de 10.9 pour cent en 1974, soit une augmentation moyenne de 2.7 points de pourcentage par année au cours de cette période de trois ans. Comparativement, la deuxième accélération de l'inflation a débuté lorsque la hausse de l'IPC est passée de 7.5 pour cent en 1976 à 12.5 pour cent en 1981, soit une hausse moyenne de un point de pourcentage par année au cours de cette période de cinq ans. Ainsi, le taux d'inflation a en fait augmenté plus vite durant la première accélération, laquelle a duré moins longtemps que la seconde.

Entre 1974 et 1976, le taux d'inflation de l'IPC a reculé de 3.4 points de pourcentage pour tomber à 7.5 pour cent, soit une baisse annuelle moyenne de 1.7 point de pourcentage au cours de cette période de deux ans. Après avoir culminé en 1981, il a fléchi de 6.7 points de pourcentage en deux ans pour s'établir à 5.8 pour cent en 1983, soit une baisse annuelle moyenne de 3.4 points de pourcentage. Le taux d'inflation a donc diminué plus vite après la deuxième accélération qu'après la première. L'accroissement de 5.8 pour cent de l'IPC en 1983 était inférieur à celui enregistré en 1976, année qui a marqué le dernier creux du cycle inflationniste antérieur, mais constituait la plus faible augmentation jamais enregistrée depuis 1972 où le taux d'inflation atteignait 4.7 pour cent.

Graphique 4.3

Evolution comparative des taux d'inflation, tels que mesurés par l'IPC
(Variation annuelle en pourcentage)



(1) Moyenne pondérée des taux d'inflation, tels que mesurés par l'IPC, des sept principaux pays de l'OCDE: Canada, Etats-Unis, Japon, France, Royaume-Uni, Italie et Allemagne.

Source: OCDE, *Statistiques rétrospectives*, 1983.

L'évolution semblable de l'inflation observée dans les principaux pays de l'OCDE reflète dans une large mesure l'effet des chocs internationaux d'approvisionnement, particulièrement ceux de l'énergie et des aliments. Ces derniers ont contribué à la fois directement et indirectement à l'inflation en attisant la spirale inflationniste des prix et des salaires et les attentes inflationnistes. Le tableau 4.5 montre que les hausses des prix canadiens des aliments et celles des prix internationaux des denrées alimentaires ont accompagné le cycle inflationniste au Canada, s'accélérant lorsque le taux global d'inflation remontait et décroissant lorsqu'il diminuait. Les fortes augmentations des prix mondiaux du pétrole en 1973-1974, puis en 1978-1980 sont étroitement liées aux points culminants du taux d'inflation. Les politiques gouvernementales ont permis de protéger les Canadiens des pleins effets du second choc pétrolier. C'est l'une des principales raisons qui explique pourquoi l'inflation au Canada a culminé plus tard que dans les autres grands pays de l'OCDE au cours de la deuxième accélération.

Les périodes d'expansion économique internationale au début des années 70, et les récessions de 1974-1975 et de 1981-1982, signifiaient que les pressions exercées par la demande sur l'inflation agissaient dans le même sens dans de nombreux pays. L'expansion économique vigoureuse et simultanée qu'ont connu de nombreux pays de l'OCDE était l'un des principaux facteurs à l'origine de l'accélération rapide de l'inflation au début des années 70. Il en est résulté une envolée des prix internationaux des produits de base. Au Canada, la hausse des prix et des bénéfices dans les industries basées sur les ressources a contribué à la fermeté de la demande sur les marchés du travail. Ces pressions semblent avoir déclenché une forte progression des règlements salariaux qui a fini par gagner tous les secteurs de l'économie. La récession de 1974-1975 et le lancement en octobre 1975 d'un programme de trois ans de contrôle des prix et des salaires au Canada ont permis de briser la spirale des prix et des salaires. La vigueur des attentes inflationnistes a cependant freiné la décélération de l'inflation au Canada et dans les pays de l'OCDE.

Lorsque l'expansion économique de la fin des années 70 a débuté, le taux d'inflation dans la zone de l'OCDE était plus élevé que durant la période qui avait immédiatement précédé

Tableau 4.4
Comparaison des cycles récents de l'inflation de l'IPC

	Première accélération				Deuxième accélération				
	Plus bas niveau		Plus haut niveau		Plus bas niveau		Plus haut niveau		1983
	Année	Taux d'inflation	Année	Taux d'inflation	Année	Taux d'inflation	Année	Taux d'inflation	Taux d'inflation
				(Variation en pourcentage)					
Canada	1971	2.9	1974	10.9	1976	7.5	1981	12.5	5.8
États-Unis	1972	3.3	1974	11.0	1976	5.7	1980	13.5	3.2
Principaux pays de l'OCDE	1972	4.3	1974	13.3	1978	7.0	1980	12.2	4.5

(1) Moyenne pondérée de l'IPC pour les sept principaux pays de l'OCDE: Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Japon et Italie.

Source: OCDE, *Statistiques rétrospectives*, 1983.

l'expansion du début des années 70. L'expansion économique de la fin des années 70 a été moins vigoureuse au Canada et moins généralisée à l'étranger qu'au commencement de la décennie. Les hausses de prix et de salaires se sont accélérées, quoique à un taux moins élevé qu'au début de la décade. La détérioration de la productivité de la main-d'œuvre et une forte dépréciation du dollar canadien ont cependant ajouté de nouvelles dimensions au problème de l'inflation. La récession mondiale de 1981-1982, dont le point culminant a été marqué par des taux de chômage élevés et une faible demande, a bien mieux réussi que la récession de 1974-1975 à briser l'élan de l'inflation dans les pays de l'OCDE. Ces succès reflètent bien entendu la gravité de la récession. Le programme fédéral du 6&5 a également constitué l'un des facteurs de ralentissement de l'inflation au Canada. Il a montré l'exemple au secteur privé qui s'en est inspiré, de sorte que le rythme de progression des coûts a fortement diminué. Le tableau 4.5 montre que les hausses de prix ont ralenti de façon spectaculaire à tous les niveaux – produits de base, matières industrielles et commerce de détail.

Bien que l'inflation au Canada et dans les autres principaux pays de l'OCDE soit survenue en deux vagues distinctes, ainsi que l'illustre le graphique 4.3, certaines différences importantes ont marqué l'évolution relative de l'inflation au cours de ces deux périodes (tableau 4.4). Comparativement à la moyenne enregistrée dans les principaux pays de l'OCDE, les niveaux minimum et maximum du taux d'inflation canadien ont tous deux été plus faibles durant la première accélération, mais plus élevés pendant la deuxième. Les deux poussées de l'inflation ont duré plus longtemps au Canada, alors que le taux d'inflation progressait à un rythme plus lent. Le ralentissement de l'inflation au milieu des années 70 a duré deux ans au Canada et aux États-Unis, mais quatre ans en moyenne pour l'ensemble des principaux pays de l'OCDE. Durant cette période, le taux d'inflation au Canada a baissé plus lentement qu'aux États-Unis, mais plus rapidement que dans les principaux pays de l'OCDE en moyenne. En 1983, le taux d'inflation canadien était plus élevé que le taux américain et le taux moyen des principaux pays de l'OCDE. Toutefois, au cours de la présente période de ralentissement de l'inflation, qui a débuté en 1981 au Canada et en 1980 dans les autres pays de l'OCDE, le taux d'inflation canadien a diminué beaucoup plus vite que le taux moyen des principaux pays de l'OCDE et à un rythme à peu près équivalent à celui des États-Unis.

Règlements salariaux selon l'industrie et la province

Deux importantes accélérations des règlements salariaux canadiens se sont produites ces dernières années. La première est survenue entre 1971 et 1975, lorsque les augmentations annuelles moyennes des ententes salariales sans IVC ont grimpé de 7.8 pour cent à 19.2 pour cent. Il en est résulté une augmentation relative des coûts de main-d'œuvre au Canada par rapport aux États-Unis et un affaiblissement de la compétitivité des biens canadiens. Cette très vive accélération des ententes salariales a également joué un rôle important lors de l'adoption de mesures anti-inflationnistes en octobre 1975. La deuxième accélération importante a suivi la période de contrôle des prix et des salaires, les règlements salariaux sans IVC étant passés de 7.2 pour cent en 1978 à 13.3 pour cent en 1981. La récession et le lancement de programmes de restrictions par les gouvernements fédéral et provinciaux ont permis de freiner l'augmentation des règlements salariaux sans IVC qui est descendue à 5.6 pour cent en 1983, soit sa plus faible progression annuelle depuis que Travail Canada a commencé à publier des données sur les ententes salariales en 1967.

Les tableaux 4.6 et 4.7 présentent les hausses annuelles moyennes des taux de base des ententes salariales sans IVC entre 1978 et 1983 selon l'industrie et la province, respectivement. Les données sur les ententent conclues dans l'industrie sont présentées sur la base des secteurs commercial et non commercial, conformément à la Classification type des industries de Statistique Canada, et sur la base des secteurs privé et public, tels que définis plus récemment par Travail Canada. Ces tableaux permettent d'effectuer certaines comparaisons de l'évolution des règlements salariaux selon l'industrie et la province au cours du dernier cycle.

Les règlements salariaux négociés sont généralement déterminés par un certain nombre de facteurs, notamment la fermeté de la demande de

Tableau 4.5
Inflation au Canada dans les années 70 et 80

	1972-1974	1975-1976	1977-1981	1982-1983
	(Variation annuelle moyenne en pourcentage)			
IPC Total	7.8	9.1	9.7	8.3
Alimentation	12.8	7.7	11.8	5.5
Énergie	8.9	14.4	15.2	13.6
Total, alimentation et énergie exclues	5.5	9.2	8.2	8.5
Total de l'indice implicite des prix de la DNB	9.7	10.2	9.2	7.9
Demande intérieure	8.7	10.4	9.6	7.8
Demande intérieure moins importations	8.0	11.4	8.3	10.5
Importations	10.3	7.9	13.1	1.6
Exportations	15.0	7.0	11.4	4.1
Prix de vente dans l'industrie	11.4	8.1	11.0	4.7
Prix mondiaux des produits de base, énergie exclue ($É.-U.)[1]	37.3	0.8	10.2	−5.0
Alimentation	41.5	2.3	11.9	−5.0
Matières industrielles	30.6	−5.5	7.0	−4.5
Règlements salariaux sans IVC	11.4	13.7	9.3	7.4
Taux salarial annuel moyen	11.3	14.5	9.0	7.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.5	12.8	9.3	7.4

[1] Ne reflète pas les récentes révisions résultant des modifications apportées à la composition de l'indice par *The Economist*.

Sources: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, trim., nº cat. 62-010; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *Indices des prix de l'industrie*, mens., nº cat. 62-011; *The Economist*, hebd.; et Travail Canada, *Données sur les travail*, trimestrielle.

main-d'œuvre, la capacité de payer des entreprises, les variations du coût de la vie et la productivité de la main-d'œuvre. Les écarts entre les industries reflètent le jeu de ces facteurs économiques généraux ainsi que d'autres facteurs propres aux industries, comme la vigueur relative des pouvoirs de négociation des syndicats et du patronat, le calendrier des négociations salariales et les rapports salariaux relatifs. Compte tenu de ces facteurs, il est possible d'effectuer à partir du tableau 4.6 plusieurs comparaisons intéressantes des hausses des règlements salariaux entre les industries.

Durant l'accélération des règlements salariaux entre 1978 et 1981, les augmentations accordées dans les conventions salariales sans IVC dans les secteurs commercial et privé ont été plus rapides que dans les secteurs non commercial et public (tableau 4.6). Durant les premières années de hausse, dans le secteur commercial, les règlements ont été plus élevés dans les industries manufacturières et le commerce. Toutefois, au moment où les augmentations ont culminé pour l'ensemble des industries en 1981, ce sont les industries primaires, comme l'industrie forestière et les mines, qui ont rapporté les plus fortes

Tableau 4.6

Hausse annuelle moyenne des salaires de base accordée dans les nouvelles conventions collectives sans clauses d'IVC, selon l'industrie[1]

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(Variation en pourcentage)					
Toutes les industries	7.2	8.7	11.1	13.3	9.9	5.6
Secteur commercial	7.7	9.5	11.6	13.9	9.6	5.5
Industries primaires	7.1	9.2	12.9	15.1	11.5	6.3
Industrie manufacturière	7.8	9.9	12.2	12.6	10.7	5.1
Transports et communications	7.1	8.9	11.0	13.9	8.3	5.6
Finance, commerce et assurance	9.9	10.3	11.4	14.3	10.5	5.3
Services commerciaux	6.0	8.1	10.4	13.7	10.9	5.6
Secteur non commercial	6.7	8.3	10.9	13.1	10.0	5.6
Secteur privé	8.3	9.9	11.7	13.5	10.6	5.3
Secteur public	6.7	8.3	11.0	13.2	9.7	5.6
Administration fédérale	6.6	8.4	10.8	12.6	8.0	5.5
Administrations provinciales	7.2	8.3	11.2	13.6	10.6	5.6
Administrations locales	6.4	8.7	10.6	13.2	12.9	5.7
Éducation, santé et bien-être	6.5	8.1	11.0	13.6	11.1	5.7
Services d'utilité publique	6.7	7.8	10.8	13.7	11.3	6.6

[1] Travail Canada publie les chiffres de règlements salariaux d'après des méthodes différentes, selon l'industrie. La ventilation secteur commercial-non commercial s'inspire de la classification-type des activités économiques qu'utilise Statistique Canada et qui répartit les établissements d'après leur activité économique principale. Par exemple, un réseau de transport appartenant à l'État où les Postes sont classées parmi les autres établissements de transports et de communications, dans le secteur commercial et non dans le secteur non commercial à titre d'administration. La distinction secteur privé-secteur public permet de classer les conventions d'après la branche d'activité de l'employeur, de sorte que les contrats touchant les travailleurs des Postes entrent dans la rubrique fédérale du secteur public. Un autre exemple est Air Canada, qui figure dans les catégories du secteur commercial et du secteur public.

Source: Calculs effectués par le ministère des Finances à partir des données de Travail Canada.

hausses moyennes de règlements salariaux. En ce qui concerne le secteur public, les ententes salariales ont progressé plus vite dans les administrations provinciales que dans l'administration fédérale.

Le ralentissement des règlements salariaux depuis 1981 a gagné toutes les industries. En 1983, les ententes salariales dans la plupart des industries énumérées au tableau 4.6 ont progressé deux fois moins vite qu'en 1981, année où les règlements salariaux moyens ont culminé. L'évolution a été semblable dans les secteurs privés et publics en 1983. Les plus fortes augmentations ont été observées dans les industries primaires, pour le secteur commercial, et dans la catégorie des services d'utilité publique pour le secteur public.

Dans toutes les provinces, les règlements salariaux ont généralement connu une évolution semblable à celle de l'ensemble des industries, s'accélérant entre 1978 et 1981, et décroissant par la suite. Certaines différences se sont toutefois manifestées au cours des périodes d'accélération et de décélération. Le Nouveau-Brunswick a affiché les plus fortes hausses les années où l'accélération des règlements salariaux a enregistré un minimum et un maximum. Les ententes salariales ont crû et décru le plus en Colombie-

Tableau 4.7
Hausse annuelle moyenne des salaires de base accordée dans les nouvelles conventions collectives sans clauses d'IVC, selon la province[1]

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(Variation en pourcentage)					
Terre-Neuve	6.8	7.5	11.9	12.3	12.0	4.6
Île-du-Prince-Édouard	9.2	9.4	11.0	14.2	12.0	7.2
Nouvelle-Écosse	7.9	9.7	12.4	13.6	10.2	6.7
Nouveau-Brunswick	9.7	7.9	11.1	15.6	12.0	7.8
Québec	9.0	9.9	11.9	12.4	10.1	5.1
Ontario	6.7	8.1	10.3	12.8	11.0	5.9
Manitoba	6.1	8.7	10.7	14.7	11.9	6.1
Saskatchewan	6.9	8.0	9.9	12.7	13.8	6.5
Alberta	7.6	8.2	11.6	14.3	12.6	6.9
Colombie-Britannique	6.7	9.4	13.2	15.1	7.8	3.6

[1] Ne comprend pas les contrats ratifiés dans les Territoires du Yukon et du Nord-ouest ni ceux qui touchent des travailleurs employés dans plus d'une province.
Source: Calculs effectués par le ministère des Finances à partir des données de Travail Canada.

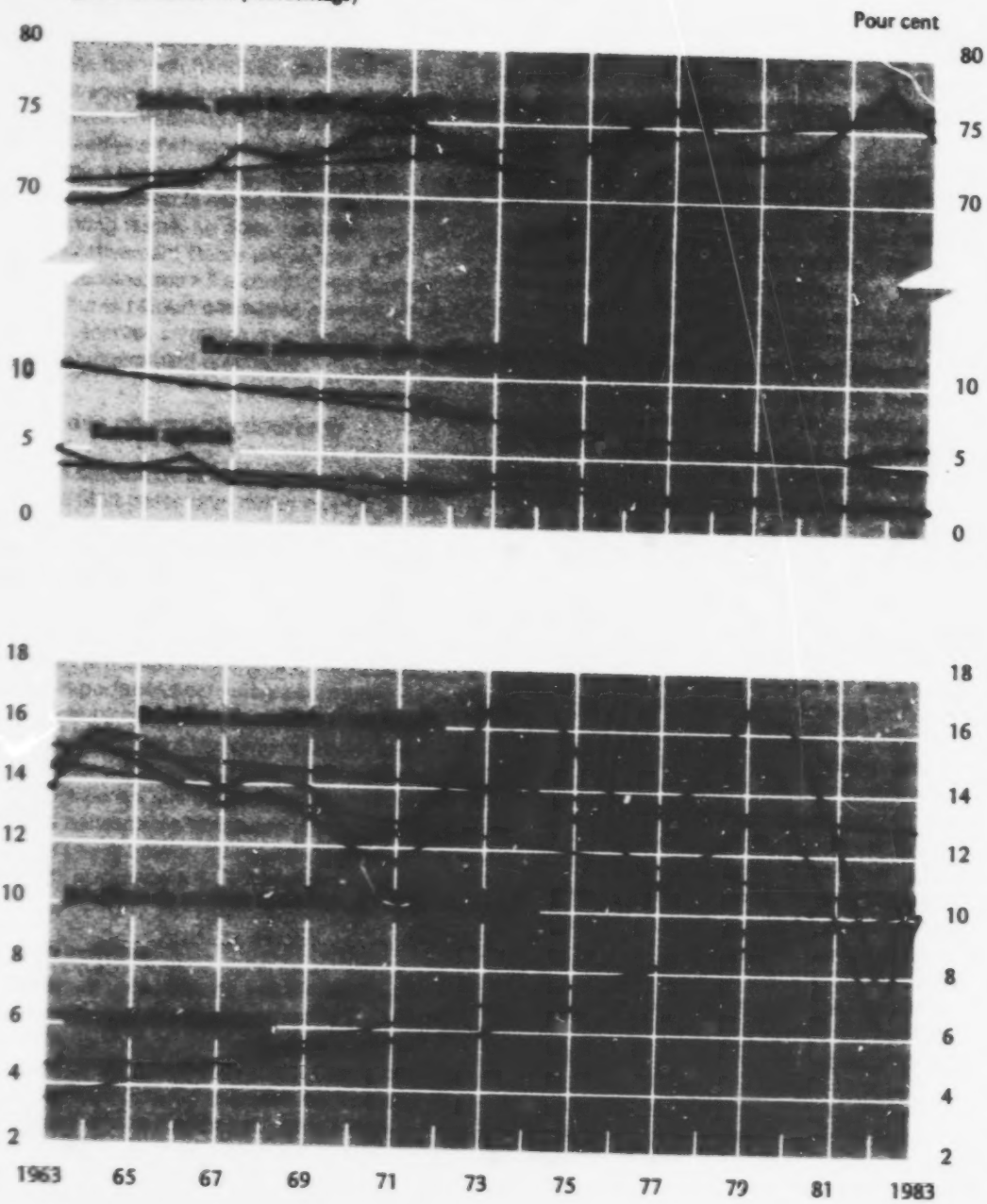
Britannique puisqu'elles sont passées d'une moyenne de 6.7 pour cent en 1978 à 15.1 pour cent en 1981 pour ensuite tomber à 3.6 pour cent en 1983. Les règlements salariaux moyens de la Colombie-Britannique ont également été les moins élevés de toutes les provinces en 1983, puisque ces dernières ont rapporté des hausses de 5 à 8 pour cent.

Répartition du revenu national net

Les variations des parts du revenu en 1983 ont reflété le passage de l'économie de la récession à la reprise. La part du revenu national net représentée par les bénéfices des sociétés a augmenté pour la première fois depuis 1979, passant de 7.8 pour cent en 1982 à 10.8 pour cent en 1983, ce qui reflète la croissance des ventes et la diminution des frais d'exploitation, en particulier des coûts unitaires de main-d'œuvre et des frais d'intérêt (graphique 4.4). La part du revenu du travail, qui avait augmenté entre 1980 et 1982, est descendue d'un sommet de 77.4 pour cent en 1982 pour s'établir à 74.1 pour cent en 1983, reflétant ainsi la modération des hausses salariales. Malgré cette évolution, la part des bénéfices des sociétés en 1983 est demeurée bien inférieure à sa moyenne de 14.4 pour cent enregistrée pendant les années 70, alors que celle du revenu du travail a continué de dépasser sa moyenne de 73.5 pour cent. La part des revenus de placements a reculé en 1983, ce qui est attribuable à la baisse du taux d'épargne personnelle et des taux d'intérêt. Les parts du revenu national net représentées par le revenu des entreprises non agricoles et non constituées et par le revenu agricole ont toutes deux enregistré de légères diminutions en 1983.

Graphique 4.4

Parts du revenu national net au coût des facteurs
(parts annuelles en pourcentage)



(1) Plus-value des stocks exclues.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, mens., nº cat. 13-001.

5. Balance des paiements

Les transactions internationales du Canada en 1983 ont été marquées par une forte reprise des importations des marchandises, alors que l'activité économique se redressait au pays, ainsi que par une baisse notable du volume des nouvelles émissions nettes à l'étranger de titres canadiens à long terme à la suite du rétrécissement de l'écart traditionnel en faveur du Canada des taux d'intérêt à long terme. Le dollar canadien est demeuré relativement stable par rapport à la devise américaine, mais il a continué de gagner du terrain sur la plupart des autres grandes monnaies. Les réserves officielles de change du Canada ont légèrement augmenté.

Balance des paiements courants

Le compte courant de la balance des paiements du Canada était passé d'un déficit de près de $6 milliards en 1981 à un surplus de $3 milliards en 1982. La baisse conjoncturelle des importations en était la principale cause, quoique certains facteurs particuliers, comme la hausse aux États-Unis de la demande de grandes voitures nord-américaines produites au Canada et le fléchissement des importations canadiennes de pétrole, ont également joué un rôle important. En 1983, la balance commerciale a légèrement baissé, car les importations ont progressé plus vite que les exportations ce qui, joint à une aggravation du déficit des transactions hors marchandises, s'est traduit par une réduction du surplus du compte courant qui est tombé à $1.6 milliard (tableau 5.1 et graphique 5.1).

Commerce extérieur

En enregistrant un surplus de $18.0 milliards en 1983, le commerce des marchandises est demeuré élevé, mais légèrement inférieur au surplus record de $18.3 milliards atteint l'année précédente (tableau 5.1). Ce résultat a été enregistré grâce à une forte reprise des importations. Dans l'ensemble, les importations ont progressé de 10.5 pour cent (tableau 5.2) et de 14.8 pour cent en dollars courants et constants respectivement; au quatrième trimestre de 1983, les importations étaient retournées aux niveaux d'avant la récession. Les exportations, qui se sont fort bien comportées en 1982 malgré la récession internationale, ont également augmenté, quoique plus lentement que les importations, puisqu'elles se sont élevées de 7.9 pour cent (tableau 5.3) et de 9.0 pour cent en dollars courants et constants respectivement.

Comme les prix des importations ont baissé plus que ceux des exportations, les termes de l'échange se sont améliorés en 1983. Ce redressement faisait suite à trois années de détériorations consécutives et a été un important facteur de ralentissement de la baisse du surplus du compte courant en 1983. Le fléchissement des prix moyens à l'importation des matières brutes et la hausse des prix à l'exportation du bois de construction et des produits finis manufacturés, y compris les produits automobiles, ont contribué à cette évolution, bien que les changements survenus dans la composition des volumes des exportations et des importations aient également joué un certain rôle.

La vigueur de la reprise économique aux États-Unis a été le principal facteur sous-jacent de la montée des exportations canadiennes en 1983; les exportations à destination des autres grandes régions géographiques étaient en effet en baisse, sauf dans le cas du Japon. La reprise économique plus hésitante de plusieurs autres grands pays industrialisés, les difficultés économiques de bon nombre de grands pays en développement – particulièrement en Amérique-Latine – et la vigueur des devises nord-américaines par rapport aux autres grandes monnaies expliquent cette évolution. Les exportations de produits automobiles, de pétrole brut et produits connexes, de bois de construction et de métaux non ferreux ont enregistré des hausses appréciables, tandis que les exportations de gaz naturel, de machines et de pâtes et papiers ont chuté (tableau 5.3).

Les importations ont fortement augmenté en 1983, mis à part le pétrole brut dont les prix et les volumes ont considérablement chuté, ce qui témoigne de la vigueur de la reprise économique. Les États-Unis et le Japon sont à l'origine de la majeure partie de la progression des importations. Sur le plan géographique, la balance commerciale avec les États-Unis s'est améliorée; toutefois, les soldes des échanges bilatéraux du

Tableau 5.1
Sommaire de la balance courante des paiements internationaux du Canada

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(milliards de dollars)						
Exportations de marchandises	44.5	53.4	65.6	77.1	84.5	84.6	91.3
Importations de marchandises	41.5	49.0	61.2	68.3	77.1	66.2	73.2
Solde de la balance commerciale							
Nominal	3.0	4.3	4.4	8.8	7.4	18.3	18.0
Réel (en dollars de 1971)	0.1	1.6	−0.3	1.1	1.5	5.5	4.7
Recettes au titre des services	8.3	9.9	12.0	14.3	16.1	16.9	16.9
Paiements au titre des services	16.0	19.2	21.9	25.4	30.8	33.6	34.3
Solde au titre des services	−7.7	−9.3	−9.9	−11.1	−14.7	−16.8	−17.3
Total des recettes	52.8	63.3	77.5	91.4	100.6	101.4	108.2
Total des paiements	57.6	68.3	83.0	93.7	107.9	99.9	107.5
Solde au titre des biens et services	−4.7	−5.0	−5.5	−2.3	−7.3	1.6	0.7
Transferts nets	0.4	0.1	0.7	1.3	1.6	1.4	0.9
Solde de la balance courante	−4.3	−4.9	−4.8	−1.1	−5.8	3.0	1.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº cat. 67-001.

Canada avec nombre de ses autres partenaires commerciaux ont diminué (tableau 5.4).

Les balances commerciales du Canada par grande catégorie de produits ont généralement affiché des excédents appréciables et croissants dans le cas des produits agricoles et des matières transformées, comme le bois de construction, le papier journal, les produits chimiques et les métaux, et un déficit considérable et de plus en plus grand pour des produits finis manufacturés. Ces tendances reflètent surtout la croissance du volume des échanges et des prix plutôt que des changements structurels. Ces dernières années, toutefois, la balance commerciale de matières brutes a été fortement déterminée par l'évolution nationale et internationale dans le secteur du pétrole.

La balance commerciale s'est améliorée dans toutes les grandes catégories de produits en 1982 (tableau 5.4). La hausse la plus marquée a été dans les produits finis manufacturés, car les importations de produits automobiles et de machines et équipement ont fléchi et les exportations à destination des États-Unis ont connu une forte augmentation. L'excédent des échanges de matières brutes a de nouveau monté cette année, ce qui témoigne surtout de la baisse appréciable de la valeur des importations de pétrole brut. En 1983, les importations de pétrole brut ont continué de s'affaiblir et le surplus du commerce des matières brutes a atteint $7.2 milliards. Dans le cas des matières transformées, l'excédent n'a pratiquement pas varié en s'établissant à $16.0 milliards, quoique les exportations et les importations ont toutes deux été stimulées par la reprise

à l'échelle internationale. Après avoir atteint un sommet de $21.0 milliards en 1981, le déficit des produits finis manufacturés a baissé de $8.3 milliards pour tomber à $12.7 milliards en 1982, mais il est remonté à $14.9 milliards en 1983. La diminution et la plus grande stabilité des taux d'intérêt, ainsi que la confiance accrue des consommateurs dans la reprise économique ont entraîné une hausse sensible des importations d'automobiles qui a partiellement neutralisé la progression rapide des exportations de véhicules et de pièces automobiles. Le solde des échanges de produits automobiles a enregistré un surplus de $2.0 milliards en 1983, soit une hausse de plus de $0.5 milliard par rapport à l'année précédente. Les importations de machines et équipement, ainsi que d'autres produits finis manufacturés se sont nettement accrues.

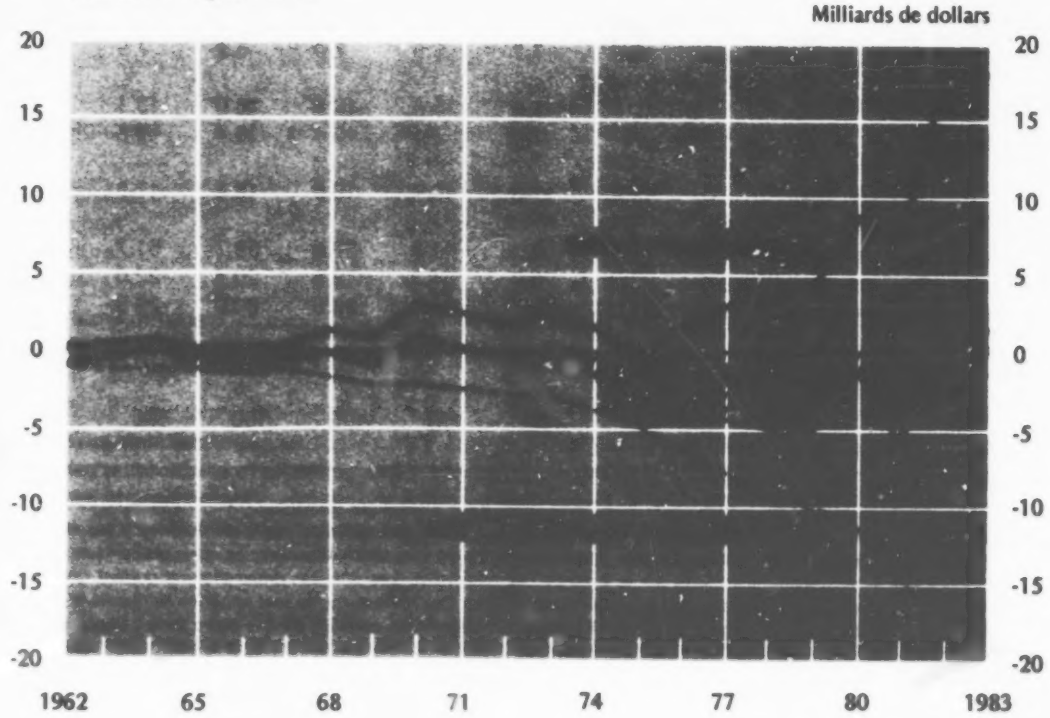
Services

Les paiements au titre des services ont généralement dépassé les rentrées, ce qui traduit dans une large mesure l'endettement net du Canada à l'égard de l'étranger et les sorties nettes correspondantes de paiements d'intérêt et de dividendes aux non-résidents. Le déficit au titre des services s'est élevé à $17.3 milliards en 1983, soit $0.5 milliard de plus que l'année précédente (tableau 5.5).

Les paiements nets d'intérêt aux non-résidents représentent la composante la plus importante des échanges invisibles du Canada et constituent la principale source de croissance du déficit des services depuis quelques années. Les paiements nets d'intérêt ont enregistré une forte augmentation de près de $2.5 milliards en 1982, ce qui a

Graphique 5.1

Balance des paiements



Source: Statistique Canada. *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº cat. 67-001.

Tableau 5.2
Importations canadiennes de marchandises[1]
(méthode de la balance des paiements)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(milliards de dollars)			
Produits agricoles	3.3	3.8	4.2	4.8	5.2	4.9	5.0
Matières brutes	5.3	5.9	8.0	11.3	12.3	8.7	7.2
Pétrole brut	3.2	3.5	4.5	6.9	8.0	5.0	3.3
Matières transformées	7.0	8.7	12.0	12.7	14.5	11.8	14.0
Produits finis manufacturés	26.1	31.0	37.8	39.4	46.0	40.9	47.8
Véhicules automobiles et pièces	11.3	13.1	14.9	13.3	15.7	14.6	18.7
Machines et équipement	10.6	13.1	17.2	19.7	23.1	19.4	21.3
Divers	−0.2	−0.4	−0.9	0.1	−1.0	−0.1	−0.8
Total	41.5	49.0	61.2	68.3	77.1	66.2	73.2
				(part du total en pourcentage)			
Produits agricoles	8.0	7.7	6.9	7.0	6.8	7.5	6.8
Matières brutes	12.8	12.0	13.0	16.6	16.0	13.1	9.8
Pétrole brut	7.7	7.0	7.4	10.1	10.4	7.5	4.5
Matières transformées	16.8	17.8	19.7	18.6	18.9	17.8	19.1
Produits finis manufacturés	62.8	63.2	61.8	57.6	59.7	61.7	65.3
Véhicules automobiles et pièces	27.3	26.7	24.3	19.5	20.4	22.0	25.6
Machines et équipement	25.5	26.7	28.1	28.9	30.0	29.3	29.1
Divers	−0.4	−0.7	−1.4	0.1	−1.3	−0.1	−0.1
Total	100	100	100	100	100	100	100

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.

[1] Les statistiques commerciales dans le cadre de la balance des paiements sont principalement les données tirées des documents douaniers et corrigées pour représenter plus fidèlement toutes les opérations économiques entre résidents et non-résidents qui ont des répercussions financières sur la balance des paiements. Les données douanières ne portent que sur les mouvements physiques de biens, reflétés dans les rapports de douane. Des redressements sont apportés au titre de la date des opérations, de leur champ d'application et de leur évaluation pour convertir ces données dans le cadre de la balance des paiements. Les rajustements de la balance des paiements déclarés par Statistique Canada ont été répartis entre les groupes de produits par le ministère des Finances.

Sources: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº cat. 67-001; et ministère des Finances.

Tableau 5.3
Exportations canadiennes de marchandises[1]
(méthode de la balance des paiements)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(milliards de dollars)			
Produits agricoles	4.7	5.3	6.3	8.3	9.5	10.2	10.4
Blé	2.0	1.9	2.2	3.9	3.8	4.3	4.7
Matières brutes	8.9	8.9	12.8	14.8	15.2	14.9	14.4
Pétrole brut	1.7	1.6	2.5	2.8	2.5	2.7	3.5
Gaz naturel	2.1	2.2	3.1	4.0	4.4	4.8	3.9
Minerais	2.7	2.4	3.9	4.2	4.1	3.2	2.9
Matières transformées	14.9	19.2	24.4	29.3	30.5	27.9	30.0
Bois de construction	2.4	3.2	3.9	3.4	3.0	2.9	4.0
Pâtes et papiers	4.5	5.1	6.3	7.6	8.1	7.3	7.1
Métaux	3.5	4.7	5.3	8.1	7.7	6.8	7.1
Produits finis manufacturés	15.0	18.6	20.7	21.5	25.1	28.3	33.1
Véhicules automobiles et pièces	10.2	12.3	11.6	10.6	12.9	16.2	21.0
Machines et équipement	4.0	5.2	7.3	8.5	10.0	10.0	9.7
Divers	1.0	1.5	1.4	3.2	4.0	3.3	3.3
Total	44.5	53.4	65.6	77.1	84.5	84.6	91.3
				(pourcentage du total)			
Produits agricoles	10.5	9.9	9.6	10.7	11.3	12.1	11.4
Blé	4.4	3.6	3.3	5.0	4.5	5.1	5.1
Matières brutes	20.0	16.6	19.6	19.1	18.0	17.6	15.7
Pétrole brut	3.9	3.0	3.9	3.7	3.0	3.2	3.9
Gaz naturel	4.7	4.1	4.7	5.2	5.2	5.7	4.3
Minerais	6.1	4.5	5.9	5.5	4.8	3.8	3.2
Matières transformées	33.5	35.9	37.2	38.1	36.2	32.9	32.9
Bois de construction	5.4	6.1	5.9	4.4	3.5	3.4	4.3
Pâtes et papiers	10.2	9.5	9.6	9.8	9.6	8.6	7.7
Métaux	8.0	8.8	8.0	10.5	9.2	8.0	7.8
Produits finis manufacturés	33.7	34.8	31.5	27.9	29.8	33.5	36.3
Véhicules automobiles et pièces	22.9	23.0	17.7	13.8	15.2	19.1	23.0
Machines et équipement	8.9	9.8	11.1	11.0	11.8	11.8	10.6
Divers	2.2	2.7	2.1	4.1	4.8	3.9	3.6
Total	100	100	100	100	100	100	100

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
[1] Voir note au bas du tableau 5.2
Sources: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº cat. 67-001, et ministère des Finances.

Tableau 5.4
Solde du commerce par catégorie de produits et par pays (méthode des douanes)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(milliards de dollars)						
Par pays							
États-Unis	1.3	1.9	−1.0	−0.4	0.9	9.8	12.2
Royaume-Uni	0.7	0.4	0.7	1.3	1.0	0.8	0.7
Autres pays de la CEE[a]	0.4	−0.1	1.0	2.8	1.5	1.0	0.2
Japon	0.7	0.8	1.9	1.6	0.5	1.1	0.4
Autres pays de l'OCDE	0.0	−0.3	0.0	0.3	0.3	0.2	−0.4
OPEP	−1.7	−1.4	−1.9	−3.1	−3.2	−0.5	−0.1
Europe de l'Est	0.4	0.7	0.9	1.8	2.0	2.3	1.9
République Populaire de Chine	0.3	0.4	0.4	0.7	0.8	1.0	1.4
Autres pays	0.1	0.7	0.7	1.9	0.6	0.8	−0.8
Total	2.2	3.1	2.8	6.9	4.3	16.7	15.4
Par catégorie de produits							
Produits agricoles	1.3	1.5	2.1	3.5	4.2	5.3	5.4
Matières brutes	3.5	2.9	4.6	3.4	2.9	6.1	7.2
Matières transformées	7.9	10.4	12.4	16.6	16.0	16.1	16.0
Produits finis manufacturés	−11.1	−12.4	−17.1	−17.8	−21.0	−12.7	−14.9
Véhicules automobiles et pièces	−1.2	−0.8	−3.3	−2.7	−3.0	1.4	2.0
Divers	0.5	0.6	0.9	1.2	2.2	2.0	1.7
Total	2.2	3.1	2.8	6.9	4.3	16.7	15.4

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº cat. 65-001.

porté leur niveau à $7.5 milliards. Cet accroissement reflète la hausse de l'endettement obligataire envers le reste du monde, les sociétés et les provinces ayant puisé largement sur les marchés de capitaux étrangers pour se financer, et de fortes augmentations des taux d'intérêt moyens payables sur la dette. Bien qu'ils aient joué sur une échelle réduite, la hausse des taux d'intérêt moyens payables sur la dette et l'accroissement de l'endettement obligataire ont contribué à une nouvelle augmentation des paiements nets d'intérêt qui se sont élevés à $8.5 milliards en 1983.

Après avoir augmenté lentement pendant de nombreuses années, le déficit des paiements de dividendes a peu varié durant la fin des années 70 et le début des années 80, s'élevant en moyenne à $1.5 milliard environ par année. La récession a entraîné une forte réduction des paiements de dividendes à l'étranger en 1982, laquelle a été largement compensée par une baisse des rentrées. En 1983, les rentrées de dividendes ont remonté légèrement et le déficit au titre des dividendes est tombé à $0.9 milliard.

Tableau 5.5
Solde des services

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(milliards de dollars)						
Voyages	−1.6	−1.7	−1.1	−1.2	−1.1	−1.3	−2.1
Fret et transport	0.0	0.1	0.3	0.5	0.4	0.6	0.5
Intérêt	−2.6	−3.4	−3.8	−4.1	−4.9	−7.5	−8.5
Dividendes	−1.2	−1.5	−1.5	−1.5	−1.7	−1.5	−0.9
Autres services	−1.7	−2.2	−3.0	−3.8	−6.3	−5.9	−5.3
Revenus divers	−0.4	−0.7	−1.3	−1.6	−3.9	−2.9	−2.3
Administrations publiques, entreprises et autres	−1.3	−1.6	−1.7	−2.3	−2.4	−2.9	−3.0
Retenue fiscale	−0.5	−0.6	−0.8	−1.0	−1.1	−1.2	−1.0
Total	−7.7	−9.3	−9.9	−11.1	−14.7	−16.8	−17.3

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº cat. 67-001.

La catégorie «autres services» de la balance des paiements comprend divers flux de revenus (dont l'intérêt sur la dette non consolidée), les opérations des administrations publiques, les services aux entreprises et diverses autres opérations. Ces dernières années, les variations du solde des autres services ont été fortement déterminées par celles des soldes des revenus divers, lesquels ont à leur tour reflété dans une large mesure l'évolution des taux d'intérêt à court terme et l'importance de la dette internationale nette à court terme du Canada. Le niveau moyen des taux d'intérêt à court terme a fléchi en 1983 et les rentrées et paiements au titre des revenus divers ont baissé. Le déficit global des autres services a diminué de $0.5 milliard pour tomber à $5.3 milliards.

Le compte «voyages» est sensible aux variations des prix et des revenus au Canada et dans le reste du monde. Après avoir atteint un sommet de $1.7 milliard en 1978, le déficit des voyages a fluctué entre $1.1 et 1.3 milliard pendant les quatre années suivantes. En 1983, il s'est élevé à $2.1 milliards. Le nombre de Canadiens qui se sont rendus dans des pays étrangers autres que les États-Unis a augmenté car les tarifs aériens transatlantiques ont été réduits et le dollar canadien a continué de se renforcer par rapport aux autres grandes monnaies. Le nombre de déplacements d'une journée et de voyages de longue durée à destination des États-Unis s'est nettement élevé en 1983. La légère hausse du nombre de visiteurs américains au Canada a été compensée par une diminution du nombre de visiteurs en provenance d'autres pays. Au cours des trois dernières années, le dollar canadien a fortement progressé par rapport à la plupart des grandes monnaies étrangères, mise à part la devise américaine, ce qui, conjugué à la faiblesse relative de l'activité économique à l'étranger, explique dans une large mesure la diminution du nombre de visiteurs non américains.

Flux financiers internationaux

Les écarts des taux d'intérêt à long terme favorisant le Canada ont sensiblement diminué en 1983 et le volume des fonds à long terme mobilisés à l'étranger par des Canadiens a fléchi. Pour l'ensemble de l'année, les entrées nettes de capitaux à long terme se sont élevées à $2.8 milliards et elles étaient donc en baisse par rapport au niveau record de $9.1 milliards enregistré en 1982 (tableau 5.6 et graphique 5.2).

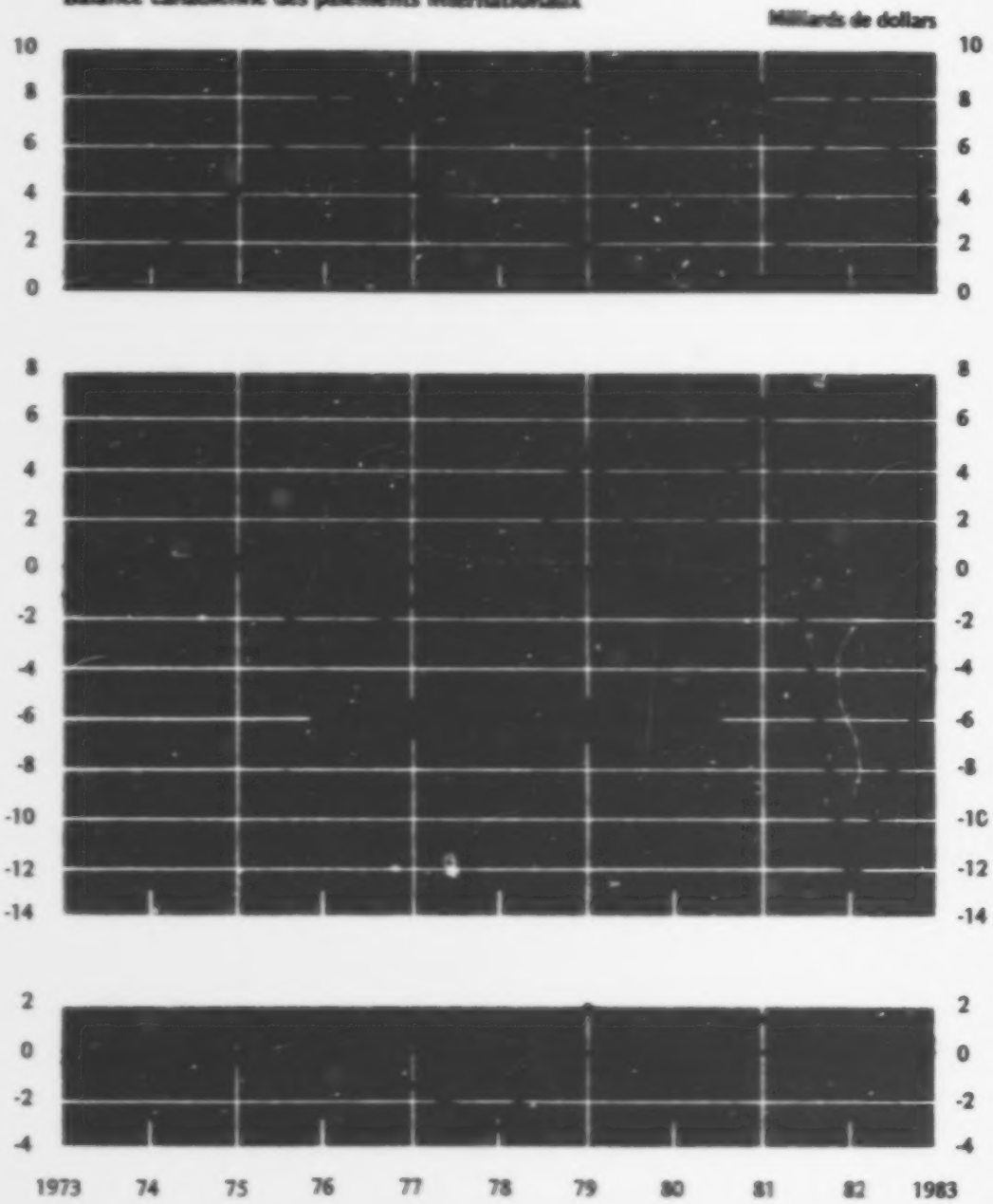
Tableau 5.6
Balance canadienne des paiements internationaux

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(milliards de dollars)						
Solde de la balance courante	−4.3	−4.9	−4.8	−1.1	−5.8	3.0	1.6
Au titre des marchandises	3.0	4.3	4.4	8.8	7.4	18.3	18.0
Au titre des services	−7.7	−9.3	−9.9	−11.1	−14.7	−16.8	−17.3
Transferts nets	0.4	0.1	0.7	1.3	1.6	1.4	0.9
Mouvements de capitaux à court terme	4.3	3.2	2.1	1.2	0.1	9.1	2.8
Investissements directs au Canada	0.5	0.1	0.8	0.8	−4.4	−1.4	0.2
Investissements directs à l'étranger	−0.7	−2.3	−2.6	−3.2	−6.9	−0.2	−2.5
Émissions nettes de titres canadiens	6.0	6.7	5.2	5.6	14.1	16.2	10.6
Autres	−1.4	−1.3	−1.4	−2.0	−2.6	−5.5	−5.5
Mouvements de capitaux à court terme	0.9	1.5	7.1	−0.2	15.9	−8.8	2.8
Variation de la situation des banques à charte en devises étrangères	1.4	2.8	4.1	1.3	17.6	−4.0	1.6
Avoirs non bancaires à court terme à l'étranger	−0.7	−0.7	0.1	−0.5	−6.9	−3.0	0.7
Autres	0.2	−0.6	2.9	−1.0	5.2	−1.7	0.5
Total – Mouvements de capitaux	5.2	4.7	9.1	1.0	16.0	0.3	5.5
Erreurs et omissions	−2.3	−3.1	−2.6	−1.4	−9.0	−4.0	−6.6
Allocations de DTS	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0
Mouvements monétaires officiels nets	−1.4	−3.3	1.9	−1.3	1.4	−0.7	0.5
Réserves officielles	−1.4	−0.2	−0.9	−0.5	0.4	−0.7	0.5
Engagements monétaires officiels	0.0	−3.1	2.8	−0.7	1.0	0.0	0.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº cat. 67-001.

Graphique 5.2

Balance canadienne des paiements internationaux



(1) Erreurs et omissions nettes comprises.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº cat. 67-001.

Les émissions nettes d'obligations à long terme se sont établies à $5.0 milliards, soit sensiblement réduites par rapport aux niveaux des deux dernières années. Bien que les écarts de taux d'intérêt aient diminué en cours d'année, les entrées nettes à ce titre se sont redressées sensiblement au quatrième trimestre. Les gouvernements provinciaux et leurs entreprises ont été responsables de la majorité des emprunts à l'étranger, tandis que le volume des nouvelles émissions d'obligations de sociétés privées placées à l'étranger a été considérablement moins élevé qu'en 1982. Par ailleurs, les sociétés canadiennes ont mobilisé des fonds importants à l'étranger grâce au lancement de nouvelles émissions d'actions sur un marché boursier actif. Près de 30 pour cent des nouvelles émissions brutes d'obligations canadiennes à long terme placées à l'étranger ont été lancés aux États-Unis et environ 60 pour cent en Europe. Un peu plus de la moitié des nouvelles émissions canadiennes en Europe ont été libellées en dollars américains.

En 1981, les opérations financières internationales du Canada ont été caractérisées par des prises de contrôle et des fusions, particulièrement dans le secteur de l'énergie, et les sorties d'investissement directs ont été considérables. En 1982, le volume des acquisitions avait fortement diminué par rapport à 1981 et la tendance s'est poursuivie en 1983. Néanmoins, les prises de contrôle et d'autres opérations spéciales ont continué d'avoir un effet important sur l'ampleur des flux d'investissements directs. En 1983, le compte des investissements directs a enregistré des sorties nettes de $2.3 milliards; cependant, compte non tenu des opérations spéciales comme les prises de contrôle, les sorties nettes ont été inférieures à $1 milliard. Les statistiques officielles du Canada sur la balance des paiements n'incluent pas, dans l'investissement direct, les bénéfices non répartis qui reviennent à des investisseurs étrangers; si l'on tenait compte de ces bénéfices réinvestis, il y aurait eu des entrées nettes d'investissements directs de l'ordre de $1.5 milliard.

Les opérations des Canadiens avec des non-résidents sur des instruments financiers à court terme se sont soldées par des entrées nettes de $2.8 milliards, ce qui représente un retournement important de la situation constatée en 1982 où l'on a enregistré des sorties de $8.8 milliards. Ces dernières années, les mouvements de capitaux à court terme ont fortement varié d'un trimestre à l'autre et d'une année à l'autre, ceux qui passaient par le système bancaire ayant généralement joué un rôle prédominant dans cette évolution. En 1983, les mouvements internationaux nets de capitaux transitant par le système bancaire canadien ont diminué considérablement par rapport aux deux dernières années où les opérations portant sur le financement des prises de contrôle et l'introduction d'une nouvelle législation bancaire ont eu d'importants effets.

Les taux d'intérêt canadiens à court terme ont été inférieurs aux taux américains comparables durant la majeure partie du second semestre de l'année. L'escompte accordé sur le dollar américain sur le marché à terme a généralement compensé cette évolution et les emprunteurs canadiens ont continué de mobiliser des fonds sur le marché monétaire américain. Pour l'ensemble de l'année, les achats nets de papier du marché monétaire canadien par des non-résidents se sont élevés à $2.2 milliards, la majeure partie de ces opérations s'étant produite au second semestre de l'année. Les achats étrangers de bons du Trésor fédéral et de papier à court terme des entreprises fédérales et provinciales ont représenté l'essentiel de ces entrées. Le poste des erreurs et omissions nettes, un poste résiduel d'équilibrage des comptes, représentait l'équivalent d'une sortie de $6.6 milliards. Voilà quelque temps déjà que ce poste d'équilibrage équivaut régulièrement à une sortie de fonds sur une base annuelle, et il a été particulièrement élevé ces dernières années.

Taux de change

Le dollar canadien, contrairement à la forte variabilité affichée en 1982, est demeuré très stable en 1983, se transigeant à l'intérieur d'une zone étroite par rapport à la devise américaine. Après avoir suivi une légère tendance à la baisse au premier semestre de l'année, il a commencé à remonter petit à petit au début de l'automne. Au cours des deux derniers mois de l'année, il s'est affaibli car le dollar américain s'est élevé par rapport à la plupart des grandes monnaies, atteignant dans plusieurs cas des niveaux sans précédent. Le dollar canadien est tombé à $É.U. 0.7990 le 14 décembre, touchant ainsi son plus bas niveau en 1983, et il a terminé l'année à

$É.U. 0.8036, soit à un peu plus de un cent américain en deçà de son cours à la fin de 1982; son niveau moyen n'a cependant pratiquement pas changé par rapport à l'année précédente. Comme en 1981 et en 1982, le dollar canadien a continué de monter par rapport à la plupart des autres grandes monnaies, gagnant 8 pour cent sur le franc suisse, 10.8 pour cent sur la livre sterling, 13.6 pour cent sur le deutschemark, 19.5 pour cent sur la lire italienne et 22.5 pour cent sur le franc français.

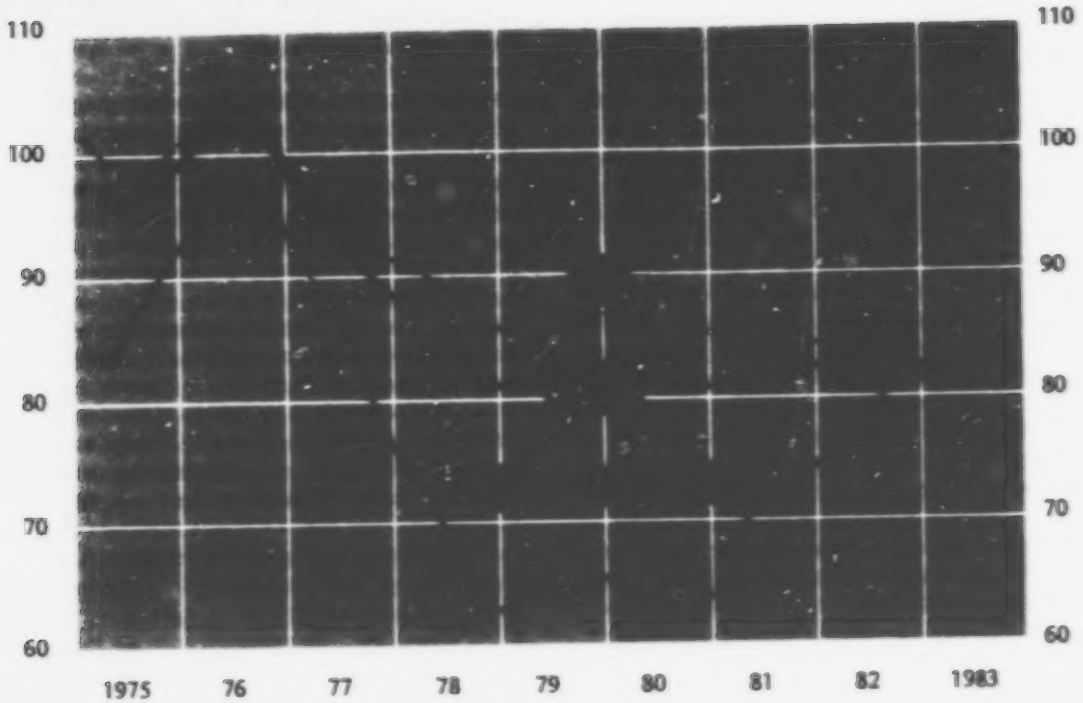
Il est possible d'utiliser les indices des taux de change effectifs pour résumer la tenue du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Ces indices combinent les divers cours bilatéraux du dollar et utilisent des coefficients de pondération qui reflètent l'évolution du commerce canadien. Sur la base d'un indice pondéré des cours moyens du midi (voir tableau de référence 75), le dollar canadien a gagné, en 1983, 1.2 pour cent sur les devises du Groupe des Dix et 6.1 pour cent sur ce même ensemble de devises, dollar américain exclu (graphique 5.3). L'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises de ce dernier groupe continuait la tendance amorcée en 1981 et a porté la valeur moyenne du dollar par rapport à ces devises aux niveaux enregistrés au milieu de 1977.

Réserves officielles de change et opérations officielles conclues en monnaies étrangères

Les opérations officielles sur le marché des changes ont continué de viser le maintien de conditions ordonnées. Étant donné la stabilité de la valeur du dollar canadien en 1983, les variations des réserves n'ont pas été importantes. Les opérations officielles, jointes aux emprunts et remboursements en monnaies étrangères effectués aux fins de gestion des réserves, et d'autres opérations des administrations publiques ont été responsables de la majeure partie de la variation des réserves officielles de change du Canada. Les nouveaux emprunts et les remboursements de dettes à long terme en monnaies étrangères ont eu pour effet net de réduire les réserves de $500 millions. Aucune opération n'a eu lieu au titre des facilités de crédit que le Canada maintient avec des banques canadiennes et étrangères. À la fin de l'année, les réserves officielles de change du Canada s'établissaient à $É.U. 4.2 milliards, soit $É.U. 411 millions de plus qu'à la fin de 1982.

Graphique 5.3

Indices de prix du dollar canadien par rapport aux devises du Groupe des Dix[1], 1971 = 100



[1] Les différentes monnaies sont affectées d'un coefficient de pondération représentant la part du pays considéré dans le commerce extérieur du Canada entre 1977 et 1981. Le Groupe des Dix (G-10) comprend l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Japon et la Suisse.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mens., et ministère des Finances.

6. Secteur public

Ce chapitre retrace l'évolution du secteur public en 1983. Il présente le solde budgétaire, les recettes et les dépenses du gouvernement fédéral, du secteur provincial-local-hospitalier, des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, ainsi que de l'ensemble des administrations publiques. Des renseignements sont aussi fournis sur les besoins de financement des administrations et sur la gestion de la dette. L'analyse des soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles et de l'inflation qui figuraient dans les éditions antérieures de la *Revue économique* est mise à jour. Une comparaison internationale des soldes budgétaires est présentée dans les tableaux de référence.[1]

Gouvernement fédéral

Le tableau 6.1 présente les recettes, les dépenses et les déficits du gouvernement fédéral entre 1975 et 1983. Le déficit, d'après les comptes nationaux, a augmenté au cours de cette période, tant en termes absolus qu'en pourcentage du PNB. Cette hausse est en partie attribuable au ralentissement de la croissance des recettes, laquelle reflète l'adoption d'un certain nombre de mesures discrétionnaires de réductions des impôts entre 1974 et 1978, la récession de 1981-1982 et le prolongement des effets de la récession en 1983.

La progression des dépenses depuis 1980 a, dans une large mesure, été déterminée par le niveau élevé des taux d'intérêt et des déficits au titre du service de la dette publique, et en particulier par l'incidence de la récession sur des dépenses sensibles aux fluctuations conjoncturelles, comme les prestations d'assurance-chômage. En 1983, la croissance des dépenses a considérablement ralenti à cause de la reprise et malgré les nouvelles initiatives en matière de logement, de création directe d'emplois et de

[1] Sauf indication au contraire, ce chapitre fait état des chiffres des comptes nationaux dans le cadre de l'année civile.

Tableau 6.1
Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	Recettes			Dépenses			Excédent ou déficit (–)	
	Millions de dollars	Variation en pourcentage	Pourcentage du PNB	Millions de dollars	Variation en pourcentage	Pourcentage du PNB	Millions de dollars	Pourcentage du PNB
1975	31,703	5.8	19.2	35,508	23.0	21.5	–3,805	–2.3
1976	35,313	11.4	18.4	38,704	9.0	20.2	–3,391	–1.8
1977	36,508	3.4	17.4	43,811	13.2	20.8	–7,303	–3.5
1978	38,390	5.2	16.5	49,016	11.9	21.1	–10,626	–4.6
1979	43,586	13.5	16.5	52,717	7.6	19.9	–9,131	–3.5
1980	51,165	17.4	17.3	61,045	15.8	20.6	–9,880	–3.3
1981	65,198	27.4	19.2	72,182	18.2	21.3	–6,984	–2.1
1982	65,583	0.6	18.4	86,085	19.3	24.1	–20,502	–5.7
1983	70,238	7.1	18.1	94,695	10.0	24.4	–24,457	–6.3

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

projets d'investissement présentées dans le budget d'avril 1983. Exprimé en pourcentage du PNB, le déficit fédéral est tombé de 4.6 pour cent en 1978 à 2.1 pour cent en 1981 avant de grimper à 5.7 pour cent en 1982, puis à 6.3 pour cent en 1983.

Les recettes fédérales ont diminué, tombant de 19.2 pour cent du PNB en 1975 à 16.5 pour cent en 1979, avant de remonter pour dépasser à peine 18 pour cent du PNB en 1983. Les dépenses fédérales, exprimées en proportion du PNB sont demeurées relativement stables entre 1975 et 1981, fluctuant entre 19 et 21 pour cent du PNB, mais elles se sont sensiblement accrues par la suite, de sorte qu'elles ont atteint plus de 24 pour cent du PNB en 1982 et en 1983.

Les recettes fédérales ont progressé de 7.1 pour cent en 1983, comparativement à 0.6 pour cent seulement en 1982 (tableau 6.2). Les impôts indirects ont fléchi en 1983, mais leur baisse a été compensée par une hausse des impôts directs des particuliers et des sociétés. La contraction des recettes fiscales indirectes a été dominée par celle des recettes tirées de l'énergie, en raison de l'abaissement des taux effectifs moyens d'imposition et du repli de la demande intérieure de pétrole et de gaz naturel. Les recettes au titre du prélèvement d'indemnisation pétrolière ont diminué de 45.7 pour cent ou $1.5 milliard en 1983, ce qui reflète surtout la réduction des taux moyens de taxation qui sont tombés de $39.64 le mètre cube en 1982 à $23.64 en 1983 en raison de la diminution de l'écart entre les prix intérieurs et internationaux du pétrole. L'accroissement des exportations de pétrole brut n'a que partiellement neutralisé l'abaissement des taux de taxation des exportations du pétrole, de sorte que les recettes au titre du prélèvement à l'exportation du pétrole ont régressé de près de 50 pour cent. De même, la diminution des taux d'imposition du gaz naturel, imputable à la décision de maintenir le prix du gaz à 65 pour cent de celui du pétrole mesuré sur une même base thermique, le relèvement des prix à la production, ainsi que le prévoyait l'entente modificatrice signée avec l'Alberta, ont été à l'origine de la diminution des recettes tirées de la taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz. En 1983, la reprise économique a également contribué aux hausses des droits de douane à l'importation et de la taxe de vente. L'accroissement des importations a neutralisé l'incidence sur les recettes de la réduction continue des taux convenue lors des négociations commerciales multilatérales sur les droits de douane, tandis que l'élargissement de l'assiette de la taxe de vente, particulièrement dans le cas des biens de consommation durables et des matériaux de construction, s'est traduite par une remontée du produit de la taxe de vente, renversant ainsi la tendance observée en 1982.

Les impôts directs des particuliers ont progressé de 10.3 pour cent en 1983. L'impôt sur le revenu des particuliers a augmenté de 4.1 pour cent tandis que les cotisations des employeurs et des employés au fonds d'assurance-chômage ont avancé de 45.5 pour cent en raison d'une hausse des taux de cotisation. L'accroissement de 26.2 pour cent des impôts directs des sociétés, qui avait diminué de 21.4 pour cent en 1982, est surtout attribuable à la forte progression des bénéfices des sociétés en 1983. Le produit de la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires a cependant fléchi en raison de la suspension de la taxe. L'effet combiné d'un relèvement du taux effectif de taxation et de la hausse des prix moyens à la tête de puits du pétrole et du gaz s'est traduit par une augmentation de 14.4 pour cent en 1983 des recettes tirées de la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers.

La croissance des dépenses fédérales totales a diminué et est tombée de 19.3 pour cent en 1982 à 10.0 pour cent en 1983 (tableau 6.3). Toutes les principales catégories de dépenses fédérales figurant dans les comptes nationaux ont ralenti, à l'exception des subventions qui ont augmenté de 1.2 pour cent en 1983 après avoir fléchi de 13.1 pour cent en 1982. L'accroissement de la formation brute de capital en 1983 reflète le démarrage des projets d'investissement lancés dans le cadre du programme spécial de relance annoncé dans le budget d'avril 1983. Les paiements de transferts aux particuliers ont continué d'afficher une très forte progression, en raison du niveau élevé du chômage et des dépenses fédérales au titre de la création directe d'emplois. Les subventions pétrolières ont fléchi en 1983 car les paiements d'indemnisation au titre des importations de pétrole ont reculé, ce qui est attribuable au rapprochement des prix mondiaux et intérieurs du pétrole et à une diminution du volume des importations du pétrole. La catégorie des autres subventions a avancé rapidement en raison notamment de l'accroissement des paiements effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au titre des projets d'habitation.

Tableau 6.2
Recettes du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Impôts directs – particuliers				
Impôts des particuliers	25,746	12.1	26,809	4.1
Cotisations employeurs-employés au fonds de pensions de l'État	1,567	3.0	1,623	3.6
Cotisations employeurs-employés à l'assurance-chômage	4,811	2.0	7,002	45.5
Total	32,125	10.0	35,434	10.3
Impôts directs – sociétés				
Impôt sur le revenu	5,817	– 32.4	7,690	32.2
Taxe sur les revenus pétroliers et gaziers	1,516	54.5	1,734	14.4
Taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	205	S.O.	87	– 57.6
Total	7,538	– 21.4	9,511	26.2
Impôt des non-résidents	1,178	6.1	1,043	– 11.5
Impôt indirects				
Taxes de vente et autres d'accise	6,480	– 4.1	7,141	10.2
Prélèvement à l'exportation du pétrole	670	– 31.3	341	– 49.1
Droits de douane	2,876	– 17.5	3,207	11.5
Droits d'accise	1,241	6.0	1,340	8.0
Taxe d'accise sur l'essence	408	– 8.9	404	– 1.0
Prélèvement d'indemnisation pétrolière	3,283	– 23.0	1,782	– 45.7
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	1,238	46.5	708	– 42.8
Prélèvement de canadianisation	908	44.1	751	– 17.3
Autres[1]	282	6.8	298	5.7
Total	17,386	– 7.7	15,972	– 8.1
Revenus de placements	6,288	14.0	7,068	12.4
Autres recettes[2]	1,068	14.5	1,210	13.3
Total – recettes	65,583	0.6	70,238	7.1

(1) Taxe d'aéroport, prélèvement de stabilisation des grains dans l'Ouest et autres taxes indirectes diverses.
(2) Autres transferts provenant des particuliers et provisions pour consommation de capital.
S.O.: Sans objet
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

Les subventions d'équipement ont augmenté sensiblement en 1983, ce qui est surtout attribuable aux paiements accrus effectués dans le cadre du programme d'encouragements pétroliers. La croissance des transferts aux non-résidents traduit l'engagement du gouvernement de porter à 0.5 pour cent du PNB l'aide extérieure d'ici le milieu de la décennie. L'effet de l'augmentation de l'endettement sur le service de la dette publique a été neutralisé par la diminution des taux d'intérêt, de sorte que les frais de la dette publique n'ont progressé que de 4.5 pour cent. Les paiements de transferts aux autres administrations publiques se sont élevés de 10.1 pour cent. Les paiements au titre du Régime d'assistance publique du Canada ont augmenté en 1983 en raison essentiellement des effets continus de la récession. La contribution fédérale dans le cadre de ce Régime représente la moitié des dépenses admissibles effectuées par les gouvernement provinciaux et les municipalités au titre de l'assistance, des services d'aide sociale et de certains services de santé. Les transferts aux provinces dans le cadre du financement des programmes établis ont augmenté sensiblement en conséquence des rajustements importants effectués l'année précédente à la suite des révisions apportées par Statistique Canada au PNB. Par ailleurs, les paiements de transferts versés aux provinces au titre du programme de péréquation et des autres accords fiscaux n'ont que légèrement progressé en 1983, ce qui s'explique surtout par un paiement spécial de $226 millions effectué en 1982 à l'égard d'un rajustement relatif au recensement. Le paiement initial élevé en 1982 au titre de la part provinciale du prélèvement à l'exportation de pétrole explique la diminution des autres transferts aux autres administrations publiques en 1983.

Le tableau 6.4 ajoute au solde selon les comptes nationaux les prêts et autres opérations de l'État, ce qui permet d'obtenir les besoins financiers du gouvernement fédéral. Ces derniers (compte non tenu des opérations de change) ont été de $119 millions inférieurs au déficit selon la comptabilité nationale en 1983. Les prêts, avances et apports en capital ont constitué une source nette de fonds, grâce aux recettes nettes de la SCHL et de la Banque fédérale de développement. Les autres opérations ont également constitué une source nette de fonds en 1983, ce qui est attribuable aux montants reçus par le Régime de pensions du Canada.

Gestion de la dette

Les emprunts intérieurs nets émis ou garantis par le gouvernement fédéral se sont élevés à $26.7 milliards en 1983, comparativement à $18.1 milliards en 1982. L'encours de la dette émise ou garantie atteignait $134.0 milliards le 31 décembre 1983 (tableau 6.5). Les emprunts nets s'établissaient à $26.7 milliards, dont $13.3 milliards ont été obtenus au moyen de l'émission de bons du Trésor, $7.4 milliards sous forme d'obligations négociables et $6.0 milliards grâce aux émissions d'Obligations d'épargne du Canada (OEC).

Les $13.3 milliards recueillis au moyen de l'émission de bons du Trésor en 1983 représentaient plus du double du montant obtenu en 1982. Les émissions de bons du Trésor représentaient plus de la moitié des fonds mobilisés en 1983. Cela reflétait en partie l'accroissement de l'offre de fonds à court terme durant l'année. Les banques à charte qui n'avaient acheté que $1.6 milliard de bons du Trésor en 1982 en ont acquis $3.4 milliards en 1983. De même, le gouvernement fédéral a accru la proportion des bons du Trésor à un an dans son financement. La fréquence des adjudications de bons du Trésor à un an a augmenté, passant d'une à deux séances par mois. La part de l'encours total des titres représentée par les bons du Trésor est donc passée de 24 pour cent à la fin de 1982 à 29.1 pour cent à la fin de 1983.

L'encours des obligations négociables a augmenté de $7.4 milliards en 1983, contre $4.9 milliards en 1982. Ces obligations, qui étaient notamment destinées à refinancer les émissions arrivant à échéance, ont totalisé $13 milliards et ont été écoulées en quinze émissions distinctes durant l'année. Bien qu'aucune obligation prorogeable n'ait été émise en 1983, le gouvernement a continué de créer de nouveaux compartiments d'échéances sur le marché primaire des obligations. Le marché primaire à dix ans a rapporté près de $5.0 milliards en 1983. De même, plusieurs émissions comportaient des obligations dont la durée à l'échéance était de sept ans environ. Dans l'ensemble, $750 millions ont été recueillis dans ce secteur du marché.

Le gouvernement a également innové dans un autre domaine en établissant une série d'adjudications trimestrielles d'obligations négociables à deux ans (tableau 6.6). Ces titres comportaient une durée à l'échéance plus longue que les bons

Tableau 6.3
Dépenses du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Dépenses de demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	11,540	14.1	12,681	9.9
Autres[1]	7,220	12.0	7,080	– 1.9
Total	18,760	13.3	19,761	5.3
Formation brute de capital	1,424	42.1	1,756	23.3
Total	20,184	14.9	21,517	6.6
Transferts aux particuliers				
Allocations familiales	2,204	12.6	2,303	4.5
Prestations SV et SRG	9,304	13.3	10,137	9.0
Prestations d'assurance-chômage	8,541	79.5	10,124	18.5
Autres[2]	4,434	18.1	5,600	26.3
Total	24,483	31.0	28,164	15.0
Subventions				
Paiements d'indemnisation pétrolière	3,042	– 31.9	2,227	– 26.8
Autres[3]	2,596	28.7	3,477	33.9
Total	5,638	– 13.1	5,704	1.2
Subventions d'équipement	2,291	199.9	3,358	46.6
Transferts aux non-résidents	1,040	21.1	1,162	11.7
Intérêt sur la dette publique	16,675	21.4	17,420	4.5
Transferts aux autres administrations				
Régime d'assistance publique du Canada	2,650	19.2	3,280	23.8
Accords fiscaux	5,346	28.7	5,495	2.8
Financement des programmes établis	4,667	– 10.1	5,768	23.6
Services complémentaires de santé	814	15.6	891	9.5
Autres[4]	2,297	26.8	1,936	– 15.7
Total	15,774	12.0	17,370	10.1
Total des dépenses	86,085	19.3	94,695	10.0

(1) Dépenses consacrées aux biens et services produits actuellement, provisions pour consommation de capital et immobilisations de défense.
(2) Pensions et allocations aux anciens combattants, pensions de l'État et transferts aux autochtones.
(3) Paiements à la Société Radio-Canada, subventions aux transports et subventions agricoles.
(4) Subventions aux municipalités et territoires en remplacement d'impôts, subventions du MEER aux provinces et subventions à l'enseignement des langues.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

du Trésor à un an, mais plus brève que les obligations négociables à trois ans, qui auparavant étaient celles qui avaient la plus courte échéance. De plus, l'écoulement d'obligations négociables au moyen d'adjudications était une technique nouvelle au Canada, même si elle avait été utilisée pendant plusieurs années avec succès aux États-Unis. Dans l'ensemble $950 millions ont été recueillis au moyen des adjudications d'obligations négociables à deux ans en 1983. Enfin, la moindre variabilité des taux d'intérêt a de nouveau permis d'obtenir des fonds du segment à long terme du marché primaire, et quelque $3.2 milliards d'obligations négociables à long terme ont été émises en 1983.

À l'automne de 1983, la campagne d'OÉC a produit des recettes brutes de $11.6 milliards, soit un peu plus que les $11.2 milliards recueillis en 1982. Après déduction des rachats de séries antérieures, les souscriptions nettes pendant la campagne se sont élevées à $8.8 milliards, comparativement à $9.6 milliards en 1982. Ces obligations offraient un taux de 9.25 pour cent pour

Tableau 6.4
Opérations financières du gouvernement fédéral[1]
(présentation élargie des comptes nationaux)

	1982	1983
	(en millions de dollars)	
Déficit (selon les comptes nationaux)	−20,502	−24,457
Prêts et autres opérations		
Prêts, apports en capital et avances[2]	−1,156	987
Rapprochement trésorerie-exercice[3]	2,155	−1,003
Autres opérations	−963	135
Ressource ou besoin (−) net	36	119
Besoins financiers (opérations de change exclues)[4]	−20,466	−24,338
Opérations de change[4]	2,272	−2,481
Total des besoins financiers[4]	−18,194	−26,819
Opérations sur la dette intérieure non échue[5]	18,060	26,657
Variation de la trésorerie	−134	−162
Trésorerie en fin de période	7,524	7,362

(1) Les chiffres des comptes nationaux sont sujets à révision et les statistiques de prêts et autres opérations proviennent de données mensuelles non vérifiées. Toute modification de ces postes influerait sur la ligne «Rapprochement trésorerie-exercice», déterminée par différence.

(2) La catégorie «prêts, apports en capital et avances» comprend les prêts aux sociétés de la Couronne jouant un rôle d'intermédiaire financier et aux autres organismes que les comptes nationaux ne considèrent pas comme faisant partie du gouvernement fédéral.

(3) Dans les comptes nationaux, certains postes comme l'impôt direct des sociétés et le prélèvement à l'exportation du pétrole sont calculés en comptabilité d'exercice. La correction est nécessaire pour passer à la comptabilité de trésorerie.

(4) Ressource (+) ou besoin (−).

(5) Les opérations sur la dette non échue ne comprennent pas les emprunts en devises. Ces derniers sont inscrits dans les opérations de change et influent uniquement sur la situation de trésorerie du gouvernement en dollars canadiens dans la mesure où les fonds empruntés servent à acheter des dollars canadiens sur le marché des changes.

Source: Ministère des Finances.

Tableau 6.5
Encours des titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada

	Bons du Trésor		Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Total
	Milliards de $	En % du total	Milliards de $	En % du total	Milliards de $	En % du total	Milliards de $
1975	6.2	16.4	15.9	41.9	15.8	41.5	37.9
1976	7.8	18.6	17.7	42.0	16.6	39.4	42.2
1977	10.3	20.6	21.6	43.0	18.3	36.4	50.2
1978	13.1	22.6	24.8	42.7	20.2	34.7	58.1
1979	15.2	23.2	31.6	48.1	18.9	28.7	65.7
1980	20.7	26.9	38.8	50.2	17.6	22.8	77.1
1981	20.7	23.2	43.0	48.2	25.6	28.7	89.2
1982	25.7	24.0	47.9	44.6	33.7	31.4	107.3
1983	39.0	29.1	55.3	41.3	39.7	29.6	134.0

Source: *Revue* de la Banque du Canada, mens.

Tableau 6.6
Nouvelles émissions brutes d'obligations négociables du Gouvernement du Canada (libellées en dollars canadiens), selon leur terme à l'échéance

	Deux ans	Trois ans environ	Cinq ans environ	Obligations prorogeables	Sept ans environ	Dix ans environ	Vingt ans environ	Total
				(millions de dollars)				
1979	—	1,025	2,200	—	—	325	5,400	8,950
1980	—	1,900	1,400	3,425	—	475	3,650	10,850
1981	—	1,025	—	4,025	—	—	1,600	6,650
1982	—	1,950	2,025	2,300	—	2,200	650	9,125
1983	950	1,000	2,200	—	750	4,950	3,150	13,000

Source: Ministère des Finances.

la première année et un taux minimum de 7.0 pour cent au cours de chacune des six années restantes.

Les portefeuilles de titres fédéraux détenus par le public hors banques ont augmenté, passant de $20.4 milliards à $98.7 milliards à la fin de 1983 (tableau 6.7). Environ la moitié de cette hausse consistait en achats nets de bons du Trésor, de sorte que ceux-ci représentaient à la fin de 1983, 22.6 pour cent des portefeuilles de titres libellés en dollars canadiens et détenus par le grand public, contre 15.8 pour cent à la fin de 1982. Le grand public a également souscrit pour $4.5 et

Tableau 6.7
Titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada détenus par le public hors banques

	Bons du Trésor		Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Total
	Milliards de $	En % du total	Milliards de $	En % du total	Milliards de $	En % du total	Milliards de $
1975	—	—	5.7	26.4	15.8	73.6	21.5
1976	1.4	5.8	6.2	25.6	16.6	68.6	24.2
1977	2.7	9.2	8.3	28.3	18.3	62.5	29.3
1978	3.8	10.7	11.6	32.5	20.2	56.8	35.6
1979	4.0	9.9	18.1	44.1	18.9	46.0	41.0
1980	7.6	15.1	25.0	49.8	17.5	35.1	50.2
1981	6.8	11.1	29.0	47.2	25.6	41.7	61.4
1982	12.4	15.8	32.2	41.1	33.7	43.0	78.3
1983	22.3	22.6	36.7	37.2	39.7	40.2	98.7

Source: Revue de la Banque du Canada, mens.

Tableau 6.8
Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus)[1] (selon les comptes nationaux)

	Recettes			Dépenses			Surplus ou déficit (–)	
	Millions de $	Variation en %	Pourcentage du PNB	Millions de $	Variation en %	Pourcentage du PNB	Millions de $	Pourcentage du PNB
1975	37,426	14.7	22.6	39,673	21.3	24.0	–2,247	–1.4
1976	43,423	16.0	22.6	45,437	14.5	23.7	–2,014	–1.0
1977	51,103	17.7	24.3	51,043	12.3	24.3	60	0.0
1978	57,743	13.0	24.9	56,860	11.4	24.5	883	0.4
1979	65,020	12.6	24.6	63,212	11.2	23.9	1,808	0.7
1980	73,032	12.3	24.6	73,459	16.2	24.8	–427	–0.1
1981	83,338	14.1	24.6	83,449	13.6	24.6	–111	–0.0
1982	92,040	10.4	25.8	94,250	12.9	26.4	–2,210	–0.6
1983	101,785	10.6	26.2	103,297	9.6	26.6	–1,512	–0.4

[1] Il est possible que les révisions que pourrait apporter Statistique Canada accroissent davantage les dépenses salariales et autres des administrations provinciales-locales que leurs recettes, de sorte que la situation budgétaire du secteur risque de s'orienter vers un plus large déficit.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

Tableau 6.9
Recettes des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Recettes propres[1]				
Impôts directs – particuliers[1]	21,269	10.7	23,055	8.4
Impôts directs – sociétés[1]	2,287	−34.8	3,211	40.4
Impôts indirects				
Taxes de vente au détail	7,787	11.7	8,947	14.9
Impôts fonciers	11,652	12.0	12,890	10.6
Autres[2]	11,748	15.3	12,561	6.9
Total des impôts indirects	31,187	13.2	34,398	10.3
Revenus de placements				
Redevances	6,191	11.6	6,452	4.2
Intérêts	7,403	16.0	8,172	10.4
Total des revenus de placements	13,594	14.0	14,624	7.6
Autres recettes propres[3]	7,929	12.7	9,127	15.1
Total des recettes propres	76,266	10.1	84,415	10.7
Transferts fédéraux en espèces	15,774	12.0	17,370	10.1
Total des recettes	92,040	10.4	101,785	10.6

(1) Comprend les recettes tirées des transferts aux provinces de points d'impôts fédéraux sur le revenu des particuliers et des sociétés.
(2) Taxes sur les carburants, le tabac et l'alcool, frais d'immatriculation des automobiles et taxes diverses.
(3) Transferts des particuliers et provisions pour consommation de capital.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

$6.0 milliards d'obligations négociables et d'OÉC respectivement durant l'année. À la fin de 1983, il avait accru ses portefeuilles de titres négociables canadiens de $59 milliards, soit 62.6 pour cent de l'encours des titres négociables canadiens, comparativement à 61 pour cent à la fin de 1982.

Le gouvernement a contracté un emprunt en devises en 1983 afin de reconstituer en partie les réserves officielles de change dans lesquelles il avait puisé pour racheter trois émissions libellées en monnaies étrangères qui venaient à échéance. Celles-ci comprenaient un emprunt de $É.-U. 250

millions échéant le 1er avril, un emprunt de 600 millions de deutschemarks arrivant à échéance le 20 mai et un emprunt de $É.-U. 400 millions échéant le 15 octobre. En octobre, le gouvernement a contracté un emprunt de $É.-U. 500 millions sur le marché de l'eurodollar. Les obligations portaient un coupon d'intérêt annuel de 10 7/8 pour cent et étaient émises au pair. Leur échéance était fixée au 27 octobre 1988.

Les tableaux de référence présentent les émissions et les amortissements de titres négociables du gouvernement du Canada, ainsi que les variations de l'encours de titres négociables et d'OÉC.

Administrations provinciales et locales

Avec le début de la reprise économique, combinée à des hausses discrétionnaires d'impôt et à des mesures de restriction, la situation financière des administrations provinciales et locales (hôpitaux compris) s'est redressée en 1983. Les estimations préliminaires de leur situation budgétaire en 1983 (tableau 6.8) montrent que les recettes ont progressé de 10.6 pour cent et les dépenses de 9.6 pour cent, tandis que leur déficit consolidé est tombé de $2.2 milliards en 1982 à $1.5 milliard.

Les transferts fédéraux en espèces et les recettes autonomes ont progressé à un rythme assez égal en 1983. Les transferts fédéraux en espèces aux provinces ont augmenté de 10.1 pour cent (tableau 6.9), ce qui témoigne des effets persistants de la récession sur les dépenses au titre du Régime d'assistance publique du Canada et de l'incidence des révisions à la hausse apportées au PNB sur le facteur de progression du financement des programmes établis (FPE); pour leur part, les paiements de transition effectués au titre de la péréquation et les transferts aux provinces d'une partie du prélèvement à l'exportation de

Tableau 6.10
Dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Dépenses de demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	42,995	14.2	46,114	7.3
Autres[1]	15,315	8.9	17,385	13.5
Total	58,310	12.7	63,499	8.9
Formation brute de capital	9,280	11.0	9,482	2.2
Total	67,590	12.5	72,981	8.0
Transferts aux particuliers	15,041	12.8	16,871	12.2
Subventions	2,155	6.8	2,244	4.1
Subventions d'équipement	412	50.9	880	113.6
Intérêts sur la dette publique	9,052	17.0	10,321	14.0
Total des dépenses	94,250	12.9	103,297	9.6

[1] Les autres biens et services comprennent l'assurance-maladie, les provisions pour consommation de capital et autres dépenses non salariales en biens et services courants.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

pétrole ont diminué en 1983. Les recettes autonomes ont progressé de 10.7 pour cent en 1983. La hausse a été supérieure à la moyenne dans le cas des impôts directs des sociétés, des taxes de vente au détail, des taxes sur le tabac, des frais d'immatriculation des véhicules commerciaux et d'autres transferts des particuliers. Par contre, la croissance a été inférieure à la moyenne en ce qui concerne les impôts directs des particuliers, les redevances, les impôts fonciers, les taxes sur les carburants et l'alcool, et les taxes diverses. Un certain nombre de taxes provinciales ont été relevées en 1983. Les principales hausses ont touché les taxes de vente au détail, les taxes sur le tabac, les impôts sur le revenu des particuliers et les primes d'assurance-maladie.

La croissance des impôts sur le revenu des particuliers reflète la hausse du revenu personnel, le plafonnement de l'indexation des taux de l'impôt sur le revenu des particuliers et des exemptions, et des augmentations discrétionnaires au Nouveau-Brunswick et en Ontario. La forte progression en 1983 des impôts directs des sociétés a reflété dans une large mesure le redressement appréciable des bénéfices des sociétés. L'Ontario a relevé le taux général d'imposition des sociétés, ainsi que le taux de taxation des revenus tirés des opérations de fabrication et de transformation, des mines, de la coupe du bois, de l'agriculture et de la pêche, tandis que le Manitoba a majoré le taux de l'impôt sur le revenu des grandes sociétés.

Parmi les principales composantes des impôts indirects, la taxe de vente au détail a crû à la suite de la reprise de la consommation de biens et de la majoration de son taux au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Colombie-Britannique. La taxe sur le tabac a augmenté dans toutes les provinces à l'exception de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et du Québec, tandis que la taxe sur l'alcool a été relevée partout sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Colombie-Britannique. La majoration des taxes sur les carburants effectuée par Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Saskatchewan a été compensée par la réduction de la taxe *ad valorem* au Québec, qui est tombée de 40 à 30 pour cent, tel qu'annoncé dans le budget supplémentaire de novembre 1983. La croissance supérieure à la moyenne d'autres transferts des particuliers a été attribuable à la hausse des primes d'assurance-maladie en Ontario et en Alberta.

Les revenus de placements des administrations provinciales et locales ont augmenté de 7.6 pour cent en 1983, ce qui a entraîné une hausse de 10.4 pour cent des rentrées d'intérêt et une augmentation de 4.2 pour cent des redevances au titre des ressources naturelles. L'accroissement des revenus d'intérêt s'explique par la progression des avoirs financiers et le niveau relativement élevé des taux d'intérêt effectifs moyens. La croissance des redevances résulte d'une augmentation de 20.7 pour cent du prix canadien moyen à la tête de puits du pétrole et par une hausse de 3.7 pour cent de la production de pétrole. Les prix canadiens ont en effet été majorés malgré le fléchissement des prix mondiaux du pétrole, car la hausse prévue est entrée en vigueur le 1er janvier 1983 et l'entente sur la fixation des prix du pétrole et du gaz conclu le 30 juin 1983 a permis d'aligner les prix de l'ancien pétrole spécial et du pétrole infill sur le prix de référence plus élevé du nouveau pétrole.

La croissance des dépenses des administrations provinciales et locales a ralenti, tombant de 12.9 pour cent en 1982 à 9.6 pour cent en 1983 (tableau 6.10). La moindre progression des salaires et de la formation de capital a plus que compensé les hausses supérieures à la moyenne survenues dans les catégories des transferts aux particuliers, du service de la dette, et des dépenses non salariales de biens et services courants. La hausse des subventions d'équipement résulte d'une forte augmentation des paiements au titre du programme d'encouragements pétroliers.

La moindre progression de la masse salariale des administrations provinciales et locales, qui est tombée de 14.2 pour cent en 1982 à 7.3 pour cent en 1983, est l'un des principaux facteurs à l'origine de la décélération des dépenses totales. Dans l'administration publique, l'éducation et les services de santé, l'emploi semble avoir progressé de 2 pour cent environ en 1983. Les mesures de restriction des hausses salariales et de gel de l'embauche ou de compression de personnel prises par les diverses administrations provinciales et locales ont contribué au ralentissement sensible des dépenses salariales.

Le service de la dette publique dans les administrations provinciales et locales a augmenté de

Tableau 6.11

Besoins d'emprunt et financement des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et de leurs entreprises de la Couronne[1] (selon les comptes de flux financiers)

	Jan. - Sept.		
	1982	1982	1983
	(millions de dollars)		
Besoins			
Directs des administrations			
Excédents ou déficit (–) budgétaire	–2,210	–524	–906
Nouvelles créances nettes sur associés	–2,231	–1,932	–1,177
Accroissement de la trésorerie (–)	271	–1,378	–1,117
Autres nouveaux avoirs financiers nets[2]	–6,802	–4,594	–2,820
Écart	–3,073	–1,032	–2,269
Total des besoins directs d'emprunt	–14,045	–9,460	–8,289
Entreprises de la Couronne			
Bénéfices non remis et déductions pour amortissement	2,409	1,795	2,172
Formation de capital	–10,942	–8,047	–8,778
Excédent ou déficit (–)	–8,533	–6,252	–6,606
Nouvelles créances nettes sur associés	–131	–60	71
Accroissement de la trésorerie (–)	–666	–996	166
Autres nouveaux avoirs financiers nets[2]	–3,162	–1,925	–1,537
Écart	2,632	1,816	2,399
Total des besoins d'emprunt des entreprises de la Couronne	–9,860	–7,417	–5,507
Total des besoins d'emprunt des administrations et entreprises de la Couronne	–23,905	–16,877	–13,796
Nouveaux emprunts nets			
Bancaires et autres à court terme	2,385	422	–91
Nouvelles créances nettes sur associés	3,225	2,787	1,898
Autres (obligations exclues)	1,757	2,050	2,821
Obligations, par détenteur – total	16,538	11,618	9,168
Hors marchés	8,136	6,267	4,068
RPC	2,704	2,228	1,876
Autres[3]	5,432	4,039	2,192
Marchés	8,402	5,351	5,100
Intérieur[4]	2,327	412	2,115
Reste du monde	6,075	4,939	2,985
Total des nouveaux emprunts nets	23,905	16,877	13,796

[1] Étant donné que l'on ne disposait pas de données complètes pour 1983 au moment de mettre sous presse, ce tableau donne des renseignements pour 1982 et, à des fins de comparaison, pour les neuf premiers mois de 1982 et de 1983.

[2] Nouvelles acquisitions nettes d'avoirs «non financiers» sur les marché secondaire, comptes fournisseurs, autres prêts, bons du Trésor, effet financiers et autres effets à court terme, hypothèques, obligations émises ou garanties par le gouvernement fédéral, obligations émises ou garanties par les administrations provinciales et locales, obligations des sociétés et autres, actions et autre avoirs financiers.

[3] Y compris la Caisse de dépôts et les autres institutions financières des gouvernements provinciaux.

[4] Obligations détenues par des particuliers, des entreprises non constituées en sociétés, des compagnies d'assurance, des fonds de pensions et d'autres détenteurs canadiens.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº cat. 13-002.

14.0 pour cent en 1983, ce qui est attribuable à une hausse du volume de la dette et à un accroissement du taux d'intérêt effectif moyen. Bien que les administrations provinciales et locales aient bénéficié de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui s'est amorcée au second semestre de 1982, les taux d'intérêt effectifs moyens sur la dette ont continué de s'élever, car les obligations venant à échéance qui portaient intérêt à moindre taux ont été refinancées aux taux d'intérêt en vigueur. Les administrations provinciales et locales ont représenté environ 60 pour cent des emprunts totaux estimés à $20 milliards en 1983, tandis que leurs entreprises étaient responsables des 40 pour cent restants. Au cours des trois premiers trimestres de 1983, les besoins d'émission ou de garantie de titres ont baissé de $3.1 milliards par rapport à la période correspondante de 1982 (tableau 6.11). Plus d'un tiers de cette réduction s'explique par la contraction des déficits budgétaires, tandis que les deux autres tiers sont attribuables à la baisse des besoins non budgétaires des sociétés d'État.

Tableau 6.12
Régimes de pensions du Canada et des rentes du Québec
Recettes, dépenses et situation nette
(selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Recettes				
Cotisations				
RPC	3,665	21.8	3,474	−5.2
RRQ	1,078	11.9	1,112	3.2
Placements				
RPC	2,176	21.1	2,498	14.8
RRQ	889	15.9	997	12.1
Total des recettes	7,808	19.5	8,081	3.5
Dépenses				
Biens et services				
RPC	76	−14.6	85	11.8
RRQ	47	51.6	45	−4.3
Prestations aux résidents				
RPC	2,873	23.8	3,485	21.3
RRQ	1,006	21.5	1,222	21.5
Prestations aux non-résidents	20	25.0	24	20.0
Total des dépenses	4,022	22.4	4,861	20.9
Excédent				
RPC	2,872	s.o.	2,378	s.o.
RRQ	914	s.o.	842	s.o.
Excédent total	3,786	s.o.	3,220	s.o.

s.o.: Sans objet.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

Parallèlement à la réduction des besoins de financement en 1983, moins d'emprunts ont été lancés sur les marchés obligataires étrangers qu'en 1981 et en 1982 où les avoirs obligataires des non-résidents avaient enregistré une très vive augmentation. La hausse des portefeuilles d'obligations provinciales et locales des résidents a compensé une grande partie de la baisse des avoirs des non-résidents.

Les cotes des obligations de quatre provinces ont été abaissées en 1983, ce qui a incité les gouvernements provinciaux à réduire leurs besoins d'emprunt et à majorer les impôts et restreindre les hausses salariales et les investissements.

Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec

Les excédents des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec (RPC/RRQ) ont atteint $3.2 milliards en 1983, comparativement à $3.8 milliards en 1982 (tableau 6.12). Les dépenses totales se sont accrues de 20.9 pour cent et les recettes de 3.5 pour cent en 1983. La majeure partie des surplus du RPC a été prêtée aux provinces. Au cours des neuf premiers mois de 1983, ces emprunts se sont élevés à $1.9 milliards.

D'après les comptes nationaux, les cotisations au RPC ont diminué de 5.2 pour cent en 1983. Cependant, cette baisse est en partie attribuable à un rajustement technique effectué par Statistique Canada relativement à la répartition, pour les années précédentes, des prélèvements fiscaux directs sur les particuliers entre les impôts sur le revenu et les cotisations au RPC. Le profil de croissance des cotisations dépend principalement de l'élévation du revenu moyen tiré d'un emploi et du maximum annuel des gains cotisables, lequel a augmenté de 10.8 pour cent en 1983 pour atteindre $18,500. Les caisses des RPC/RRQ sont aussi alimentées par les revenus de placements. Ces derniers ont progressé de 14 pour cent en 1983, ce qui reflète le gonflement des ressources des deux régimes.

Bien que le nombre total de prestataires du RPC ne se soit accru que de 5.9 pour cent en 1983, les prestations ont progressé de 21.3 pour cent. Cela est en partie attribuable au facteur d'indexation de 11.2 pour cent applicable aux prestations du RPC en 1983. À mesure que les régimes publics de pensions viendront à maturité, l'évolution démographique générale jouera un rôle croissant dans l'augmentation de leurs dépenses. De plus, une proportion croissante des bénéficiaires auront cotisé aux régimes pendant au moins dix ans, ce qui leur donnera droit aux prestations maximales.

Ensemble du secteur public

Les tableaux 6.13 à 6.15 présentent le solde budgétaire, les recettes et les dépenses de l'ensemble du secteur public. Malgré la hausse des recettes engendrée par la reprise et le ralentissement sensible de la croissance des dépenses, le déficit s'est accru car les dépenses ont progressé plus rapidement que les recettes. Le déficit global du secteur public a en effet augmenté de $3.8 milliards en 1983 contre $15 milliards environ en 1982. Exprimé en proportion du PNB, il est passé de 5.3 pour cent en 1982 à 5.9 pour cent en 1983.

Les recettes ont progressé de 8.7 pour cent en 1983, comparativement à 6.2 pour cent en 1982. Les impôts directs des particuliers ont augmenté de 8.5 pour cent. La plus forte hausse a été celle des impôts des sociétés qui se sont accrus de 29.5 pour cent en 1983, alors qu'ils avaient fléchi de 25 pour cent en 1982. Ces hausses ont dans une certaine mesure été neutralisées par le ralentissement de la progression des impôts indirects et des revenus de placements. La moindre croissance des impôts indirects était attribuable à une baisse absolue des recettes fédérales tirées des impôts indirects sur l'énergie. Celle des revenus de placements reflétait la diminution des taux moyens d'intérêt en 1983 par rapport à 1982 et une plus faible augmentation des redevances provinciales.

La croissance des dépenses a ralenti, tombant de 16.4 pour cent en 1982 à 10.0 pour cent en 1983. Pratiquement toutes les catégories de dépenses publiques ont accusé une décélération en 1983. Les subventions d'équipement ont cependant continué de croître fortement, ce qui est attribuable à l'aide fournie par les gouvernements fédéral et provinciaux au titre du programme d'encouragements pétroliers. Le ralentissement de la croissance des dépenses

Tableau 6.13
Ensemble des administrations—Recettes, dépenses et situation nette (selon les comptes nationaux)

	Recettes			Dépenses			Excédent ou déficit (–)	
	Millions de dollars	Variation en pourcentage	Pourcentage du PNB	Millions de dollars	Variation en pourcentage	Pourcentage du PNB	Millions de dollars	Pourcentage du PNB
1975	64,239	9.3	38.9	68,288	22.0	41.3	–4,049	–2.4
1976	73,496	14.4	38.3	76,718	12.3	40.0	–3,222	–1.7
1977	81,310	10.6	38.7	86,315	12.5	41.1	–5,005	–2.4
1978	89,489	10.1	38.5	96,783	12.1	41.7	–7,294	–3.1
1979	101,719	13.7	38.5	106,349	9.9	40.2	–4,630	–1.8
1980	117,036	15.1	39.5	124,340	16.9	41.9	–7,304	–2.5
1981	140,984	20.5	41.6	144,829	16.5	42.7	–3,845	–1.1
1982	149,657	6.2	42.0	168,583	16.4	47.3	–18,926	–5.3
1983	162,734	8.7	41.9	185,483	10.0	47.7	–22,749	–5.9

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-00 i.

Tableau 6.14
Recettes de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Impôts directs — particuliers	58,137	10.9	63,075	8.5
Impôts directs — sociétés	9,825	–25.0	12,722	29.5
Impôts indirects	48,573	4.7	50,370	3.7
Revenus de placements	22,947	14.7	25,187	9.8
Autres revenus	10,175	12.1	11,380	11.8
Ensemble des recettes	149,657	6.2	162,734	8.7

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

courantes salariales et non salariales et de la formation brute de capital s'est traduit par une hausse de 7.7 pour cent des dépenses totales de demande finale en 1983, contre 13 pour cent en 1982. L'intérêt sur la dette publique et les transferts aux particuliers ont marqué le plus fort ralentissement. Le service de la dette a progressé de 7.8 pour cent en 1983, soit 12 points de pourcentage de moins qu'en 1982, tandis que les transferts aux particuliers ont augmenté de 14.6 pour cent en 1983, soit près de 9 points de pourcentage de moins que l'année précédente.

Tableau 6.15
Dépenses de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux)

	1982		1983	
	Millions de $	Variation en %	Millions de $	Variation en %
Dépenses de demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	54,535	14.2	58,795	7.8
Autres	22,658	9.8	24,595	8.5
Total	77,193	12.8	83,390	8.0
Formation brute de capital	10,704	14.4	11,238	5.0
Total	87,897	13.0	94,628	7.7
Transferts aux particuliers	43,403	23.4	49,742	14.6
Subventions	7,793	−8.3	7,948	2.0
Subventions d'équipement	2,703	160.7	4,238	56.8
Transferts aux non-résidents	1,060	21.1	1,186	11.9
Intérêt sur la dette publique	25,727	19.8	27,741	7.8
Total des dépenses	168,583	16.4	185,483	10.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

Soldes budgétaires

Les soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles et de l'inflation fournissent des estimations quantitatives de l'importance des facteurs conjoncturels et de l'inflation dans l'interprétation des déficits mesurés de la façon habituelle. Dans cette section, les soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles sont d'abord examinés, puis dans un deuxième temps nous considérons les soldes budgétaires corrigés de l'inflation.[2]

Les soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles sont des estimations des soldes qui seraient observés avec la structure existante des impôts et des dépenses si l'économie enregistrait un niveau d'activité moyen ou normal. La différence entre le solde budgétaire observé et le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles représente une estimation de la partie du solde qui est attribuable à l'adaptation automatique des recettes et des dépenses aux variations conjoncturelles de l'activité économique. Il convient toutefois de reconnaître que d'importants

[2] Pour de plus amples précisions au sujet des méthodes utilisées pour effectuer les corrections en fonction des variations conjoncturelles et de l'inflation, voir *Le déficit fédéral mis en perspectives*, ministère des Finances, avril 1983 et *Le plan financier*, annexe B, ministère des Finances, février 1984. Les estimations de la *Revue* diffèrent légèrement de celles du *Plan financier* en raison, d'une part, des révisions apportées par Statistique Canada à l'emploi de la population active, lesquelles modifient les estimations des soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles entre 1975 et 1983, et, d'autre part, de la publication des données sur les comptes nationaux pour 1983, qui modifient les estimations des soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles et de l'inflation pour cette même année.

facteurs non conjoncturels, et aussi non discrétionnaires, comme les variations des taux d'intérêt et des prix de l'énergie, peuvent influer sensiblement sur les estimations de la composante non conjoncturelle des soldes budgétaires sans indiquer nécessairement une évolution discrétionnaire de la politique fiscale.

Étant donné un taux de croissance du PNB réel corrigé des variations conjoncturelles estimé à 2.3 pour cent et un taux de chômage corrigé des variations conjoncturelles de 7 pour cent, le déficit fédéral corrigé des variations conjoncturelles a augmenté en proportion du PNB en 1983, passant de 2.9 pour cent en 1982 à 3.2 pour cent (tableau 6.16). Comparativement, le déficit observé a crû de 5.7 pour cent du PNB à 6.3 pour cent entre ces deux années. Ces estimations montrent que la moitié environ du déficit est attribuable à des facteurs conjoncturels. Pour l'ensemble du secteur public, le solde corrigé est passé de 1.6 pour cent du PNB en 1982 à 1.8

Tableau 6.16
Soldes budgétaires observés et corrigés des variations conjonctuelles de l'administration fédérale et de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux)

	Soldes observés (surplus ou déficit(–))		Soldes corrigés des variations conjoncturelles (surplus ou déficit(–))	
	Administration fédérale	Ensemble des administrations	Administration fédérale	Ensemble des administrations
	(millions de dollars)			
1975	–3,805	–4,049	–3,827	–4,009
1976	–3,391	–3,222	–4,151	–4,277
1977	–7,303	–5,005	–6,836	–4,432
1978	–10,626	–7,294	–9,772	–6,233
1979	–9,131	–4,630	–8,773	–4,062
1980	–9,880	–7,304	–8,074	–4,538
1981	–6,984	–3,845	–5,423	–1,532
1982	–20,502	–18,926	–11,462	–6,257
1983	–24,457	–22,749	–13,433	–7,486
	(pourcentage du PNB)[1]			
1975	–2.3	–2.4	–2.3	–2.4
1976	–1.8	–1.7	–2.2	–2.3
1977	–3.5	–2.4	–3.2	–2.1
1978	–4.6	–3.1	–4.2	–2.7
1979	–3.5	–1.8	–3.3	–1.5
1980	–3.3	–2.5	–2.7	–1.5
1981	–2.1	–1.1	–1.6	–0.4
1982	–5.7	–5.3	–2.9	–1.6
1983	–6.3	–5.9	–3.2	–1.8

[1] Les soldes observés sont indiqués en pourcentage du PNB observés, tandis que les soldes corrigés des variations conjoncturelles sont indiqués en pourcentage du PNB corrigé des variations conjoncturelles.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; et ministère des Finances.

Tableau 6.17

Soldes budgétaires de l'ensemble des administrations: observés et corrigés de l'inflation[1] (selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses)

	Soldes observés (surplus ou déficit(–))		Soldes corrigés de l'inflation (surplus ou déficit(–))	
	Administration fédérale	Ensemble des administrations[2]	Administration fédérale	Ensemble des administrations[2]
	(millions de dollars)			
1975	–3,805	–4,049	–2,995	–2,587
1976	–3,391	–3,222	–2,352	–1,453
1977	–7,303	–5,005	–6,222	–3,308
1978	–10,626	–7,294	–9,074	–5,127
1979	–9,131	–4,630	–4,938	344
1980	–9,880	–7,304	–5,221	–2,581
1981	–6,984	–3,845	–848	2,063
1982	–20,502	–18,926	–14,887	–13,353
1983	–24,457	–22,749	–21,156	–19,416
	(pourcentage du PNB)			
1975	–2.3	–2.4	–1.8	–1.6
1976	–1.8	–1.7	–1.2	–0.8
1977	–3.5	–2.4	–3.0	–1.6
1978	–4.6	–3.1	–3.9	–2.2
1979	–3.5	–1.8	–1.9	0.1
1980	–3.3	–2.5	–1.8	–0.9
1981	–2.1	–1.1	–0.3	0.6
1982	–5.7	–5.3	–4.2	–3.7
1983	–6.3	–5.9	–5.4	–5.0

[1] L'actif et le passif nets à valeur fixe à la fin de chaque année pour les deux paliers d'administration sont tirés des Comptes des flux financiers. Les actions et les créances sur entreprises associées sont exclues du passif et de l'actif puisqu'elles représentent des créances sur des ressources réelles et ne sont donc pas touchées par l'inflation.

[2] Comprend les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *Comptes des flux financiers*, trim., nº cat. 13-002; et ministère des Finances.

pour cent en 1983. Le déficit observé a quant à lui grimpé de 5.3 pour cent du PNB à 5.9 pour cent au cours de la même période.

L'un des facteurs importants qui ont agi sur les soldes du secteur public ces dernières années a été la rapide croissance des paiements d'intérêt sur la dette publique. Or, tant les méthodes comptables habituelles du secteur public que celles du secteur privé mesurent l'endettement des administrations publiques selon sa valeur historique. Elles ne reconnaissent pas explicitement le fait que la valeur réelle de l'endettement net d'un débiteur diminue dans un contexte inflationniste. Une autre mesure des soldes budgétaires des administrations publiques – le solde corrigé de l'inflation – porte sur les variations de l'endettement réel des administrations. L'endettement

Tableau 6.18
Évolution conjoncturelle des recettes, des dépenses et des soldes budgétaires de l'administration fédérale et de l'ensemble des administrations: observés et corrigés des variations conjoncturelles (selon les comptes nationaux)

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Reprise moyenne de l'après-guerre, 1983 exclue	Récession moyenne de l'après-guerre, 1981-1982 exclue
	(variation cumulative en pourcentage du PNB)[1]			
Observés				
Administration fédérale				
Recettes	−0.3	−0.9	0.0	−0.4
Dépenses	−0.7	3.7	0.0	1.3
Solde	0.4	−4.7	0.0	−1.7
Ensemble des administrations				
Recettes	−0.6	0.8	0.3	0.4
Dépenses	−1.9	7.2	0.2	2.5
Solde	1.3	−6.4	0.1	−2.2
Corrigés des variations conjoncturelles				
Administration fédérale				
Recettes	−0.1	−1.0	0.2	−0.4
Dépenses	0.7	0.1	0.6	0.2
Solde	−0.9	−1.1	−0.4	−0.6
Ensemble des administrations				
Recettes	0.1	−0.4	0.7	0.1
Dépenses	0.5	1.3	1.2	0.8
Solde	−0.5	−1.6	−0.5	−0.8

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Pour les dates des cycles, voir le tableau 1.2.

(1) Les données observées sont indiquées en pourcentage du PNB observé, tandis que les données corrigées des variations conjoncturelles sont indiquées en pourcentage du PNB corrigé des variations conjoncturelles.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; et ministère des Finances.

peut se définir de diverses façons. La définition utilisée ici est une version modifiée de la mesure du passif net selon les comptes des flux financiers. La baisse de ce passif qu'entraîne l'inflation d'une année à l'autre et qui équivaut approximativement à la prime à l'inflation comprise dans les paiements nets d'intérêt, est déduite du solde budgétaire effectif pour obtenir une estimation du solde corrigé de l'inflation.

Le tableau 6.17 montre l'effet sur le solde budgétaire fédéral et le solde budgétaire consolidé des administrations publiques d'un tel ajustement, l'inflation étant mesurée par le taux de variation (d'un quatrième trimestre à l'autre) de l'indice implicite des prix de la DNB. Tant au niveau fédéral qu'au niveau global, les déficits corrigés de l'inflation sont d'environ $3.3 milliards inférieurs aux déficits mesurés. La correction de l'inflation réduit le déficit fédéral en 1983 qui tombe de 6.3 pour cent à 5.4 pour cent du PNB. En ce qui concerne l'ensemble du secteur des administrations, la correction en fonction de l'inflation fait également baisser le déficit observé de 0.9 point de pourcentage du PNB. Il convient de souligner qu'aux deux niveaux, fédéral et global, la correction de l'inflation a été plus petite en 1983 qu'en 1982, ce qui est attribuable au ralentissement prononcé de l'inflation en 1983.

Le tableau 6.18 compare les recettes, les dépenses et les soldes observés et corrigés des variations conjoncturelles du gouvernement fédéral et de l'ensemble des administrations pendant la reprise de 1983 et la récession de 1981-1982 avec leur évolution conjoncturelle moyenne durant l'après-guerre. Au cours des quatre premiers trimestres de la reprise de 1983, c.-à-d. entre le quatrième trimestre de 1982 et le quatrième trimestre de 1983, le solde fédéral observé a augmenté de 0.4 point de pourcentage en proportion du PNB. Cette hausse était attribuable à une réduction des dépenses fédérales exprimée en pourcentage du PNB qui a été supérieure à la baisse des recettes fédérales en proportion du PNB. La hausse dépassait la moyenne enregistrée au cours des reprises antérieures. Par ailleurs, le solde fédéral corrigé des variations conjoncturelles a fléchi de 0.9 point de pourcentage en proportion du PNB. Lors des reprises antérieures, la baisse moyenne comparable avait été de 0.4 point de pourcentage. Cette évolution traduit en grande partie les mesures discrétionnaires adoptées dans le budget d'avril 1983 à la suite du ralentissement prononcé de l'activité économique en 1982.

L'amélioration du solde global des administrations, exprimé en pourcentage du PNB, a été de 1.3 point de pourcentage durant la reprise de 1983, alors que le redressement correspondant moyen lors des reprises antérieures avait été de 0.1 point de pourcentage. Selon les estimations corrigées des variations conjoncturelles, le solde de l'ensemble des administrations a fléchi de 0.5 point de pourcentage pendant la reprise de 1983, ce qui est équivalent à la baisse moyenne enregistrée durant les quatre premiers mois des reprises précédentes.

7. Évolution financière

L'évolution des marchés financiers en 1983 a fortement contrasté avec celle des deux dernières reprises économiques. Alors que celles-ci avaient été caractérisées par des hausses des taux d'intérêt nominaux et une forte croissance de la demande de crédit du secteur privé, on a assisté au cours des quatre premiers trimestres de la présente reprise à de légères baisses des taux d'intérêt et à une faiblesse exceptionnelle des emprunts du secteur privé (tableau 7.1). Le ralentissement continu de l'inflation en 1983, joint à la relative stabilité des taux d'intérêt nominaux, a produit de fortes augmentations des taux d'intérêt réels. Ceux-ci avaient tendance à s'élever au cours des dernières reprises, mais cela était davantage attribuable à la hausse des taux d'intérêt nominaux qu'à la diminution de l'inflation. Les taux d'intérêt à long terme sont demeurés élevés en 1983 et les courbes de rendement ont continué d'être fortement orientées à la hausse. Par contre, bien que les taux d'intérêt à long terme aient augmenté au cours des deux dernières reprises, les taux à court terme ont progressé plus vite, de sorte que les courbes de rendement se sont aplaties durant la reprise de 1975-1976 et ont changé de direction lors de la reprise de 1980-1981.

Plusieurs facteurs expliquent le comportement particulier des marchés financiers en 1983. Après avoir été exposés à des taux d'inflation continuellement élevés pendant une dizaine d'années, ils ont réagi prudemment au ralentissement de l'inflation en 1983. Cela a empêché les taux d'intérêt d'accompagner le mouvement de baisse de l'inflation et a maintenu fortement positive la pente des courbes de rendement durant l'année, particulièrement aux États-Unis où l'ampleur des déficits budgétaires fédéraux a soulevé des préoccupations au sujet d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt. Le niveau élevé des taux d'intérêt américains a pour sa part contribué à empêcher une décélération plus rapide des taux d'intérêt canadiens.

La durée et la profondeur de la récession de 1981-1982 ont également influé sur le comportement des marchés financiers en 1983. Lorsque la récession a débuté, les entreprises étaient fortement endettées et une proportion exceptionnellement élevée de leurs emprunts était détenue sous forme d'effets à taux variables, à court terme. Elles ont donc particulièrement souffert du niveau élevé des taux d'intérêt pendant la récession, d'autant plus qu'elles ont enregistré une baisse très prononcée de leurs bénéfices et de leur liquidité. La gravité des effets de la récession sur les entreprises explique l'importance accordée en 1983 à la restructuration des bilans et à la réduction de l'endettement à court terme. Parallèlement, les particuliers ont connu des problèmes de liquidité et leur confiance a été fortement ébranlée pendant la récession. Lorsque la reprise s'est amorcée, ils étaient donc peu disposés à contracter de nouveaux emprunts. Pour sa part, le secteur public a commencé l'année en ayant à financer des déficits considérables engendrés par la récession et il a lancé de nouveaux emprunts massifs sans précédent sur les marchés financiers.

Politique monétaire

En 1983, pour la première fois depuis 1975, les fourchettes de croissance de la masse monétaire n'ont pas représenté l'un des objectifs majeurs de la politique monétaire canadienne. La Banque du Canada a cessé de se fixer des objectifs pour la croissance de la masse monétaire en novembre 1982 et, durant l'année écoulée, elle s'est appuyée sur un large éventail d'indicateurs, dont les taux d'intérêt nominaux, le taux de change Canada-États-Unis et les tendances de la croissance économique, pour déterminer l'orientation quotidienne de la politique monétaire.

En 1983, la Banque du Canada a cherché à faciliter la réduction des taux d'intérêt nominaux pour qu'ils tombent à des niveaux qui appuieraient la reprise tout en demeurant compatibles avec des objectifs anti-inflationnistes à long terme. La Banque a cherché en particulier à éviter les effets inflationnistes directs d'une baisse rapide des taux de change.

Au cours du premier semestre de 1983, la vigueur persistante des échanges commerciaux et le rétrécissement de l'écart entre les taux d'inflation canadiens et américains ont permis de réduire quelque peu le différentiel de taux

Table 7.1

Évolution conjoncturelle de certains indicateurs financiers[1][2]

	Reprise 1983	Récession 1981-1982	Moyenne des dernières reprises, 1983 exclue	Moyenne des dernières récessions, 1981-1982 exclue
	(variation en centièmes de point)			
Taux d'intérêt				
Nominal				
A court terme[3]	−133	−768	381	−448
A long terme[4]	−32	−285	196	−106
Réel				
A court terme[5]	378	−472	324	−380
A long terme[6]	480	11	138	−37
	(variation en pourcentage des titres en circulation)			
Expansion du crédit du secteur privé				
Entreprises non financières	−0.3	25.9	15.5	15.1
A court terme[7]	−7.0	35.9	23.0	23.3
A long terme[8]	9.0	14.1	8.9	7.6
Crédit à la consommation	4.6	−0.9	15.4	4.8
Crédit hypothécaire	8.4	3.7	14.1	13.9
	(variation des titres en circulation)[9]			
Expansion du crédit du secteur public				
Administration fédérale[10]	12.3	24.3	5.2	10.5
Secteur provincial-local-hospitalier[11]	10.0	20.1	7.4	9.2
	(variation en pourcentage)			
Masse monétaire[12]				
M1A	16.8	9.2	8.9	6.6
M2	4.4	13.5	14.2	11.1

(1) Les données conjoncturelles sont tirées de «The Business Cycle in Canada 1950-1981» de P. Cross ministère des Finances, 1982). Dans ce tableau, seules les récessions et les expansions des années 70 et 80 sont considérées. Les périodes de reprise ont une durée uniforme de quatre trimestres tandis que celles des récessions est variable.

(2) Les variations sont basées sur les moyennes trimestrielles.

(3) Taux du papier commercial à 90 jours.

(4) Obligations du gouvernement du Canada ayant des échéances de 10 ans et plus.

(5) Taux du papier commercial à 90 jours moins la variation correspondante en pourcentage sur 12 mois de l'IPC.

(6) Taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada moins la variation correspondante en pourcentage sur 12 mois de l'IPC.

(7) Comprend les emprunts bancaires, le papier des sociétés non financières et les acceptations bancaires.

(8) Comprend les obligations et les actions émises par des sociétés non financières.

(9) En milliards de dollars.

(10) Titres et emprunts. Comprend les sociétés de la Couronne.

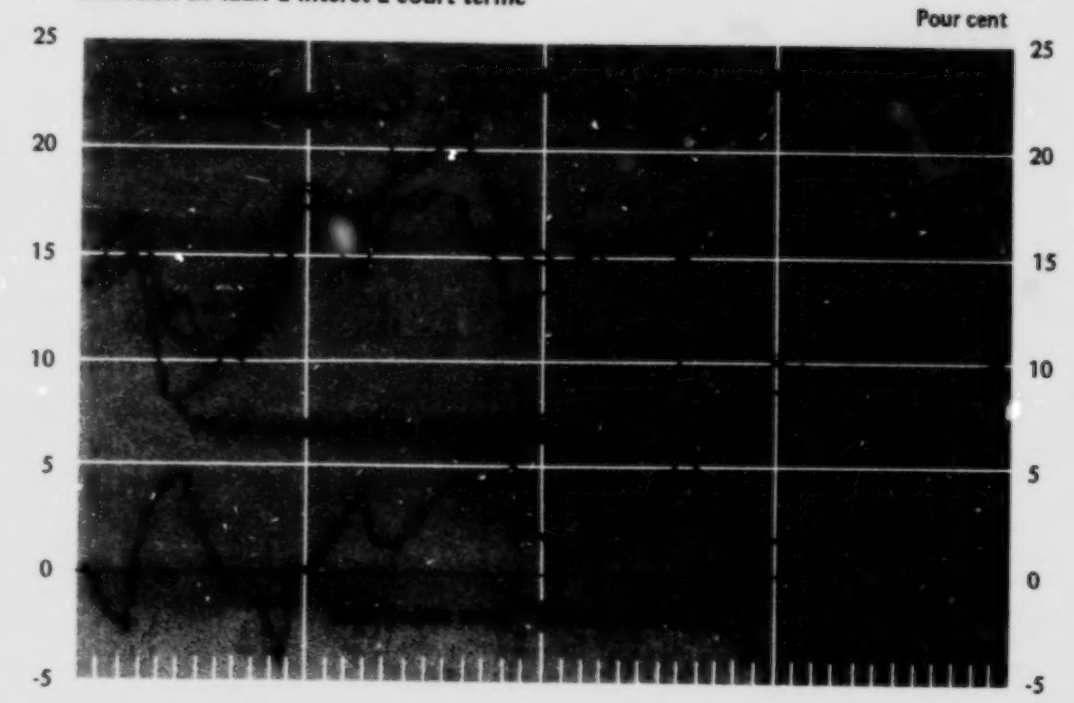
(11) Comprend les emprunts des sociétés de la Couronne des administrations fédérales, mais ne comprend pas les emprunts auprès du Régime de pensions du Canada.

(12) Les calculs sont fondés sur des données désaisonnalisées.

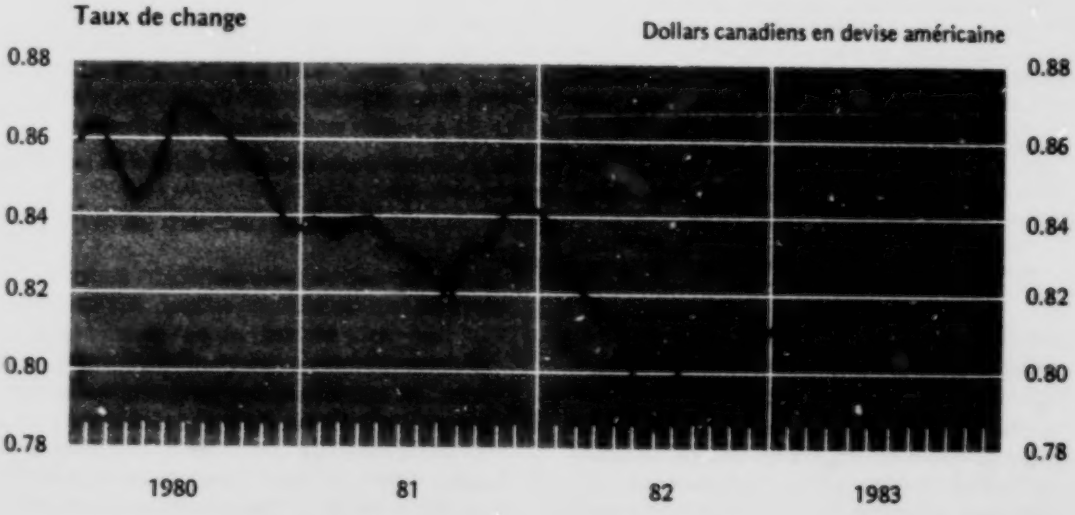
Source: Revue de la Banque du Canada.

Graphique 7.1

Sélection de taux d'intérêt à court terme



Taux de change



Source: Banque du Canada, *Revue*, mens.

Tableau 7.2
Expansion monétaire et taux d'intérêt

	Moyenne annuelle			Trimestres de 1983[1]			
	1981	1982	1983	1er T	2e T	3e T	4e T
				(pour cent)			
Taux d'intérêt							
Nominal							
A court terme[2]	17.7	13.6	9.3	9.3	9.2	9.3	9.5
A long terme[3]	16.3	15.9	12.7	13.0	12.3	12.9	12.8
Réel							
A court terme[4]	5.9	3.3	3.6	2.0	3.4	4.0	5.0
A long terme[5]	2.8	3.4	5.9	4.3	5.5	6.7	7.3
				(variation en pourcentage)			
Masse monétaire[6]							
M1[7]	3.8	0.7	10.3	27.8	13.5	8.3	−1.4
M1A[8]	6.2	5.5	15.6	26.8	18.7	15.1	9.1
M2[9]	15.2	9.3	5.8	11.4	2.1	5.6	−1.0
M3[10]	13.1	5.0	1.5	4.0	−6.7	−1.4	0.8

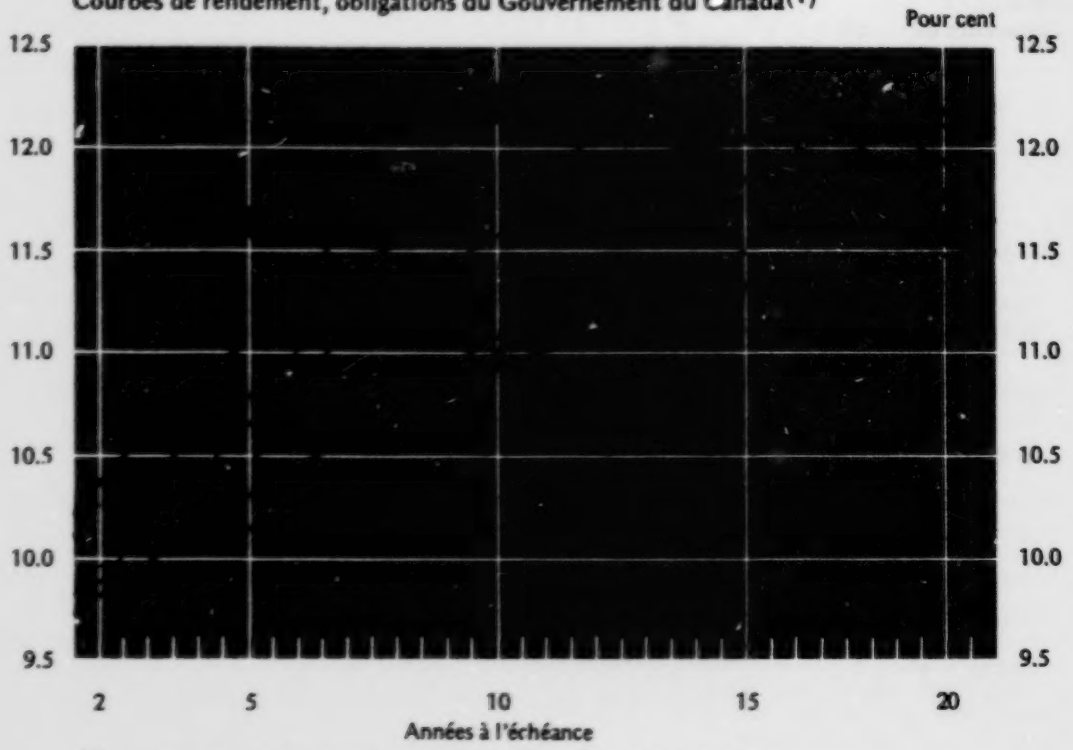
(1) Moyenne des trimestres.
(2) Bons du Trésor à trois mois.
(3) Obligations de sociétés. Rendement pondéré à long terme.
(4) Taux du papier commercial à 90 jours moins la variation correspondante en pourcentage sur 12 mois de l'IPC.
(5) Rendement des obligations à long terme du Gouvernement du Canada moins la variation correspondante en pourcentage sur 12 mois de l'IPC.
(6) Les calculs sont fondés sur des données désaisonnalisées. Variation entre le niveau moyen de la période considérée et celui de la période précédente, exprimée en taux annuel.
(7) Monnaies et dépôts à vue moins éléments en circulation du secteur privé.
(8) M1 plus les comptes à intérêt quotidien avec privilège de chèques et les dépôts à court terme autres que ceux des particuliers.
(9) M1A plus les autres dépôts à court terme et les dépôts à terme des particuliers.
(10) M2 plus les autres dépôts à terme fixe n'appartenant pas aux particuliers, plus les dépôts en monnaies étrangères des résidents comptabilisés au Canada.
Sources: Revue de la Banque du Canada et ministère des Finances.

d'intérêt entre le Canada et les États-Unis. En fait, l'écart des taux d'intérêt nominaux à court terme, qui était de l'ordre de 150 centièmes de point au début de 1983, avait disparu au milieu de l'année (graphique 7.1). Les possibilités de nouvelles réductions des taux d'intérêt canadiens au second semestre de 1983 ont toutefois été limitées. L'affaiblissement de la balance commerciale, de considérables sorties de fonds au titre des dividendes et des paiements d'intérêt et, surtout, l'orientation en hausse des taux d'intérêt américains ont tous joué pour exercer des pressions à la baisse du dollar canadien. Par conséquent, le taux d'escompte, qui avait baissé de 88 centièmes de point au cours des cinq premiers mois de l'année, a suivi un mouvement de hausse jusqu'à la fin de l'année et, en décembre 1983, il était de 22 centièmes de point inférieur au niveau enregistré un an plus tôt.

Reflétant cette évolution, le dollar canadien s'est transigé à l'intérieur d'une fourchette relativement

Graphique 7.2

Courbes de rendement, obligations du Gouvernement du Canada(1)



(1) Les courbes de rendement sont fondées sur le rendement observé en fin de mois sur les obligations de diverses échéances du Gouvernement du Canada.

Source: Ministère des Finances.

étroite de $É.-U 0.8106 à 0.8155, mais il a amorcé un mouvement de hausse au cours des deux derniers mois pour terminer l'année à $É.-U. 0.8020 (graphique 7.1).

Situation du marché financier

Contrastant l'expérience des années qui ont précédé 1983, le marché financier est demeuré relativement stable l'année dernière. C'est ce qu'illustre la faible amplitude des mouvements des taux d'intérêt nominaux au cours de l'année (tableau 7.2). Les taux d'intérêt à court terme ont légèrement fléchi au cours des premiers mois de 1983, mais ils sont pour l'essentiel demeurés aux mêmes niveaux jusque vers la fin de l'année où ils ont remonté un peu. Les taux d'intérêt à long terme ont suivi la même évolution, quoique leur augmentation a été plus forte vers la fin de l'année, de sorte que les courbes de rendement ont conservé une pente fortement positive durant l'année (graphique 7.2). Les taux d'intérêt nominaux ont généralement été stables, mais les taux d'intérêt réels ont progressé tout au long de l'année à mesure que l'inflation ralentissait (tableau 7.2 et tableau de référence 91). À la fin de l'année, les taux d'intérêt réels se situaient à des niveaux élevés, rarement atteints par le passé.

Le niveau des taux d'intérêt réels et la pente continuellement forte des courbes de rendement en 1983 témoignaient de l'incertitude qui régnait sur les marchés financiers au sujet de l'évolution future de l'inflation et des taux d'intérêt au Canada et, dans une plus grande mesure, aux États-Unis. Les taux d'intérêt américains à long terme sont demeurés élevés, les marchés financiers ayant réagi dans le sens des attentes voulant que les déficits budgétaires fédéraux continuent d'être élevés pendant un certain temps. Certains milieux ont craint que la Réserve

Tableau 7.3
Expansion du crédit

	1979	1980	1981	1982	1983
	(flux nets, en milliards de dollars)				
Secteur privé	30.8	31.7	54.5	20.4	7.3
Crédit à la consommation[1]	4.1	4.4	3.2	−1.1	2.2
Prêts hypothécaires[2]	8.7	5.7	3.6	1.4	5.8
Entreprises non financières[3]	18.0	21.6	47.7	20.1	−0.8
Secteur public	11.5	19.3	22.2	31.5	36.3
Gouvernement du Canada	6.3	12.1	11.5	18.3	26.3
Provinces et municipalités[4]	5.2	7.2	10.7	13.2	10.0
Total du financement obtenu	42.5	51.0	76.7	51.9	43.6
(en pourcentage du PNB)	(16.0)	(17.2)	(22.6)	(14.6)	(11.2)

(1) Ne comprend pas les caisses de crédit et les caisses populaires.
(2) Banques à charte, sociétés de fiducie et de prêts, sociétés de financement, Banque d'épargne de Québec et compagnies d'assurance-vie. Ne comprend pas les prêts hypothécaires provenant du secteur public.
(3) Ne comprend pas les prêts hypothécaires.
(4) Ne comprend pas les emprunts auprès du RPC.
Source: Revue de la Banque du Canada.

fédérale ne soit forcée d'adopter une politique monétaire plus expansionniste, voire même inflationniste, pour répondre aux besoins d'emprunt du Trésor américain. D'autres s'inquiétaient que les effets de stimulation des déficits n'aillent à l'encontre des mesures restrictives de la Réserve fédérale. Les tenants de chaque point de vue estimaient cependant que les taux d'intérêt nominaux allaient monter à moins que le problème des déficits ne soit résolu. Par conséquent, le ralentissement de l'inflation ne s'est pas traduit par une baisse proportionnelle des taux d'intérêt nominaux.

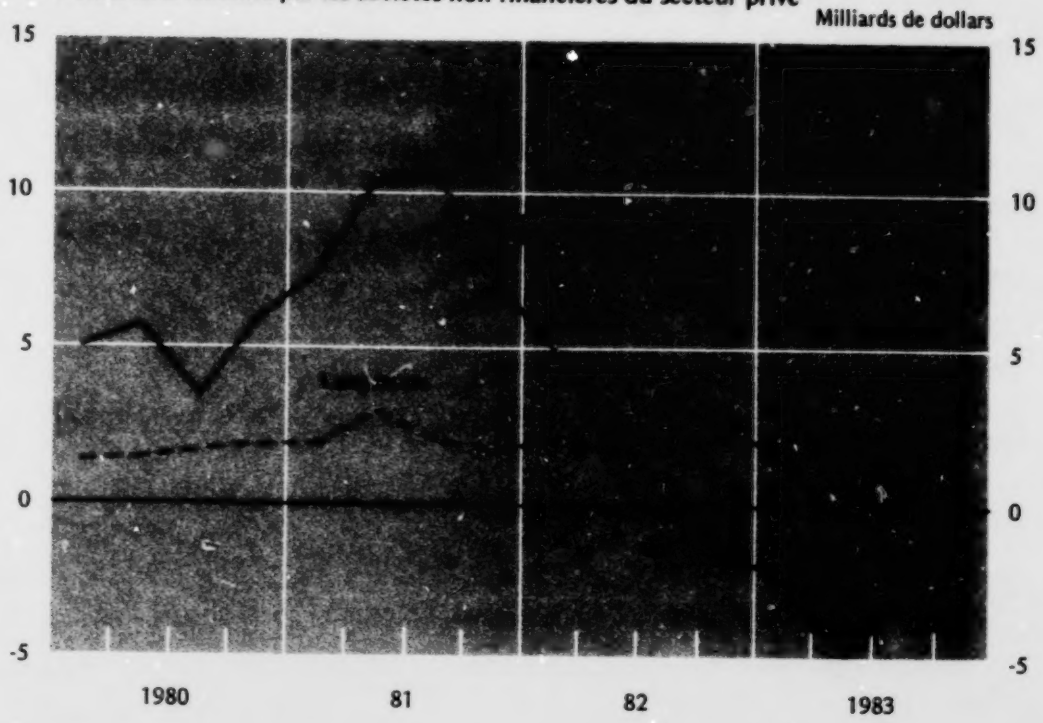
Les diverses mesures de la masse monétaire au Canada ont enregistré des taux de croissance sensiblement divergents en 1983. Les agrégats monétaires à sens étroit, M1 et M1A, qui comprennent essentiellement les soldes des opérations, ont rapidement progressé car les déposants ont rajusté leurs avoirs, compte tenu de la diminution des taux d'intérêt et de la croissance des dépenses. Une mesure moins étroite de la masse monétaire, M2, a cru beaucoup plus lentement, tandis que la mesure la plus large de la Banque du Canada, M3, a très peu varié. Les agrégats à sens large comprennent de grandes quantités de dépôts d'épargne, et, dans le cas de M3, les dépôts du marché de gros également. Leur faible progression est dans une large mesure attribuable aux taux d'intérêt relativement peu intéressants offerts sur ces dépôts par les banques en 1983, ainsi qu'à la canalisation d'une grande quantité de l'épargne vers les Obligations d'épargne du Canada qui constituaient un placement relativement plus lucratif.

Flux du crédit

Le secteur privé a été particulièrement peu actif sur les marchés financiers en 1983, malgré un marché hypothécaire dynamique (tableau 7.3). Cela est en partie attribuable à la faiblesse de la demande de crédit à la consommation, particulièrement au cours des premiers mois de la reprise, mais surtout au désir des sociétés non financières de réduire leur endettement. Le fléchissement des emprunts du secteur privé a cependant été partiellement compensé par l'augmentation de la

Graphique 7.3

Fonds nets obtenus par les sociétés non financières du secteur privé



Source: Banque du Canada, *Revue*, mens.

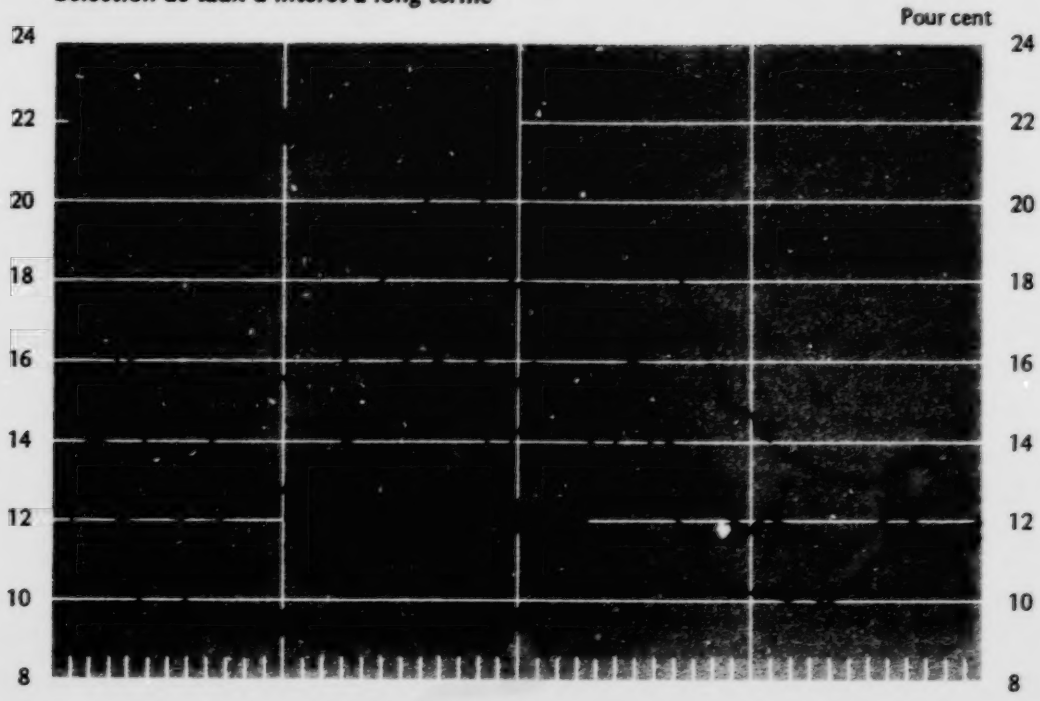
demande de crédit du secteur public, et les fonds obtenus par l'ensemble du secteur financier sont demeurés proches de leur niveau de 1982. Étant donné la forte reprise de l'activité économique en 1983, leur baisse a été plus importante en proportion du PNB. Bien que le volume total des nouveaux fonds recueillis n'ait pratiquement pas varié en 1983, le calendrier des échéances s'est sensiblement allongé. La proportion des nouveaux fonds obtenus à l'étranger a également changé car les écarts de taux d'intérêt sont devenus favorables au marché intérieur.

Sociétés non financières

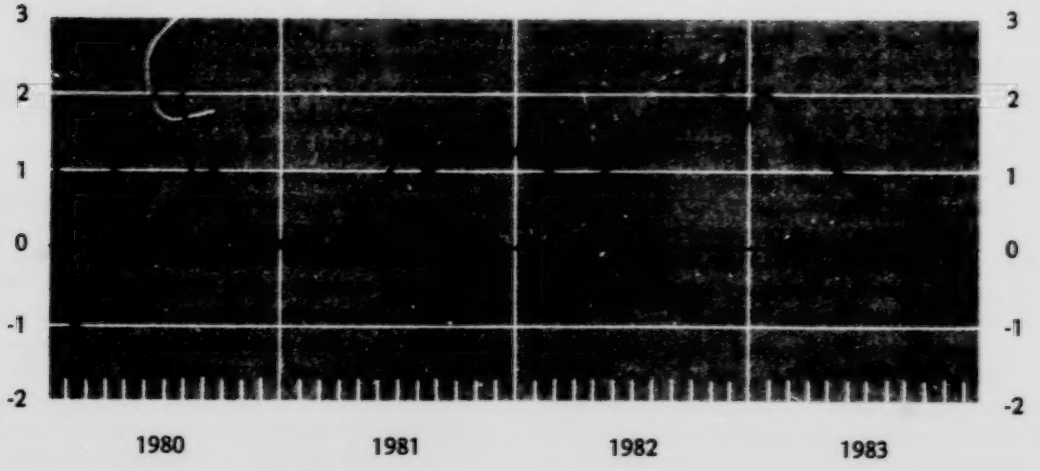
En 1983, les sociétés non financières ont profité de l'évolution de la situation pour se protéger. Les conditions favorables qui régnaient sur le marché leur ont permis de réduire leur dette et d'accroître leur financement par actions, ce qui a contribué à faire baisser les coefficients d'endettement. De nouvelles émissions d'actions, la plupart ordinaires, ont permis de recueillir un montant quasiment record de $5.8 milliards en 1983. De même, $2.5 milliards ont été obtenus grâce à de nouvelles émissions d'obligations, ce qui a contribué à allonger le calendrier des échéances de la dette des sociétés (graphique 7.3). Contrairement à ce qui s'était produit en 1981 et en 1982, une grande partie de ces nouveaux emprunts a été contractée sur le marché canadien, l'écart entre les taux d'intérêt canadien et américain s'étant rétréci au cours de l'année. Durant la majeure partie de 1982, les taux des obligations canadiennes à long terme se situait entre 150 et 200 centièmes de point au-dessous des taux américains comparables. Cette différence a diminué au quatrième trimestre de 1982 et le mouvement s'est poursuivi jusqu'à la fin de 1983 (graphique 7.4). À la fin de l'année les écarts de taux d'intérêt dans le cas des obligations échéant à moyen terme avait disparu, tandis qu'ils étaient tombés à des niveaux minimums dans le cas des obligations ayant de plus longues échéances.

Graphique 7.4

Sélection de taux d'intérêt à long terme



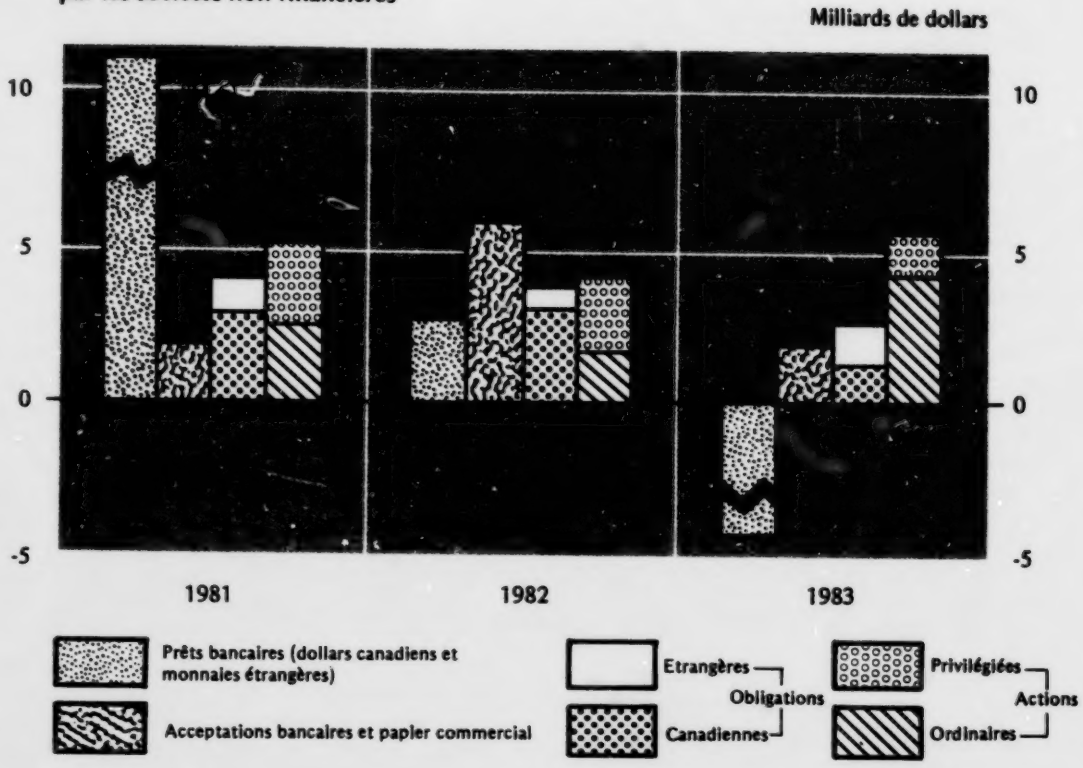
Ecart à long terme – Canada et E.-U.



Source: Banque du Canada, *Revue*, mens.

Graphique 7.5

Nouveaux fonds nets obtenus par les sociétés non financières



Source: Banque du Canada, données non désaisonnalisées.

En plus de se procurer de nouveaux fonds à long terme, les sociétés non financières ont réduit et restructuré leur endettement à court terme. Le volume élevé des fonds d'origine interne résultant de l'accroissement des ventes pendant la reprise, et le produit des émissions d'actions et d'obligations, ont tous deux servi à réduire le niveau de l'encours de la dette à court terme. De plus, l'émission de papier commercial et d'acceptations bancaires a répondu dans une proportion croissante aux besoins de financement à court terme. Par conséquent, l'encours des prêts aux entreprises des banques à charte a enregistré une baisse sans précédent de près de $11 milliards en 1983. Alors que le papier commercial des sociétés non financières et les acceptations bancaires ont augmenté de $2 milliards, soit environ 13 pour cent, dans le courant de l'année, le niveau global d'endettement à court terme des sociétés a fléchi de façon spectaculaire (graphique 7.5).

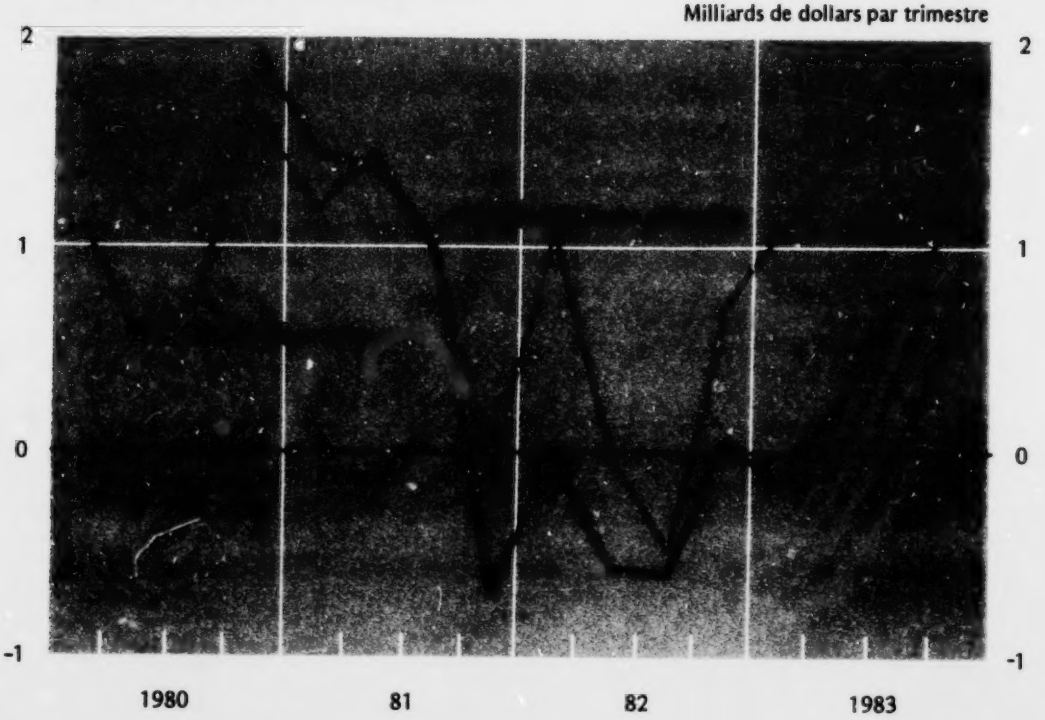
Crédit à la consommation

La demande de crédit à la consommation, qui avait régressé tout au long de 1982, a continué de baisser au premier trimestre de 1983. Toutefois, à mesure que la reprise a progressé, le redressement de la confiance des consommateurs et la baisse continue des taux accordés sur les prêts à la consommation ont entraîné une expansion de l'encours du crédit à la consommation (graphique 7.6). Il n'empêche que, pour l'ensemble de l'année, le crédit à la consommation n'a crû que de 4.6 pour cent.

Graphique 7.6

Emprunts nets du secteur des particuliers

Milliards de dollars par trimestre



Source: Banque du Canada, *Revue*, mens.

Prêts hypothécaires

En 1983, la demande d'hypothèques a été plus forte qu'elle ne l'avait été depuis 1980, ce qui reflète à la fois l'intensification du rythme de construction de logements neufs et l'accroissement de l'activité sur le marché des habitations existantes (graphique 7.6). Les programmes publics d'aide à la construction de logements neufs et la forte baisse des taux d'intérêt hypothécaires ont contribué à ce redressement. Durant la majeure partie de 1982, tous les taux fluctuaient entre 17 et 19 pour cent. Puis ils ont fléchi, au quatrième trimestre de 1982, de sorte qu'au début de 1983 les taux des hypothèques à 5 ans étaient tombés aux alentours de 14 pour cent et ceux des prêts hypothécaires à un an, à moins de 12 pour cent. La demande d'hypothèques à long terme a augmenté en 1983, mais de nombreux emprunteurs ont continué d'avoir une préférence marquée pour de plus courtes échéances, car les taux n'ont cessé de diminuer durant l'année.

La baisse des taux hypothécaires en 1983 a été plus importante que celle de nombreux autres taux d'intérêt débiteurs. Cela est attribuable au fait que le marché hypothécaire était l'un des rares débouchés qui s'offraient aux fonds recueillis par intermédiation dont la croissance avait été vigoureuse, de sorte que ce marché a suscité un intérêt considérable de la part des institutions financières. En raison des pressions exercées sur les taux d'intérêt débiteurs par la concurrence, l'écart entre les taux hypothécaires et les taux servis sur les dépôts d'épargne est tombé en 1983 à son plus bas niveau depuis plusieurs années.

Secteur public

Les nouveaux emprunts du secteur public ont dépassé tous les records antérieurs en 1983, puisque le financement obtenu s'est élevé à $36.3 milliards. Le gouvernement du Canada en a recueilli $26.3 milliards, dont la moitié à l'issue de l'adjudication d'un volume sans précédent de

bons du Trésor. La hausse des emprunts fédéraux a plus que compensé la légère baisse des nouveaux fonds obtenus par les provinces et les municipalités (tableau 7.3).

Institutions financières

Ces dernières années, et au cours des deux années précédentes en particulier, l'évolution rapide de l'inflation et des taux d'intérêt, la faiblesse de l'emprunt par rapport aux années antérieures, et la modification radicale des préférences des emprunteurs tant en ce qui concerne les échéances que les types d'effets, ont donné naissance à d'importantes tensions concurrentielles au sein du secteur financier. Jusqu'au milieu de 1981, le raccourcissement des échéances de l'actif et du passif a généralement eu des répercussions négatives sur la croissance des institutions qui se spécialisaient dans les actifs et passifs à long terme, et des répercussions positives sur celles qui s'intéressaient surtout aux titres à court terme. Parallèlement, le glissement prononcé en faveur des emprunts à long terme depuis le milieu de 1981 a eu l'effet contraire. Ces tendances sont particulièrement bien illustrées par les fluctuations des taux de croissance des banques à charte. Alors que les prêts à court terme aux entreprises ont progressé rapidement jusqu'à la fin de 1981, les actifs bancaires ont crû rapidement. Lorsque les emprunts des entreprises ont diminué par la suite, les actifs des banques ont cessé de croître. Cette évolution a eu notamment pour effet d'encourager les institutions financières à diversifier leurs activités, leur sources de fonds et leurs marchés de prêts.

Banques à charte

En 1983, les banques à charte ont enregistré une baisse générale de l'ensemble de leurs principaux avoirs en dollars canadiens et la composition de leur actif a également subi un changement majeur, les biens liquides croissant rapidement et les avoirs de seconde liquidité diminuant. La faible performance du système bancaire en 1983 faisait suite à une année de croissance minimale et contrastait nettement avec la progression extrêmement rapide enregistrée en 1981, lorsque les avoirs se sont accrus de bien plus de 20 pour cent. La contraction des prêts aux entreprises, qui ont fléchi de 12.3 pour cent, soit près de $11 milliards, a été la principale cause de la baisse sans précédent de $6.8 milliards des avoirs de seconde liquidité. La vive croissance du marché des prêts hypothécaires, qui a accru les avoirs bancaires de $3 milliards, et la faible augmentation des prêts à la consommation n'ont que partiellement compensé la baisse des prêts aux entreprises, et le système bancaire qui était gorgé de fonds de dépôt a par conséquent augmenté ses avoirs liquides. Ceux-ci ont surtout pris la forme de bons du Trésor du Gouvernement du Canada. Une évolution semblable s'est également dessinée dans le cas des avoirs bancaires en monnaies étrangères. Outre la baisse sensible de la croissance des actifs détenus en devises, on a assisté à une augmentation de la liquidité attribuable à un net glissement des prêts vers les dépôts interbancaires.

Malgré la baisse des avoirs, les bénéfices sont demeurés élevés car l'écart entre les taux des prêts et les taux des dépôts s'est creusé. Cela était dû au fait que les fonds qui entraient dans le système bancaire étaient plus que suffisants pour appuyer les activités de prêts des banques, d'où la tendance à la baisse des taux des dépôts.

Institutions financières non bancaires

L'actif total des quasi-banques a progressé de $17 milliards, soit de près de 9 pour cent en 1983. Cette performance relativement forte faisait nettement contraste avec la baisse des avoirs du système bancaire. L'expansion des quasi-banques peut être associée à leur forte présence sur le marché hypothécaire, lequel a représenté le principal secteur de croissance en 1983.

Les fonds de pensions fiduciaires et les compagnies d'assurance-vie ont continué d'enregistrer une croissance régulière de leurs avoirs en 1983. La reprise des bourses des valeurs a permis à ces institutions d'accroître sensiblement leur portefeuille d'actions tout en réduisant leurs avoirs liquides. La structure des placements s'est donc renversée par rapport à l'année précédente où le niveau élevé des taux d'intérêt à court terme et la faiblesse des cours des valeurs avaient poussé ces institutions à accroître dans des proportions exceptionnellement élevées leurs placements en avoirs liquides.

8. Évolution sectorielle et régionale

En 1983, la reprise économique ne s'est pas manifestée également dans tous les secteurs et toutes les régions du pays. Durant la récession, la production de biens a beaucoup plus diminué que celles des services, comme c'est le cas pendant les cycles, et inversement elle a progressé plus fortement que celle des services en 1983 (tableau 8.1). La variation des stocks, les exportations, les dépenses de consommation, particulièrement de biens durables, et le logement ont dominé la reprise, de sorte que les secteurs qui ont enregistré la plus forte croissance en 1983 ont été l'industrie forestière, les mines, la fabrication de biens durables et la construction résidentielle. Toutefois, en ce qui concerne l'agriculture et la pêche, les conditions météorologiques et la nature influent souvent beaucoup plus sur la production que les cycles économiques, de sorte que la production agricole au second semestre de 1983 n'avait pas beaucoup varié par rapport au niveau enregistré un an plus tôt où l'on avait connu des récoltes records ou quasi-records. Parmi les services, les transports, l'entreposage et les communications, et le commerce dépendent davantage de la production de biens, de sorte que ces secteurs ont affiché une croissance relativement forte en 1983. Les administrations publiques avaient progressé durant tout le cycle et elles n'ont enregistré qu'une faible hausse en 1983.

Dans les régions, la plus forte augmentation de la production en 1983 est survenue au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, ce qui est attribuable à la croissance des secteurs de la fabrication, de l'industrie forestière et des mines qui occupent une place relativement importante dans l'économie de ces régions. La croissance a été la plus faible dans la région des Prairies où la production d'un secteur agricole relativement important n'a que légèrement dépassé celle de l'année précédente; de plus, la reprise en Alberta s'est manifestée plus tardivement et a été modeste, ce qui est en partie attribuable à la faiblesse persistante des prix mondiaux du pétrole.

Évolution sectorielle

Agriculture

Après une croissance modérée en 1982, lorsque les récoltes de céréales ont atteint des niveaux records ou quasi-records dans la région des Prairies, le produit intérieur réel de l'agriculture a enregistré une nouvelle hausse en 1983. L'emploi a également progressé dans ce secteur (tableau 8.2). Les recettes monétaires agricoles ont cependant diminué légèrement, les recettes plus élevées tirées des récoltes n'ayant que partiellement compensé la baisse de celles du bétail et des produits animaux et la réduction des paiements complémentaires. Parmi les principales récoltes, la production de blé a atteint un niveau record en 1983, même si elle était légèrement inférieure à celle de 1982 dans les Prairies, car l'accroissement des superficies ensemencées a plus que compensé la réduction du rendement moyen. La production de colza a augmenté pour la troisième année consécutive, les surfaces cultivées ayant été sensiblement accrues. Toutefois, la production d'avoine, d'orge, de seigle, de soja et de graine de lin a diminué. Celle des principaux légumes cultivés commercialement a fléchi, la récolte de pommes de terre ayant baissé en raison d'une réduction des superficies ensemencées et d'une diminution du rendement moyen. On a également récolté moins de fruits à cause d'une diminution de la production de pommes.

L'abattage de bovins dans les usines de conditionnement soumises aux inspections des autorités fédérales et provinciales n'a pratiquement pas changé par rapport à 1982, mais le poids moyen des carcasses a augmenté. L'abattage de porcs a modérément progressé. Enfin, la production laitière a fléchi, ce qui reflète surtout la diminution des ventes à des fins industrielles.

Pêche

Ces dernières années, l'industrie de la pêche a fortement bénéficié de l'accroissement des stocks d'espèces de fond et du relèvement des

Tableau 8.1
La reprise du produit intérieur brut réel en 1983, par secteur.

	Date du dernier		Reprise	Récession	Ampleur de
	Sommet	Creux	1983[1]	1981-1982[2]	la reprise[3]
	(trimestres)		(variation en pourcentage)		(pour cent)
Agriculture	1981:1	1981:3	5.2	−2.8	181.8
Industrie forestière	1980:3	1982:3	38.8	−36.8	66.7
Chasse et pêche	1981:1	1982:1	0.7	−35.9	1.3
Mines	1980:2	1982:3	27.8	−25.3	81.9
Industrie manufacturière	1981:2	1982:4	17.6	−19.1	74.6
Biens durables	1981:2	1982:4	26.2	−26.3	74.0
Biens non durables	1981:2	1982:4	9.9	−11.2	78.1
Bâtiment	1981:2	1982:3	*	−16.1	*
Services d'utilité publique	1982:1	1982:4	9.4	−5.7	156.2
Transports, communications et autres services d'utilité publique	1981:4	1982:4	8.7	−6.5	124.5
Commerce	1981:2	1982:3	7.9	−9.8	72.7
Finance, assurance et immobilier	1982:1	1982:2	2.2	−0.9	225.0
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	1981:4	1982:4	3.5	−1.6	212.5
Administration publique et défense	1980:4	1981:1	**	**	**
PIB total	1981:2	1982:4	6.7	−7.3	85.2
Biens	1981:2	1982:4	11.9	−15.1	67.3
Services	1981:2	1982:4	4.1	−2.7	147.3

* En raison des baisses enregistrées au cours des deux derniers trimestres de 1983, la production est tombée en deçà de son creux antérieur.

** Croissance depuis le deuxième trimestre de 1981.

(1) La reprise de 1983 couvre la période entre le creux précédent et le dernier trimestre de 1983.

(2) La récession de 1981-1982 couvre la période entre le sommet et le creux précédents.

(3) L'ampleur de la reprise est déterminée en divisant la hausse pendant la reprise de 1983 par la baisse durant la récession de 1981-1982, puis en multipliant le résultat par 100.

Source: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie,* an., nº cat. 61-213 et mens., nº cat. 61-005.

contingents attribuables à la zone de 200 milles. En 1981 et en 1982, elle avait cependant connu des problèmes particuliers, car la capacité de prise et de transformation était demeurée forte et les taux d'intérêt élevés avaient alourdi les coûts. La production réelle du secteur s'est sensiblement accrue au premier semestre de 1983, une forte hausse des prises en volume ayant été enregistrée, particulièrement sur la côte de l'Atlantique. Toutefois, la situation s'est considérablement détériorée au second semestre de l'année, car le niveau élevé des stocks et la diminution des exportations ont réduit les activités, de sorte que pour l'ensemble de l'année la reprise a été faible, voire nulle. Les chiffres préliminaires indiquent une baisse générale des prises sur la côte est, bien que le volume des prises de maquereau, de thon, de crevette et de homard ait augmenté. Sur la côte est, les gouvernements fédéral et provinciaux et des intérêts privés ont lancé un plan de réorganisation visant à restructurer l'industrie de la pêche en haute mer à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse. Sur la côte du Pacifique, le volume total des prises a augmenté. Les prises de saumon rose ont fortement progressé, après une année négative du cycle en 1982, tandis que celles de saumon sockeye ont considérablement fléchi.

Tableau 8.2
La reprise de l'emploi en 1983, par secteur et région

	Date du dernier		Reprise	Récession	Ampleur de
	Sommet	Creux	1983[1]	1981-1982[2]	la reprise[3]
	(trimestres)		(variation en pourcentage)		(pour cent)
Emploi selon le secteur					
Agriculture	1981:3	1982:2	6.1	−6.7	84.8
Autres industries primaires	1981:3	1982:3	6.9	−22.2	24.3
Industrie manufacturière	1981:2	1982:4	6.2	−14.5	36.5
Bâtiment	1981:3	1983:1	0.9	−14.9	5.1
Transports, communications et autres services d'utilité publique	1981:2	1982:3	*	−6.0	*
Commerce	1981:4	1982:4	3.4	−4.9	66.7
Finance, assurance et immobilier	1982:2	1982:4	7.1	−6.2	107.9
Services socio-culturels commerciaux et personnels	1981:2	1982:1	6.6	−1.0	648.5
Administration publique	1980:4	1982:3	2.6	−2.8	90.9
Emploi total	1981:2	1982:4	3.5	−4.9	67.8
Emploi selon la région					
Région de l'Atlantique	1981:2	1982:4	2.6	−4.8	51.3
Québec	1981:3	1982:3	4.9	−6.8	67.2
Ontario	1981:4	1982:4	4.8	−4.7	97.0
Région des Prairies	1981:3	1982:4	1.5	−2.8	51.7
Colombie-Britannique	1981:4	1982:4	1.0	−7.4	12.8

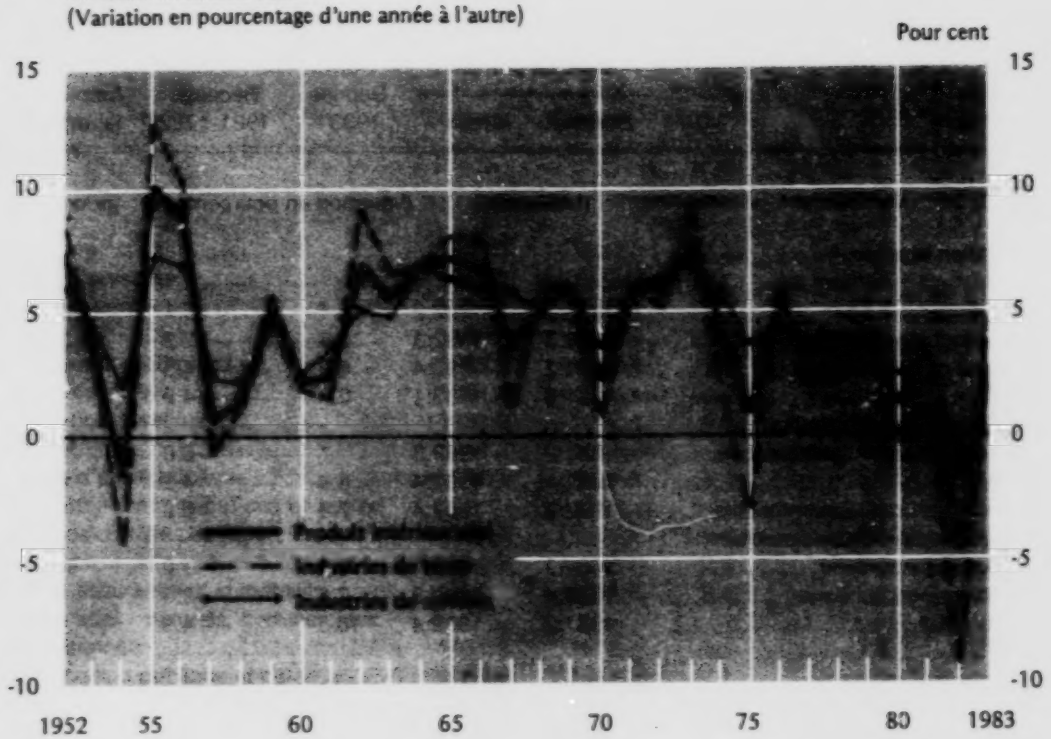
* En raison de la baisse enregistrée au dernier trimestre de 1983, l'emploi est tombé en deçà de son creux antérieur.
(1) La reprise de 1983 couvre la période entre le précédent creux et le dernier trimestre de 1983.
(2) La récession de 1981-1982 couvre la période entre le sommet et le creux précédents.
(3) L'ampleur de la reprise est déterminée en divisant la hausse pendant la reprise de 1983 par la baisse durant la récession de 1981-1982, puis en multipliant le résultat par 100.
Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active: chiffres réels, facteurs saisonniers et données désaisonnalisées*, an., nº cat. 71-201.

Industrie forestière

La production a vivement augmenté dans l'industrie forestière en 1983, après la forte baisse enregistrée entre le troisième trimestre de 1980 et le troisième trimestre de 1982, laquelle résultait de la récession économique ainsi que de conflits de travail prolongés sur la côte ouest à l'été de 1981. À la fin de 1983, près des deux tiers des pertes de production subies lors de la récession précédente avait été récupérés. La reprise a été dominée par la production de bois de construction, car les mises en chantier ont sensiblement augmenté au Canada et aux États-Unis, et surtout évidente en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. La production de pâte a fortement progressé, mais celle de papier journal a augmenté de façon moins prononcée en raison de l'existence d'une capacité de production accrue aux États-Unis et de l'intensification de la concurrence internationale découlant de la dévaluation de la couronne suédoise vers la fin de 1982.

Graphique 8.1

Produit intérieur réel
(Variation en pourcentage d'une année à l'autre)



Source: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie*, mens., n° cat. 61-005.

Mines

L'industrie minière canadienne a amorcé un redressement sensible en 1983 surtout attribuable aux mines métalliques et, dans une moindre mesure, à tous les autres groupes du secteur, à l'exception des services miniers; plus des quatre cinquièmes des pertes de production occasionnées par la récession avait été récupérés à la fin de 1983. La croissance de l'industrie minière a été l'une des plus fortes, mais ce secteur avait été l'un des plus touchés par la dernière récession. Il avait traversé des cycles forts différents de ceux de l'économie dans son ensemble, surtout parce que sa production est destinée à l'exportation et qu'il a fortement souffert des grèves.

La forte reprise des mines métalliques résulte surtout de la réouverture des mines de nickel. Par ailleurs, deux fermetures temporaires ont considérablement affaibli la production de zinc et de plomb. Le redressement des combustibles minéraux était surtout attribuable aux exportations de pétrole qui ont bénéficié d'un assouplissement provisoire de la réglementation des exportations. L'intensification de la concurrence aux États-Unis et un hiver plus clément se sont traduits par une chute de la production de gaz naturel. La production de charbon a continué d'augmenter alors que plusieurs mines ouvraient. En ce qui concerne les mines non métalliques, la production s'est élevée en 1983, surtout sous l'effet des exportations de potasse car la sécheresse avait incité les agriculteurs américains à en acheter de plus grandes quantités en vue d'accroître leurs rendements en 1984. Le recul des services miniers était surtout attribuable à la non-utilisation d'une grande partie de la capacité de production des mines métalliques et non métalliques.

Fabrication

La reprise a été forte dans ce secteur tout au long de 1983, de sorte que les trois quarts des pertes de production enregistrées durant la récession avait été récupérés à la fin de l'année. Malgré cette importante amélioration, au quatrième trimestre de 1983, la production manufacturière était toujours de 5 pour cent environ inférieure au sommet précédent du deuxième trimestre de 1981 et, à la fin de 1983, à peine un peu plus du tiers des emplois perdus avait été regagné. La récession a duré plus longtemps dans les industries des produits du pétrole et du charbon et des machines, où la production a touché son point le plus bas au deuxième trimestre de 1983, tandis que dans certaines autres industries, en particulier le vêtement, les bonneteries, le matériel de transport et les produits du bois, la reprise s'est manifestée plus tôt.

Les progrès ont généralement été très grands dans la plupart des industries de biens durables, particulièrement les pièces et véhicules automobiles, la première transformation des métaux et les industries liées au logement et aux automobiles. C'est l'industrie des produits du bois qui a enregistré la plus forte hausse, après avoir accusé un repli pendant trois années consécutives. Les exportations de produits du bois ont fortement progressé et la demande intérieure était nettement en hausse, les mises en chantier ayant augmenté de près d'un tiers. En raison de l'essor de la construction résidentielle, les industries du meuble et des articles d'ameublement, des minéraux non métalliques et des gros appareils électriques ont enregistré les augmentations les plus prononcées. La production de pièces et de véhicules automobiles a également progressé vivement, après cinq années de baisses ou de légères augmentations, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure et étrangère.

La production de l'industrie chimique a fortement avancé, ce qui résulte en partie de l'installation d'une nouvelle capacité en 1983. Le textile, qui avait enregistré une baisse supérieure à la moyenne en 1982, et les bonneteries ont connu des taux de croissance bien supérieurs à la moyenne du secteur. Cependant, alors que l'utilisation de la capacité demeurait inférieure à la moyenne, la fabrication de machines et de produits métalliques connexes a continué d'être déprimée, de sorte qu'en 1983 elle était inférieure au niveau de l'année précédente. Des baisses de production ont également été enregistrées durant l'année dans les industries des produits du tabac et des produits du pétrole et du charbon.

Construction

Dans le secteur de la construction, la reprise a débuté au quatrième trimestre de 1982, soit un trimestre avant la date arrêtée pour le début du cycle économique, et elle a commencé à fléchir vers la fin de 1983. La production réelle au dernier trimestre de 1983 était plus faible qu'un an plus tôt, et seulement 5 pour cent environ des emplois perdus lors de la récession antérieure avaient été regagnés à la fin de 1983. La reprise a été entièrement attribuable à l'essor de la construction résidentielle, car les mises en chantier de logements ont fortement augmenté au quatrième trimestre de 1982 et au premier semestre de 1983. La construction non résidentielle n'a pas été touchée par la reprise de 1983, les investissements des entreprises ayant continué de fléchir. Pour l'ensemble de l'année, la production a été moindre qu'en 1982.

Services d'utilité publique

Dans le secteur des services d'utilité publique, la production tend soit à s'accroître lentement, soit à baisser modérément pour une courte période, durant une récession économique. Après trois baisses trimestrielles consécutives relativement faibles de la production réelle en 1982, l'activité a repris au premier trimestre de 1983 et a accompagné le redressement de la production industrielle. D'autres hausses trimestrielles ont été enregistrées alors que l'activité industrielle continuait de progresser et, au troisième trimestre, la production avait dépassé son dernier sommet. La production du secteur a également bénéficié d'une hausse appréciable des exportations d'électricité à destination des États-Unis qui avait baissé en 1982. Le rythme de la reprise en 1983 a ralenti au début de l'année en raison des températures moyennes plus douces qui avaient réduit les besoins de chauffage.

Transports, entreposage et communications

Après avoir fléchi pendant quatre trimestres consécutifs, la production réelle du secteur des transports, de l'entreposage et des communications a augmenté en 1983 et, au dernier trimestre, elle avait dépassé son niveau d'avant la récession. Les transports par chemin de fer et

par camions ont été particulièrement stimulés par la reprise de l'industrie forestière, des mines et de la fabrication, mais la plupart des autres secteurs de transport ont enregistré des baisses de production, les transports par eau et par autobus ayant été les plus touchés. Le transport aérien a encore régressé sur l'ensemble de l'année, malgré une forte progression au dernier trimestre à la suite de ventes de sièges. L'utilisation des pipelines a légèrement fléchi, la demande de pétrole ayant augmenté, alors que celle du gaz a baissé. L'entreposage, qui n'avait pas faibli durant la récession en raison de récoltes records de blé et d'orge, a continué d'augmenter en 1983. Les services de communications n'ont que faiblement progressé durant l'année, restreignant ainsi la croissance du secteur dans son ensemble.

Commerce

Le volume du commerce s'est fortement redressé en 1983, tant au niveau du gros que du détail. Au dernier trimestre de 1983, près des trois quarts de la production perdue, et les deux tiers des pertes d'emploi, avaient été récupérés. La progression a été plus marquée dans le commerce de détail et était surtout évidente en Ontario, au Québec et dans la région de l'Atlantique. Les magasins de meubles et d'appareils ménagers ont enregistré une forte hausse, ce qui était en partie attribuable aux effets de stimulation de la suppression temporaire de la taxe de vente au détail sur les meubles et articles d'ameublement en Ontario, et aux mesures contenues dans le budget fédéral qui permettaient le retrait de fonds accumulés dans des régimes enregistrés d'épargne-logement pour acheter du mobilier. Les concessionnaires d'automobiles ont également connu une croissance importante, en termes réels, parce que les taux d'intérêt avaient diminué et que la confiance des consommateurs avait repris. L'essor du commerce de gros résultait surtout de l'accroissement considérable des ventes de bois et de matériaux de construction, de machines et d'appareils électriques, de vêtements et d'articles de mercerie et de produits agricoles.

Finance, assurance et immobilier

La production de ce secteur n'évolue généralement pas dans le même sens que le mouvement de baisse qui accompagne la phase descendante du cycle économique, mais elle progresse en moyenne plus lentement. Après avoir enregistré une faible croissance l'année précédente, la production du secteur a augmenté en 1983, et les sommets cycliques antérieurs de l'emploi et de la production ont été dépassés. La production des banques et d'autres institutions de dépôts a régressé en 1983 et les avoirs des banques à charte ont, en moyenne, peu varié. Toutefois, les loyers ont augmenté en volume du fait de la hausse du nombre de mises en chantier au quatrième trimestre de 1982 et au premier semestre de 1983, et de la diminution du nombre de nouveaux logements terminés mais inoccupés. L'activité a repris sur les marchés boursiers, surtout au premier semestre de l'année.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Contrairement aux récessions antérieures de l'après-guerre, la récession de 1981-1982 a entraîné une diminution, quoique faible, de la production réelle de ce secteur. Celle-ci a commencé à se redresser au premier trimestre de 1983, après quatre baisses trimestrielles consécutives, et le sommet antérieur de la production a été dépassé au deuxième trimestre. La reprise enregistrée au premier trimestre de 1983 a été en partie atténuée par la contraction des services d'éducation, qui était dans une large mesure liée au conflit de l'enseignement au Québec, et par le fléchissement des services d'hébergement et de restauration. L'emploi a progressé sensiblement en 1983.

Administration publique et défense

Comme cela s'était produit lors des cycles antérieurs, les administrations publiques ont progressé plus lentement durant la dernière reprise que pendant la récession. Cette situation est attribuable au fait que le secteur public joue un rôle de stabilisation économique. L'administration fédérale a enregistré la plus forte augmentation en 1983, suivie par les administrations provinciales. Au niveau local, les services n'ont enregistré qu'une faible progression. Une tendance semblable se dégage lorsque l'on compare les dépenses courantes totales de chaque palier de gouvernement corrigées par l'indice implicite des prix des dépenses totales du secteur public au Canada. Comparativement, l'emploi a fléchi plus tôt, mais au dernier trimestre de 1983, près des neuf dixièmes de la baisse avaient été regagnés.

Évolution régionale

Région de l'Atlantique

Comme dans les autres régions du pays, une reprise économique s'est amorcée dans la région de l'Atlantique en 1983. Les ventes au détail et les mises en chantier ont progressé à un rythme bien supérieur aux taux nationaux. Toutefois, d'après les estimations, la croissance économique réelle dans la région aurait été inférieure à la moyenne nationale en 1983. L'emploi a également progressé à un rythme inférieur au taux national, de sorte qu'au dernier trimestre de 1983, près de la moitié des emplois perdus durant la récession avait été regagnée, comparativement à environ deux tiers pour le pays dans son ensemble. Le taux de chômage désaisonnalisé a atteint un sommet au premier trimestre de 1983, puis il a lentement fléchi durant les autres trimestres de l'année, bien qu'il ait augmenté sur une base annuelle moyenne dans la région, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans le secteur primaire, le volume des prises de poissons a fléchi sur l'ensemble de l'année, malgré une forte progression au premier semestre de 1983, l'activité ayant diminué du fait que des usines ont fermé et que des chalutiers sont demeurés à quai au second semestre. Dans l'agriculture, l'augmentation des recettes de la région est surtout attribuable à la hausse des recettes monétaires à l'Île-du-Prince-Édouard; l'accroissement des recettes tirées des récoltes, particulièrement de pommes de terre, a plus que compensé les baisses enregistrées dans le cas du bétail et des produits animaux. Dans le secteur minier la production de minerai de fer a continué de chuter fortement en 1983, malgré l'augmentation des expéditions, la demande plus élevée étant surtout satisfaite à partir des stocks; la production de charbon a également baissé. L'industrie forestière a profité de la reprise de la construction résidentielle et la production de bois de construction a augmenté sensiblement. La production de bois à pâte a également progressé, mais elle s'est ressentie des effets d'une grève en Nouvelle-Écosse et de la réduction de la capacité de fabrication de papier à Terre-Neuve.

La valeur des expéditions de l'industrie manufacturière a grimpé dans toutes les provinces de la région, à l'exception de Terre-Neuve où les activités ont ralenti dans l'industrie du papier et des produits connexes. La construction a progressé sous l'effet d'une augmentation sensible du nombre de mises en chantier et de la valeur des permis de construction résidentielle en 1983. La valeur des permis de construction commerciale et institutionnelle a également avancé et a plus que compensé la baisse de la valeur des permis de construction industrielle. Dans les services d'utilité publique, la reprise économique de 1983 s'est traduite par une intensification de la demande d'électricité dans la région et par des exportations sensiblement plus élevées d'électricité du Nouveau-Brunswick à destination des États-Unis, après que l'installation de Pointe Lepreau ait commencé une production commerciale.

Dans le secteur tertiaire, la reprise a été généralisée. En 1983, les ventes au détail ont augmenté plus vite que dans l'ensemble du pays car la demande, en particulier d'automobiles, a progressé. Les recettes des restaurants, des traiteurs et des brasseries ont également crû à un rythme supérieur à la moyenne nationale. Les loyers, qui représentent une partie importante de la production du secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier, ont profité en volume de la hausse du nombre de logements terminés durant l'année. Tous les secteurs des services, à l'exception des transports, de l'entreposage et des communications, ont enregistré un niveau d'emploi élevé.

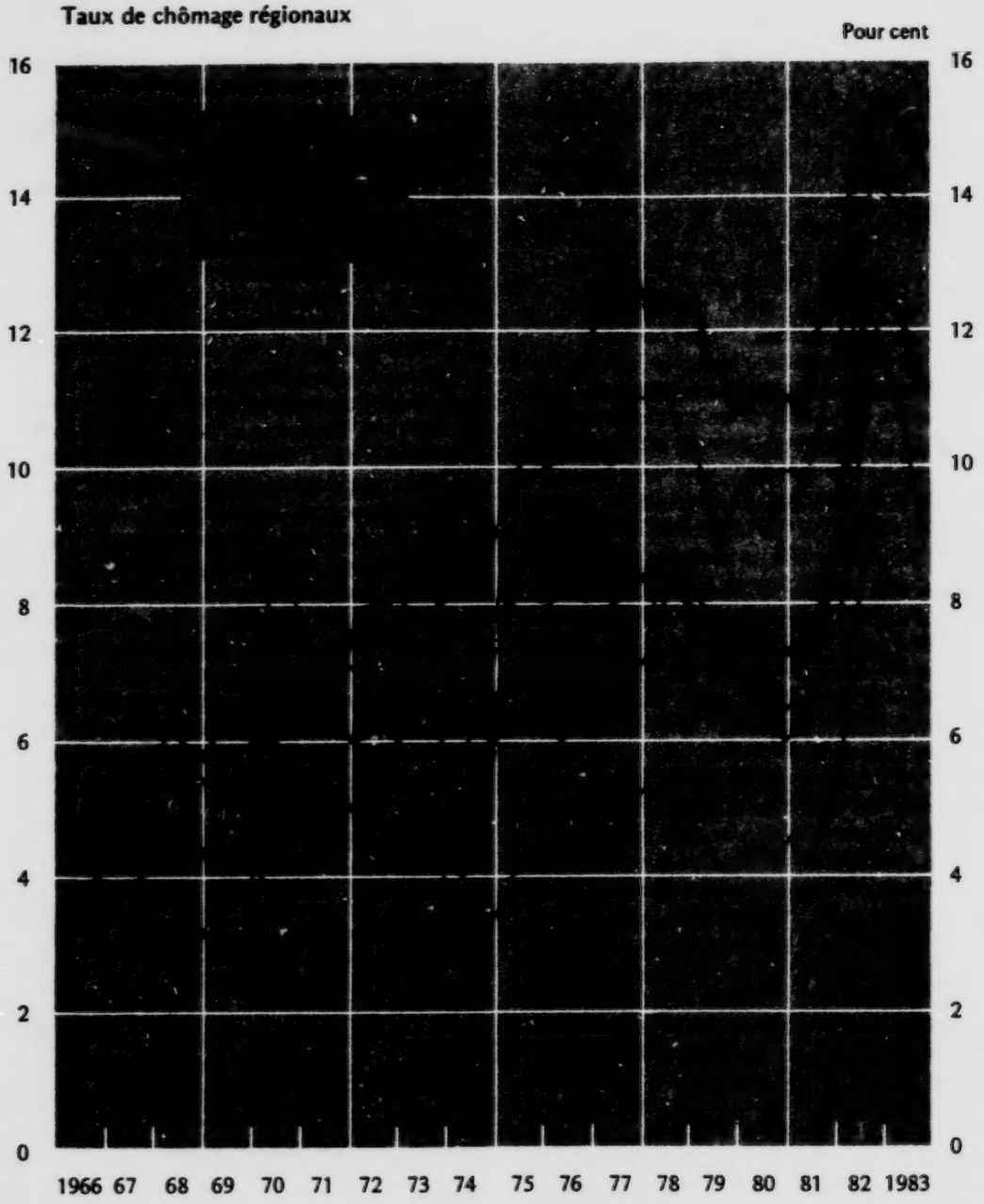
L'emploi a progressé au cours des trois premiers trimestres de 1983, après cinq baisses consécutives, mais il a légèrement décru au dernier trimestre. Le taux de chômage désaisonnalisé a culminé au premier trimestre de 1983, malgré la progression de l'emploi, car la population active a augmenté encore plus vite en raison notamment d'un accroissement du taux d'activité. Le taux de chômage désaisonnalisé a diminué pendant les autres trimestres, mais il a en moyenne sur l'année dépassé le niveau de 1982. Les traitements et salaires ont progressé à un rythme supérieur au taux national en 1983.

Québec

La reprise a été forte au Québec en 1983. La demande accrue d'automobiles et d'autres biens durables a entraîné une croissance importante du commerce de détail et des expéditions de l'industrie manufacturière qui ont également été stimulés par la construction domiciliaire. Environ les deux tiers des emplois perdus au Québec entre le

Graphique 8.2

Taux de chômage régionaux



Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., n° cat. 71-001.

troisième trimestre de 1981 et le troisième trimestre de 1982 avaient été récupérés à la fin de l'année. La progression de l'emploi a débuté au Québec un trimestre plus tôt qu'au Canada dans son ensemble. Le taux de chômage a sensiblement fléchi pendant la reprise, mais il est demeuré en moyenne plus élevé qu'en 1982.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires agricoles ont légèrement décru, en raison principalement d'une baisse du prix du porc. La production de bois de construction a augmenté rapidement en 1983 à la suite de la reprise accélérée qui s'est manifestée dans le secteur de la construction domiciliaire au Canada et aux États-Unis, alors que la production de bois à pâte a légèrement fléchi. La production de minerai de fer s'est accrue sensiblement malgré une chute appréciable des expéditions. La plus grande entreprise de production de cuivre de la province est restée fermée toute l'année. La production d'amiante a légèrement diminué sous l'effet de la réduction de la construction non résidentielle aux États-Unis.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions de l'industrie manufacturière a nettement progressé en 1983, particulièrement dans le cas du textile, du vêtement, du bois, du matériel de transport et des industries de première transformation des métaux. Les mises en chantier étaient nettement en hausse en 1983, surtout au cours des trois premiers trimestres, ce qui est principalement attribuable aux programmes gouvernementaux et à la baisse des taux d'intérêt. La production nette d'électricité a augmenté en 1983, sous l'effet du redressement général de l'activité économique et d'une hausse sensible des exportations à destination des États-Unis.

L'emploi a progressé dans toutes les branches du secteur des services, à l'exception des transports, des communications et des autres services d'utilité publique. La valeur des ventes au détail a progressé plus vite que la moyenne nationale, les concessionnaires d'automobiles et les magasins de vêtements, de meubles, d'appareils ménagers et de radios et télévisions enregistrant une croissance particulièrement forte. Le rythme de progression de l'emploi dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels, a été inférieur à celui du pays dans son ensemble, essentiellement en raison des conflits de travail survenus dans l'enseignement au début de 1983.

Au Québec, l'emploi total a crû plus rapidement que dans l'ensemble du pays en 1983, et le taux trimestriel dépassait celui de la population active, de sorte que le taux de chômage a baissé. Cependant, la hausse annuelle moyenne de l'emploi était légèrement inférieure à celle de la population active et, par conséquent, le taux de chômage annuel moyen a légèrement augmenté. Le revenu du travail a crû à un rythme supérieur au taux national.

Ontario

La reprise économique en Ontario a été dominée par un retournement de la demande de biens durables manufacturés, particulièrement d'automobiles, par une hausse marquée des mises en chantier au cours des deux premiers trimestres de 1983 et par des gains importants dans l'industrie minière du nickel où la production a repris après plusieurs mois d'activité au ralenti. Pratiquement tous les emplois perdus pendant la récession ont été regagnés en Ontario au cours des quatre premiers trimestres de la reprise.

D'après les estimations, la croissance de la production durant la première année de la reprise aurait été supérieure au taux national. La valeur des expéditions de l'industrie manufacturière, qui avait accusé une baisse prononcée pendant la récession, a augmenté plus vite que dans l'ensemble du pays en 1983. La progression de la valeur des expéditions a été particulièrement forte dans les industries du matériel de transport, des produits minéraux non métalliques, des aliments et boissons, et du papier et des produits connexes. Les mises en chantier ont augmenté sensiblement au cours des deux premiers trimestres de la reprise sous l'effet de la baisse et de la stabilité accrue des taux hypothécaires, et des programmes d'encouragement des gouvernements fédéral et provinciaux, mais elles ont fléchi après l'expiration de ces programmes. La valeur des investissements non résidentiels a décru. La production d'électricité a augmenté en 1983, en raison essentiellement de la vigueur de la demande d'exportation.

Le commerce de détail a fortement progressé en 1983, à un rythme supérieur à la hausse des prix à la consommation. La croissance a été particulièrement forte dans le cas des ventes au détail de véhicules automobiles et de meubles et d'articles d'ameublement ménagers. Les ventes de ces derniers ont marqué une nette progression

aux deuxième et troisième trimestres, principalement à cause de la suppression temporaire de la taxe de vente au détail sur ces articles.

En 1983, l'emploi a progressé en moyenne à un rythme proche du taux national, mais relativement moins vite que la population active; par conséquent, le taux de chômage annuel moyen a été plus élevé qu'en 1982, même si le taux trimestriel désaisonnalisé a fléchi sur l'ensemble de l'année. Les traitements et salaires ont augmenté plus vite que le taux national en 1983, ce qui reflète la plus forte vigueur relative de la reprise économique dans la province.

Région des Prairies

D'après les estimations, l'activité économique dans la région des Prairies aurait crû à un rythme inférieur au taux national; en Alberta, la reprise économique a débuté plus tard dans l'année et a été plus lente, tandis qu'au Manitoba et en Saskatchewan, le produit réel a progressé moins rapidement que dans l'ensemble du pays. Alors que des récoltes records ou quasi-records avaient atténué les effets de la récession en 1982, l'agriculture a freiné la reprise au Manitoba et en Saskatchewan car on estime que la production de céréales y a été plus faible en 1983. Selon les estimations, la plupart des grands secteurs auraient enregistré une production plus élevée, mais il y a eu des diminutions dans le commerce et le bâtiment, et peu de changements dans l'industrie manufacturière. En 1983, l'emploi moyen a reculé en Alberta, de sorte qu'au dernier trimestre de 1983 seulement la moitié environ des emplois perdus dans la région pendant la récession avait été regagnée.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires agricoles ont été plus faibles en 1983, surtout en Alberta où cela est essentiellement attribuable à la diminution des recettes tirées du bétail et des produits animaux et à la réduction des paiements complémentaires. Les superficies ensemencées des principales récoltes, à l'exception du blé et du colza, ont été réduites, ce qui, joint à la diminution des rendements résultant en partie d'un été très chaud dont avait particulièrement souffert le Manitoba, s'est traduit par de plus faibles récoltes. La production de graine de lin, qui a été d'un tiers inférieure à celle de 1982, a décru le plus, suivie par des baisses d'un quart dans le cas de l'avoine et de l'orge. L'accroissement de la production de blé en Alberta a été plus que neutralisé par les diminutions enregistrées au Manitoba et en Saskatchewan, de sorte que la production totale de blé des Prairies a été légèrement inférieure à la récolte record de 1982. Dans les industries minières, la production de pétrole brut, qui a été particulièrement forte en Saskatchewan, a augmenté, celle de la potasse a progressé considérablement et celle du cuivre était en hausse au Manitoba, ce qui était partiellement attribuable à l'installation d'une nouvelle capacité.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions de l'industrie manufacturière a progressé tout au long de l'année et elle a légèrement augmenté sur l'ensemble de 1983, après avoir considérablement fléchi en 1982. Au Manitoba, la diminution a été plus que compensée par les augmentations enregistrées en Saskatchewan et en Alberta. De fortes hausses ont également caractérisé les expéditions de produits du bois et de matières et de produits chimiques, sous l'effet de l'installation d'une nouvelle capacité, et des produits du pétrole et du charbon dont les hausses étaient attribuables à l'augmentation des prix. Les mises en chantier ont pratiquement triplé au Manitoba et légèrement augmenté en Saskatchewan, tandis que l'Alberta était la seule province du Canada à enregistrer une diminution. Le volume de la construction non résidentielle a décru de nouveau en 1983, partiellement en raison de la réduction des investissements dans les services d'utilité publique car les dépenses en pipe-lines ont été fortement réduites. La production d'électricité a fortement augmenté au Manitoba, et modérément en Saskatchewan et en Alberta, tandis que les ventes de gaz naturel ont diminué.

Dans le secteur des services, les plus fortes augmentations ont été enregistrées dans l'administration publique et les transports, l'entreposage et les communications. D'après les estimations, la production du secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier aurait légèrement augmenté, mais les activités ont baissé dans le commerce car le volume a fléchi dans le cas du commerce de détail; la valeur des expéditions de l'industrie manufacturière n'a par ailleurs enregistré qu'une légère augmentation.

Le revenu du travail a progressé moins vite que dans l'ensemble du pays et à un taux bien infé-

rieur à celui de 1982. L'emploi a été légèrement inférieur car l'Alberta a enregistré une baisse. La population active a progressé relativement vite, les taux d'activité ayant augmenté, particulièrement en Saskatchewan et au Manitoba. Par conséquent, le taux annuel moyen de chômage était plus élevé dans toutes ces provinces, mais surtout en Alberta, même si le taux désaisonnalisé était légèrement plus faible au second semestre de 1983.

Colombie-Britannique

La reprise de l'activité économique en Colombie-Britannique, qui aurait été supérieure au taux national selon les estimations, a été dominée par une très vive progression de la demande de bois de construction, en particulier des États-Unis. La hausse des traitements et des salaires a cependant été relativement lente, et l'emploi a encore reculé vers la fin de 1983, de sorte que seulement un huitième environ des emplois perdus durant la récession avait été regagné au quatrième trimestre de l'année.

La valeur des expéditions du secteur manufacturier a fortement augmenté en 1983, particulièrement dans les industries des produits du bois, du pétrole et du charbon, de la transformation des métaux et des produits des minéraux non métalliques. Bien que le taux de croissance des expéditions du secteur manufacturier ait été comparable à celui enregistré à l'échelle nationale, au quatrième trimestre de 1983, la valeur des expéditions était encore inférieure au sommet atteint au deuxième trimestre de 1981. Les mises en chantier, qui se situaient à de très bas niveaux en 1982, ont connu une très vive progression au cours des deux premiers trimestres de l'année à la suite de la diminution et de la stabilité accrue des taux hypothécaires et de l'introduction des programmes publics d'encouragement, puis elles ont régressé au second semestre de l'année, en raison de l'expiration de ces programmes. Les investissements non résidentiels ont diminué en 1983, particulièrement dans les industries des produits du bois et des pâtes et papiers. La production d'électricité a fléchi dans le secteur des services d'utilité publique, ce qui est en partie attribuable à la diminution de la demande d'exportation.

En Colombie-Britannique, le commerce de détail a progressé relativement moins vite qu'à l'échelle nationale en 1983 et sa hausse a été inférieure à celles des prix à la consommation. Comme dans la plupart des autres provinces, la croissance des ventes au détail a surtout touché les véhicules à moteur et les meubles et articles d'ameublement ménagers.

L'emploi a commencé à reprendre fortement au premier semestre de l'année, mais il a reculé par la suite, particulièrement au dernier trimestre. Le taux de chômage a peu varié après le premier trimestre de 1983 et il est demeuré en moyenne supérieur au niveau de 1982.

Tableaux de référence

Remarque: Ces tableaux ne fournissent que les dernières données disponibles au moment de la préparation. Les données sont révisées et les usagers devront se rapporter aux sources corrigées pour obtenir des chiffres plus à jour.

Les codes identifiant CANSIM (D pour Statistique Canada et B pour la Banque du Canada) sont fournis, si disponibles, en tête des colonnes pour aider les usagers qui ont accès à des données informatisées et pour fournir des références plus détaillées. Lorsque deux chiffres sont fournis, celui du haut représente des données non ajustées et celui du bas, des données désaisonnalisées.

Population

1 Evolution démographique 127
2 Répartition de la population par province 128

Comptes nationaux

3 Dépense nationale brute 130
4 Dépense nationale brute en dollars constants (1971) 132
5 Evolution structurelle de la demande 134
6 Evolution structurelle de la demande 135
7 Dépense brute, par habitant, Canada et provinces 136
8 Dépense provinciale brute 138
9 Revenu national et produit national brut 140
10 Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs 142
11 Evolution structurelle du revenu 144
12 Evolution structurelle du revenu 145
13 Indices de revenu réel 146
14 Revenu et dépense des particuliers 148
15 Revenu des particuliers, Canada et par province 149
16 Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province 151

Eléments des dépenses

17 Valeur des ventes au détail, Canada et par région 153
18 Investissements privés et publics au Canada 154
19 Investissements privés et publics au Canada 156
20 Investissements privés et publics, par région 158
21 Investissements privés, logement exclu, par région 159
22 Mises en chantier, achèvements et construction de logements 160
23 Logements mis en chantier et achevés, par genre 161
24 Expéditions, commandes et stocks, du secteur de la fabrication 162

Production réelle

25 Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie 163

Population active

26 Principaux éléments du marché du travail 164
27 Taux de participation et chômage selon le sexe et l'âge 165
28 Taux de participation, Canada et par région 166
29 Population active, Canada et par région 167
30 Emploi, Canada et par région 168
31 Estimations du nombre d'employés par industrie 169
32 Chômage, Canada et par région 170
33 Chômeurs selon la situation de famille, Canada 171
34 Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada 172
35 Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions 173

Productivité et coûts

36 Productivité et coûts: Industries commerciales non agricoles 174
37 Productivité et coûts: Industries non agricoles productrices de biens 175
38 Productivité et coûts: Industries de services commerciaux 176
39 Productivité et coûts: Industries manufacturières 177
40 Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité) 178

Indices des prix

41 Indices implicites des prix de la dépense nationale brute 179
42 Indices des prix à la consommation: Classifications standard 181
43 Indices des prix à la consommation: Classifications en biens et services 182
44 Prix de l'énergie 183
45 Autres indices des prix 184

Recettes, dépenses et dette du secteur public

46 Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 185
47 Total des recettes publiques selon les comptes nationaux 186
48 Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux 187
49 Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 188
50 Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 189
51 Dépenses du gouvernement fédéral par enveloppe 190
52 Dette du gouvernement fédéral 191
53 Soldes budgétaires réels et ajustés, secteurs publics fédéral et consolidé 192
54 Recettes des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux 193
55 Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux 194
56 Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux 195
57 Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux 196
58 Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux 197
59 Gouvernement fédéral, passif et actif, selon les comptes des flux financiers 198
60 Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux, passif et actif selon les comptes des flux financiers 199
61 Gouvernement du Canada, état des opérations financières 200
62 Gouvernement du Canada, actif et passif, présentation des comptes publics 204

Balance des paiements

63 Résumé de la balance des paiements du Canada 205
64 Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis 206
65 Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays 207
66 Paiements internationaux: balance courante 208
67 Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits 210
68 Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits 211
69 Paiements internationaux: mouvements de capitaux 212
70 Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents 214
71 Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales 216

Réserves internationales et taux de change

72 Position du Canada au Fonds monétaire international 217
73 Réserves internationales officielles du Canada 218
74 Valeur des devises étrangères au Canada 219
75 Indices des cours de change 220
76 Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar 221

Obligations du gouvernement

77 Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983 222

Prêts hypothécaires

78 Prêts hypothécaires approuvés 224
79 Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées 225

Flux financiers

80 Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire 226
81 Titres canadiens négociables, offre de titres et répartition des portefeuilles 227
82 Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis 228
83 Nouvelles émissions nettes d'obligations et de titres négociables 229
84 Prêts à des particuliers 230
85 Prêts hypothécaires 231
86 Variation de l'actif des banques à charte 232
87 Variation de l'actif des institutions de dépôt non bancaires 233
88 Variation de l'actif des compagnies d'assurance et des fonds de pensions 234
89 Expansion du crédit par type d'instrument 235
90 Secteur commercial non financier: Nouveaux emprunts nets par type d'instrument 236

Comparaisons internationales

91 Évolution des indicateurs économiques récents de l'OCDE 237
92 Évolution des taux d'intérêt et de change des sept principaux pays de l'OCDE 238
93 Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE 239
94 Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB) 240
95 Parts des exportations de l'OCDE 241

Tableau de référence 1
Evolution démographique
1947 – 1983

Année	Population à compter de juin	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement natural	Taux d'immigration	Taux d'accroissement annuel de la population	Nombre de familles	Formation nette de familles
D	1							
	(Milliers de personnes)		(Par millier de population)			(Pour cent)	(Milliers)	
1947	12,551	28.7	9.4	19.3	5.0	2.1	n.d.	n.d.
1948	12,823	27.3	9.3	17.8	9.8	2.2	n.d.	n.d.
1949	13,447	27.3	9.3	18.0	7.1	4.9	n.d.	n.d.
1950	13,712	27.1	9.1	18.0	5.4	2.0	n.d.	n.d.
1951	14,009	27.2	9.0	18.2	14.0	2.2	3,282	n.d.
1952	14,459	27.9	8.7	19.2	11.5	3.2	3,360	78
1953	14,845	28.1	8.6	19.5	11.5	2.7	3,423	63
1954	15,287	28.5	8.2	20.3	10.2	3.0	3,537	114
1955	15,698	28.2	8.2	20.0	7.1	2.7	3,625	88
1956	16,081	28.0	8.2	19.8	10.4	2.4	3,706	81
1957	16,610	28.2	8.2	20.0	17.0	3.3	3,796	90
1958	17,080	27.5	8.0	19.6	7.4	2.8	3,898	102
1959	17,483	27.4	8.1	19.4	6.2	2.4	3,982	84
1960	17,870	26.8	7.9	19.1	5.9	2.2	4,081	99
1961	18,238	26.1	7.8	18.5	3.5	2.1	4,140	59
1962	18,583	25.3	7.8	17.5	4.1	1.9	4,189	49
1963	18,931	24.6	7.8	16.8	5.0	1.9	4,258	69
1964	19,291	23.5	7.6	15.9	5.9	1.9	4,341	83
1965	19,644	21.3	7.6	13.7	7.5	1.8	4,432	91
1966	20,015	19.5	7.6	11.9	9.8	1.9	4,518	86
1967	20,378	18.3	7.4	10.9	11.0	1.8	4,622	90
1968	20,701	17.7	7.4	10.3	8.9	1.6	4,732	88
1969	21,001	17.7	7.4	10.3	7.7	1.4	4,841	110
1970	21,297	17.5	7.3	10.2	7.0	1.4	4,949	101
1971	21,568	16.8	7.3	9.5	5.7	1.3	5,043	135
1972	21,802	15.9	7.5	8.4	5.6	1.1	5,168	125
1973	22,043	15.6	7.4	8.2	8.4	1.1	5,300	132
1974	22,364	15.5	7.5	8.0	9.8	1.5	5,445	145
1975	22,697	15.8	7.4	8.4	8.3	1.5	5,589	144
1976	22,993	15.6	7.3	8.3	6.5	1.3	5,715	126
1977	23,273	15.6	7.3	8.3	4.9	1.3	5,847	132
1978	23,517	15.2	7.1	8.1	3.7	1.1	5,965	118
1979	23,747	15.4	7.1	8.3	4.7	1.0	6,073	108
1980	24,043	15.4	7.1	8.3	6.0	1.2	6,195	122
1981	24,342	15.2	7.0	8.2	5.3	1.2	6,310	115
1982	24,632	15.1	7.0	8.1	4.8	1.2	6,386	76
1983	24,890	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1.0	n.d.	n.d.

Sources: Statistique Canada, *Statistique de l'état civil*, annuelle, nº de cat 84-201, mens. nº de cat. 84-001; *Nombre estimatif de familles au Canada*, annuelle, nº de cat. 91-204 et données non publiées; ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Tableau de référence 2

Répartition de la population par province[1]

1955 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
D	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25 + 26
					(En milliers)						
1955	406	100	683	547	4,517	5,266	839	878	1,091	1,342	29
1956	415	99	695	555	4,628	5,405	850	881	1,123	1,399	32
1957	424	99	701	562	4,769	5,636	862	880	1,164	1,482	31
1958	432	100	709	571	4,904	5,821	875	891	1,206	1,538	33
1959	441	101	719	582	5,024	5,969	891	907	1,248	1,567	34
1960	448	103	727	589	5,142	6,111	906	915	1,291	1,602	36
1961	458	105	737	598	5,259	6,236	922	925	1,332	1,629	38
1962	466	107	746	605	5,371	6,351	936	930	1,369	1,660	40
1963	476	108	751	609	5,481	6,481	949	933	1,403	1,699	41
1964	483	109	755	611	5,584	6,631	959	942	1,430	1,745	42
1965	488	109	756	615	5,685	6,788	965	950	1,450	1,797	41
1966	493	109	756	617	5,781	6,961	963	955	1,463	1,874	43
1967	499	109	760	620	5,864	7,127	963	957	1,490	1,945	44
1968	506	110	767	625	5,928	7,262	971	960	1,524	2,003	45
1969	514	111	775	628	5,985	7,385	979	958	1,559	2,060	47
1970	517	110	782	627	6,013	7,551	983	941	1,595	2,128	50
1971	522	112	789	635	6,028	7,703	988	926	1,628	2,185	53
1972	530	113	795	640	6,054	7,810	991	914	1,657	2,241	57
1973	537	114	804	647	6,079	7,909	996	905	1,690	2,302	60
1974	542	115	812	654	6,123	8,054	1,006	900	1,722	2,376	60
1975	549	117	820	665	6,179	8,172	1,014	907	1,778	2,433	63
1976	558	118	829	677	6,235	8,265	1,022	921	1,838	2,467	64
1977	560	119	833	684	6,284	8,353	1,027	935	1,913	2,499	65
1978	562	121	838	688	6,302	8,440	1,032	944	1,983	2,542	66
1979	564	122	842	692	6,339	8,501	1,028	951	2,053	2,589	66
1980	565	123	845	695	6,386	8,570	1,025	959	2,141	2,666	67
1981	568	123	847	696	6,438	8,625	1,026	968	2,237	2,744	69
1982	569	123	852	699	6,482	8,716	1,035	979	2,317	2,790	71
1983	578	124	859	707	6,522	8,816	1,047	993	2,350	2,824	71
					(Variation en pourcentage)						
1955	2.8	– 1.0	1.5	1.3	2.9	3.0	1.9	0.6	3.2	3.6	7.4
1956	2.2	– 0.7	1.7	1.4	2.5	2.6	1.3	0.3	2.9	4.2	8.5
1957	2.1	– 0.3	0.9	1.3	3.0	4.3	1.4	– 0.8	3.6	6.0	– 1.6
1958	1.9	1.0	1.1	1.6	2.8	3.3	1.5	1.3	3.6	3.8	6.5
1959	2.1	1.0	1.4	1.9	2.4	2.5	1.8	1.8	3.5	1.9	3.0
1960	1.6	2.0	1.1	1.2	2.3	2.4	1.7	0.9	3.4	2.2	5.9
1961	2.2	1.6	1.4	1.5	2.3	2.0	1.7	1.1	3.2	1.7	4.4
1962	2.2	2.3	1.2	1.2	2.1	1.8	1.6	0.5	2.8	1.9	6.5
1963	1.7	0.9	0.7	0.7	2.0	2.0	1.4	0.3	2.5	2.3	2.5
1964	1.5	0.9	0.5	0.3	1.9	2.3	1.1	1.0	1.9	2.7	2.4
1965	1.0	0.0	0.1	0.7	1.8	2.4	0.6	0.8	1.4	3.0	– 2.4
1966	1.1	– 0.5	0.0	0.3	1.7	2.5	– 0.2	0.6	0.9	4.3	5.1
1967	1.1	0.5	0.5	0.5	1.4	2.4	– 0.1	0.2	1.8	3.8	2.1
1968	1.4	0.9	0.9	0.8	1.1	1.9	0.8	0.3	2.3	3.0	2.3
1969	1.6	0.9	1.0	0.5	1.0	1.7	0.8	– 0.2	2.3	2.8	4.4
1970	0.6	– 0.9	0.9	– 0.2	0.5	2.2	0.4	– 1.8	2.3	3.3	6.4
1971	1.0	1.5	0.9	1.2	0.2	2.0	0.5	– 1.6	2.1	2.7	6.4
1972	1.5	0.9	0.7	0.9	0.4	1.4	0.3	– 1.3	1.8	2.6	6.8
1973	1.4	1.2	1.2	1.1	0.4	1.3	0.5	– 1.0	1.9	2.7	5.5
1974	0.8	1.1	0.9	1.0	0.7	1.8	1.1	– 0.5	1.9	3.2	0.3
1975	1.4	1.6	1.0	1.8	0.9	1.5	0.6	0.9	3.2	2.4	4.0
1976	1.6	0.9	1.1	1.8	0.9	1.1	0.8	1.5	3.4	1.4	3.0
1977	0.4	0.9	0.6	1.0	0.8	1.1	0.6	1.5	4.0	1.3	0.3
1978	0.3	1.4	0.5	0.6	0.3	1.0	0.4	0.9	3.7	1.7	2.3
1979	0.4	0.8	0.5	0.6	0.6	0.7	– 0.4	0.8	3.5	1.9	0.3
1980	0.4	0.7	0.4	0.5	0.7	0.8	– 0.3	0.9	4.3	3.0	1.1
1981	0.4	– 0.2	0.3	0.1	0.8	0.6	0.1	0.9	4.5	2.9	2.8
1982	0.3	0.2	0.6	0.4	0.7	1.1	0.9	1.1	3.6	1.7	2.9
1983	1.5	1.0	0.8	1.1	0.6	1.1	1.2	1.4	1.4	1.2	– 0.3

Tableau de référence 2 (suite)

Répartition de la population par province[1]
1955 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
	(Répartition du total par province en pourcentage)										
1955	2.6	0.6	4.4	3.5	28.8	33.5	5.3	5.6	6.9	8.5	0.2
1956	2.6	0.6	4.3	3.4	28.8	33.6	5.3	5.5	7.0	8.7	0.2
1957	2.6	0.6	4.2	3.4	28.7	33.9	5.2	5.3	7.0	8.9	0.2
1958	2.5	0.6	4.2	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1959	2.5	0.6	4.1	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1960	2.5	0.6	4.1	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.2	9.0	0.2
1961	2.5	0.6	4.0	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.3	8.9	0.2
1962	2.5	0.6	4.0	3.3	28.9	34.2	5.0	5.0	7.4	8.9	0.2
1963	2.5	0.6	4.0	3.2	29.0	34.2	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1964	2.5	0.6	3.9	3.2	28.9	34.4	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1965	2.5	0.6	3.8	3.1	28.9	34.6	4.9	4.8	7.4	9.1	0.2
1966	2.5	0.5	3.8	3.1	28.9	34.8	4.8	4.8	7.3	9.4	0.2
1967	2.4	0.5	3.7	3.0	28.8	35.0	4.7	4.7	7.3	9.5	0.2
1968	2.4	0.5	3.7	3.0	28.6	35.1	4.7	4.6	7.4	9.7	0.2
1969	2.4	0.5	3.7	3.0	28.5	35.2	4.7	4.6	7.4	9.8	0.2
1970	2.4	0.5	3.7	2.9	28.2	35.5	4.6	4.4	7.5	10.0	0.2
1971	2.4	0.5	3.7	2.9	27.9	35.7	4.6	4.3	7.5	10.1	0.2
1972	2.4	0.5	3.6	2.9	27.8	35.8	4.5	4.2	7.6	10.3	0.3
1973	2.4	0.5	3.6	2.9	27.6	35.9	4.5	4.1	7.7	10.4	0.3
1974	2.4	0.5	3.6	2.9	27.4	36.0	4.5	4.0	7.7	10.6	0.3
1975	2.4	0.5	3.6	2.9	27.2	36.0	4.5	4.0	7.8	10.7	0.3
1976	2.4	0.5	3.6	2.9	27.1	35.9	4.4	4.0	8.0	10.7	0.3
1977	2.4	0.5	3.6	2.9	27.0	35.9	4.4	4.0	8.2	10.7	0.3
1978	2.4	0.5	3.6	2.9	26.8	35.9	4.4	4.0	8.4	10.8	0.3
1979	2.4	0.5	3.5	2.9	26.7	35.8	4.3	4.0	8.6	10.9	0.3
1980	2.4	0.5	3.5	2.9	26.6	35.6	4.3	4.0	8.9	11.1	0.3
1981	2.3	0.5	3.5	2.9	26.4	35.4	4.2	4.0	9.2	11.3	0.3
1982	2.3	0.5	3.5	2.8	26.3	35.4	4.2	4.0	9.4	11.3	0.3
1983	2.3	0.5	3.5	2.8	26.2	35.4	4.2	4.0	9.4	11.3	0.3

[1] Population à compter de juin.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces au 1er juin*, annuelle, nº de cat. 91-201.

Tableau de référence 3

Dépense nationale brute

1947 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute au prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40014 40254	40015 40255	40016 40256	40017 40257		40022 40262	40025 40265	40029 40269	40030 40270	40031 40271	40548 40551
					(Millions de dollars)						
1947	9,362	1,343	2,350	304	1,591	455	343	3,661	−3,601	15	13,473
1948	10,370	1,454	3,057	424	1,974	659	97	4,055	−3,630	106	15,509
1949	11,365	1,722	3,439	456	2,188	795	78	4,004	−3,853	45	16,800
1950	12,482	1,928	3,862	521	2,388	953	549	4,158	−4,492	4	18,491
1951	13,857	2,811	4,424	640	2,950	834	871	5,052	−5,580	205	21,640
1952	15,162	3,620	5,096	779	3,371	946	499	5,568	−5,369	12	24,588
1953	16,181	3,824	5,733	782	3,699	1,252	600	5,380	−5,806	−79	25,833
1954	16,934	3,825	5,714	873	3,429	1,412	−202	5,137	−5,543	53	25,918
1955	18,388	4,036	6,422	948	3,689	1,785	285	5,749	−6,390	38	28,528
1956	20,090	4,426	8,000	1,144	5,031	1,825	985	6,350	−7,864	−129	32,058
1957	21,492	4,573	8,689	1,327	5,693	1,669	170	6,379	−7,767	−23	33,513
1958	22,845	4,854	8,535	1,397	5,049	2,089	−296	6,329	−7,321	−169	34,777
1959	24,390	4,976	8,647	1,508	5,006	2,133	414	6,674	−8,026	−227	36,846
1960	25,479	5,281	8,473	1,560	5,119	1,794	409	7,004	−8,092	−195	38,359
1961	25,930	6,206	8,392	1,674	4,929	1,789	116	7,624	−8,480	−142	39,646
1962	27,452	6,606	8,885	1,903	5,128	1,854	667	8,234	−9,045	126	42,927
1963	29,225	6,982	9,556	1,985	5,612	1,959	669	9,068	−9,561	39	45,978
1964	31,389	7,593	11,205	2,023	6,800	2,382	553	10,503	−10,913	−50	50,280
1965	33,947	8,358	13,179	2,440	8,105	2,634	1,244	11,182	−12,341	−205	55,364
1966	36,890	9,748	15,361	2,841	9,915	2,605	1,225	13,045	−14,259	−182	61,828
1967	39,972	11,153	15,628	2,954	9,865	2,809	280	14,663	−15,234	−33	66,409
1968	43,704	12,684	15,754	2,983	9,518	3,253	745	16,719	−17,010	−10	72,586
1969	47,492	14,241	17,232	3,055	10,332	3,845	1,467	18,761	−19,821	443	79,815
1970	50,327	16,630	18,015	3,173	11,342	3,500	105	21,167	−20,214	−345	85,685
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	62,208	20,291	23,051	3,968	13,283	5,820	544	24,580	−25,250	−190	105,234
1973	71,278	23,037	27,848	4,305	16,156	7,387	1,588	30,718	−30,954	45	123,560
1974	83,388	27,818	34,260	5,482	20,022	8,776	3,451	38,992	−41,009	630	147,528
1975	96,995	33,380	40,044	6,323	24,489	9,232	−239	40,452	−45,589	300	165,343
1976	111,657	38,325	44,927	6,318	26,256	12,353	2,064	45,790	−50,429	−507	191,857
1977	123,565	43,374	48,378	6,790	28,597	12,989	886	52,810	−57,557	−1,265	210,189
1978	136,532	47,772	52,482	7,140	31,598	13,744	390	63,307	−68,274	2	232,211
1979	152,068	52,284	60,921	7,397	39,113	14,411	3,880	77,532	−83,038	612	264,279
1980	170,236	59,595	69,196	8,277	48,635	14,284	−1,290	91,391	−93,716	1,143	296,555
1981	193,477	68,406	82,068	9,557	58,069	16,432	1,322	100,628	−107,946	1,111	339,055
1982	209,801	77,193	77,685	10,630	54,056	12,999	−9,747	101,438	−99,863	93	356,600
1983	229,034	83,390	76,533	11,154	49,083	16,296	−1,480	108,181	−107,487	515	388,686

Tableau de référence 3 (suite)

Dépense nationale brute

1947 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	10.8	8.3	30.1	39.5	24.1	44.8	10.8	0.8	15.1
1949	9.6	18.4	12.5	7.8	10.8	20.6	– 1.3	6.1	8.3
1950	9.8	12.0	12.3	14.3	9.1	19.9	3.9	16.6	10.1
1951	11.0	45.8	14.6	22.8	23.5	– 12.5	21.5	24.2	17.0
1952	9.4	28.8	15.2	21.7	14.3	13.4	10.2	– 3.6	13.6
1953	6.7	5.6	12.5	0.4	9.7	32.3	– 3.4	8.1	5.1
1954	4.7	0.0	– 0.3	11.6	– 7.3	12.8	– 4.5	– 4.5	0.3
1955	8.6	5.5	12.4	8.6	7.6	26.4	11.9	15.3	10.1
1956	9.3	9.7	24.6	20.7	36.4	2.2	10.5	19.9	12.4
1957	7.0	3.3	8.6	18.0	13.2	– 8.6	0.5	1.3	4.5
1958	6.3	6.1	– 1.8	5.3	– 11.3	25.2	– 0.8	– 5.7	3.8
1959	6.8	2.5	1.3	8.0	– 0.9	2.1	5.5	9.7	6.0
1960	4.5	6.1	– 2.0	3.5	2.3	– 15.9	4.9	0.8	4.1
1961	1.8	17.5	– 1.0	7.3	– 3.7	– 0.3	8.9	4.8	3.4
1962	5.9	6.5	5.9	13.7	4.0	3.6	8.0	6.7	8.3
1963	6.5	5.7	7.6	4.3	9.4	5.7	10.1	5.7	7.1
1964	7.4	8.8	17.3	1.9	21.2	21.6	15.8	14.1	9.4
1965	8.2	10.1	17.6	20.6	19.2	10.6	6.5	13.1	10.1
1966	8.7	16.6	16.6	16.4	22.3	– 1.1	16.7	15.5	11.7
1967	8.4	14.4	1.7	4.0	– 0.5	7.8	12.4	6.8	7.4
1968	9.3	13.7	0.8	1.0	– 3.5	15.8	14.0	11.7	9.3
1969	8.7	12.3	9.4	2.4	8.6	18.2	12.2	16.5	10.0
1970	6.0	16.8	4.5	3.9	9.8	– 9.0	12.8	2.0	7.4
1971	10.5	10.5	15.5	16.3	7.8	37.6	4.8	8.9	10.2
1972	11.9	10.5	10.8	5.7	8.4	20.9	10.8	14.7	11.4
1973	14.6	13.5	20.8	9.5	21.8	26.9	25.0	22.6	17.4
1974	17.0	20.7	23.0	26.9	23.9	16.8	26.9	32.5	19.4
1975	16.3	20.0	16.9	15.8	22.3	5.2	3.7	11.2	12.1
1976	15.1	14.8	12.2	– 0.1	7.2	33.8	13.2	10.6	16.0
1977	10.7	13.2	7.7	7.5	8.9	5.2	15.3	14.1	9.6
1978	10.5	10.1	8.5	5.2	10.5	5.8	19.9	18.6	10.5
1979	11.4	9.4	16.1	3.6	23.8	4.9	22.5	21.6	13.8
1980	11.9	14.0	13.6	11.9	19.2	– 0.9	17.9	12.9	12.2
1981	13.7	14.8	18.6	15.5	20.2	15.0	10.1	15.2	14.3
1982	8.4	12.9	– 5.3	11.2	– 3.6	– 20.9	0.8	– 7.5	5.2
1983	9.2	8.0	– 1.5	4.9	– 9.2	25.4	6.7	7.6	9.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, annuels, nº de cat. 13-531 et trim., nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 4

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1947 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique biens et stocks	Exportations de biens et services	Importations de services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises[1]	Logement					
D	40562 40594	40568 40600	40569 40601	40570 40602		40576 40608	40581 40613	40586 40618	40588 40620	40540 40622	40561 40593
					(Millions de dollars)						
1947	18,546	4,747	5,316	627	3,646	1,085	672	6,170	–6,411	39	29,498
1948	18,099	4,504	6,103	779	4,025	1,342	109	6,375	–5,781	211	30,231
1949	19,138	4,982	6,553	806	4,245	1,552	215	5,997	–5,939	83	31,388
1950	20,394	5,367	7,042	884	4,438	1,773	789	5,956	–6,469	10	33,762
1951	20,546	7,000	7,068	915	4,855	1,346	1,025	6,513	–7,277	333	35,450
1952	21,984	8,624	7,892	1,090	5,351	1,499	481	7,260	–7,527	20	38,617
1953	23,512	8,890	8,861	1,162	5,793	1,967	752	7,185	–8,151	–124	40,605
1954	24,375	8,549	8,858	1,296	5,372	2,237	–238	6,917	–7,761	86	40,106
1955	26,456	8,736	9,678	1,308	5,655	2,776	410	7,442	–8,799	61	43,891
1956	28,440	8,956	11,446	1,425	7,313	2,794	1,144	8,002	–10,215	–187	47,599
1957	29,504	8,807	12,262	1,751	8,097	2,485	249	8,075	–10,096	–31	48,718
1958	30,562	9,074	12,126	1,942	7,115	3,120	–280	8,047	–9,386	–239	49,844
1959	32,264	8,999	12,191	2,090	6,949	3,190	468	8,360	–10,357	–317	51,737
1960	33,392	9,218	11,790	2,142	7,045	2,631	523	8,717	–10,347	–271	53,231
1961	33,761	10,494	11,748	2,378	6,776	2,602	251	9,374	–10,559	–196	54,741
1962	35,272	10,911	12,278	2,664	6,921	2,704	756	9,744	–10,769	175	56,475
1963	36,992	11,070	12,841	2,682	7,373	2,794	764	10,631	–11,125	54	61,487
1964	39,218	11,637	14,549	2,652	8,634	3,264	655	12,058	–12,595	–64	65,610
1965	41,606	12,253	16,259	3,003	9,848	3,413	1,441	12,606	–14,140	–256	69,981
1966	43,778	13,388	18,015	3,307	11,548	3,168	1,385	14,315	–15,989	–215	74,844
1967	45,863	14,343	17,942	3,403	11,314	3,229	253	15,770	–16,805	–31	77,344
1968	48,138	15,429	17,964	3,430	10,835	3,702	771	17,727	–18,284	–6	81,864
1969	50,353	15,993	18,850	3,350	11,326	4,175	1,518	19,462	–20,727	491	86,225
1970	51,526	17,650	18,904	3,329	11,863	3,718	84	21,223	–20,588	–341	88,390
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	–22,016	–891	94,450
1972	59,841	18,930	21,955	3,772	12,751	5,432	515	23,655	–24,489	–159	100,248
1973	63,879	19,795	24,384	3,751	14,667	5,966	1,346	26,156	–27,824	76	107,812
1974	67,160	20,584	25,694	3,957	15,802	5,935	2,642	25,620	–30,538	516	111,678
1975	70,645	21,399	26,661	4,127	17,031	5,503	–252	23,993	–29,684	243	113,005
1976	75,180	21,598	27,731	3,900	17,239	6,583	1,368	26,304	–32,274	–295	119,612
1977	77,009	22,299	27,606	3,944	17,416	6,246	360	28,233	–32,798	–721	121,988
1978	79,038	22,671	27,585	3,851	17,594	6,140	129	31,207	–34,291	8	126,347
1979	80,607	22,750	29,448	3,644	19,827	5,977	1,766	32,141	–36,662	312	130,362
1980	81,431	22,932	30,601	3,676	21,294	5,631	–663	32,753	–35,915	536	131,675
1981	82,961	23,053	32,601	3,761	22,920	5,920	632	33,685	–37,286	468	136,114
1982	81,206	23,175	28,798	3,886	20,360	4,552	–3,240	33,152	–33,072	50	130,069
1983	83,688	23,239	27,683	3,999	17,874	5,810	–146	35,289	–35,940	182	133,995

Tableau de référence 4 (suite)

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1948 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises[1]	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	−2.4	−5.1	14.8	24.2	10.4	23.7	3.3	−9.8	2.5
1949	5.7	10.6	7.4	3.5	5.5	15.7	−5.9	2.7	3.8
1950	6.6	7.7	7.5	9.7	4.5	14.2	−0.7	8.9	7.6
1951	0.8	30.4	0.4	3.5	9.4	−24.1	9.4	12.5	5.0
1952	7.0	23.2	11.7	19.1	10.2	11.4	11.5	3.4	8.9
1953	7.0	3.1	12.3	6.6	8.3	31.2	−1.0	8.3	5.2
1954	3.7	−3.8	0.0	11.5	−7.3	13.7	−3.7	−4.8	−1.2
1955	8.5	2.2	9.3	0.9	5.3	24.1	7.6	13.4	9.4
1956	7.5	2.5	18.3	8.9	29.3	0.7	7.5	16.1	8.5
1957	3.7	−1.7	7.1	22.9	10.7	−11.1	0.9	−1.2	2.4
1958	3.6	3.0	−1.1	10.9	−12.1	25.6	−0.4	−7.0	2.3
1959	5.6	−0.8	0.5	7.6	−2.3	2.2	3.9	10.4	3.8
1960	3.5	2.4	−3.3	2.5	1.4	−17.5	4.3	−0.1	2.9
1961	1.1	13.8	−0.4	11.0	−3.8	−1.1	7.5	2.1	2.8
1962	4.5	4.0	4.5	12.0	2.1	3.9	4.0	2.0	6.8
1963	4.9	1.5	4.6	0.7	6.5	3.3	9.1	3.3	5.2
1964	6.0	5.1	13.3	−1.1	17.1	16.8	13.4	13.2	6.7
1965	6.1	5.3	11.8	13.2	14.1	4.6	4.5	12.3	6.7
1966	5.2	9.3	10.8	10.1	17.2	−7.2	13.6	13.1	7.0
1967	4.8	7.1	−0.4	2.9	−2.0	1.9	10.2	5.1	3.3
1968	5.0	7.6	0.1	0.8	−4.2	14.7	12.4	8.8	5.8
1969	4.6	3.7	4.9	−2.3	4.5	12.8	9.8	13.4	5.3
1970	2.3	10.4	0.3	−0.6	4.7	−11.0	9.1	−0.7	2.5
1971	7.9	4.1	10.0	12.8	3.1	29.5	4.5	6.9	6.9
1972	7.6	3.1	5.6	0.5	4.3	12.8	6.7	11.2	6.1
1973	6.8	4.6	11.1	−0.6	15.0	9.8	10.6	13.6	7.6
1974	5.1	4.0	5.4	5.5	7.7	−0.5	−2.1	9.8	3.6
1975	5.2	4.0	3.8	4.3	7.8	−7.3	−6.4	−2.8	1.2
1976	6.4	0.9	4.0	−5.3	1.2	19.6	9.6	8.7	5.9
1977	2.4	3.3	−0.5	0.9	1.0	−5.1	7.3	1.6	2.0
1978	2.6	1.7	−0.1	−2.4	1.0	−1.7	10.5	4.6	3.6
1979	2.0	0.4	6.8	−5.4	12.7	−2.7	3.0	6.9	3.2
1980	1.0	0.8	3.9	0.9	7.4	−5.8	1.9	−2.0	1.0
1981	1.9	0.5	6.5	2.3	7.6	5.1	2.9	3.8	3.4
1982	−2.1	0.5	−11.7	3.3	−11.2	−23.1	−1.6	−11.3	−4.4
1983	3.1	0.3	−3.9	2.9	−12.2	27.6	6.5	8.7	3.0

[1] Les données antérieures à 1971 tiennent compte de postes de rajustement au titre de la formation brute de capital fixe dans les comptes nationaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 5

Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute par élément)
1947 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	69.5	10.0	17.4	2.2	11.8	3.4	2.5	27.2	−26.7	0.1	100.0
1948	66.9	9.4	19.7	2.7	12.8	4.2	0.6	26.1	−23.4	0.7	100.0
1949	67.6	10.3	20.5	2.7	13.1	4.7	0.4	23.8	−22.9	0.3	100.0
1950	67.5	10.4	20.9	2.8	12.9	5.2	3.0	22.5	−24.3	0.0	100.0
1951	64.0	13.0	20.4	3.0	13.6	3.8	4.0	23.4	−25.8	1.0	100.0
1952	61.7	14.7	20.7	3.2	13.7	3.8	2.0	22.6	−21.8	0.1	100.0
1953	62.6	14.8	22.2	3.0	14.4	4.8	2.3	20.8	−22.4	−0.3	100.0
1954	65.4	14.8	22.0	3.4	13.2	5.4	−0.8	19.8	−21.4	0.2	100.0
1955	64.5	14.1	22.5	3.3	12.9	6.3	1.0	20.2	−22.4	0.1	100.0
1956	62.7	13.8	24.9	3.5	15.7	5.7	3.1	19.8	−23.9	−0.4	100.0
1957	64.1	13.7	25.9	3.9	17.0	5.0	0.5	19.0	−23.1	−0.1	100.0
1958	65.7	14.0	24.5	4.0	14.5	6.0	−0.8	18.2	−21.1	−0.5	100.0
1959	66.2	13.5	23.5	4.1	13.6	5.8	1.1	18.1	−21.8	−0.6	100.0
1960	66.4	13.8	22.1	4.1	13.3	4.7	1.1	18.2	−21.1	−0.5	100.0
1961	65.4	15.7	21.2	4.2	12.5	4.5	0.3	19.2	−21.4	−0.4	100.0
1962	63.9	15.4	20.7	4.4	12.0	4.3	1.6	19.2	−21.1	0.3	100.0
1963	63.6	15.2	20.8	4.3	12.2	4.3	1.4	19.7	−20.8	0.1	100.0
1964	62.4	15.1	22.3	4.0	13.6	4.7	1.1	20.9	−21.7	−0.1	100.0
1965	61.3	15.1	23.8	4.4	14.6	4.8	2.2	20.2	−22.3	−0.3	100.0
1966	59.7	15.8	24.8	4.6	16.0	4.2	2.0	21.1	−23.1	−0.3	100.0
1967	60.2	16.8	23.5	4.4	14.9	4.2	0.4	22.1	−22.9	−0.1	100.0
1968	60.2	17.5	21.7	4.1	13.1	4.5	1.0	23.0	−23.4	0.0	100.0
1969	59.5	17.8	21.6	3.8	13.0	4.8	1.8	23.5	−24.8	0.6	100.0
1970	58.7	19.4	21.0	3.7	13.2	4.1	0.1	24.7	−23.5	−0.4	100.0
1971	58.9	19.4	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.1	19.3	21.9	3.8	12.6	5.5	0.5	23.4	−24.0	−0.2	100.0
1973	57.7	18.7	22.5	3.5	13.0	6.0	1.3	24.9	−25.1	0.0	100.0
1974	56.5	18.9	23.2	3.7	13.6	5.9	2.4	26.4	−27.8	0.4	100.0
1975	58.7	20.2	24.2	3.8	14.8	5.6	−0.2	24.5	−27.6	0.2	100.0
1976	58.2	20.0	23.4	3.3	13.7	6.4	1.1	23.9	−26.3	−0.3	100.0
1977	58.8	20.7	23.0	3.2	13.6	6.2	0.4	25.1	−27.4	−0.6	100.0
1978	58.8	20.6	22.6	3.1	13.6	5.9	0.2	27.2	−29.4	0.0	100.0
1979	57.5	19.8	23.1	2.8	14.8	5.5	1.5	29.3	−31.4	0.2	100.0
1980	57.4	20.1	23.3	2.8	15.7	4.8	−0.4	30.8	−31.6	0.4	100.0
1981	57.0	20.2	24.2	2.8	16.5	4.9	0.4	29.7	−31.8	0.3	100.0
1982	58.8	21.6	21.8	3.0	15.2	3.7	−2.7	28.5	−28.0	0.0	100.0
1983	58.9	21.5	19.7	2.9	12.6	4.2	−0.4	27.8	−27.7	0.1	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 6

Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute en dollars 1971 par élément)
1947 – 1983

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	62.9	16.1	18.0	2.1	12.4	3.7	2.3	20.9	−21.7	0.1	100.0
1948	59.9	14.9	20.2	2.6	13.3	4.4	0.4	21.1	−19.1	0.7	100.0
1949	61.0	15.9	20.9	2.6	13.5	4.9	0.7	19.1	−18.9	0.3	100.0
1950	60.4	15.9	20.9	2.6	13.1	5.3	2.3	17.6	−19.2	0.0	100.0
1951	58.0	19.8	19.9	2.6	13.7	3.8	2.9	18.4	−20.5	0.9	100.0
1952	56.9	22.3	20.4	2.8	13.9	3.9	1.3	18.8	−19.5	0.1	100.0
1953	57.9	21.9	21.8	2.9	14.3	4.8	1.9	17.7	−20.1	−0.3	100.0
1954	60.8	21.3	22.1	3.2	13.4	5.6	−0.6	17.3	−19.4	0.2	100.0
1955	60.3	19.9	22.1	3.0	12.9	6.3	0.9	17.0	−20.1	0.1	100.0
1956	59.8	18.8	24.0	3.0	15.4	5.9	2.4	16.8	−21.5	−0.4	100.0
1957	60.6	18.1	25.2	3.6	16.6	5.1	0.5	16.6	−20.7	−0.1	100.0
1958	61.3	18.2	24.3	3.9	14.3	6.3	−0.6	16.1	−18.8	−0.5	100.0
1959	62.4	17.4	23.6	4.0	13.4	6.2	0.9	16.2	−20.0	−0.6	100.0
1960	62.7	17.3	22.1	4.0	13.2	4.9	1.0	16.4	−19.4	−0.5	100.0
1961	61.7	19.2	21.5	4.3	12.4	4.8	0.5	17.1	−19.3	−0.4	100.0
1962	60.3	18.7	21.0	4.6	11.8	4.6	1.3	16.7	−18.4	0.3	100.0
1963	60.2	18.0	20.9	4.4	12.0	4.5	1.2	17.3	−18.1	0.1	100.0
1964	59.8	17.7	22.2	4.0	13.2	5.0	1.0	18.4	−19.2	−0.1	100.0
1965	59.5	17.5	23.2	4.3	14.1	4.9	2.1	18.0	−20.2	−0.4	100.0
1966	58.5	17.9	24.1	4.4	15.4	4.2	1.9	19.1	−21.4	−0.3	100.0
1967	59.3	18.5	23.2	4.4	14.6	4.2	0.3	20.4	−21.7	0.0	100.0
1968	58.8	18.9	21.9	4.2	13.2	4.5	0.9	21.7	−22.3	0.0	100.0
1969	58.4	18.6	21.9	3.9	13.1	4.8	1.8	22.6	−24.0	0.6	100.0
1970	58.3	20.0	21.4	3.8	13.4	4.2	0.1	24.0	−23.3	−0.4	100.0
1971	58.9	19.5	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.7	18.9	21.9	3.8	12.7	5.4	0.5	23.6	−24.4	−0.2	100.0
1973	59.3	18.4	22.6	3.5	13.6	5.5	1.3	24.3	−25.8	0.1	100.0
1974	60.1	18.4	23.0	3.5	14.1	5.3	2.4	22.9	−27.3	0.5	100.0
1975	62.5	18.9	23.6	3.7	15.1	4.9	−0.2	21.2	−26.3	0.2	100.0
1976	62.9	18.1	23.2	3.3	14.4	5.5	1.1	22.0	−27.0	−0.3	100.0
1977	63.1	18.3	22.6	3.2	14.3	5.1	0.3	23.1	−26.9	−0.6	100.0
1978	62.6	17.9	21.8	3.1	13.9	4.9	0.1	24.7	−27.1	0.0	100.0
1979	61.8	17.5	22.6	2.8	15.2	4.6	1.4	24.7	−28.1	0.2	100.0
1980	61.8	17.4	23.2	2.8	16.2	4.3	−0.5	24.9	−27.3	0.4	100.0
1981	61.0	16.9	24.0	2.8	16.8	4.4	0.5	24.8	−27.4	0.3	100.0
1982	62.4	17.8	22.1	3.0	15.6	3.5	−2.5	25.5	−25.4	0.1	100.0
1983	62.5	17.3	20.7	3.0	13.3	4.3	−0.1	26.3	−26.8	0.1	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 7

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720 31236	31742 31237	31764 31238	31786 31239	31808 31240	31830 31241	31852 31242	31874 31243	31896 31244	44014 31245	31940 31246 + 31247	31698 31248
						(En dollars)						
1962	1,140	1,158	1,503	1,373	2,132	2,804	2,159	2,201	2,507	2,588	2,085	2,354
1963	1,221	1,192	1,565	1,441	2,204	2,933	2,227	2,591	2,637	2,718	2,198	2,472
1964	1,349	1,302	1,669	1,612	2,398	3,148	2,386	2,456	2,774	2,921	2,250	2,647
1965	1,450	1,415	1,789	1,750	2,584	3,372	2,547	2,652	3,029	3,189	3,080	2,856
1966	1,632	1,517	1,973	1,920	2,818	3,677	2,730	3,121	3,424	3,422	3,316	3,133
1967	1,712	1,614	2,142	2,029	3,005	3,911	2,964	2,861	3,612	3,603	3,486	3,315
1968	1,916	1,814	2,346	2,214	3,172	4,225	3,248	3,031	3,919	3,838	3,993	3,562
1969	2,082	1,944	2,651	2,404	3,431	4,596	3,509	3,265	4,230	4,234	4,291	3,876
1970	2,311	2,178	2,828	2,603	3,647	4,802	3,710	3,215	4,493	4,284	4,540	4,069
1971	2,479	2,307	2,995	2,810	3,918	5,171	3,996	3,788	4,884	4,709	4,306	4,408
1972	2,529	2,551	3,395	3,209	4,337	5,731	4,408	3,997	5,441	5,264	4,904	4,886
1973	2,952	3,216	3,887	3,726	4,936	6,518	5,226	5,222	6,693	6,376	6,312	5,686
1974	3,498	3,318	4,382	4,334	5,790	7,495	6,124	6,964	9,140	7,264	8,205	6,725
1975	3,888	3,887	4,865	4,860	6,435	8,104	6,871	7,812	10,571	7,831	7,660	7,410
1976	4,586	4,381	5,577	5,422	7,490	9,249	7,793	8,626	11,607	9,180	7,906	8,477
1977	5,136	4,672	6,053	5,825	8,051	9,972	8,175	8,963	12,814	10,108	9,692	9,175
1978	5,470	5,388	6,722	6,602	8,975	10,817	8,976	10,154	14,444	11,114	11,015	10,130
1979	6,573	6,025	7,448	7,975	9,931	12,119	10,114	11,525	16,956	12,715	13,348	11,461
1980	6,606	6,415	7,421	7,532	11,001	13,309	11,078	13,815	19,676	13,998	15,493	12,714
1981	7,504	7,187	8,646	8,716	12,425	15,261	12,765	15,915	21,818	15,723	13,957	14,443
1982	8,257	8,049	9,741	9,485	12,839	15,739	13,459	16,039	22,899	16,025	16,507	15,004
						(Variation en pourcentage)						
1963	7.1	2.9	4.1	5.0	3.4	4.6	3.1	17.7	5.2	5.0	5.4	5.0
1964	10.5	9.2	6.7	11.9	8.8	7.3	7.1	−5.2	5.2	7.4	2.4	7.1
1965	7.5	8.7	7.2	8.5	7.7	7.1	6.8	8.0	9.2	9.2	36.9	7.9
1966	12.5	7.3	10.3	9.7	9.1	9.0	7.2	17.7	13.1	7.3	7.7	9.7
1967	4.9	6.3	8.5	5.7	6.6	6.4	8.6	−8.3	5.5	5.3	5.1	5.8
1968	11.9	12.4	9.5	9.1	5.5	8.0	9.6	5.9	8.5	6.5	14.5	7.5
1969	8.7	7.2	13.0	8.6	8.2	8.8	8.0	7.7	7.9	10.3	7.5	8.8
1970	11.0	12.0	6.7	8.3	6.3	4.5	5.7	−1.5	6.2	1.2	5.8	5.0
1971	7.3	5.9	5.9	8.0	7.4	7.7	7.7	17.8	8.7	9.9	−5.2	8.3
1972	2.0	10.6	13.4	14.2	10.7	10.8	10.3	5.5	11.4	11.8	13.9	10.8
1973	16.7	26.0	14.5	16.1	13.8	13.7	18.6	30.6	23.0	21.1	28.7	16.4
1974	18.5	3.2	12.7	16.3	17.3	15.0	17.2	33.4	36.6	13.9	30.0	18.3
1975	11.1	17.1	11.0	12.1	11.1	8.1	12.2	12.2	15.7	7.8	−6.6	10.2
1976	18.0	12.7	14.6	11.6	16.4	14.1	13.4	10.4	9.8	17.2	3.2	14.4
1977	12.0	6.6	8.5	7.4	7.5	7.8	4.9	3.9	10.4	10.1	22.6	8.2
1978	6.5	15.3	11.1	13.3	11.5	8.5	9.8	13.3	12.7	10.0	13.6	10.4
1979	20.2	11.8	10.8	20.8	10.6	12.0	12.7	13.5	17.4	14.4	21.2	13.1
1980	0.5	6.5	3.7	−5.6	10.8	9.8	9.5	19.9	16.0	10.1	16.1	10.9
1981	13.6	12.0	12.0	15.7	12.9	14.7	15.2	15.2	10.9	12.3	−9.9	13.6
1982	10.0	12.0	12.7	8.8	3.3	3.1	5.4	0.8	5.0	1.9	18.3	3.9

Tableau de référence 7 (suite)

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Dépense personnelle par habitant, par province, en pourcentage de celle au niveau national)											
1962	48.4	49.2	63.8	58.3	90.5	119.1	91.7	93.5	106.5	109.9	88.6	100.0
1963	49.4	48.2	63.3	58.3	89.2	118.7	90.1	104.8	106.7	110.0	88.9	100.0
1964	50.9	49.2	63.1	60.9	90.6	118.9	90.1	92.8	104.8	110.3	85.0	100.0
1965	50.8	49.5	62.7	61.3	90.5	118.1	89.2	92.9	106.1	111.7	107.9	100.0
1966	52.1	48.4	63.0	61.3	90.0	117.4	87.1	99.6	109.3	109.2	105.6	100.0
1967	51.7	48.7	64.6	61.2	90.7	118.0	89.4	86.3	109.0	108.7	105.2	100.0
1968	53.8	50.9	65.8	62.2	89.0	118.6	91.2	85.1	110.0	107.7	112.1	100.0
1969	53.7	50.2	68.4	62.0	88.5	118.6	90.5	84.2	109.1	109.2	110.7	100.0
1970	56.8	53.5	69.5	64.0	89.6	118.0	91.2	79.0	110.4	105.3	111.6	100.0
1971	56.2	52.3	68.0	63.8	88.9	117.3	90.7	85.9	110.8	106.8	97.7	100.0
1972	51.8	52.2	69.5	65.7	88.8	117.3	90.2	81.8	111.4	107.7	100.4	100.0
1973	51.9	56.6	68.4	65.5	86.8	114.6	91.9	91.8	117.7	112.1	111.0	100.0
1974	52.0	49.3	65.2	64.4	86.1	111.4	91.1	103.5	135.9	108.0	122.0	100.0
1975	52.5	52.5	65.7	65.6	86.8	109.4	92.7	105.4	142.7	105.7	103.4	100.0
1976	54.1	51.7	65.8	64.0	88.4	109.1	91.9	101.8	136.9	108.3	93.3	100.0
1977	56.0	50.9	66.0	63.5	87.7	108.7	89.1	97.7	139.7	110.2	105.6	100.0
1978	54.0	53.2	66.4	65.2	88.6	106.8	88.6	100.2	142.6	109.7	108.7	100.0
1979	57.3	52.6	65.0	69.6	86.6	105.7	88.2	100.6	147.9	110.9	116.5	100.0
1980	52.0	50.5	60.7	59.2	86.5	104.7	87.1	108.7	154.8	110.1	121.9	100.0
1981	52.0	49.8	59.9	60.3	86.0	105.7	88.4	110.2	151.1	108.9	96.6	100.0
1982	55.0	53.6	64.9	63.2	85.6	104.9	86.7	106.9	152.6	106.8	110.0	100.0

Remarque: On obtient la dépense brute par habitant en divisant la dépense personnelle par la population en juin. Les pourcentages sont calculés à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces*, au 1er juin; *Comptes économiques provinciaux*, annuelle, nº de cat. 13-213.

Tableau de référence 8
Dépense provinciale brute
1962 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720	31742	31764	31786	31808	31830	31852	31874	31896	44014	31940	31698
						(Millions de dollars)						
1962	533	124	1,121	830	11,449	17,811	2,021	2,047	3,432	4,296	83	43,749
1963	581	129	1,175	878	12,081	19,009	2,113	2,417	3,700	4,618	90	46,791
1964	651	142	1,260	985	13,392	20,876	2,288	2,313	3,964	5,096	94	51,062
1965	708	154	1,352	1,076	14,691	22,888	2,458	2,520	4,391	5,730	126	56,095
1966	805	165	1,492	1,184	16,292	25,594	2,629	2,981	5,009	6,413	143	62,706
1967	854	176	1,628	1,258	17,621	27,873	2,854	2,738	5,382	7,008	153	67,547
1968	969	200	1,799	1,384	18,802	30,683	3,154	2,910	5,973	7,688	180	73,740
1969	1,070	216	2,055	1,510	20,534	33,944	3,435	3,128	6,594	8,722	202	81,410
1970	1,195	240	2,211	1,632	21,931	36,258	3,647	3,025	7,166	9,116	227	86,648
1971	1,294	256	2,363	1,784	23,620	39,829	3,948	3,507	7,951	10,289	228	95,071
1972	1,341	288	2,699	2,054	26,258	44,762	4,369	3,654	9,016	11,796	280	106,517
1973	1,585	367	3,125	2,410	30,006	51,548	5,205	4,726	11,311	14,677	379	125,339
1974	1,892	382	3,558	2,835	35,451	60,363	6,167	6,268	15,739	17,260	492	150,407
1975	2,134	455	3,989	3,232	39,762	66,230	6,967	7,086	18,796	19,054	483	168,186
1976	2,559	517	4,623	3,671	46,701	76,436	7,964	7,945	21,333	22,647	506	194,902
1977	2,876	556	5,042	3,984	50,592	83,298	8,396	8,380	24,513	25,269	630	213,536
1978	3,074	652	5,633	4,542	56,562	91,297	9,263	9,575	28,643	28,251	727	238,219
1979	3,707	735	6,271	5,519	62,953	103,021	10,397	10,960	34,811	32,920	881	272,175
1980	3,739	789	6,524	5,235	70,250	114,057	11,355	13,249	42,126	37,318	1,038	305,680
1981	4,262	884	7,332	6,066	79,990	131,625	13,097	15,406	48,806	43,145	963	51,576
1982	4,698	990	8,299	6,630	83,236	137,183	13,930	15,702	53,056	44,709	1,172	369,605
						(Variation en pourcentage)						
1963	8.9	3.9	4.8	5.7	5.5	6.7	4.6	18.1	7.8	7.5	8.0	7.0
1964	12.1	10.3	7.3	12.3	10.8	9.8	8.2	−4.3	7.2	10.3	4.9	9.1
1965	8.6	8.7	7.3	9.3	9.7	9.6	7.4	8.9	10.8	12.4	33.7	9.9
1966	13.7	7.3	10.3	10.1	10.9	11.8	6.9	18.3	14.1	11.9	12.9	11.8
1967	6.2	6.3	9.1	6.2	8.2	8.9	8.6	−8.1	7.5	9.3	7.6	7.7
1968	13.5	13.4	10.5	10.0	6.7	10.1	10.5	6.3	11.0	9.7	17.1	9.2
1969	10.4	8.2	14.2	9.1	9.2	10.6	8.9	7.5	10.4	13.5	12.2	10.4
1970	11.7	11.0	7.6	8.1	6.8	6.8	6.2	−3.3	8.7	4.5	12.5	6.4
1971	8.3	6.9	6.9	9.4	7.7	9.8	8.3	15.9	11.0	12.9	.5	9.7
1972	3.6	12.6	14.2	15.1	11.2	12.4	10.7	4.2	13.4	14.6	22.5	12.0
1973	18.2	27.2	15.8	17.4	14.3	15.2	19.1	29.3	25.5	24.4	35.5	17.7
1974	19.4	4.1	13.9	17.6	18.1	17.1	18.5	32.6	39.1	17.6	30.0	20.0
1975	12.8	19.2	12.1	14.0	12.2	9.7	13.0	13.1	19.4	10.4	−2.0	11.8
1976	19.9	13.7	15.9	13.6	17.5	15.4	14.3	12.1	13.5	18.9	4.8	15.9
1977	12.4	7.5	9.1	8.5	8.3	9.0	5.4	5.5	14.9	11.6	24.5	9.6
1978	6.9	17.3	11.7	14.0	11.8	9.6	10.3	14.3	16.8	11.8	15.4	11.6
1979	20.6	12.7	11.3	21.5	11.3	12.8	12.2	14.5	21.5	16.5	21.2	14.3
1980	0.9	7.3	4.0	−5.1	11.6	10.7	9.2	20.9	21.0	13.4	17.8	12.3
1981	14.0	12.0	12.4	15.9	13.9	15.4	15.3	16.3	15.9	15.6	−7.2	15.0
1982	10.2	12.0	13.2	9.3	4.1	4.2	6.4	1.9	8.7	3.6	21.7	5.1

Tableau de référence 8 (suite)
Dépense provinciale brute
1962 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
					(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)							
1962	1.2	0.3	2.6	1.9	26.2	40.7	4.6	4.7	7.8	9.8	0.2	100.0
1963	1.2	0.3	2.5	1.9	25.8	40.6	4.5	5.2	7.9	9.9	0.2	100.0
1964	1.3	0.3	2.5	1.9	26.2	40.9	4.5	4.5	7.8	10.0	0.2	100.0
1965	1.3	0.3	2.4	1.9	26.2	40.8	4.4	4.5	7.8	10.2	0.2	100.0
1966	1.3	0.3	2.4	1.9	26.0	40.8	4.2	4.8	8.0	10.2	0.2	100.0
1967	1.3	0.3	2.4	1.9	26.1	41.3	4.2	4.1	8.0	10.4	0.2	100.0
1968	1.3	0.3	2.4	1.9	25.5	41.6	4.3	3.9	8.1	10.4	0.2	100.0
1969	1.3	0.3	2.5	1.9	25.2	41.7	4.2	3.8	8.1	10.7	0.2	100.0
1970	1.4	0.3	2.6	1.9	25.3	41.8	4.2	3.5	8.3	10.5	0.3	100.0
1971	1.4	0.3	2.5	1.9	24.8	41.9	4.2	3.7	8.4	10.8	0.2	100.0
1972	1.3	0.3	2.5	1.9	24.7	42.0	4.1	3.4	8.5	11.1	0.3	100.0
1973	1.3	0.3	2.5	1.9	23.9	41.1	4.2	3.8	9.0	11.7	0.3	100.0
1974	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	40.1	4.1	4.2	10.5	11.5	0.3	100.0
1975	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	39.4	4.1	4.2	11.2	11.3	0.3	100.0
1976	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	39.2	4.1	4.1	10.9	11.6	0.2	100.0
1977	1.3	0.3	2.4	1.9	23.7	39.0	3.9	3.9	11.5	11.8	0.3	100.0
1978	1.3	0.3	2.4	1.9	23.7	38.3	3.9	4.0	12.0	11.9	0.3	100.0
1979	1.4	0.3	2.3	2.0	23.1	37.9	3.8	4.0	12.8	12.1	0.3	100.0
1980	1.2	0.3	2.1	1.7	23.0	37.3	3.7	4.3	13.8	12.2	0.3	100.0
1981	1.2	0.3	2.1	1.7	22.8	37.4	3.7	4.4	13.9	12.3	0.3	100.0
1982	1.2	0.3	2.2	1.8	22.5	37.1	3.8	4.2	14.4	12.1	0.3	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux.*

Tableau de référence 9

Revenu national et produit national brut
1950 – 1983

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
D		40002 40242	40003 40243	40004 40244	40005 40245	40006 40246	40007 40247	40008 40248	40009 40249	40010 40250	40011 40251	40548 40551
						(Millions de dollars)						
1950	9,152	2,608	−412	396	1,301	1,882	−374	14,553	2,065	1,876	−3	18,491
1951	10,770	3,144	−379	463	1,868	1,976	−643	17,199	2,548	2,098	−205	21,640
1952	12,073	3,071	−346	523	1,878	2,155	114	19,468	2,799	2,333	−12	24,588
1953	13,062	2,985	−328	583	1,462	2,359	2	20,125	2,994	2,634	80	25,833
1954	13,451	2,755	−339	628	918	2,498	87	19,998	3,042	2,930	−52	25,918
1955	14,369	3,485	−396	764	1,120	2,748	−182	21,908	3,321	3,337	−38	28,528
1956	16,171	3,928	−450	869	1,283	2,827	−245	24,383	3,731	3,814	130	32,058
1957	17,519	3,554	−505	977	908	2,962	−59	25,356	3,975	4,159	23	33,513
1958	17,982	3,669	−486	1,063	1,116	3,133	−41	26,436	4,036	4,135	170	34,777
1959	19,149	3,966	−527	1,062	1,008	3,207	−108	27,757	4,401	4,461	227	36,846
1960	20,141	3,870	−495	1,129	1,026	3,192	−26	28,837	4,587	4,739	196	38,359
1961	21,009	4,066	−622	1,284	826	3,261	−41	29,783	4,838	4,833	142	39,646
1962	22,468	4,450	−621	1,416	1,377	3,380	−100	32,370	5,446	5,236	−125	42,927
1963	23,932	4,932	−652	1,563	1,562	3,576	−213	34,700	5,714	5,603	−39	45,978
1964	26,034	5,841	−787	1,724	1,307	3,705	−144	37,680	6,441	6,108	51	50,280
1965	28,878	6,318	−828	1,891	1,389	3,893	−322	41,219	7,284	6,655	206	55,364
1966	32,629	6,714	−850	2,070	1,950	4,116	−335	46,294	8,030	7,322	182	61,828
1967	36,160	6,823	−874	2,362	1,239	4,355	−327	49,738	8,852	7,786	33	66,409
1968	39,318	7,742	−835	2,623	1,321	4,778	−341	54,606	9,662	8,308	10	72,586
1969	43,949	8,294	−854	3,082	1,435	5,187	−576	60,517	10,722	9,019	−443	79,815
1970	47,620	7,699	−952	3,428	1,211	5,424	−195	64,235	11,299	9,806	345	85,685
1971	52,436	8,681	−1,079	3,906	1,576	5,928	−665	70,783	12,276	10,500	891	94,450
1972	58,549	10,799	−1,031	4,577	1,662	6,170	−1,032	79,694	13,876	11,474	190	105,234
1973	67,849	15,417	−1,277	5,359	3,009	6,656	−2,362	94,651	15,598	13,355	−44	123,560
1974	81,289	20,062	−1,645	7,632	3,859	6,901	−4,244	113,854	18,257	16,046	−629	147,528
1975	94,625	19,663	−1,835	8,661	3,944	7,669	−2,938	129,789	17,584	18,270	−300	165,343
1976	110,507	19,994	−1,718	10,845	3,317	7,408	−2,002	148,351	21,520	21,479	507	191,857
1977	122,039	20,940	−2,095	12,964	2,831	7,994	−3,687	160,986	23,907	24,031	1,265	210,189
1978	133,237	25,722	−2,843	15,996	3,657	8,958	−4,902	179,825	25,563	26,824	−1	232,211
1979	149,805	34,000	−3,032	19,189	3,911	9,740	−7,392	206,221	27,728	30,942	−612	264,279
1980	169,606	37,266	−3,195	22,062	4,001	10,827	−7,061	233,506	28,909	35,282	−1,142	296,555
1981	195,761	33,008	−3,728	27,110	4,227	12,291	−6,960	261,709	37,896	40,561	−1,111	339,055
1982	210,348	21,102	−3,347	28,926	4,166	14,323	−3,917	271,601	40,780	44,312	−93	356,600
1983	222,199	32,251	−2,887	30,432	3,909	16,361	−2,488	299,777	42,422	47,002	−515	388,686

Tableau de référence 9 (suite)

Revenu national et produit national brut
1950 – 1983

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Produit national brut aux prix du marché
					(Variation en pourcentage)					
1950	8.0	29.8	26.4	36.1	7.4	6.2	9.2	10.0	14.1	10.1
1951	17.7	20.6	– 8.0	16.9	43.6	5.0	18.2	23.4	11.8	17.0
1952	12.1	– 2.3	– 8.7	13.0	0.5	9.1	13.2	9.9	11.2	13.6
1953	8.2	– 2.8	– 5.2	11.5	– 22.2	9.5	3.4	7.0	12.9	5.1
1954	3.0	– 7.7	3.4	7.7	– 37.2	5.9	– 0.6	1.6	11.2	0.3
1955	6.8	26.5	16.8	21.7	22.0	10.0	9.6	9.2	13.9	10.1
1956	12.5	12.7	13.6	13.7	14.6	2.9	11.3	12.4	14.3	12.4
1957	8.3	– 9.5	12.2	12.4	– 29.2	4.8	4.0	6.5	9.1	4.5
1958	2.6	3.2	– 3.8	8.8	22.9	5.8	4.3	1.5	– 0.6	3.8
1959	6.5	8.1	8.4	– 0.1	– 9.7	2.4	5.0	9.0	7.9	6.0
1960	5.2	– 2.4	– 6.1	6.3	1.8	– 0.5	3.9	4.2	6.2	4.1
1961	4.3	5.1	25.7	13.7	– 19.5	2.2	3.3	5.5	3.0	3.4
1962	6.9	9.4	– 0.2	10.3	66.7	3.7	8.7	12.6	7.2	8.3
1963	6.5	10.8	5.0	10.4	13.4	5.8	7.2	4.9	7.0	7.1
1964	8.8	18.4	20.7	10.3	– 16.3	3.6	8.6	12.7	9.0	9.4
1965	10.9	8.2	5.2	9.7	6.3	5.1	9.4	13.1	9.0	10.1
1966	13.0	6.3	2.7	9.5	40.4	5.7	12.3	10.2	10.0	11.7
1967	10.8	1.6	2.8	14.1	– 36.5	5.8	7.4	10.2	6.3	7.4
1968	8.7	13.5	– 4.5	11.1	6.6	9.7	9.8	9.2	6.7	9.3
1969	11.8	7.1	2.3	17.5	8.6	8.6	10.8	11.0	8.6	10.0
1970	8.4	– 7.2	11.5	11.2	– 15.6	4.6	6.1	5.4	8.7	7.4
1971	10.1	12.8	13.3	13.9	30.1	9.3	10.2	8.7	7.1	10.2
1972	11.7	24.4	– 4.5	17.2	5.5	4.1	12.6	13.0	9.3	11.4
1973	15.9	42.8	23.9	17.1	81.1	7.9	18.8	12.4	16.4	17.4
1974	19.8	30.1	28.8	42.4	28.3	3.7	20.3	17.1	20.2	19.4
1975	16.4	– 2.0	11.6	13.5	2.2	11.1	14.0	– 3.7	13.9	12.1
1976	16.8	1.7	– 6.4	25.2	– 15.9	– 3.4	14.3	22.4	17.6	16.0
1977	10.4	4.7	21.9	19.5	– 14.7	7.9	8.5	11.1	11.9	9.6
1978	9.2	22.8	35.7	23.4	29.2	12.1	11.7	6.9	11.6	10.5
1979	12.4	32.2	6.7	20.0	7.0	8.7	14.7	8.5	15.4	13.8
1980	13.2	9.6	5.4	15.0	2.3	11.2	13.2	4.3	14.0	12.2
1981	15.4	– 11.4	16.7	22.9	5.7	13.5	12.1	31.1	15.0	14.3
1982	7.5	– 36.1	– 10.2	6.7	– 1.4	16.5	3.8	7.6	9.2	5.2
1983	5.6	52.8	– 13.7	5.2	– 6.2	14.2	10.4	4.0	6.1	9.0

[1] Comprend solde et allocations des militaires. Non corrigé: D 40000 + 40001; désaisonnalisé: D 40240 + 40241.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 10

Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs
1953 – 1983

Année	PNB aux prix du marché	Erreur statistique	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
D	40551	40431	40432	40433	40434	40435
			(Millions de dollars)			
1953	25,833	−80	−2,994	−194	495	23,060
1954	25,918	52	−3,042	−181	520	23,267
1955	28,528	38	−3,321	−201	586	25,630
1956	32,058	−130	−3,731	−196	657	28,658
1957	33,513	−23	−3,975	−208	771	30,078
1958	34,777	−170	−4,036	−238	763	31,096
1959	36,846	−227	−4,401	−251	860	32,827
1960	38,359	−196	−4,587	−254	870	34,192
1961	39,646	−142	−4,838	−300	1,022	35,388
1962	42,927	125	−5,446	−297	1,068	38,377
1963	45,978	39	−5,714	−314	1,161	41,150
1964	50,280	−51	−6,441	−443	1,351	44,696
1965	55,364	−206	−7,284	−465	1,485	48,894
1966	61,828	−182	−8,030	−486	1,634	54,764
1967	66,409	−33	−8,852	−464	1,733	58,793
1968	72,586	−10	−9,662	−590	1,841	64,165
1969	79,815	443	−10,722	−857	2,099	70,778
1970	85,685	−345	−11,299	−1,011	2,397	75,427
1971	94,450	−891	−12,276	−953	2,537	82,867
1972	105,234	−190	−13,876	−977	2,528	92,719
1973	123,560	44	−15,598	−1,188	3,012	109,830
1974	147,528	629	−18,257	−1,386	3,741	132,255
1975	165,343	300	−17,584	−1,671	4,338	150,726
1976	191,857	−507	−21,520	−1,619	5,301	173,512
1977	210,189	−1,265	−23,907	−1,713	6,465	189,769
1978	232,211	1	−25,563	−2,253	8,410	212,806
1979	264,279	612	−27,728	−2,484	9,923	244,602
1980	296,555	1,142	−28,909	−3,495	11,641	276,934
1981	339,055	1,111	−37,896	−3,819	15,409	313,860
1982	356,600	93	−40,780	−5,036	18,152	329,029
1983	388,686	515	−42,422	−4,926	17,623	359,476

Tableau de référence 10 (suite)

Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs 1953 – 1983

Année	PNB aux prix du marché	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
	(Variation en pourcentage)				
1953	5.1	7.0	6.0	−2.4	4.2
1954	0.3	1.6	−6.7	5.1	0.9
1955	10.1	9.2	11.1	12.7	10.2
1956	12.4	12.4	−2.5	12.1	11.8
1957	4.5	6.5	6.1	17.4	5.0
1958	3.8	1.5	14.4	−1.0	3.4
1959	5.9	9.0	5.5	12.7	5.6
1960	4.1	4.2	1.2	1.2	4.2
1961	3.4	5.5	18.1	17.5	3.5
1962	8.3	12.6	−1.0	4.5	8.5
1963	7.1	4.9	5.7	8.7	7.2
1964	9.4	12.7	41.1	16.4	8.6
1965	10.1	13.1	5.0	9.9	9.4
1966	11.7	10.2	4.5	10.0	12.0
1967	7.4	10.2	−4.5	6.1	7.4
1968	9.3	9.2	27.2	6.2	9.1
1969	10.0	11.0	45.3	14.0	10.3
1970	7.4	5.4	18.0	14.2	6.6
1971	10.2	8.7	−5.7	5.8	9.9
1972	11.4	13.0	2.5	−0.4	11.9
1973	17.4	12.4	21.6	19.2	18.5
1974	19.4	17.1	16.7	24.2	20.4
1975	12.1	−3.7	20.6	16.0	14.0
1976	16.0	22.4	−3.1	22.2	15.1
1977	9.6	11.1	5.8	22.0	9.4
1978	10.5	6.9	31.5	30.1	12.1
1979	13.8	8.5	10.3	18.0	15.0
1980	12.2	4.3	40.7	17.3	13.2
1981	14.3	31.1	9.3	32.4	13.3
1982	5.2	7.6	31.9	17.8	4.8
1983	9.0	4.0	−2.2	−2.9	9.3

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 11

Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)
1947 – 1983

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaires du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
1947	50.1	13.8	−1.9	1.4	8.2	11.2	−4.2	78.5	12.5	9.1	−0.1	100.0
1948	50.6	13.2	−1.7	1.6	8.8	10.3	−3.3	79.5	11.8	9.3	−0.7	100.0
1949	50.5	12.0	−1.9	1.7	7.2	10.8	−0.7	79.3	11.2	9.8	−0.3	100.0
1950	49.5	14.1	−2.2	2.1	7.0	10.2	−2.0	78.7	11.2	10.2	0.0	100.0
1951	49.8	14.5	−1.8	2.1	8.6	9.1	−3.0	79.5	11.8	9.7	−1.0	100.0
1952	49.1	12.5	−1.4	2.1	7.6	8.8	0.5	79.2	11.4	9.5	−0.1	100.0
1953	50.6	11.6	−1.3	2.3	5.7	9.1	0.0	77.9	11.6	10.2	0.3	100.0
1954	51.9	10.6	−1.3	2.4	3.5	9.6	0.3	77.2	11.7	11.3	−0.2	100.0
1955	50.4	12.2	−1.4	2.7	3.9	9.6	−0.6	76.8	11.6	11.7	−0.1	100.0
1956	50.4	12.3	−1.4	2.7	4.0	8.8	−0.8	76.1	11.6	11.9	0.4	100.0
1957	52.3	10.6	−1.5	2.9	2.7	8.8	−0.2	75.7	11.9	12.4	0.1	100.0
1958	51.7	10.6	−1.4	3.1	3.2	9.0	−0.1	76.0	11.6	11.9	0.5	100.0
1959	52.0	10.8	−1.4	2.9	2.7	8.7	−0.3	75.3	11.9	12.1	0.6	100.0
1960	52.5	10.1	−1.3	2.9	2.7	8.3	−0.1	75.2	12.0	12.4	0.5	100.0
1961	53.0	10.3	−1.6	3.2	2.1	8.2	−0.1	75.1	12.2	12.3	0.4	100.0
1962	52.3	10.4	−1.5	3.3	3.2	7.9	−0.2	75.4	12.7	12.2	−0.3	100.0
1963	52.1	10.7	−1.4	3.4	3.4	7.8	−0.5	75.5	12.4	12.2	−0.1	100.0
1964	51.8	11.6	−1.6	3.4	2.6	7.4	−0.3	74.9	12.8	12.2	0.1	100.0
1965	52.2	11.4	−1.5	3.4	2.5	7.0	−0.6	74.5	13.2	12.0	0.4	100.0
1966	52.6	10.9	−1.4	3.4	3.2	6.7	−0.5	74.9	13.0	11.8	0.3	100.0
1967	54.5	10.3	−1.3	3.6	1.9	6.6	−0.5	74.9	13.3	11.7	0.1	100.0
1968	54.2	10.7	−1.2	3.6	1.8	6.6	−0.5	75.2	13.3	11.5	0.0	100.0
1969	55.1	10.4	−1.1	3.9	1.8	6.5	−0.7	75.8	13.4	11.3	−0.6	100.0
1970	55.6	9.0	−1.1	4.0	1.4	6.3	−0.2	75.0	13.2	11.4	0.4	100.0
1971	55.5	9.2	−1.1	4.1	1.7	6.3	−0.7	74.9	13.0	11.1	0.9	100.0
1972	55.6	10.3	−1.0	4.4	1.6	5.9	−1.0	75.7	13.2	10.9	0.2	100.0
1973	54.9	12.5	−1.0	4.3	2.4	5.4	−1.9	76.6	12.6	10.8	0.0	100.0
1974	55.1	13.6	−1.1	5.2	2.6	4.7	−2.9	77.2	12.4	10.9	−0.4	100.0
1975	57.2	11.9	−1.1	5.2	2.4	4.6	−1.8	78.5	10.6	11.1	−0.2	100.0
1976	57.6	10.4	−0.9	5.7	1.7	3.9	−1.0	77.3	11.2	11.2	0.3	100.0
1977	58.1	10.0	−1.0	6.2	1.4	3.8	−1.8	76.6	11.4	11.4	0.6	100.0
1978	57.4	11.1	−1.2	6.9	1.6	3.9	−2.1	77.4	11.0	11.6	0.1	100.0
1979	56.7	12.9	−1.2	7.3	1.5	3.7	−2.8	78.0	10.5	11.7	−0.2	100.0
1980	57.2	12.6	−1.1	7.4	1.4	3.7	−2.4	78.7	9.8	11.9	−0.4	100.0
1981	57.7	9.7	−1.1	8.0	1.3	3.6	−2.1	77.2	11.2	12.0	−0.3	100.0
1982	59.0	5.9	−0.9	8.1	1.2	4.0	−1.1	76.2	11.5	12.4	−0.0	100.0
1983	57.2	8.3	−0.7	7.8	1.0	4.2	−0.6	77.1	10.9	12.1	−0.1	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 9.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 12
Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)
1947 – 1983

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs
1947	63.8	17.5	−2.4	1.8	10.4	14.2	−5.4	100.0
1948	63.6	18.6	−2.1	2.0	11.0	13.0	−4.1	100.0
1949	63.6	15.1	−2.4	2.2	9.1	13.3	−0.8	100.0
1950	62.9	17.9	−2.8	2.7	8.9	12.9	−2.6	100.0
1951	62.6	18.3	−2.2	2.7	10.9	11.5	−3.7	100.0
1952	62.0	15.8	−1.8	2.7	9.7	11.1	0.6	100.0
1953	64.9	14.8	−1.8	2.9	7.3	11.7	0.0	100.0
1954	67.3	13.8	−1.7	3.1	4.6	12.5	0.4	100.0
1955	65.6	15.9	−1.8	3.5	5.1	12.5	−0.8	100.0
1956	66.3	16.1	−1.9	3.6	5.3	11.6	−1.0	100.0
1957	69.1	14.0	−2.0	3.9	3.6	11.7	−0.2	100.0
1958	68.0	13.9	−1.8	4.0	4.2	11.9	−0.2	100.0
1959	69.0	14.3	−1.9	3.8	3.6	11.6	−0.4	100.0
1960	69.8	13.4	−1.7	3.9	3.6	11.1	−0.1	100.0
1961	70.5	13.7	−2.1	4.3	2.8	11.0	−0.1	100.0
1962	69.4	13.8	−1.9	4.4	4.3	10.4	−0.3	100.0
1963	69.0	14.2	−1.9	4.5	4.5	10.3	−0.6	100.0
1964	69.1	15.5	−2.1	4.6	3.5	9.8	−0.4	100.0
1965	70.1	15.3	−2.0	4.6	3.4	9.4	−0.8	100.0
1966	70.5	14.5	−1.8	4.5	4.2	8.9	−0.7	100.0
1967	72.7	13.7	−1.8	4.8	2.5	8.8	−0.7	100.0
1968	72.0	14.2	−1.5	4.8	2.4	8.8	−0.6	100.0
1969	72.6	13.7	−1.4	5.1	2.4	8.6	−1.0	100.0
1970	74.1	12.0	−1.5	5.3	1.9	8.4	−0.3	100.0
1971	74.1	12.3	−1.5	5.5	2.2	8.4	−0.9	100.0
1972	73.5	13.6	−1.3	5.7	2.1	7.7	−1.3	100.0
1973	71.7	16.3	−1.3	5.7	3.2	7.0	−2.5	100.0
1974	71.4	17.6	−1.4	6.7	3.4	6.1	−3.7	100.0
1975	72.9	15.2	−1.4	6.7	3.0	5.9	−2.3	100.0
1976	74.5	13.5	−1.2	7.3	2.2	5.0	−1.4	100.0
1977	75.8	13.0	−1.3	8.1	1.8	5.0	−2.3	100.0
1978	74.1	14.3	−1.6	8.9	2.0	5.0	−2.7	100.0
1979	72.6	16.5	−1.5	9.3	1.9	4.7	−3.6	100.0
1980	72.6	16.0	−1.4	9.5	1.7	4.6	−3.0	100.0
1981	74.8	12.6	−1.4	10.4	1.6	4.7	−2.7	100.0
1982	77.5	7.8	−1.2	10.7	1.5	5.3	−1.4	100.0
1983	74.1	10.8	−1.0	10.2	1.3	5.5	−0.8	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 8.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 13
Indices du revenu réel
1947 – 1983
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels[1]
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
1947	50.9	56.0	49.1	50.2	55.3	48.4	56.6	62.3	54.6	54.7	—	—
1948	51.1	54.0	50.0	49.9	52.7	48.7	56.6	59.8	55.3	54.4	—	—
1949	50.8	53.7	51.7	48.8	51.5	49.6	55.8	58.9	56.7	55.5	—	—
1950	52.8	59.6	54.1	49.5	55.8	50.6	56.9	64.3	58.3	56.8	—	—
1951	55.4	61.8	56.6	51.7	57.6	52.8	58.7	65.4	60.0	57.4	—	—
1952	59.5	67.6	61.8	54.3	61.7	56.4	61.0	69.4	63.4	60.6	—	—
1953	60.0	67.3	63.2	55.7	62.5	58.6	62.4	70.0	65.7	64.2	—	—
1954	57.4	64.6	62.1	54.0	60.8	58.5	60.5	68.2	65.5	65.4	—	—
1955	61.2	68.2	66.5	56.7	63.3	61.6	63.7	71.1	69.3	66.9	—	—
1956	65.4	72.8	69.9	60.3	67.1	64.4	67.5	75.1	72.1	69.7	—	—
1957	63.9	72.0	68.7	60.6	68.3	65.2	67.6	76.2	72.7	70.9	—	—
1958	63.1	71.0	70.1	60.8	68.4	67.5	68.5	77.1	76.1	70.5	—	—
1959	64.0	71.5	70.7	61.9	69.1	68.4	69.2	77.4	76.5	71.5	—	—
1960	64.4	71.9	71.7	63.2	70.5	70.3	70.1	78.2	78.0	72.9	—	—
1961	64.8	72.1	72.4	62.5	69.6	69.9	69.1	76.9	77.2	74.5	74.5	74.0
1962	68.2	75.4	75.5	66.0	72.9	73.1	73.0	80.7	80.9	75.9	75.4	75.2
1963	70.7	77.6	77.9	67.8	74.4	74.7	75.0	82.3	82.6	77.3	76.4	76.6
1964	74.4	81.0	80.5	70.3	76.6	76.1	77.0	83.9	83.4	79.6	78.2	78.5
1965	78.4	84.7	83.2	74.6	80.6	79.2	81.4	88.0	86.5	82.2	80.9	81.0
1966	83.6	89.8	86.8	79.5	85.4	82.6	85.1	91.4	88.4	84.9	84.0	83.0
1967	85.3	90.3	87.7	82.9	87.8	85.2	87.3	92.5	89.8	88.0	87.4	85.7
1968	88.5	92.4	90.7	86.2	90.0	88.3	89.6	93.5	91.8	89.2	89.3	87.9
1969	93.1	95.7	93.8	90.8	93.4	91.5	92.5	95.1	93.1	92.7	92.3	90.7
1970	94.1	95.3	95.1	93.2	94.4	94.2	93.4	94.6	94.4	95.3	95.1	94.3
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.2	105.2	105.2	107.6	105.6	105.6	108.1	106.1	106.1	103.5	103.3	104.3
1973	117.3	112.8	110.8	115.8	111.4	109.5	116.6	112.2	110.2	105.6	105.7	104.5
1974	124.9	118.0	115.0	122.5	115.7	112.8	122.5	115.7	112.8	109.0	108.3	104.2
1975	126.9	117.9	116.6	127.3	118.2	116.9	128.2	119.1	117.7	112.7	112.6	107.6
1976	132.4	120.5	120.7	132.3	120.2	120.4	132.0	120.2	120.4	119.3	119.5	111.6
1977	131.4	117.5	119.0	133.7	119.6	121.1	133.3	119.2	120.7	120.0	118.9	113.2
1978	134.9	118.6	119.3	137.2	120.7	121.4	138.2	121.6	122.3	118.1	118.2	111.6
1979	140.2	120.9	120.3	139.9	120.7	120.1	141.2	121.9	121.2	116.6	117.4	111.0
1980	141.6	120.2	119.4	141.5	120.2	119.4	142.7	121.2	120.4	115.1	117.5	110.3
1981	140.4	117.1	116.7	147.4	122.9	122.4	147.3	122.9	122.3	115.7	117.4	110.6
1982	130.0	106.7	113.1	144.6	118.7	125.8	144.3	118.5	125.5	116.4	117.7	109.9
1983	134.1	106.5	116.8	143.0	115.8	124.6	141.7	114.7	123.5	115.5	—	—

Tableau de référence 13 (suite)
Indices de revenu réel
1947 – 1983
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels[1]
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
	(Variation en pourcentage)											
1948	0.5	−3.6	1.8	−0.6	−4.7	0.6	0.0	−4.0	1.3	−0.5	—	—
1949	−0.6	−0.7	3.4	−2.1	−2.2	1.9	−1.4	−1.5	2.6	2.0	—	—
1950	3.9	11.1	4.6	1.3	8.3	2.0	2.1	9.1	2.8	2.3	—	—
1951	4.9	3.6	4.6	4.5	3.2	4.2	3.1	1.8	2.9	1.0	—	—
1952	7.3	9.4	9.2	4.9	7.0	6.8	3.9	6.0	5.8	5.6	—	—
1953	0.9	−0.4	2.3	2.6	1.3	4.0	2.2	0.9	3.6	6.0	—	—
1954	−4.4	−4.0	−1.7	−3.0	−2.6	−0.3	−3.0	−2.5	−0.3	1.8	—	—
1955	6.6	5.6	7.0	5.0	4.0	5.4	5.3	4.3	5.7	2.3	—	—
1956	6.9	6.7	5.1	6.3	6.1	4.5	5.8	5.6	4.1	4.3	—	—
1957	−2.3	−1.0	−1.7	0.5	1.8	1.2	0.2	1.4	0.8	1.6	—	—
1958	−1.3	−1.4	2.0	0.3	0.2	3.6	1.4	1.2	4.7	−0.5	—	—
1959	1.4	0.6	0.9	1.8	1.1	1.3	1.0	0.3	0.5	1.4	—	—
1960	0.7	0.6	1.3	2.1	2.0	2.7	1.3	1.1	1.8	1.9	—	—
1961	0.5	0.2	1.1	−1.0	−1.3	−0.5	−1.4	−1.7	−0.9	2.2	—	—
1962	5.3	4.6	4.3	5.5	4.8	4.5	5.6	4.9	4.7	1.9	1.1	1.6
1963	3.7	3.0	3.1	2.8	2.1	2.2	2.8	2.1	2.2	1.9	1.4	1.9
1964	5.2	4.3	3.4	3.7	2.9	1.9	2.7	1.9	0.9	2.9	2.4	2.5
1965	5.4	4.6	3.3	6.1	5.3	4.1	5.7	4.9	3.7	3.3	3.4	3.2
1966	6.7	6.0	4.3	6.6	6.0	4.2	4.5	3.9	2.2	3.3	3.9	2.4
1967	2.0	0.6	1.0	4.2	2.7	3.1	2.6	1.2	1.6	3.6	4.0	3.2
1968	3.8	2.2	3.4	4.0	2.5	3.7	2.6	1.1	2.3	1.4	2.1	2.7
1969	5.1	3.7	3.4	5.3	3.8	3.6	3.2	1.7	1.5	3.9	3.4	3.2
1970	1.1	−0.4	1.4	2.7	1.1	3.0	1.0	−0.5	1.3	2.8	3.0	3.9
1971	6.3	4.9	5.2	7.2	5.9	6.1	7.0	5.7	5.9	4.9	5.1	6.0
1972	7.2	5.2	5.2	7.6	5.6	5.6	8.1	6.1	6.1	3.5	3.3	4.3
1973	9.4	7.3	5.4	7.6	5.5	3.6	7.9	5.8	3.9	2.0	2.3	0.2
1974	6.5	4.5	3.7	5.8	3.8	3.0	5.0	3.1	2.3	3.3	2.5	−0.3
1975	1.6	−0.0	1.4	3.9	2.2	3.7	4.7	2.9	4.4	3.4	3.9	3.3
1976	4.3	2.2	3.5	3.9	1.8	3.1	3.0	0.9	2.2	5.8	6.2	3.6
1977	−0.8	−2.5	−1.4	1.1	−0.7	0.5	0.9	−0.8	0.3	0.6	−0.5	1.4
1978	2.7	0.9	0.3	2.6	0.9	0.2	3.7	2.0	1.3	−1.6	−0.6	−1.4
1979	3.9	2.0	0.8	1.9	0.0	−1.1	2.2	0.3	−0.9	−1.2	−0.7	−0.6
1980	1.0	−0.6	−0.8	1.2	−0.4	−0.6	1.0	−0.5	−0.7	−1.3	0.1	−0.6
1981	−0.8	−2.6	−2.3	4.1	2.3	2.6	3.2	1.4	1.6	0.5	−0.1	0.3
1982	−7.4	−8.9	−3.1	−1.8	−3.4	2.7	−2.0	−3.6	2.5	0.6	0.2	−0.7
1983	3.1	1.7	3.3	−1.1	−2.5	−0.9	−1.8	−3.2	−1.6	−0.8	—	—

[1] Une nouvelle enquête mensuelle de l'emploi, des gains et de la durée du travail est entrée en vigueur en avril 1983, mois repère. Étant donné cette interruption des enquêtes, il est impossible d'établir une moyenne annuelle pour 1983.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-533; *Emploi, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002; et *Recensement du Canada*, ann., nº de cat. 91-001. Le revenu réel est calculé en divisant les diverses mesures de revenu nominal par l'indice implicite des prix de la dépense de consommation des Comptes nationaux. Les données des ménages de 1961 à nos jours proviennent de Statistique Canada, *L'équipement ménager*, nº de cat. 64-202, tandis que les données antérieures à 1961 sont extrapolées des repères du recensement.

Tableau de référence 14

Revenu et dépense des particuliers
1947 – 1983

Année	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Dépense personnelle	Épargne personnelle	Rapport de l'épargne personnelle au revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible par habitant	Dépense personnelle par habitant
D	40042 40552	40057 40295	40014 40254	40054 40413			
	(Millions de dollars)				(%)	(En dollars)	
1947	10,926	9,964	9,362	544	5.5	794	746
1948	12,592	11,559	10,370	1,138	9.8	901	809
1949	13,396	12,383	11,365	965	7.8	921	845
1950	14,262	13,285	12,482	738	5.6	969	910
1951	16,791	15,435	13,857	1,496	9.7	1,102	989
1952	18,592	16,922	15,162	1,665	9.8	1,170	1,049
1953	19,550	17,718	16,181	1,423	8.0	1,194	1,090
1954	19,717	17,868	16,934	804	4.5	1,169	1,108
1955	21,265	19,331	18,388	797	4.1	1,231	1,171
1956	23,531	21,307	20,090	1,051	4.9	1,325	1,249
1957	25,170	22,714	21,492	1,047	4.6	1,367	1,294
1958	26,651	24,313	22,845	1,278	5.3	1,423	1,338
1959	28,108	25,440	24,390	844	3.3	1,455	1,395
1960	29,595	26,567	25,479	867	3.3	1,487	1,426
1961	30,104	26,904	25,930	745	2.8	1,475	1,422
1962	32,788	29,340	27,452	1,647	5.6	1,579	1,477
1963	34,829	31,168	29,225	1,691	5.4	1,646	1,544
1964	37,282	33,049	31,389	1,383	4.2	1,713	1,627
1965	41,071	36,263	33,947	2,001	5.5	1,846	1,728
1966	46,094	39,901	36,890	2,662	6.7	1,994	1,843
1967	50,579	43,123	39,972	2,736	6.3	2,116	1,962
1968	55,677	46,820	43,704	2,639	5.6	2,262	2,111
1969	61,804	50,911	47,492	2,730	5.4	2,424	2,261
1970	66,633	54,009	50,327	2,872	5.3	2,536	2,363
1971	74,092	59,943	55,616	3,509	5.9	2,779	2,579
1972	83,767	68,100	62,208	5,015	7.4	3,124	2,853
1973	97,832	79,719	71,278	7,230	9.1	3,617	3,234
1974	116,867	94,545	83,388	9,406	9.9	4,228	3,729
1975	136,205	110,996	96,095	12,139	10.9	4,890	4,273
1976	155,142	125,309	111,657	11,588	9.2	5,450	4,856
1977	171,516	138,307	123,565	12,545	9.1	5,943	5,309
1978	191,498	156,070	136,532	16,888	10.8	6,636	5,806
1979	215,367	175,956	150,088	19,957	11.3	7,410	6,404
1980	244,342	199,378	170,236	24,088	12.1	8,293	7,081
1981	287,476	232,439	193,477	32,116	13.8	9,549	7,948
1982	316,284	255,296	209,801	38,521	15.1	10,364	8,517
1983	334,729	268,352	229,034	34,558	12.9	10,782	9,202

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 15

Revenu des particuliers, Canada et par province

1955 – 1982

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30303	30304	30305	30306	30307	30308	30309	30310	30311	30312	30313	30315
						(Millions de dollars)						
1955	292	67	683	489	5,296	8,525	1,073	1,058	1,475	2,242	43	21,265
1956	325	85	732	534	5,840	9,320	1,206	1,205	1,719	2,482	59	23,531
1957	350	77	785	556	6,363	10,211	1,223	1,037	1,749	2,728	59	25,170
1958	361	83	820	585	6,655	10,802	1,352	1,156	1,958	2,786	59	26,651
1959	383	96	874	626	7,005	11,406	1,419	1,200	2,039	2,948	61	28,108
1960	412	97	920	664	7,422	11,923	1,492	1,352	2,134	3,058	63	29,595
1961	440	102	946	671	7,828	12,187	1,436	1,084	2,199	3,091	59	30,104
1962	462	114	995	707	8,446	13,098	1,611	1,529	2,411	3,279	62	32,786
1963	493	116	1,043	751	8,933	13,976	1,647	1,686	2,535	3,509	67	34,829
1964	531	128	1,108	809	9,742	15,030	1,775	1,539	2,652	3,822	70	37,282
1965	604	137	1,181	880	10,685	16,537	1,892	1,789	2,941	4,271	69	41,071
1966	680	151	1,302	979	11,880	18,655	2,039	2,047	3,374	4,817	80	46,094
1967	755	168	1,446	1,067	13,175	20,553	2,280	1,932	3,665	5,348	90	50,579
1968	837	189	1,580	1,183	14,193	22,844	2,523	2,187	4,111	5,837	104	55,677
1969	923	205	1,766	1,295	15,565	25,629	2,704	2,269	4,589	6,645	122	61,804
1970	1,025	229	1,895	1,412	16,682	27,974	2,857	2,133	4,953	7,245	148	66,633
1971	1,143	243	2,100	1,576	18,369	30,966	3,192	2,555	5,534	8,182	158	74,092
1972	1,301	287	2,436	1,810	20,823	34,822	3,564	2,767	6,267	9,417	193	83,767
1973	1,526	355	2,850	2,105	24,067	39,884	4,244	3,673	7,471	11,331	235	97,832
1974	1,903	400	3,375	2,539	28,980	47,060	4,985	4,519	9,019	13,687	293	116,867
1975	2,259	493	3,894	3,080	33,801	53,902	5,865	5,660	10,991	15,787	346	136,205
1976	2,570	540	4,387	3,439	39,318	61,074	6,414	6,136	12,628	18,098	403	155,142
1977	2,837	592	4,888	3,773	43,382	67,417	6,999	6,311	14,428	20,280	464	171,516
1978	3,060	700	5,497	4,199	48,204	74,835	7,753	7,061	16,708	22,806	520	191,498
1979	3,424	765	6,135	4,716	53,726	83,480	8,450	7,934	20,014	25,974	590	215,367
1980	3,759	883	6,775	5,131	61,113	93,730	9,240	8,935	23,772	30,145	691	244,342
1981	4,362	975	7,690	5,794	71,209	129,373	11,285	11,397	29,143	35,218	845	287,476
1982	4,882	1,094	8,597	6,451	77,929	120,648	12,407	12,112	32,495	38,534	924	316,284
						(Variation en pourcentage)						
1955	7.4	−2.9	2.9	4.5	5.3	7.5	7.1	28.4	9.6	9.4	10.3	7.9
1956	11.3	26.9	7.2	9.2	10.3	9.3	12.4	13.9	16.5	10.7	37.2	10.7
1957	7.7	−9.4	7.2	4.1	9.0	9.6	1.4	−13.9	1.7	9.9	0.0	7.0
1958	3.1	7.8	4.5	5.2	4.6	5.8	10.5	11.5	11.9	2.5	0.0	5.9
1959	6.1	15.7	6.6	7.0	5.3	5.6	5.0	3.8	4.1	5.8	3.4	5.5
1960	7.6	1.0	5.3	6.1	6.0	4.5	5.1	12.7	4.7	3.7	3.3	5.3
1961	6.8	5.2	2.8	1.1	5.5	2.2	−3.8	−19.8	3.0	1.1	−6.3	1.7
1962	5.0	11.8	5.2	5.4	7.9	7.5	12.2	41.1	9.6	6.1	5.1	8.9
1963	6.7	1.8	4.8	6.2	5.8	6.7	2.2	10.3	5.1	7.0	8.1	6.2
1964	7.7	10.3	6.2	7.7	9.1	7.5	7.8	−8.7	4.6	8.9	4.5	7.0
1965	13.7	7.0	6.6	8.8	9.7	10.0	6.6	16.2	10.9	11.7	−1.4	10.2
1966	12.6	10.2	10.2	11.2	11.2	12.8	7.8	14.4	14.7	12.8	15.9	12.2
1967	11.0	11.3	11.1	9.0	10.9	10.2	11.8	−5.6	8.6	11.0	12.5	9.7
1968	10.9	12.5	9.3	10.9	7.7	11.1	10.7	13.2	12.2	9.1	15.6	10.1
1969	10.3	8.5	11.8	9.5	9.7	12.2	7.2	3.7	11.6	13.8	17.3	11.0
1970	11.1	11.7	7.3	9.0	7.2	9.1	5.7	−6.0	7.9	9.0	21.3	7.8
1971	11.5	6.1	10.8	11.6	10.1	10.7	11.7	19.8	11.7	12.9	6.8	11.2
1972	13.8	18.1	16.0	14.8	13.4	12.5	11.7	8.3	13.2	15.1	22.2	13.1
1973	17.3	23.7	17.0	16.3	15.6	14.5	19.1	32.7	19.2	20.3	21.8	16.8
1974	24.7	12.7	18.4	20.6	20.4	18.0	17.5	23.0	20.7	20.8	24.7	19.5
1975	18.7	23.2	15.4	21.3	16.6	14.5	17.7	25.2	21.9	15.3	18.1	16.5
1976	13.8	9.5	12.7	11.7	16.3	13.3	9.4	8.4	14.9	14.6	16.5	13.9
1977	10.4	9.6	11.4	9.7	10.3	10.4	9.1	2.9	14.3	12.1	15.1	10.6
1978	7.9	18.2	12.5	11.3	11.1	11.0	10.8	11.9	15.8	12.5	12.1	11.7
1979	11.9	9.3	11.6	12.3	11.5	11.6	9.0	12.4	19.8	13.9	13.5	12.5
1980	9.8	15.4	10.4	8.8	13.7	12.3	9.3	12.6	18.8	16.1	17.1	13.5
1981	6.0	10.4	13.5	12.9	16.5	16.7	22.1	27.6	22.6	16.8	22.3	17.7
1982	11.9	12.2	11.8	11.3	9.4	10.3	9.9	6.3	11.5	9.4	9.3	10.0

Tableau de référence 15 (suite)

Revenu des particuliers, Canada et par province
1955 – 1982

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)											
1955	1.4	0.3	3.2	2.3	24.9	40.1	5.0	5.0	6.9	10.5	0.2	100.0
1956	1.4	0.4	3.1	2.3	24.8	39.6	5.1	5.1	7.3	10.5	0.3	100.0
1957	1.4	0.3	3.1	2.2	25.3	40.6	4.9	4.1	7.0	10.8	0.2	100.0
1958	1.4	0.3	3.1	2.2	25.0	40.5	5.1	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1959	1.4	0.3	3.1	2.2	24.9	40.6	5.0	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1960	1.4	0.3	3.1	2.2	25.1	40.3	5.0	4.6	7.2	10.3	0.2	100.0
1961	1.5	0.3	3.1	2.2	26.0	40.5	4.8	3.6	7.3	10.3	0.2	100.0
1962	1.4	0.3	3.0	2.2	25.8	39.9	4.9	4.7	7.4	10.0	0.2	100.0
1963	1.4	0.3	3.0	2.2	25.6	40.1	4.7	4.8	7.3	10.1	0.2	100.0
1964	1.4	0.3	3.0	2.2	26.1	40.3	4.8	4.1	7.1	10.3	0.2	100.0
1965	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.3	4.6	4.4	7.2	10.4	0.2	100.0
1966	1.5	0.3	2.8	2.1	25.8	40.5	4.4	4.4	7.3	10.5	0.2	100.0
1967	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.6	4.5	3.8	7.2	10.6	0.2	100.0
1968	1.5	0.3	2.8	2.1	25.5	41.0	4.5	3.9	7.4	10.5	0.2	100.0
1969	1.5	0.3	2.9	2.1	25.2	41.5	4.4	3.7	7.4	10.8	0.2	100.0
1970	1.5	0.3	2.8	2.1	25.0	42.0	4.3	3.2	7.4	10.9	0.2	100.0
1971	1.5	0.3	2.8	2.1	24.8	41.8	4.3	3.4	7.5	11.0	0.2	100.0
1972	1.6	0.3	2.9	2.2	24.9	41.6	4.3	3.3	7.5	11.2	0.2	100.0
1973	1.6	0.4	2.9	2.2	24.6	40.8	4.3	3.8	7.6	11.6	0.2	100.0
1974	1.6	0.3	2.9	2.2	24.8	40.3	4.3	3.9	7.7	11.7	0.3	100.0
1975	1.7	0.4	2.9	2.3	24.8	39.6	4.3	4.2	8.1	11.6	0.3	100.0
1976	1.7	0.3	2.8	2.2	25.3	39.4	4.1	4.0	8.1	11.7	0.3	100.0
1977	1.7	0.3	2.8	2.2	25.3	39.3	4.1	3.7	8.4	11.8	0.3	100.0
1978	1.6	0.4	2.9	2.2	25.2	39.1	4.0	3.7	8.7	11.9	0.3	100.0
1979	1.6	0.4	2.8	2.2	24.9	38.8	3.9	3.7	9.3	12.1	0.3	100.0
1980	1.5	0.4	2.8	2.1	25.0	38.4	3.8	3.7	9.7	12.3	0.3	100.0
1981	1.5	0.3	2.7	2.0	24.8	38.0	3.9	4.0	10.1	12.3	0.3	100.0
1982	1.5	0.3	2.7	2.0	24.6	38.1	3.9	3.8	10.3	12.2	0.3	100.0

Remarque: Le total pour le Canada inclut le revenu personnel des Canadiens temporairement à l'étranger (y compris les soldes et allocations militaires des Forces armées canadiennes à l'étranger). Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la Colombie-Britannique jusqu'en 1950.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 16

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1955 – 1982

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30316	30317	30318	30319	30320	30321	30322	30323	30324	30325	30326	30327
						(En dollars)						
1955	719	670	1,000	894	1,172	1,619	1,279	1,205	1,352	1,671	1,483	1,355
1956	783	859	1,053	962	1,262	1,724	1,419	1,368	1,531	1,774	1,903	1,463
1957	825	778	1,120	989	1,334	1,812	1,419	1,178	1,503	1,841	1,903	1,515
1958	836	830	1,157	1,025	1,357	1,856	1,545	1,297	1,624	1,811	1,788	1,560
1959	869	951	1,216	1,076	1,394	1,911	1,593	1,323	1,634	1,881	1,794	1,608
1960	920	942	1,265	1,127	1,443	1,951	1,647	1,478	1,653	1,909	1,750	1,656
1961	961	971	1,284	1,122	1,488	1,954	1,557	1,172	1,651	1,897	1,595	1,651
1962	987	1,065	1,334	1,169	1,573	2,062	1,721	1,644	1,761	1,975	1,550	1,764
1963	1,036	1,074	1,389	1,233	1,630	2,156	1,736	1,807	1,807	2,065	1,634	1,840
1964	1,099	1,174	1,468	1,324	1,745	2,267	1,851	1,634	1,856	2,190	1,667	1,933
1965	1,238	1,257	1,562	1,431	1,880	2,436	1,961	1,883	2,028	2,377	1,683	2,091
1966	1,379	1,385	1,722	1,587	2,055	2,680	2,117	2,143	2,306	2,570	1,860	2,303
1967	1,513	1,541	1,903	1,721	2,247	2,884	2,368	2,019	2,460	2,750	2,045	2,482
1968	1,654	1,718	2,060	1,893	2,394	3,146	2,598	2,278	2,698	2,914	2,311	2,690
1969	1,796	1,847	2,279	2,062	2,601	3,470	2,762	2,368	2,944	3,226	2,596	2,943
1970	1,983	2,082	2,423	2,252	2,774	3,705	2,906	2,267	3,105	3,405	2,960	3,129
1971	2,190	2,189	2,662	2,482	3,047	4,020	3,231	2,759	3,399	3,745	2,981	3,435
1972	2,455	2,540	3,064	2,828	3,440	4,459	3,596	3,027	3,782	4,202	3,386	3,842
1973	2,842	3,114	3,545	3,253	3,959	5,043	4,261	4,059	4,421	4,922	3,917	4,438
1974	3,518	3,478	4,156	3,882	4,733	5,843	4,950	5,021	5,238	5,761	4,883	5,226
1975	4,115	4,214	4,749	4,632	5,470	6,596	5,784	6,240	6,182	6,489	5,492	6,001
1976	4,606	4,576	5,292	5,080	6,306	7,390	6,276	6,662	6,871	7,336	6,297	6,747
1977	5,066	4,975	5,868	5,516	6,904	8,071	6,815	6,750	7,542	8,112	7,138	7,370
1978	5,445	5,785	6,560	6,103	7,649	8,867	7,513	7,488	8,426	8,972	7,879	8,143
1979	6,071	6,270	7,286	6,815	8,475	9,820	8,220	8,343	9,749	10,032	8,939	9,069
1980	6,641	7,179	8,018	7,383	9,570	10,937	9,015	9,317	11,103	11,307	10,313	10,163
1981	7,680	7,927	9,068	8,325	11,061	12,681	10,999	11,774	13,028	12,835	12,246	11,810
1982	8,580	8,894	10,090	9,229	12,021	13,842	11,987	12,372	14,025	13,811	13,014	12,839
						(Variation en pourcentage)						
1955	4.4	– 1.9	1.4	3.2	2.3	4.4	5.0	27.7	6.2	5.5	2.7	5.0
1956	8.9	28.1	5.3	7.6	7.6	6.5	– 0.2	13.5	13.2	6.2	28.4	8.0
1957	5.4	– 9.4	6.3	2.8	5.7	5.1	0.0	– 13.9	– 1.8	3.8	0.0	3.6
1958	1.2	6.7	3.3	3.6	1.7	2.4	8.9	10.1	8.1	– 1.6	– 6.1	3.0
1959	3.9	14.5	5.1	5.0	2.7	3.0	3.1	2.0	0.6	3.9	0.3	3.0
1960	5.9	– 0.9	4.1	4.8	3.5	2.1	3.4	11.7	1.2	1.5	– 2.5	3.0
1961	4.5	3.2	1.4	– 0.5	3.1	0.2	– 5.4	– 20.7	– 0.1	– 0.6	– 8.9	– 0.3
1962	2.8	9.7	3.9	4.1	5.6	5.5	10.5	40.3	6.7	4.1	– 2.8	6.9
1963	4.9	0.8	4.1	5.5	3.6	4.6	0.8	9.9	2.6	4.6	5.4	4.3
1964	6.1	9.3	5.7	7.4	7.0	5.1	6.6	– 9.6	2.7	6.0	2.0	5.1
1965	12.6	7.0	6.4	8.1	7.7	7.5	5.9	15.3	9.3	8.5	1.0	8.2
1966	11.4	10.2	10.2	10.9	9.3	10.0	8.0	13.8	13.7	8.1	10.5	10.1
1967	9.7	11.3	10.5	8.5	9.3	7.6	11.8	– 5.8	6.7	7.0	9.9	7.8
1968	9.3	11.5	8.3	10.0	6.6	9.1	9.7	12.8	9.7	6.0	13.0	8.4
1969	8.6	7.5	10.6	8.9	8.6	10.3	6.3	4.0	9.1	10.7	12.3	9.4
1970	10.4	12.7	6.3	9.2	6.7	6.8	5.2	– 4.3	5.5	5.5	14.0	6.3
1971	10.4	5.2	9.8	10.2	9.8	8.5	11.2	21.7	9.5	10.0	0.7	9.8
1972	12.1	16.0	15.1	14.0	12.9	10.9	11.3	9.7	11.3	12.2	13.6	11.8
1973	15.8	22.6	15.7	15.0	15.1	13.1	18.5	34.1	16.9	17.1	15.7	15.5
1974	23.8	11.7	17.3	19.3	19.5	15.9	16.2	23.7	18.5	17.0	24.7	17.7
1975	17.0	21.2	14.3	19.3	15.6	12.9	16.8	24.3	18.0	12.6	12.5	14.8
1976	11.9	8.6	11.4	9.7	15.3	12.0	8.5	6.8	11.1	13.1	14.7	12.4
1977	10.0	8.7	10.9	8.6	9.5	9.2	8.6	1.3	9.8	10.6	13.4	9.2
1978	7.5	16.3	11.8	10.6	10.8	9.9	10.2	10.9	11.7	10.6	10.4	10.5
1979	11.5	8.4	11.1	11.7	10.8	10.7	9.4	11.4	15.7	11.8	13.5	11.4
1980	9.4	14.5	10.0	8.3	12.9	11.4	9.7	11.7	13.9	12.7	15.4	12.1
1981	15.6	10.4	13.1	12.8	15.6	15.9	22.0	26.4	17.3	13.5	18.7	16.2
1982	11.7	12.2	11.3	10.9	8.7	9.2	9.0	5.1	7.7	7.6	6.3	8.7

Tableau de référence 16 (suite)

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1955 – 1982

Année	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Revenu personnel par habitant, par province, en pourcentage de celui au niveau national)											
1955	53.1	49.5	73.8	66.0	86.6	119.5	94.4	89.0	99.8	123.3	109.5	100.0
1956	53.5	58.7	72.0	65.8	86.2	117.8	97.0	93.5	104.6	121.2	130.1	100.0
1957	54.5	51.3	73.9	65.3	88.0	119.6	93.6	77.8	99.2	121.5	125.6	100.0
1958	53.6	53.2	74.1	65.7	87.0	118.9	99.0	83.1	104.0	116.1	114.6	100.0
1959	54.0	59.1	75.6	66.9	86.7	118.9	99.1	82.3	101.6	117.0	111.6	100.0
1960	55.5	56.9	76.4	68.1	87.2	117.8	99.4	89.2	99.8	115.3	105.7	100.0
1961	58.2	58.9	77.8	68.0	90.2	118.4	94.4	71.0	100.0	115.0	96.6	100.0
1962	55.9	60.4	75.6	66.2	89.1	116.9	97.5	93.2	99.8	112.0	87.8	100.0
1963	56.3	58.4	75.5	67.0	88.6	117.2	94.3	98.2	98.2	112.3	88.8	100.0
1964	56.9	60.8	75.9	68.5	90.3	117.3	95.8	84.5	96.0	113.3	86.2	100.0
1965	59.2	60.1	74.7	68.4	89.9	116.5	93.8	90.1	97.0	113.7	80.5	100.0
1966	59.9	60.2	74.8	68.9	89.2	116.4	91.9	93.1	100.1	111.6	80.8	100.0
1967	61.0	62.1	76.7	69.3	90.5	116.2	95.4	81.3	99.1	110.8	82.4	100.0
1968	61.5	63.9	76.6	70.4	89.0	117.0	96.6	84.7	100.3	108.3	85.9	100.0
1969	61.0	62.8	77.4	70.1	88.4	117.9	93.9	80.5	100.0	109.6	88.2	100.0
1970	63.4	66.5	77.5	72.0	88.7	118.4	92.9	72.4	99.3	108.8	94.6	100.0
1971	63.7	63.7	77.5	72.2	88.7	117.0	94.0	80.3	99.0	109.0	86.8	100.0
1972	63.9	66.1	79.8	73.6	89.5	116.0	93.6	78.8	98.4	109.4	88.1	100.0
1973	64.0	70.2	79.9	73.3	89.2	113.6	96.0	91.4	99.6	110.9	88.2	100.0
1974	67.3	66.6	79.5	74.3	90.6	111.8	94.7	96.1	100.2	110.2	93.4	100.0
1975	68.6	70.2	79.1	77.2	91.2	109.9	96.4	104.0	103.0	108.1	91.5	100.0
1976	68.3	67.8	78.4	75.3	93.5	109.5	93.0	98.7	101.8	108.7	93.3	100.0
1977	68.7	67.5	79.6	74.8	93.7	109.5	92.5	91.6	102.3	110.1	96.9	100.0
1978	66.9	71.0	80.6	74.9	93.9	108.9	92.3	92.0	103.5	110.2	96.8	100.0
1979	66.9	69.1	80.3	75.1	93.5	108.3	90.6	92.0	107.5	110.6	98.6	100.0
1980	65.3	70.6	78.9	72.6	94.2	107.6	88.7	91.7	109.2	111.3	101.5	100.0
1981	65.0	67.1	76.8	70.5	93.7	107.4	93.1	99.7	110.3	108.7	103.7	100.0
1982	66.8	69.3	78.6	71.9	93.6	107.8	93.4	96.4	109.2	107.6	101.4	100.0

Remarque: Le revenu des particuliers, par habitant, provient de la division du revenu des particuliers par la population en juin. Les variations en pourcentage sont calculées à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Population estimative du Canada par province, le 1er juin; Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 17

Valeur des ventes au détail, Canada et par région
1950 – 1983[1]

Année	Ventes d'automobiles	Autres ventes	Ensemble des ventes					
			Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
			(Millions de dollars)					
1950	1,505	8,112	9,617	822	2,183	3,715	1,914	982
1951	1,884	8,809	10,693	899	2,443	4,130	2,122	1,100
1952	2,105	9,462	11,567	971	2,658	4,409	2,340	1,190
1953	2,303	9,886	12,189	1,004	2,793	4,666	2,485	1,241
1954	2,055	10,262	12,317	1,024	2,868	4,762	2,391	1,274
1955	2,415	11,058	13,473	1,125	3,109	5,296	2,496	1,447
1956	2,598	12,176	14,774	1,209	3,463	5,734	2,728	1,640
1957	2,547	12,876	15,423	1,233	3,710	5,943	2,855	1,683
1958	2,485	13,654	16,139	1,287	3,854	6,271	3,021	1,705
1959	2,701	14,386	17,087	1,356	4,114	6,615	3,208	1,793
1960	2,650	14,741	17,391	1,421	4,213	6,751	3,250	1,755
1961	2,599	15,154	17,752	1,456	4,490	6,808	3,238	1,760
1961	2,599	13,474	16,073	1,381	4,108	6,207	2,774	1,604
1962	2,957	14,180	17,137	1,429	4,486	6,526	2,945	1,751
1963	3,312	14,895	18,207	1,511	4,770	6,948	3,098	1,880
1964	3,612	15,881	19,493	1,616	5,120	7,366	3,305	2,086
1965	4,175	16,979	21,155	1,762	5,534	8,043	3,509	2,307
1966	4,338	18,349	22,686	1,861	5,882	8,625	3,811	2,507
1967	4,433	19,722	24,155	1,979	6,379	9,091	4,058	2,648
1968	4,714	20,997	25,711	2,135	6,585	9,885	4,267	2,859
1969	4,796	22,606	27,401	2,191	6,962	10,588	4,494	3,165
1970	4,197	23,837	28,034	2,295	7,074	10,885	4,520	3,260
1971	4,925	25,722	30,646	2,532	7,681	11,877	4,924	3,632
1972	6,240	27,846	34,086	2,786	8,612	13,058	5,568	4,062
1973	7,422	30,891	38,313	3,095	9,697	14,505	6,281	4,735
1974	8,303	36,435	44,739	3,638	11,385	16,570	7,603	5,543
1975	10,184	41,178	51,361	4,167	13,020	19,151	8,955	6,068
1976	11,058	46,070	57,128	4,625	14,448	21,057	10,183	6,815
1977	11,750	49,873	61,623	4,921	15,563	22,719	10,967	7,452
1978	13,480	55,299	68,778	5,615	17,196	25,186	12,355	8,426
1979	15,421	61,604	77,025	6,295	19,625	27,515	14,191	9,399
1980	15,698	68,328	84,026	6,628	20,895	29,666	16,027	10,810
1981	16,547	77,746	94,293	7,245	22,670	33,732	18,361	12,283
1982	14,874	82,764	97,638	7,720	23,497	35,543	18,813	12,065
1983	17,584	87,545	105,129	8,620	25,531	38,982	19,592	12,404

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne sont pas toujours égaux à la somme des éléments.

(1) Les données de ventes au détail d'avant 1975 sont fondées sur un échantillonnage des détaillants établi à partir d'un point repère des données de recensement; certaines données repères des différentes années se chevauchent. A partir de 1975, et avec recul à 1971, les données de ventes au détail ont été obtenues d'un échantillonnage de détaillants provenant de renseignements non liés à un recensement et ces données ne se comparent pas aux données antérieures. Les données d'avant 1961 sont fondées sur la classification industrielle standard de 1948 et les données plus récentes sur la classification de 1960.

(2) Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail*, mens., nº de cat. 63-005.

Tableau de référence 18

Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1983

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Millions de dollars)									
1960	511	680	1,191	506	1,697	335	843	1,178	671	1,849
1961	654	647	1,301	512	1,813	279	806	1,085	682	1,767
1962	647	745	1,392	536	1,928	353	916	1,269	750	2,019
1963	659	885	1,544	586	2,130	355	1,003	1,358	801	2,159
1964	769	1,059	1,828	660	2,488	443	1,388	1,831	896	2,727
1965	844	1,161	2,005	724	2,729	604	1,736	2,340	974	3,314
1966	1,066	1,348	2,414	796	3,210	788	2,126	2,914	1,096	4,010
1967	1,069	1,427	2,496	854	3,350	677	1,857	2,534	1,156	3,690
1968	1,086	1,341	2,427	914	3,341	657	1,542	2,199	1,232	3,431
1969	1,203	1,323	2,526	985	3,511	772	1,828	2,600	1,306	3,906
1970	1,284	1,268	2,552	1,112	3,664	997	2,226	3,223	1,417	4,640
1971	1,605	1,508	3,113	1,212	4,325	873	2,121	2,994	1,483	4,477
1972	1,528	1,785	3,313	1,304	4,617	829	2,119	2,948	1,657	4,605
1973	1,756	2,102	3,858	1,582	5,439	986	2,682	3,668	1,919	5,587
1974	2,184	2,529	4,713	1,899	6,612	1,425	3,525	4,950	2,310	7,260
1975	2,619	3,205	5,824	2,198	8,022	1,569	3,953	5,521	2,445	7,967
1976	3,094	4,168	7,262	2,540	9,802	1,440	4,026	5,465	2,891	8,357
1977	3,683	4,219	7,902	2,772	10,674	1,659	4,422	6,081	3,216	9,297
1978	4,058	4,440	8,498	2,972	11,469	1,544	4,635	6,178	3,596	9,774
1979	5,798	5,510	11,308	3,629	14,937	1,611	5,833	7,444	4,098	11,541
1980	8,302	6,061	14,363	4,501	18,864	2,256	7,491	9,747	4,731	14,478
1981	9,426	7,024	16,451	5,256	21,707	3,074	9,665	12,739	4,955	17,694
1982	9,168	6,168	15,336	5,209	20,545	2,771	8,352	11,123	4,766	15,889
1983	9,747	5,797	15,544	5,347	20,891	2,041	7,061	9,103	4,966	14,068
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Millions de dollars)									
1960	1,074	698	1,772	713	2,485	466	409	875	168	1,043
1961	1,088	610	1,698	723	2,421	451	396	847	162	1,009
1962	982	619	1,601	734	2,335	438	422	860	164	1,024
1963	1,111	660	1,771	774	2,545	468	450	918	183	1,101
1964	1,332	727	2,059	822	2,881	548	494	1,042	195	1,237
1965	1,443	980	2,423	867	3,290	705	564	1,269	220	1,489
1966	1,666	1,260	2,926	945	3,871	860	667	1,527	248	1,775
1967	1,748	1,397	3,145	1,019	4,164	764	770	1,534	272	1,806
1968	1,774	1,446	3,220	1,070	4,290	710	762	1,472	300	1,772
1969	1,719	1,586	3,305	1,113	4,418	704	952	1,656	299	1,955
1970	2,044	1,584	3,628	1,218	4,846	760	985	1,745	323	2,068
1971	2,228	1,760	3,988	1,318	5,306	901	1,014	1,915	324	2,239
1972	2,357	1,872	4,229	1,424	5,653	1,212	1,430	2,642	355	2,997
1973	2,673	2,484	5,157	1,617	6,774	1,685	1,759	3,445	420	3,864
1974	3,154	3,087	6,241	2,002	8,243	2,184	2,145	4,329	510	4,839
1975	4,403	3,630	8,033	2,229	10,262	2,768	2,448	5,216	591	5,807
1976	4,426	3,828	8,254	2,588	10,842	2,724	2,546	5,270	724	5,994
1977	5,073	4,115	9,188	2,948	12,136	2,605	2,730	5,335	775	6,110
1978	5,626	4,900	10,526	3,393	13,918	2,925	3,402	6,327	912	7,239
1979	6,184	5,576	11,760	3,830	15,590	3,932	4,516	8,449	1,099	9,548
1980	6,717	6,047	12,763	4,439	17,202	4,430	5,079	9,509	1,222	10,731
1981	8,588	7,655	16,244	5,066	21,309	5,236	5,670	10,906	1,395	12,301
1982	10,274	7,626	17,900	5,419	23,319	4,703	4,989	9,692	1,332	11,024
1983	9,246	7,831	17,077	5,859	22,936	3,763	4,873	8,635	1,399	10,034

Tableau de référence 18 (suite)

Investissement privés et publics au Canada
1960 – 1983

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Institutions					Habitation[1]				
	(Millions de dollars)									
1960	500	73	573	71	644	1,522	—	1,522	457	1,979
1961	536	81	617	78	695	1,497	—	1,497	484	1,981
1962	729	105	834	76	910	1,555	—	1,555	513	2,068
1963	757	116	873	75	948	1,652	—	1,652	544	2,196
1964	648	123	771	79	850	1,990	—	1,990	577	2,567
1965	867	145	1,012	82	1,094	2,218	—	2,218	618	2,836
1966	1,020	184	1,204	93	1,297	2,180	—	2,180	661	2,841
1967	1,107	208	1,315	113	1,428	2,378	—	2,378	713	3,091
1968	1,197	225	1,422	118	1,540	2,806	—	2,806	780	3,586
1969	1,134	209	1,343	133	1,476	3,384	—	3,384	844	4,228
1970	1,095	216	1,311	134	1,445	3,138	—	3,138	871	4,009
1971	1,199	236	1,435	152	1,587	4,025	—	4,025	951	4,976
1972	993	225	1,218	168	1,386	4,820	—	4,820	1,051	5,871
1973	914	228	1,142	175	1,316	5,978	—	5,978	1,188	7,165
1974	1,064	275	1,338	199	1,537	7,010	—	7,010	1,451	8,461
1975	1,191	293	1,484	224	1,708	7,114	—	7,114	1,576	8,690
1976	1,168	317	1,485	256	1,741	10,853	—	10,853	1,817	12,669
1977	1,180	335	1,514	313	1,827	11,065	—	11,065	2,061	13,126
1978	1,181	362	1,542	344	1,886	11,450	—	11,450	2,329	13,780
1979	1,328	363	1,690	369	2,059	11,617	—	11,617	2,649	14,267
1980	1,625	506	2,131	420	2,551	11,014	—	11,014	2,862	13,876
1981	1,882	606	2,488	544	3,032	13,135	—	13,135	3,229	16,365
1982	2,109	638	2,747	606	3,353	9,891	—	9,891	3,451	13,342
1983	2,304	643	2,947	623	3,570	10,727	—	10,727	3,688	14,414
	Services gouvernementaux					Total				
	(Millions de dollars)									
1960	1,171	103	1,274	383	1,657	5,579	2,806	8,385	2,969	11,354
1961	1,125	122	1,247	380	1,627	5,630	2,662	8,292	3,021	11,313
1962	1,130	128	1,258	388	1,646	5,834	2,935	8,769	3,161	11,930
1963	1,154	128	1,282	393	1,675	6,156	3,242	9,398	3,356	12,754
1964	1,303	157	1,460	402	1,862	7,033	3,948	10,981	3,631	14,612
1965	1,494	174	1,668	442	2,110	8,175	4,760	12,935	3,927	16,862
1966	1,702	222	1,924	526	2,450	9,283	5,807	15,089	4,365	19,454
1967	1,731	215	1,946	573	2,519	9,474	5,874	15,348	4,700	20,048
1968	1,679	230	1,909	604	2,513	9,909	5,546	15,455	5,018	20,473
1969	1,908	205	2,113	583	2,696	10,824	6,103	16,927	5,263	22,190
1970	2,001	200	2,201	592	2,793	11,319	6,479	17,798	5,667	23,465
1971	2,443	271	2,714	620	3,334	13,274	6,910	20,184	6,060	26,244
1972	2,731	317	3,048	615	3,663	14,470	7,748	22,218	6,574	28,792
1973	2,962	410	3,372	708	4,080	16,953	9,666	26,618	7,608	34,226
1974	3,751	551	4,302	819	5,121	20,771	12,111	32,882	9,189	42,072
1975	4,392	633	5,025	892	5,917	24,055	14,162	38,216	10,155	48,371
1976	4,440	607	5,047	960	6,007	28,144	15,492	43,636	11,775	55,412
1977	4,865	648	5,513	1,085	6,598	30,130	16,467	46,598	13,170	59,767
1978	5,129	710	5,839	1,151	6,990	31,912	18,448	50,360	14,696	65,055
1979	5,377	710	6,087	1,300	7,387	35,847	22,508	58,354	16,974	75,328
1980	5,814	853	6,666	1,543	8,210	40,157	26,036	66,193	19,718	85,911
1981	6,517	1,124	7,641	1,742	9,383	47,860	31,744	79,604	22,186	101,790
1982	7,292	1,098	8,391	2,020	10,410	46,208	28,871	75,079	22,803	97,882
1983	7,578	1,156	8,734	2,069	10,803	45,405	27,361	72,766	23,951	96,717

Remarque: Chiffres réels pour 1982, chiffres réels provisoires pour 1983.

[1] Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce postes présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, occasionnelle n° de cat. 61-504; et ann., n° de cat. 61-206.

Tableau de référence 19

Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1983

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	30.1	40.0	70.2	29.8	100.0	18.1	45.6	63.7	36.3	100.0
1961	36.1	35.7	71.8	28.2	100.0	15.8	45.6	61.4	38.6	100.0
1962	33.6	38.6	72.2	27.8	100.0	17.5	45.4	62.9	37.1	100.0
1963	30.9	41.5	72.5	27.5	100.0	16.4	46.5	62.9	37.1	100.0
1964	30.9	42.6	73.5	26.5	100.0	16.2	50.9	67.1	32.9	100.0
1965	30.9	42.5	73.5	26.5	100.0	18.2	52.4	70.6	29.4	100.0
1966	33.2	42.0	75.2	24.8	100.0	19.7	53.0	72.7	27.3	100.0
1967	31.9	42.C	74.5	25.5	100.0	18.3	50.3	68.7	31.3	100.0
1968	32.5	40.1	72.6	27.4	100.0	19.1	44.9	64.1	35.9	100.0
1969	34.3	37.7	71.9	28.1	100.0	19.8	46.8	66.6	33.4	100.0
1970	35.0	34.6	69.7	30.3	100.0	21.5	48.0	69.5	30.5	100.0
1971	37.1	34.9	72.0	28.0	100.0	19.5	47.4	66.9	33.1	100.0
1972	33.1	38.7	71.8	28.2	100.0	18.0	46.0	64.0	36.0	100.0
1973	32.3	38.6	70.9	29.1	100.0	17.6	48.0	65.7	34.3	100.0
1974	33.0	38.2	71.3	28.7	100.0	19.6	48.5	68.2	31.8	100.0
1975	32.6	40.0	72.6	27.4	100.0	19.7	49.6	69.3	30.7	100.0
1976	31.6	42.5	74.1	25.9	100.0	17.2	48.2	65.4	34.6	100.0
1977	34.5	39.5	74.0	26.0	100.0	17.8	47.6	65.4	34.6	100.0
1978	35.4	38.7	74.1	25.9	100.0	15.8	47.4	63.2	36.8	100.0
1979	38.8	36.9	75.7	24.3	100.0	14.0	50.5	64.5	35.5	100.0
1980	44.0	32.1	76.1	23.9	100.0	15.6	51.7	67.3	32.7	100.0
1981	43.4	32.4	75.8	24.2	100.0	17.4	54.6	72.0	28.0	100.0
1982	44.6	30.0	74.6	25.4	100.0	17.4	52.6	70.0	30.0	100.0
1983	46.7	27.7	74.4	25.6	100.0	14.5	50.2	64.7	35.3	100.0
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	43.2	28.1	71.3	28.7	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1961	44.9	25.2	70.1	29.9	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1962	42.1	26.5	68.6	31.4	100.0	42.8	41.2	84.0	16.0	100.0
1963	43.7	25.9	69.6	30.4	100.0	42.5	40.9	83.4	16.6	100.0
1964	46.2	25.2	71.5	28.5	100.0	44.3	39.9	84.2	15.8	100.0
1965	43.9	29.8	73.6	26.4	100.0	47.3	37.9	85.2	14.8	100.0
1966	43.0	32.5	75.6	24.4	100.0	48.5	37.6	86.0	14.0	100.0
1967	42.0	33.5	75.5	24.5	100.0	42.3	42.6	84.9	15.1	100.0
1968	41.4	33.7	75.1	24.9	100.0	40.1	43.0	83.1	16.9	100.0
1969	38.9	35.9	74.8	25.2	100.0	36.0	48.7	84.7	15.3	100.0
1970	42.2	32.7	74.9	25.1	100.0	36.8	47.6	84.4	15.6	100.0
1971	42.0	33.2	75.2	24.8	100.0	40.2	45.3	85.5	14.5	100.0
1972	41.7	33.1	74.8	25.2	100.0	40.4	47.7	88.2	11.8	100.0
1973	39.5	36.7	76.1	23.9	100.0	43.6	45.5	89.1	10.9	100.0
1974	38.3	37.4	75.7	24.3	100.0	45.1	44.3	89.5	10.5	100.0
1975	42.9	35.4	78.3	21.7	100.0	47.7	42.2	89.8	10.2	100.0
1976	40.8	35.3	76.1	23.9	100.0	45.5	42.5	87.9	12.1	100.0
1977	41.8	33.9	75.7	24.3	100.0	42.6	44.7	87.3	12.7	100.0
1978	40.4	35.2	75.6	24.4	100.0	40.4	47.0	87.4	12.6	100.0
1979	39.7	35.8	75.4	24.6	100.0	41.2	47.3	88.5	11.5	100.0
1980	39.0	35.2	74.2	25.8	100.0	41.3	47.3	88.6	11.4	100.0
1981	40.3	35.9	76.2	23.8	100.0	42.6	46.1	88.7	11.3	100.0
1982	44.1	32.7	76.8	23.2	100.0	42.7	45.3	87.9	12.1	100.0
1983	40.3	34.1	74.5	25.5	100.0	37.5	48.6	86.1	13.9	100.0

Tableau de référence 19 (suite)

Investissements privés et public au Canada
1960 – 1983

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Institutions					Habitation[1]				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	77.6	11.3	89.0	11.0	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1961	77.1	11.7	88.8	11.2	100.0	75.6	—	75.6	24.4	100.0
1962	80.1	11.5	91.6	8.4	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1963	79.9	12.2	92.1	7.9	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1964	76.2	14.5	90.7	9.3	100.0	77.5	—	77.5	22.5	100.0
1965	79.3	13.3	92.5	7.5	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1966	78.6	14.2	92.8	7.2	100.0	76.7	—	76.7	23.3	100.0
1967	77.5	14.6	92.1	7.9	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1968	77.7	14.6	92.3	7.7	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1969	76.8	14.2	91.0	9.0	100.0	80.0	—	80.0	20.0	100.0
1970	75.8	14.9	90.7	9.3	100.0	78.3	—	78.3	21.7	100.0
1971	75.6	14.9	90.4	9.6	100.0	80.9	—	80.9	19.1	100.0
1972	71.6	16.2	87.9	12.1	100.0	82.1	—	82.1	17.9	100.0
1973	69.4	17.3	86.7	13.3	100.0	83.4	—	83.4	16.6	100.0
1974	69.2	17.9	87.1	12.9	100.0	82.9	—	82.9	17.1	100.0
1975	69.7	17.2	86.9	13.1	100.0	81.9	—	81.9	18.1	100.0
1976	67.1	18.2	85.3	14.7	100.0	85.7	—	85.7	14.3	100.0
1977	64.6	18.3	82.9	17.1	100.0	84.3	—	84.3	15.7	100.0
1978	62.6	19.2	81.8	18.2	100.0	83.1	—	83.1	16.9	100.0
1979	64.5	17.6	82.1	17.9	100.0	81.4	—	81.4	18.6	100.0
1980	63.7	19.8	83.6	16.4	100.0	79.4	—	79.4	20.6	100.0
1981	62.1	20.0	82.1	17.9	100.0	80.3	—	80.3	19.7	100.0
1982	62.9	19.0	81.9	18.1	100.0	74.1	—	74.1	25.9	100.0
1983	64.5	18.0	82.5	17.5	100.0	74.4	—	74.4	25.6	100.0
	Services gouvernementaux					Total				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	70.7	6.2	76.9	23.1	100.0	49.1	24.7	73.8	26.2	100.0
1961	69.1	7.5	76.6	23.4	100.0	49.8	23.5	73.3	26.7	100.0
1962	68.7	7.8	76.4	23.6	100.0	48.9	24.6	73.5	26.5	100.0
1963	68.9	7.6	76.5	23.5	100.0	48.3	25.4	73.7	26.3	100.0
1964	70.0	8.4	78.4	21.6	100.0	48.1	27.0	75.1	24.9	100.0
1965	70.8	8.2	79.1	20.9	100.0	48.5	28.2	76.7	23.3	100.0
1966	69.5	9.1	78.5	21.5	100.0	47.7	29.8	77.6	22.4	100.0
1967	68.7	8.5	77.3	22.7	100.0	47.3	29.3	76.6	23.4	100.0
1968	66.8	9.2	76.0	24.0	100.0	48.4	27.1	75.5	24.5	100.0
1969	70.8	7.6	78.4	21.6	100.0	48.8	27.5	76.3	23.7	100.0
1970	71.6	7.2	78.8	21.2	100.0	48.2	27.6	75.8	24.2	100.0
1971	73.3	8.1	81.4	18.6	100.0	50.6	26.3	76.9	23.1	100.0
1972	74.6	8.7	83.2	16.8	100.0	50.3	26.9	77.2	22.8	100.0
1973	72.6	10.1	82.6	17.4	100.0	49.5	28.2	77.8	22.2	100.0
1974	73.2	10.8	84.0	16.0	100.0	49.4	28.8	78.2	21.8	100.0
1975	74.2	10.7	84.9	15.1	100.0	49.7	29.3	79.0	21.0	100.0
1976	73.9	10.1	84.0	16.0	100.0	50.8	28.0	78.7	21.3	100.0
1977	73.7	9.8	83.6	16.4	100.0	50.4	27.6	78.0	22.0	100.0
1978	73.4	10.2	83.5	16.5	100.0	49.1	28.4	77.4	22.6	100.0
1979	72.8	9.6	82.4	17.6	100.0	47.6	29.9	77.5	22.5	100.0
1980	70.8	10.4	81.2	18.8	100.0	46.7	30.3	77.0	23.0	100.0
1981	69.5	12.0	81.4	18.6	100.0	47.0	31.2	78.2	21.8	100.0
1982	70.1	10.5	80.6	19.4	100.0	47.2	29.5	76.7	23.3	100.0
1983	70.1	10.7	80.9	19.1	100.0	46.9	28.3	75.2	24.8	100.0

Remarque: Chiffres réels pour 1982, chiffres réels provisoires pour 1983.

[1] Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*.

Tableau de référence 20
Investissements privés et publics, par région
Immobilisations
1960 – 1983

Année	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Région de l'Atlantique	Québec
D	836852	836858	836863	836870	836940	836877
			(Millions de dollars)			
1960	146	37	234	180	597	2,007
1961	184	38	224	171	617	2,006
1962	261	43	223	179	706	2,154
1963	236	43	234	189	702	2,301
1964	231	39	270	257	797	2,828
1965	228	57	318	334	937	3,206
1966	340	57	411	390	1,198	3,441
1967	360	48	463	378	1,246	3,203
1968	387	41	461	330	1,219	3,175
1969	395	44	552	392	1,383	3,376
1970	503	54	607	471	1,635	3,418
1971	678	73	628	497	1,876	4,150
1972	607	72	613	487	1,779	4,824
1973	634	124	825	636	2,219	5,826
1974	698	118	893	976	2,685	7,398
1975	714	118	922	1,159	2,913	9,170
1976	829	111	1,041	1,177	3,159	9,813
1977	712	130	1,040	1,155	3,038	10,702
1978	784	172	1,190	1,310	3,456	10,794
1979	1,035	201	1,323	1,652	4,211	11,854
1980	1,087	207	1,446	1,489	4,209	12,819
1981	1,239	177	1,858	1,507	4,781	13,739
1982	1,517	182	2,270	1,673	5,643	13,098
1983	1,672	216	2,710	1,521	6,119	13,749

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Région des Prairies	Colombie-Britannique[1]
	836884	836891	836899	836905	836947	836912 à 836919
			(Millions de dollars)			
1960	2,856	487	474	946	1,907	895
1961	2,794	417	454	981	1,852	901
1962	3,054	424	513	937	1,874	927
1963	3,282	491	603	995	2,089	1,019
1964	3,747	528	648	1,100	2,276	1,296
1965	4,379	537	773	1,320	2,630	1,713
1966	5,289	651	921	1,553	3,124	2,037
1967	5,416	714	959	1,667	3,340	2,139
1968	5,579	820	943	1,723	3,486	1,996
1969	6,307	901	755	1,914	3,570	2,291
1970	6,928	871	803	1,957	3,431	2,386
1971	7,460	812	664	2,139	3,615	3,083
1972	8,237	970	824	2,383	4,177	3,201
1973	9,714	1,143	979	2,931	5,053	3,804
1974	11,816	1,379	1,262	3,831	6,472	4,511
1975	12,920	1,521	1,780	5,007	8,308	4,905
1976	13,948	1,812	2,180	7,002	10,995	5,722
1977	14,732	1,897	2,259	7,826	11,992	6,133
1978	15,561	2,018	2,393	9,431	13,842	6,706
1979	17,093	2,041	3,104	11,920	17,064	8,131
1980	19,106	2,024	3,324	14,210	19,559	10,489
1981	22,741	2,276	4,027	18,497	24,801	13,542
1982	22,423	1,955	3,492	17,982	23,409	12,186
1983	22,844	2,160	3,851	14,699	20,710	11,003

Remarque: Chiffres réels pour 1982, chiffres réels provisoires pour 1983.
(1) Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*.

Tableau de référence 21

Investissements privés, logement exclu, par région[1]

1965 – 1983

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
			(Millions de dollars)			
1965	8,052	521	1,809	2,682	1,780	1,148
1966	9,781	702	2,225	3,313	2,145	1,396
1967	9,709	742	1,970	3,257	2,303	1,436
1968	9,318	689	1,863	3,123	2,381	1,271
1969	10,087	841	1,846	3,819	2,323	1,458
1970	11,148	1,052	1,883	4,341	2,300	1,570
1971	12,010	1,185	2,141	4,377	2,282	2,024
1972	13,132	1,058	2,719	4,886	2,744	1,918
1973	16,127	1,262	3,421	5,822	3,466	2,356
1974	20,232	1,492	4,488	7,058	4,453	2,762
1975	24,584	1,587	5,880	8,383	5,775	2,978
1976	26,252	1,853	5,878	8,409	7,298	3,216
1977	28,505	1,881	6,329	8,989	7,905	3,610
1978	31,528	1,928	6,782	9,802	8,934	4,082
1979	38,960	2,538	7,787	11,412	11,770	5,444
1980	46,382	2,836	8,780	13,647	14,281	7,058
1981	56,340	3,178	9,432	16,356	18,411	8,964
1982	55,364	4,034	9,354	16,287	16,945	8,734
1983	49,757	3,833	8,443	15,347	14,503	7,631
			(Variation en pourcentage)			
1965	20.4	11.8	15.3	21.2	18.3	36.7
1966	21.5	34.6	16.5	23.1	20.5	21.6
1967	−0.7	5.8	−11.5	−1.7	7.4	2.9
1968	−4.0	−7.2	−5.9	−4.1	3.4	−11.5
1969	8.3	22.1	−0.4	15.9	−2.4	14.7
1970	10.5	25.1	2.0	20.0	−1.0	7.7
1971	7.7	12.6	13.7	0.8	−0.8	28.9
1972	9.3	−10.9	27.0	7.3	20.2	−5.3
1973	22.8	19.5	25.8	19.7	26.3	22.9
1974	25.5	18.2	30.8	25.5	28.5	17.2
1975	21.6	7.1	31.0	18.5	29.7	7.8
1976	6.7	3.5	−3.5	0.5	26.4	8.0
1977	8.6	1.7	11.3	6.9	8.3	12.3
1978	10.6	14.7	7.9	9.0	13.0	13.1
1979	23.6	31.6	15.0	16.4	31.7	33.4
1980	19.0	3.9	12.3	19.6	21.3	29.6
1981	21.5	20.5	7.7	19.9	28.9	27.0
1982	−1.7	27.0	−0.8	−0.4	−8.0	−2.6
1983	−10.1	−5.0	−9.7	−5.8	−4.4	−12.6

Remarque: Chiffres réels pour 1982, chiffres réels provisoires pour 1983.

[1] Ensemble des dépenses privées et publiques, moins le logement, les institutions et les ministères publics.

[2] Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 22

Mises en chantier, achèvements et construction de logements 1948 – 1983

Année	Mises en chantier			Achèvements			Logements en construction[1]	
	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Total
	(Nombre d'unités)							
1948	57,888	32,306	90,194	45,006	28,091	76,097	39,217	56,456
1949	58,125	32,384	90,509	59,785	26,448	86,233	37,344	58,169
1950	68,599	23,932	92,531	62,847	26,168	89,015	41,510	60,538
1951	47,374	21,205	68,579	61,167	20,143	81,310	26,783	45,926
1952	63,443	19,803	83,246	54,346	18,741	73,087	36,998	55,689
1953	80,313	22,096	102,409	73,375	23,464	96,839	42,808	59,923
1954	89,755	23,772	113,527	80,593	21,372	101,965	51,302	68,641
1955	97,386	40,890	138,276	93,942	33,987	127,929	53,677	79,339
1956	87,309	40,002	127,311	95,152	40,548	135,700	44,386	68,579
1957	84,875	37,465	122,340	80,995	36,288	117,283	49,508	72,573
1958	121,695	42,937	164,632	107,839	38,847	146,686	63,060	88,162
1959	105,991	35,354	141,345	108,059	37,612	145,671	59,879	81,905
1960	76,687	32,171	108,858	90,513	33,244	123,757	44,975	65,773
1961	92,741	32,836	125,577	83,148	32,460	115,608	53,195	73,583
1962	102,008	28,087	130,095	98,530	28,152	126,682	59,387	76,153
1963	118,512	30,112	148,624	99,133	29,058	128,191	77,929	96,613
1964	133,562	32,096	165,658	121,378	29,585	150,963	88,493	107,718
1965	135,218	31,347	166,565	122,197	30,840	153,037	99,815	119,854
1966	108,329	26,145	134,474	134,569	27,623	162,192	71,477	88,621
1967	131,858	32,265	164,123	120,163	29,079	149,242	82,616	102,716
1968	162,267	34,611	196,878	136,337	34,656	170,993	106,834	126,638
1969	169,739	40,676	210,415	159,089	36,737	195,826	114,386	137,357
1970	150,999	39,529	190,528	138,576	37,251	175,827	123,901	148,185
1971	180,948	52,705	233,653	155,892	45,340	201,232	145,885	177,257
1972	206,954	42,960	249,914	192,984	39,243	232,227	163,318	188,630
1973	211,543	56,986	268,529	197,513	49,068	246,581	174,852	207,236
1974	169,437	52,686	222,123	202,989	54,254	257,243	138,360	168,406
1975	181,846	49,610	231,456	170,325	46,639	216,964	146,517	176,599
1976	209,762	63,441	273,203	180,765	55,484	236,249	168,282	204,286
1977	200,201	45,523	245,724	206,217	45,572	251,789	158,216	185,599
1978	178,678	48,989	227,667	198,777	47,756	246,533	135,239	164,702
1979	151,717	45,332	197,049	178,604	47,885	226,489	103,414	128,601
1980	125,013	33,588	158,601	140,996	35,172	176,168	84,195	105,780
1981	142,441	35,532	177,973	137,955	37,041	174,996	85,515	102,829
1982	104,792	21,068	125,860	112,251	21,691	133,942	74,685	89,055
1983	134,207	28,438	162,645	135,848	27,160	163,008	70,118	84,930

Remarque: Les données de 1962 à 1965 sont fondées sur les définitions des territoires de recensement de 1961, celles de 1966 à 1971 sur les définitions de 1966, celles de 1972 à 1976 sur les définitions de 1971, celles de 1977 à 1981 sur les définitions de 1976. Les données postérieures sont fondées sur les définitions du recensement de 1981.

[1] A la fin de la période.

[2] Les données pour les années 1967 et après sont basées sur les centres de 10,000 âmes et plus.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada.*

Tableau de référence 23

Logements mis en chantier et achevés, par genre
1949 – 1983

Année	Mises en chantier					Logements achevés				
	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total
	(Nombre d'unités)									
1949	71,425	7,536	0	11,548	90,509	68,966	7,309	485	11,473	88,233
1950	68,675	8,664	631	14,561	92,531	68,685	7,376	145	12,809	89,015
1951	53,002	5,658	54	9,865	68,579	60,366	7,568	585	12,791	81,310
1952	60,696	5,360	299	16,891	83,246	55,967	5,314	99	11,707	73,087
1953	70,782	7,202	553	23,872	102,409	68,916	7,714	372	19,837	96,839
1954	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527	71,760	6,098	1,065	23,042	101,965
1955	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276	90,553	8,278	1,547	27,551	127,929
1956	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311	95,656	11,872	2,137	26,035	135,700
1957	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340	81,096	8,464	2,350	25,373	117,283
1958	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632	96,830	10,004	2,226	37,626	146,686
1959	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345	95,455	10,923	2,308	36,985	145,671
1960	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858	78,113	9,911	1,616	34,117	123,757
1961	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577	76,171	10,593	2,019	26,825	115,608
1962	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095	75,593	11,922	2,451	36,716	126,682
1963	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624	71,585	7,150	3,487	45,969	128,191
1964	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658	76,225	8,091	3,861	62,786	150,963
1965	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565	75,104	8,730	4,097	65,106	153,037
1966	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474	73,858	7,707	6,412	74,215	162,192
1967	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123	73,631	9,089	5,431	61,091	149,242
1968	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878	74,640	10,096	7,896	78,359	170,993
1969	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415	78,584	10,483	7,827	98,932	195,826
1970	70,749	10,826	17,055	91,898	190,528	66,615	9,066	11,473	88,673	175,827
1971	98,056	13,751	15,650	106,187	233,653	82,978	12,518	16,795	88,941	201,232
1972	115,570	13,649	16,980	103,715	249,914	106,508	13,184	14,416	98,119	232,227
1973	131,552	13,235	17,291	106,451	268,529	122,696	13,479	14,832	95,574	246,581
1974	122,143	11,023	14,932	74,025	222,123	129,704	12,509	19,225	95,805	257,243
1975	123,929	15,403	21,763	70,361	231,456	113,409	12,303	16,095	75,157	216,964
1976	134,313	15,890	33,676	89,324	273,203	128,623	15,160	21,172	71,294	236,249
1977	108,403	18,373	26,621	92,327	245,724	117,792	17,281	31,561	85,155	251,789
1978	110,029	19,932	20,379	77,327	227,667	106,195	19,155	26,644	94,539	246,533
1979	109,117	16,296	13,249	58,387	197,049	112,105	18,071	18,860	77,453	226,489
1980	87,721	11,149	11,402	48,329	158,601	90,720	13,675	13,398	58,375	176,168
1981	89,071	11,768	15,525	61,609	177,973	98,412	12,831	13,252	50,501	174,996
1982	54,457	6,254	11,987	53,162	125,860	54,720	8,480	16,082	54,660	133,942
1983	102,385	6,615	9,521	44,124	162,645	95,320	7,129	9,747	50,812	163,008

Remarque: Voir *Remarque* du tableau 22.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada; Logement au Canada.*

Tableau de référence 24

Expéditions, commandes et stocks du secteur de la fabrication 1981 – 1983

Année	Fabrication					Biens durables			Biens non durables		
	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Total des stocks	Rapport des stocks aux ventes[1]	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies
D	310000 310030	310080 310083	310108 310129	310152 310175		310022 310082	310082 310105	310128 310151	310021 310051	310081 310104	310127 310150
						(Millions de dollars)					
1981	1,953	1,998	1,980	4,529	2.32	789	726	1,526	1,184	1,193	434
1982	2,149	2,158	2,177	4,867	2.26	883	894	1,747	1,267	1,264	430
1983	2,335	2,344	2,189	5,085	2.18	988	995	1,784	1,347	1,350	415
1984	2,571	2,601	2,497	5,436	2.11	1,121	1,151	2,069	1,451	1,450	428
1985	2,824	2,867	2,950	5,852	2.11	1,291	1,318	2,491	1,543	1,549	459
1986	3,109	3,181	3,856	6,738	2.17	1,421	1,489	3,141	1,687	1,692	515
1987	3,246	3,241	4,025	7,408	2.28	1,478	1,475	3,513	1,769	1,766	512
1988	3,505	3,508	3,961	7,446	2.12	1,633	1,628	3,384	1,872	1,880	577
1989	3,828	3,885	4,345	8,064	2.11	1,811	1,865	3,705	2,018	2,020	640
1970	3,865	3,849	4,722	8,611	2.23	1,785	1,787	3,860	2,080	2,062	863
1971	4,190	4,215	4,834	8,643	2.06	1,977	1,997	3,954	2,213	2,218	880
1972	4,687	4,736	5,049	9,197	1.96	2,222	2,265	4,097	2,465	2,471	952
1973	5,563	5,793	6,707	10,420	1.87	2,636	2,848	5,567	2,925	2,945	1,140
1974	6,871	7,125	10,063	13,674	1.99	3,136	3,366	8,699	3,735	3,739	1,363
1975	7,372	7,297	10,818	16,350	2.22	3,346	3,284	9,594	4,025	4,013	1,224
1976	8,190	8,117	10,043	17,420	2.13	3,749	3,667	8,807	4,442	4,450	1,236
1977	9,083	9,212	10,741	18,943	2.09	4,189	4,284	9,381	4,914	4,927	1,360
1978	10,775	11,035	12,760	20,882	1.94	5,012	5,238	11,043	5,763	5,798	1,717
1979	12,707	12,966	16,441	24,728	1.95	5,869	6,111	14,383	6,838	6,854	2,058
1980	14,030	14,091	18,389	29,695	2.12	6,242	6,286	16,236	7,789	7,805	2,133
1981	15,926	15,931	18,906	34,236	2.15	6,858	6,871	16,984	9,068	9,061	2,223
1982	15,317	15,117	16,998	35,585	2.32	6,273	6,090	14,926	9,044	9,027	2,059
1983	16,672	17,082	17,736	31,856	1.91	7,010	7,386	15,660	9,663	9,676	2,076

[1] Rapport du total des stocks aux expéditions.

Source: Statistique Canada, *Stocks, expéditions et commandes des industries manufacturières*, mens. nº de cat. 31-001.

Tableau de référence 25

Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie

1971 – 1983

Année	Produit intérieur brut	Agriculture	Produit intérieur réel, agriculture exclue	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication			Construction	Services d'énergie électrique, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et communications	Commerce			Finance, assurance et immeuble	Services collectifs, commerciaux et personnels	Administration publique et défense	Industries commerciales	Industries commerciales, agriculture exclue	Industries productrices de biens	Industries de services	Industries non commerciales	Production industrielle
					Total	Biens non durables	Biens durables				Total	Gros	Détail									
D	141940	141941	142098	141944	141955	142106	142105	142037	142049	142038	142052	142053	142055	142089	142076	142092	142102	142103	142100	142101	142104	142099
													(Millions de dollars)									
1971	83,260	2,667	80,565	3,146	19,041	9,396	9,645	5,846	2,194	10,086	9,606	4,103	5,703	9,589	16,081	6,152	68,006	65,310	33,740	49,520	15,255	24,381
1972	88,143	2,390	85,753	3,296	20,516	10,157	10,359	6,021	2,436	10,944	10,774	4,491	6,283	10,100	16,848	6,414	72,504	70,114	35,500	52,643	15,639	26,240
1973	95,008	2,612	92,416	3,706	22,674	10,881	11,793	6,202	2,640	11,887	11,751	4,927	6,824	10,929	17,606	6,750	78,889	76,277	38,745	56,263	16,140	29,021
1974	99,347	2,413	96,935	3,587	23,497	11,110	12,387	6,446	2,853	12,607	12,700	5,340	7,360	11,593	18,614	7,006	82,771	80,359	39,680	59,667	16,576	29,937
1975	100,263	2,776	97,507	3,175	22,123	10,487	11,636	6,780	2,863	12,757	12,993	5,366	7,627	12,071	19,481	7,346	83,107	80,331	38,498	61,765	17,175	28,161
1976	105,416	2,946	102,468	3,237	23,519	11,255	12,264	7,111	3,136	13,524	13,586	5,522	8,065	12,883	20,370	7,566	87,906	84,958	40,823	64,593	17,510	29,893
1977	108,330	3,067	105,262	3,366	23,969	11,381	12,588	7,036	3,302	14,234	13,855	5,647	8,206	13,441	20,710	7,742	90,569	87,502	41,649	66,681	17,761	30,638
1978	111,879	2,994	108,886	3,036	25,137	11,977	13,160	6,901	3,492	14,908	14,429	5,999	8,430	14,190	21,367	7,938	93,861	90,887	42,539	69,341	17,998	31,666
1979	116,298	2,703	113,563	3,348	26,588	12,548	14,040	7,109	3,693	15,905	14,998	6,359	8,639	14,769	22,008	7,867	98,312	95,609	44,422	71,874	17,984	33,628
1980	117,747	2,921	114,825	3,465	25,831	12,556	13,275	7,042	3,832	16,420	15,012	6,386	8,626	15,332	22,744	7,980	99,591	96,669	44,091	73,655	18,156	33,129
1981	121,161	3,159	118,002	3,291	26,236	12,758	13,478	7,478	3,901	16,662	15,136	6,433	8,703	16,019	23,876	8,137	102,696	99,537	45,010	76,151	18,465	33,427
1982	115,630	3,250	112,380	2,880	23,087	11,683	11,364	6,641	3,906	16,377	14,122	5,701	8,421	16,018	23,866	8,405	96,675	93,425	40,558	74,972	18,855	29,862
1983	118,562	3,309	115,273	3,056	24,503	12,245	12,209	6,474	4,052	16,736	14,544	5,856	8,687	16,325	24,171	8,519	99,463	96,175	42,339	76,243	19,099	31,612
													(Variation en pourcentage)									
1972	5.9	– 11.3	6.4	4.4	7.7	8.1	7.4	3.0	11.1	8.5	9.9	9.5	10.2	5.3	4.8	4.2	6.6	7.4	5.2	6.3	2.5	7.6
1973	7.8	9.3	7.8	12.6	10.5	7.1	13.8	3.0	8.3	8.6	9.1	9.7	8.6	8.2	4.5	5.2	8.8	8.8	9.1	6.9	3.2	10.6
1974	4.5	– 7.6	4.9	– 3.2	3.6	2.1	5.0	3.9	8.1	6.1	8.1	8.4	7.8	6.1	5.7	3.8	4.9	5.4	2.4	6.0	2.7	3.2
1975	0.9	15.1	0.6	– 11.5	– 5.9	– 5.6	– 6.1	5.2	0.3	1.2	2.3	0.5	3.6	4.1	4.7	4.8	0.4	0.0	– 3.0	3.5	3.6	– 5.9
1976	5.1	6.2	5.1	2.0	6.3	7.3	5.4	4.9	9.5	6.0	4.6	2.9	5.7	5.1	4.6	3.0	5.8	5.8	6.0	4.5	1.9	6.2
1977	2.8	4.0	2.7	4.0	1.9	1.1	2.6	– 1.1	5.3	5.3	2.0	2.3	1.8	6.0	1.7	2.3	3.0	3.0	2.0	3.2	1.4	2.5
1978	3.3	– 2.4	3.4	– 9.8	4.9	5.2	4.5	– 1.9	5.7	4.7	4.1	6.2	2.7	5.6	3.2	2.5	3.7	3.9	2.1	4.0	1.3	3.4
1979	3.9	– 9.7	4.3	10.2	5.8	4.8	6.7	3.0	5.8	6.7	3.9	6.0	2.5	4.1	3.0	– 0.6	4.7	5.2	4.4	3.7	– 0.1	6.2
1980	1.2	8.1	1.1	3.5	– 2.8	0.1	– 5.4	– 0.9	3.8	3.2	0.1	0.4	– 0.1	3.8	3.3	1.2	1.3	1.1	– 0.7	2.5	1.0	– 1.5
1981	2.9	8.1	2.8	– 5.0	1.6	1.6	1.5	6.2	1.8	2.8	0.8	0.7	0.9	4.5	5.0	2.0	3.1	3.0	2.1	3.4	1.7	0.9
1982	– 4.6	2.9	– 4.8	– 12.2	– 12.1	– 8.4	– 15.5	– 11.2	0.1	– 3.0	– 6.7	– 11.4	– 3.2	0.6	– 0.0	3.3	– 5.9	– 6.1	– 9.9	– 1.5	2.1	– 10.7
1983	2.6	1.8	2.7	5.8	6.2	5.2	7.2	– 2.5	3.7	2.2	3.0	2.7	3.2	1.3	1.3	1.4	2.9	2.9	4.4	1.7	1.3	5.9

Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mensuelle et annuelle, nº de cat. 61-213.

Tableau de référence 26

Principaux éléments du marché du travail[1]
1966 – 1983[2]

Année	Population de 15 ans et plus	Population active			Emploi			Chômage	Total immigration	Immigrants se destinant au marché du travail
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
D	767284 — 767867	767285 767606 767870	767417 767681 767884	767549 767748 768001	767286 767608 767888	767418 767683 767874	767550 767750 768019	767287 767609 767891	55	66
					(Milliers de personnes)					
1966	13,083	7,493	5,147	2,346	7,242	4,975	2,267	251	195	99
1967	13,444	7,747	5,261	2,485	7,451	5,058	2,393	296	223	120
1968	13,805	7,951	5,354	2,597	7,593	5,110	2,483	358	184	95
1969	14,162	8,194	5,465	2,728	7,832	5,230	2,601	362	162	84
1970	14,528	8,395	5,571	2,824	7,919	5,260	2,660	476	148	78
1971	14,872	8,639	5,667	2,972	8,104	5,329	2,775	535	122	61
1972	15,186	8,897	5,797	3,101	8,344	5,460	2,885	553	122	59
1973	15,526	9,276	5,973	3,303	8,761	5,678	3,083	515	184	92
1974	15,924	9,639	6,163	3,477	9,125	5,870	3,255	514	218	106
1975	16,323	9,974	6,294	3,680	9,284	5,903	3,381	690	188	81
1976	16,701	10,203	6,368	3,836	9,477	5,964	3,513	726	146	60
1977	17,051	10,500	6,506	3,996	9,651	6,032	3,619	849	115	48
1978	17,377	10,895	6,657	4,239	9,987	6,156	3,830	908	86	35
1979	17,702	11,231	6,811	4,420	10,395	6,362	4,033	836	112	48
1980	18,053	11,573	6,935	4,638	10,708	6,459	4,249	865	143	64
1981	18,375	11,904	7,053	4,851	11,006	6,559	4,447	898	129	57
1982	18,664	11,958	7,031	4,926	10,644	6,254	4,390	1,314	121	55
1983	18,917	12,183	7,098	5,084	10,734	6,240	4,495	1,448	89	37
		(Variation en pourcentage)							(Variation)	
1967	2.8	3.4	2.2	5.9	2.9	1.7	5.6	45	28	20
1968	2.7	2.6	1.8	4.5	1.9	1.0	3.8	62	−39	−24
1969	2.6	3.1	2.1	5.0	3.1	2.3	4.8	4	−22	−11
1970	2.6	2.5	1.9	3.5	1.1	0.6	2.3	114	−14	−7
1971	2.4	2.9	1.7	5.2	2.3	1.3	4.3	59	−26	−16
1972	2.1	3.0	2.3	4.3	3.0	2.5	4.0	18	0	−2
1973	2.2	4.3	3.0	6.5	5.0	4.0	6.9	−38	62	33
1974	2.6	3.9	3.2	5.2	4.2	3.4	5.6	−1	34	14
1975	2.5	3.5	2.1	5.9	1.7	0.6	3.9	175	−31	−25
1976	2.3	2.3	1.2	4.2	2.1	1.0	3.9	36	−42	−21
1977	2.1	2.9	2.2	4.2	1.8	1.1	3.0	123	−31	−12
1978	1.9	3.8	2.3	6.1	3.5	2.1	5.8	59	−29	−12
1979	1.9	3.1	2.3	4.3	4.1	3.3	5.3	−72	26	13
1980	2.0	3.0	1.8	4.9	3.0	1.5	5.4	29	31	16
1981	1.8	2.9	1.7	4.6	2.8	1.5	4.7	33	−14	−7
1982	1.6	0.5	−0.3	1.5	−3.3	−4.7	−1.3	416	−7	−1
1983	1.4	1.9	1.0	3.2	0.8	−0.2	2.4	134	−32	−18

[1] Les totaux peuvent varier légèrement en raison de l'arrondissement des données.

[2] Les données de la nouvelle enquête sur la population active ont commencé à être cueillies en janvier 1975. En janvier 1976, la nouvelle enquête a remplacé l'ancienne. Les données révisées ont été estimées jusqu'en 1966. Les données antérieures à l'enquête sur la population active (1954-1975) sont disponibles dans l'édition de 1976 de cette *Revue*.

Sources: Statistique Canada, *La population active*, ann., nº de cat. 71-001; *Statistiques chronologiques sur la population active*, ann. nº de cat. 71-201; ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Statistiques sur l'immigration*, *Bulletin trimestriel sur l'immigration*.

Tableau de référence 27

Taux de participation et de chômage selon le sexe et l'âge

1966 – 1983[1]

Année	Taux de participation						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
D	767420 767685 767895	767430 767697 768143	767389 767656 767129	767552 767752 768005	767562 767763 768171	767521 767730 767165	767298 767610 767980
	(En pourcentage)						
1966	79.8	64.1	84.9	35.4	48.4	31.2	57.3
1967	79.3	64.1	84.5	36.5	49.1	32.3	57.8
1968	78.6	63.3	84.0	37.1	49.8	32.8	57.8
1969	78.3	62.7	83.8	38.0	50.2	33.8	57.9
1970	77.8	62.5	83.3	38.3	49.5	34.5	57.8
1971	77.3	62.7	82.7	39.4	50.8	35.4	58.1
1972	77.5	64.4	82.3	40.2	51.8	36.2	58.6
1973	78.2	66.8	82.3	41.9	54.2	37.6	59.7
1974	78.7	68.9	82.2	43.0	56.0	38.5	60.5
1975	78.4	68.8	81.9	44.4	56.8	40.0	61.1
1976	77.6	67.9	81.1	45.2	56.8	41.1	61.1
1977	77.7	68.9	80.9	46.0	57.5	42.1	61.6
1978	78.1	69.7	81.1	47.9	59.0	44.1	62.7
1979	78.5	71.3	81.0	49.0	61.0	45.0	63.4
1980	78.4	71.8	80.7	50.4	62.6	46.4	64.1
1981	78.4	72.3	80.5	51.7	63.2	48.1	64.8
1982	77.0	69.3	79.5	51.7	62.3	48.5	64.1
1983	76.7	69.2	79.1	52.6	62.8	49.6	64.4

	Taux de chômage						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
	767421 767686 767898	767431 767698 768146	767390 767657 767130	767553 767753 768008	767563 767764 768174	767522 767731 767166	767289 767611 767983
	(En pourcentage)						
1966	3.3	6.3	2.6	3.4	4.8	2.7	3.4
1967	3.9	7.2	3.0	3.7	5.5	2.8	3.8
1968	4.6	8.7	3.5	4.4	6.5	3.3	4.5
1969	4.3	8.3	3.2	4.7	6.5	3.7	4.4
1970	5.6	11.2	4.1	5.8	8.6	4.4	5.7
1971	6.0	12.0	4.3	6.6	9.8	5.0	6.2
1972	5.8	11.9	4.1	7.0	9.6	5.7	6.2
1973	4.9	10.0	3.4	6.7	9.2	5.4	5.5
1974	4.8	9.6	3.3	6.4	8.9	5.1	5.3
1975	6.2	12.5	4.3	8.1	11.4	6.5	6.9
1976	6.3	13.2	4.2	8.4	12.1	6.6	7.1
1977	7.3	14.9	4.9	9.4	13.8	7.4	8.1
1978	7.5	15.0	5.2	9.6	13.8	7.7	8.3
1979	6.6	13.2	4.5	8.8	12.7	7.0	7.4
1980	6.9	13.7	4.8	8.4	12.7	6.5	7.5
1981	7.0	14.1	4.8	8.3	12.3	6.7	7.5
1982	11.1	21.1	8.2	10.9	16.1	8.8	11.0
1983	12.1	22.4	9.2	11.6	17.0	9.6	11.9

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistiques Canada, *La population active*; *Statistiques chronologiques sur la population active*.

Tableau de référence 26
Taux de participation, Canada et par région
1966 – 1983[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767880		769841	769904		769922
			(Population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus)			
1966	57.3	50.4	56.0	59.8	58.3	56.7
1967	57.6	50.4	56.4	60.2	58.3	57.5
1968	57.6	50.0	55.6	60.3	59.5	57.6
1969	57.9	49.9	55.9	60.5	59.7	58.2
1970	57.8	49.3	55.4	60.5	60.0	58.7
1971	58.1	49.8	56.0	60.9	60.0	58.3
1972	58.6	50.5	55.9	61.7	60.8	58.8
1973	59.7	52.3	57.6	62.4	61.8	59.6
1974	60.5	53.4	58.0	63.4	62.6	60.3
1975	61.1	53.5	58.5	64.1	63.0	61.1
1976	61.1	53.4	58.3	63.9	63.8	61.3
1977	61.6	53.6	58.9	64.3	64.4	61.6
1978	62.7	54.7	59.9	65.4	65.5	63.0
1979	63.4	55.2	60.2	66.5	66.5	63.2
1980	64.1	55.8	61.2	66.7	67.5	64.1
1981	64.8	55.9	61.5	67.6	68.5	65.1
1982	64.1	55.8	60.0	67.3	68.2	64.3
1983	64.4	55.6	60.9	67.1	68.7	64.1

(1) Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 29

Population active, Canada et par région

1966 – 1983[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767870		769838	769901		769919						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,493	615	2,113	2,787	1,262	716	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,747	626	2,184	2,891	1,286	759	3.4	1.8	3.4	3.8	1.9	6.0
1968	7,951	635	2,205	2,980	1,342	789	2.6	1.5	0.9	3.1	4.3	4.0
1969	8,194	647	2,264	3,077	1,376	830	3.1	1.9	2.7	3.3	2.6	5.2
1970	8,395	652	2,288	3,177	1,407	871	2.5	0.7	1.1	3.2	2.2	5.0
1971	8,639	673	2,347	3,290	1,429	899	2.9	3.3	2.6	3.6	1.6	3.2
1972	8,897	696	2,383	3,410	1,471	938	3.0	3.4	1.5	3.6	2.9	4.3
1973	9,276	736	2,499	3,532	1,522	987	4.3	5.8	4.9	3.6	3.5	5.2
1974	9,639	767	2,570	3,686	1,576	1,040	3.9	4.1	2.8	4.4	3.6	5.4
1975	9,974	787	2,647	3,818	1,635	1,087	3.5	2.6	3.0	3.6	3.7	4.5
1976	10,206	805	2,689	3,885	1,712	1,116	2.3	2.3	1.6	1.7	4.7	2.6
1977	10,500	821	2,760	3,987	1,785	1,148	2.9	2.2	2.6	2.7	4.2	2.8
1978	10,895	850	2,839	4,133	1,871	1,202	3.8	3.5	2.8	3.7	4.8	4.7
1979	11,231	871	2,898	4,271	1,952	1,239	3.1	2.5	2.1	3.3	4.3	3.1
1980	11,573	894	2,988	4,350	2,041	1,301	3.1	2.6	3.1	1.9	4.5	5.0
1981	11,904	905	3,040	4,464	2,134	1,361	2.9	1.2	1.7	2.6	4.6	4.7
1982	11,958	904	2,998	4,508	2,178	1,370	0.5	−0.1	−1.4	1.0	2.0	0.6
1983	12,183	927	3,069	4,570	2,228	1,389	1.9	2.6	2.4	1.4	2.3	1.4

[1] Voir renvoi au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active*.

Tableau de référence 30

Emploi, Canada et par région

1966 – 1983[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767888		769839	769902		769920						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,242	583	2,027	2,714	1,233	684	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,451	593	2,085	2,799	1,254	720	2.9	1.5	2.8	3.1	1.7	5.3
1968	7,593	598	2,081	2,873	1,299	742	1.9	0.9	−0.2	2.6	3.5	3.1
1969	7,832	607	2,126	2,979	1,331	788	3.1	1.5	2.2	3.7	2.5	6.2
1970	7,919	612	2,128	3,037	1,337	805	1.1	0.8	0.1	2.0	0.4	2.1
1971	8,104	626	2,175	3,113	1,356	834	2.3	2.3	2.2	2.5	1.4	3.7
1972	8,344	642	2,205	3,239	1,394	865	3.0	2.5	1.4	4.1	2.8	3.7
1973	8,761	679	2,330	3,380	1,451	920	5.0	5.9	5.7	4.4	4.1	6.4
1974	9,125	702	2,401	3,523	1,523	976	4.2	3.3	3.0	4.2	5.0	6.0
1975	9,284	710	2,434	3,576	1,571	995	1.7	1.1	1.4	1.5	3.1	1.9
1976	9,479	718	2,456	3,645	1,641	1,020	2.1	1.1	0.9	1.9	4.5	2.5
1977	9,651	718	2,476	3,708	1,699	1,050	1.8	0.3	0.8	1.8	3.5	2.9
1978	9,987	745	2,530	3,835	1,774	1,103	3.5	3.6	2.2	3.4	4.4	5.0
1979	10,395	770	2,619	3,993	1,868	1,145	4.1	3.4	3.5	4.1	5.3	3.8
1980	10,708	795	2,694	4,053	1,953	1,213	3.0	3.3	2.8	1.5	4.6	6.0
1981	11,006	801	2,726	4,171	2,038	1,270	2.8	0.7	1.2	2.9	4.4	4.7
1982	10,644	775	2,585	4,067	2,013	1,204	−3.3	−3.2	−5.2	−2.5	−1.2	−5.2
1983	10,734	789	2,642	4,096	2,001	1,197	0.9	1.7	2.2	0.7	−0.1	−0.6

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 31

Estimations du nombre d'employés par industrie 1961 – 1983[1]

Année	Total non-agricole	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication	Construction	Transports, entreposage et communications	Commerce	Finance, assurance et immeuble	Services collectifs commerciaux et personnels	Administration publique et défense
D	736303	736171	736184	736197	736210	736223	736236	736249	736288
					(En milliers)				
1961	4,719	108	1,306	282	581	758	196	1,079	333
1962	4,924	109	1,368	300	583	791	207	1,143	342
1963	5,097	107	1,416	308	592	821	220	1,209	346
1964	5,345	108	1,486	332	604	854	232	1,292	355
1965	5,626	115	1,554	367	622	898	241	1,384	364
1966	5,922	117	1,637	392	641	944	249	1,482	379
1967	6,101	119	1,641	376	658	968	266	1,589	401
1968	6,235	121	1,638	372	646	1,002	283	1,684	415
1969	6,490	119	1,678	379	661	1,057	300	1,800	424
1970	6,592	128	1,648	366	667	1,081	306	1,878	447
1971	6,743	126	1,640	390	685	1,114	316	1,929	475
1972	7,009	123	1,680	404	699	1,186	343	2,009	501
1973	7,397	127	1,775	428	719	1,262	373	2,104	536
1974	7,769	132	1,838	446	764	1,347	405	2,205	558
1975	7,874	131	1,755	451	764	1,381	423	2,310	592
1976	8,006	136	1,773	455	779	1,401	434	2,358	606
1977	8,225	142	1,775	466	795	1,413	472	2,469	621
1978	8,391	140	1,803	436	803	1,467	488	2,545	633
1979	8,691	151	1,874	466	819	1,515	502	2,656	625
1980	8,877	170	1,852	456	843	1,555	517	2,766	636
1981	9,188	178	1,884	475	850	1,629	533	2,933	628
1982	8,892	156	1,709	412	827	1,576	535	2,965	647
1983	—	—	—	—	—	—	—	—	—
					(Variation en pourcentage)				
1962	4.4	1.2	4.8	6.1	0.5	4.4	5.8	6.0	2.5
1963	3.5	−1.8	3.5	2.7	1.4	3.8	6.0	5.8	1.2
1964	4.9	1.1	4.9	7.9	2.1	4.0	5.4	6.9	2.5
1965	5.3	6.3	4.6	10.4	2.9	5.2	3.8	7.0	2.6
1966	5.3	2.2	5.3	6.8	3.0	5.0	3.4	7.1	4.0
1967	3.0	1.4	0.2	−3.9	2.7	2.6	6.8	7.2	5.9
1968	2.2	1.7	−0.2	−1.0	−1.8	3.5	6.4	6.0	3.4
1969	4.1	−1.8	2.4	1.8	2.3	5.5	6.0	6.9	2.1
1970	1.6	7.3	−1.8	−3.3	1.1	2.3	2.1	4.3	5.5
1971	2.3	−1.4	−0.5	6.4	2.7	3.1	3.5	2.7	6.3
1972	3.9	−2.1	2.5	3.6	2.0	6.4	8.4	4.2	5.4
1973	5.5	3.0	5.6	6.0	2.9	6.5	8.9	4.7	7.0
1974	5.0	4.0	3.5	4.2	6.2	6.7	8.6	4.8	4.3
1975	1.3	−0.4	−4.5	1.1	0.0	2.5	4.4	4.8	6.1
1976	1.7	3.8	1.0	1.0	2.0	1.5	2.7	2.1	2.4
1977	2.7	3.8	0.1	2.4	2.0	0.9	8.7	4.7	2.4
1978	2.0	−1.4	1.6	−6.5	1.0	3.8	3.4	3.1	2.0
1979	3.6	8.0	3.9	6.8	2.1	3.3	2.9	4.4	−1.2
1980	2.1	12.8	−1.2	−2.1	2.8	2.6	2.9	4.1	1.7
1981	3.5	4.6	1.8	4.3	0.8	4.7	3.1	6.0	−1.1
1982	−3.2	−12.5	−9.3	−13.4	−2.7	−3.2	0.3	1.1	2.9

[1] Une nouvelle enquête mensuelle de l'emploi, des gains et de la durée du travail est entrée en vigueur en avril 1983, mois repère. Étant donné cette interruption des enquêtes, il est impossible d'établir une moyenne annuelle pour 1983.

Source: Statistique Canada, *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008.

Tableau de référence 32
Chômage, Canada et par région
1966 – 1983[1]

Année	Nombre de chômeurs						Taux de chômage					
	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767891		769840	769903		769921	767883		769842	769905		769923
	(Milliers de personnes)						(En pourcentage)					
1966	251	33	86	72	30	33	3.4	5.4	4.1	2.6	2.4	4.6
1967	296	33	100	92	30	39	3.8	5.3	4.6	3.2	2.5	5.1
1968	358	38	124	107	43	47	4.5	6.0	5.6	3.6	3.2	5.9
1969	362	40	137	99	45	42	4.4	6.2	6.1	3.2	3.3	5.0
1970	476	40	160	139	70	67	5.7	6.2	7.0	4.4	4.9	7.7
1971	535	46	171	178	74	65	6.2	7.0	7.3	5.4	5.2	7.2
1972	553	54	178	171	78	73	6.2	7.7	7.5	5.0	5.3	7.8
1973	515	57	169	152	71	66	5.5	7.8	6.8	4.3	4.7	6.7
1974	514	65	169	164	53	64	5.3	8.4	6.6	4.4	3.4	6.2
1975	690	77	214	242	85	92	6.9	9.8	8.1	6.3	3.9	8.5
1976	727	88	233	240	71	96	7.1	10.9	8.7	6.2	4.1	8.6
1977	849	103	264	278	87	98	8.1	12.5	10.3	7.0	4.9	8.5
1978	909	105	306	298	97	99	8.3	12.4	10.9	7.2	5.2	8.2
1979	836	102	278	278	84	95	7.4	11.7	9.6	6.5	4.3	7.7
1980	865	98	294	297	88	88	7.5	11.0	9.8	6.8	4.3	6.8
1981	898	104	314	293	96	91	7.5	11.5	10.3	6.6	4.5	6.7
1982	1,314	129	413	440	165	166	11.0	14.2	13.8	9.8	7.6	12.1
1983	1,448	139	427	474	217	192	11.9	15.0	13.9	10.4	9.7	13.8

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active*; *Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 33

Chômeurs selon la situation de famille, Canada
1961 – 1983[1]

Année	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille
		Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[2]	Conjoints			Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[2]	conjoints	
D	767267	773578	773577	773579	773580	773578	773581							
	(Milliers de personnes, moyennes annuelles)							(Variation)						
	Ancienne enquête sur la population active													
1961	497	454	230	168	56	n.d.	43							
1962	405	371	187	136	45	n.d.	35	−92	−83	−43	−30	−11	n.d.	−8
1963	390	357	174	132	51	n.d.	34	−15	−14	−13	−6	6	n.d.	−1
1964	348	319	148	123	47	n.d.	30	−42	−38	−26	−9	−4	n.d.	−4
1965	298	273	127	105	41	n.d.	25	−50	−46	−21	−18	−8	n.d.	−5
1966[2]	251	252	113	101	37	n.d.	23	n.a.	−21	−14	−4	−4	n.d.	−2
1967	296	294	134	114	46	n.d.	27	45	42	21	13	9	n.d.	4
1968	358	354	155	144	55	n.d.	36	62	60	21	30	9	n.d.	9
1969	362	359	146	150	63	n.d.	32	4	5	−9	6	8	n.d.	−4
1970	476	444	183	190	72	n.d.	47	114	85	37	40	9	n.d.	15
1971	535	516	212	213	91	n.d.	56	59	72	29	23	19	n.d.	9
1972	552	509	202	215	93	n.d.	61	17	−7	−10	2	2	n.d.	5
1973	515	453	169	190	95	n.d.	67	−37	−56	−33	−25	3	n.d.	6
1974	514	462	171	197	93	n.d.	64	−1	9	2	7	−2	n.d.	−3
1975	690	624	241	252	131	n.d.	87	176	162	70	55	38	n.d.	23
	Nouvelle enquête sur la population active													
1975	690	609	194	221	28	167	80	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	726	640	191	239	33	176	86	36	31	−3	18	5	9	6
1977	849	751	224	279	40	208	99	123	111	33	40	7	32	13
1978	908	798	247	286	41	224	110	59	47	23	7	1	16	11
1979	836	740	223	274	38	205	96	−72	−58	−24	−12	−3	−19	−14
1980	865	762	238	284	39	201	103	29	22	15	10	1	−4	7
1981	898	788	242	291	40	215	110	33	26	4	7	1	14	7
1982	1,314	1,154	409	397	61	286	160	416	366	164	106	21	71	50
1983	1,448	1,259	453	420	72	315	189	134	105	44	23	11	29	29

(1) Ces données ne sont pas rattachées aux données antérieures à 1975, alors que l'ancienne enquête sur la population active était en vigueur; en conséquence les deux séries de données sont présentées.
(2) Seules les données sur le chômage de 1966 à 1975 sont telles que révisées par Statistique Canada; les autres chiffres pour cette période ne correspondent donc pas exactement au total.
(3) Comprend les conjoints pour les années antérieures à 1975.

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 34

Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada 1961 – 1983[1]

Année	Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus				Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus			
			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus
	(Milliers d'unités familiales, moyennes annuelles)						(Variation)					
Ancienne enquête sur la population active												
1961	384	177	217	132	57	28						
1962	331	148	183	112	46	25	– 53	– 29	– 34	– 20	– 11	– 3
1963	315	136	179	108	46	26	– 16	– 10	– 4	0	0	1
1964	284	115	170	99	48	23	– 31	– 23	– 9	– 9	2	– 3
1965	245	96	149	87	40	22	– 39	– 19	– 21	– 12	– 8	– 1
1966	229	87	142	83	39	19	– 16	– 9	– 7	– 4	– 1	– 3
1967	248	100	148	100	44	24	19	13	26	17	5	5
1968	319	119	200	119	54	28	71	19	32	19	10	4
1969	320	113	207	122	54	31	1	– 6	7	3	0	3
1970	396	141	256	157	69	30	76	28	49	35	15	– 1
1971	461	165	295	181	77	38	65	24	39	24	8	9
1972	456	159	297	186	76	35	– 5	– 6	2	5	– 1	– 3
1973	408	128	281	172	70	39	– 48	– 31	– 16	– 14	– 6	3
1974	412	135	278	170	70	36	4	7	– 5	– 2	0	– 3
1975	547	185	362	228	92	43	135	50	86	58	22	7
Nouvelle enquête sur la population active												
1975	543	152	390	259	131	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	569	153	412	271	141	n.d.	22	1	22	12	10	n.d.
1977	658	175	483	316	169	n.d.	93	22	71	45	26	n.d.
1978	699	185	515	336	179	n.d.	41	10	32	20	12	n.d.
1979	652	169	483	316	167	n.d.	– 47	– 16	– 32	– 20	– 12	n.d.
1980	671	176	496	318	177	n.d.	19	7	12	2	10	n.d.
1981	694	178	515	333	182	n.d.	23	2	20	15	5	n.d.
1982	986	281	705	466	239	n.d.	292	103	190	133	57	n.d.
1983	1,072	316	755	506	249	n.d.	86	35	50	40	10	n.d.

[1] Voir renvoi 1 au tableau de référence 33.

[2] Pour la nouvelle enquête sur la population active, cette colonne vise «deux personnes employées ou plus».

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 35
Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions
1963 – 1983
(1969 = 100)

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	736315	736316	736317	736318	736319	736320
1963	41	86	67	30	24	12
1964	48	91	78	38	30	16
1965	59	131	86	50	35	20
1966	83	138	88	56	41	22
1967	54	123	73	47	41	19
1968	48	99	62	46	32	20
1969	57	94	73	57	38	29
1970	48	76	64	48	31	22
1971	50	83	68	48	33	24
1972	64	88	80	66	43	33
1973	80	118	97	86	54	48
1974	108	231	137	98	79	64
1975	91	213	132	98	88	44
1976	84	125	129	82	88	43
1977	82	148	124	86	91	42
1978	85	111	133	86	85	43
1979	93	109	115	88	88	55
1980	96	111	116	89	92	71
1981	100	101	100	100	98	89
1982	49	86	50	52	43	35
1983	45	82	54	46	35	26
			(Variation en pourcentage)			
1964	19.3	7.2	16.2	26.2	23.6	35.0
1965	21.2	44.4	10.3	32.0	16.1	26.9
1966	7.0	5.3	2.2	12.0	16.9	7.8
1967	– 13.7	– 11.3	– 16.6	– 15.5	0.4	– 13.3
1968	– 11.4	– 19.1	– 15.8	– 1.9	– 18.7	6.6
1969	18.9	– 5.5	17.7	24.1	14.2	40.6
1970	– 16.4	– 19.5	– 12.4	– 17.1	– 16.6	– 24.2
1971	3.8	9.4	6.3	– 0.2	3.7	11.5
1972	28.9	6.4	18.1	43.3	30.8	35.2
1973	25.8	34.4	21.1	25.8	26.5	46.4
1974	34.8	95.8	42.1	13.8	46.5	32.8
1975	– 15.8	– 7.9	– 4.1	– 28.9	– 16.7	– 31.1
1976	– 8.3	– 41.5	– 2.3	– 10.8	3.2	– 1.9
1977	– 2.4	18.6	– 3.5	– 2.7	– 10.5	– 1.2
1978	4.5	– 25.1	7.4	9.3	7.8	1.0
1979	8.8	– 1.3	– 14.2	34.1	34.1	29.0
1980	3.7	1.7	1.0	1.3	4.7	28.7
1981	3.3	– 9.1	– 14.0	11.5	8.1	39.5
1982	– 51.2	– 34.3	– 49.6	– 47.4	– 57.0	– 64.7
1983	– 8.5	39.3	7.5	– 12.1	– 30.8	– 25.5

Source: Statistique Canada, *Revue statistique du Canada*, mens., nº de cat. 11-003.

Tableau de référence 36
Productivité et coûts:
Industries commerciales non agricoles
1961 – 1982
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143231	240203	240263	240557	240323	240353	240587	240647
1961	56.5	75.1	79.7	43.1	75.2	70.9	57.3	76.2
1962	60.2	77.7	82.7	45.7	77.5	72.8	58.8	75.8
1963	63.4	79.9	84.6	48.4	79.4	74.9	60.6	76.4
1964	68.7	83.4	88.3	52.5	82.2	77.7	63.0	76.5
1965	74.1	88.1	92.9	58.4	84.1	79.8	66.3	78.8
1966	79.0	92.3	96.2	65.6	85.6	82.1	71.1	83.0
1967	82.2	93.9	97.4	71.6	87.5	84.4	76.3	87.2
1968	86.8	94.3	96.8	76.5	92.1	89.7	81.1	88.1
1969	92.3	97.7	99.4	85.0	94.4	92.9	86.9	92.1
1970	94.3	98.1	98.9	91.3	96.1	95.4	93.0	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.4	104.1	103.7	111.5	103.1	103.5	107.1	103.8
1973	116.8	110.0	109.5	129.6	106.2	106.7	117.8	111.0
1974	123.0	115.8	114.5	154.8	106.2	107.5	133.7	125.8
1975	123.0	117.0	114.6	178.4	105.1	107.3	152.5	145.1
1976	130.1	119.1	116.1	206.4	109.0	111.7	173.4	159.1
1977	134.0	122.1	117.5	226.1	109.6	113.9	185.2	169.0
1978	139.2	125.6	121.5	245.5	110.7	114.4	195.4	176.5
1979	146.4	131.2	126.2	277.7	110.1	114.5	211.7	192.3
1980	148.0	134.2	128.8	312.2	109.3	114.2	232.6	212.7
1981	152.4	138.8	131.9	359.4	108.8	114.4	259.0	238.2
1982	143.0	132.9	124.1	377.8	106.1	113.7	284.3	267.9
				(Variation en pourcentage)				
1962	6.5	3.5	3.8	6.0	3.1	2.7	2.6	−0.5
1963	5.3	2.8	2.3	5.9	2.5	2.9	3.1	0.8
1964	8.2	4.4	4.4	8.5	3.5	3.7	4.0	0.1
1965	8.0	5.6	5.2	11.2	2.3	2.7	5.2	3.0
1966	6.6	4.8	3.6	12.3	1.8	2.9	7.2	5.3
1967	4.1	1.7	1.2	9.1	2.2	2.8	7.3	5.1
1968	5.6	0.4	−0.6	6.8	5.3	6.3	6.3	1.0
1969	6.3	3.6	2.7	11.1	2.5	3.6	7.2	4.5
1970	2.2	0.4	−0.5	7.4	1.8	2.7	7.0	5.1
1971	6.0	1.9	1.1	9.5	4.1	4.8	7.5	3.3
1972	7.4	4.1	3.7	11.5	3.1	3.5	7.1	3.8
1973	8.8	5.7	5.6	16.2	3.0	3.1	10.0	6.9
1974	5.3	5.3	4.6	19.4	0.0	0.7	13.5	13.3
1975	0.0	1.0	0.1	15.2	−1.0	−0.2	14.1	15.3
1976	5.8	1.8	1.3	15.7	3.7	4.1	13.7	9.6
1977	3.0	2.5	1.2	9.5	0.6	2.0	6.8	6.2
1978	3.9	2.9	3.4	8.6	1.0	0.4	5.5	4.4
1979	5.2	4.5	3.8	13.1	−0.5	0.1	8.3	9.0
1980	1.1	2.3	2.0	12.4	−0.7	−0.3	9.9	10.6
1981	3.0	3.4	2.6	15.1	−0.5	0.2	11.4	12.0
1982	−6.2	−4.3	−5.9	5.1	−2.5	−0.6	9.8	12.5

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*, annuelle, nº de cat. 14-201. Les données antérieures à 1971 pour la production sont fondées sur Statistique Canada, *Indice du produit intérieur réel par industrie*, annuelle, nº de cat. 61-005.

Tableau de référence 37
Productivité et coûts:
Industries non agricoles productrices de biens
1961 – 1982
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143239	240204	240264	240568	240324	240364	240588	240848
1961	55.6	82.7	84.7	44.7	67.2	65.6	54.0	80.4
1962	60.0	85.3	86.3	47.6	70.4	67.9	55.9	79.4
1963	63.3	87.2	90.1	50.3	72.6	70.3	57.7	79.5
1964	69.1	91.3	94.7	54.9	75.7	73.0	60.2	79.5
1965	75.2	96.3	100.0	61.5	78.1	75.2	63.9	81.7
1966	80.8	100.7	104.1	69.5	80.2	77.6	69.1	86.1
1967	83.2	100.3	102.7	74.6	83.0	81.0	74.4	89.7
1968	88.2	99.7	101.8	79.0	88.5	86.6	79.3	89.5
1969	93.7	101.4	102.6	86.6	92.4	91.3	85.4	92.4
1970	94.7	99.3	100.2	91.5	95.4	94.5	92.2	96.6
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	106.7	102.5	102.6	109.8	104.0	104.0	107.1	103.0
1973	116.4	108.0	107.9	129.2	107.8	107.9	119.6	110.9
1974	120.1	111.0	110.3	154.0	108.2	108.8	138.7	129.2
1975	115.1	109.2	107.5	174.2	105.4	107.0	159.5	151.4
1976	122.0	110.5	108.7	200.6	109.7	111.5	181.6	165.5
1977	124.3	110.0	107.6	219.4	112.2	114.7	199.5	177.8
1978	127.4	111.3	109.3	234.9	113.9	116.0	211.0	185.3
1979	134.4	116.3	113.8	266.7	114.9	117.4	228.4	198.9
1980	132.6	116.3	113.4	293.1	113.3	116.1	252.1	222.6
1981	134.8	117.7	114.3	337.8	114.6	118.0	286.9	250.5
1982	120.1	107.1	102.2	337.9	112.8	118.2	315.5	279.8
				(Variation en pourcentage)				
1962	7.9	3.1	4.3	6.5	4.8	3.3	3.5	– 1.2
1963	5.5	2.2	2.0	5.7	3.1	3.5	3.2	0.1
1964	9.2	4.7	5.1	9.1	4.3	3.8	4.3	0.0
1965	8.8	5.5	5.6	12.0	3.2	3.0	6.1	2.8
1966	7.4	4.6	4.1	13.0	2.7	3.2	8.1	5.4
1967	3.0	– 0.4	– 1.3	7.3	3.5	4.4	7.7	4.2
1968	6.0	– 0.6	– 0.9	5.9	6.6	6.9	6.6	– 0.2
1969	6.2	1.7	0.8	9.6	4.4	5.4	7.7	3.2
1970	1.1	– 2.1	– 2.3	5.7	3.2	3.5	8.0	4.5
1971	5.6	0.7	– 0.2	9.3	4.8	5.8	8.5	3.5
1972	6.7	2.5	2.6	9.8	4.0	4.0	7.1	3.0
1973	9.1	5.4	5.2	17.7	3.7	3.7	11.7	7.7
1974	3.2	2.8	2.2	19.2	0.4	0.8	16.0	15.6
1975	– 4.2	– 1.6	– 2.5	13.1	– 2.6	– 1.7	15.0	18.1
1976	6.0	1.2	1.1	15.2	4.1	4.2	13.9	9.3
1977	1.9	– 0.5	– 1.0	9.4	2.3	2.9	9.9	7.4
1978	2.5	1.2	1.6	7.1	1.5	1.1	5.7	4.2
1979	5.5	4.5	4.1	13.1	0.9	1.2	8.2	7.3
1980	– 1.3	0.0	– 0.4	10.3	– 1.4	– 1.1	10.4	11.9
1981	1.7	1.2	0.8	15.3	1.1	1.8	13.8	12.5
1982	– 10.9	– 9.0	– 10.6	0.0	– 1.6	0.2	10.0	11.7

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*.

Tableau de référence 38
Productivité et coûts:
Industries de services commerciaux
1961 – 1982
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143240	240202	240282	240888	240322	240352	240586	240646
1961	57.5	69.2	75.7	41.5	83.1	76.0	56.9	72.2
1962	60.5	71.7	78.2	43.7	84.3	77.3	61.0	72.3
1963	63.5	74.2	80.3	46.6	85.6	79.1	62.8	73.4
1964	68.2	77.3	83.2	50.2	88.2	82.0	64.9	73.6
1965	73.1	81.8	87.3	56.4	89.4	83.7	67.8	75.8
1966	77.3	85.8	90.0	61.8	90.0	85.9	72.0	79.9
1967	81.4	89.0	93.2	68.7	91.4	87.3	77.2	84.4
1968	85.5	90.1	92.8	74.0	94.9	92.1	82.2	86.6
1969	91.0	94.9	96.8	83.4	95.9	94.0	87.8	91.6
1970	94.0	97.2	97.8	91.0	96.7	96.1	93.7	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	106.0	105.3	104.7	113.1	102.5	103.2	107.3	104.7
1973	117.1	111.6	110.8	130.0	105.0	105.7	116.5	111.0
1974	125.7	118.5	117.7	156.7	106.2	106.8	130.2	123.9
1975	130.1	123.1	120.3	182.5	105.7	108.2	148.3	140.3
1976	137.3	125.7	122.0	212.1	109.2	112.6	168.7	154.4
1977	142.6	131.5	125.4	232.7	108.7	114.1	176.9	162.7
1978	149.7	136.8	131.4	255.8	109.7	114.2	187.0	170.5
1979	157.1	142.8	136.1	289.4	109.9	115.4	202.7	184.4
1980	161.8	148.2	140.8	331.0	108.1	113.8	223.3	206.5
1981	168.2	156.2	146.0	380.6	106.5	113.2	245.3	230.3
1982	163.6	153.1	141.8	417.2	103.9	112.2	272.5	262.1
				(Variation en pourcentage)				
1962	5.2	3.8	3.3	5.3	1.4	1.7	1.8	0.1
1963	5.0	3.5	2.7	6.6	1.5	2.3	3.0	1.4
1964	7.4	4.2	3.6	7.7	3.0	3.7	3.3	0.4
1965	7.2	5.8	4.9	10.4	1.4	2.1	4.5	3.0
1966	5.7	4.9	3.1	11.6	0.7	2.6	6.2	5.4
1967	5.3	3.7	3.6	11.2	1.6	1.6	7.2	5.6
1968	5.0	1.2	−0.4	7.7	3.8	5.5	6.5	2.6
1969	6.4	5.3	4.3	12.7	1.1	2.1	6.8	5.8
1970	3.3	2.4	1.0	9.1	0.8	2.2	6.7	5.7
1971	6.4	2.9	2.2	9.9	3.4	4.1	6.7	3.3
1972	6.0	5.3	4.7	13.1	2.5	3.2	7.3	4.7
1973	8.4	6.0	5.8	14.9	2.4	2.4	8.6	6.0
1974	7.3	7.1	6.2	19.8	0.2	1.0	11.8	11.6
1975	3.5	3.0	2.2	17.2	0.5	1.3	13.9	13.2
1976	5.5	2.1	1.4	16.2	3.3	4.1	13.8	10.0
1977	3.9	4.6	2.8	9.7	−0.5	1.3	4.9	5.4
1978	5.0	4.0	4.8	9.9	0.9	0.1	5.7	4.8
1979	4.9	4.4	3.6	13.1	0.2	1.1	8.4	8.2
1980	3.0	3.8	3.5	14.4	−1.6	−1.4	10.2	12.0
1981	4.0	4.7	3.7	15.0	−1.5	−0.5	9.9	11.5
1982	−2.7	−1.4	−2.9	9.6	−2.4	−0.9	11.1	13.8

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*.

Tableau de référence 39
Productivité et coûts:
Industries manufacturières
1961 – 1982
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143083	240186	240246	240546	240686	240326	240576	240638
1961	54.4	83.6	84.4	46.9	65.1	64.4	56.1	86.1
1962	59.4	85.8	87.6	50.1	69.2	67.8	58.3	84.3
1963	63.4	88.0	90.1	53.3	72.1	70.4	60.6	84.1
1964	69.5	92.0	94.6	58.1	75.6	73.5	63.2	83.6
1965	75.8	96.7	99.4	64.1	78.4	76.2	66.3	84.6
1966	81.5	101.3	103.4	71.9	80.5	78.9	71.0	88.2
1967	83.9	101.7	103.1	77.2	82.5	81.4	75.9	92.0
1968	89.1	101.0	102.5	82.4	88.3	86.9	81.6	92.4
1969	95.8	102.9	104.1	88.9	93.1	92.0	87.3	93.8
1970	94.5	100.6	101.2	94.0	94.0	93.4	93.5	99.5
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.7	103.1	103.2	110.6	104.5	104.4	107.2	102.6
1973	119.1	107.8	107.2	126.7	110.4	111.0	117.5	106.4
1974	123.4	110.0	109.7	148.7	112.2	113.5	135.2	120.5
1975	116.2	107.5	105.1	164.0	108.0	110.6	152.6	141.2
1976	123.5	108.0	106.6	188.7	114.0	116.5	175.7	154.1
1977	125.9	105.8	103.6	206.6	118.6	121.2	195.4	164.7
1978	132.0	109.2	107.1	228.2	120.9	123.3	209.0	172.9
1979	139.6	113.2	110.2	260.3	123.6	126.9	230.0	186.1
1980	135.7	112.8	109.4	285.3	120.3	124.1	252.8	210.2
1981	137.8	113.0	109.0	326.3	122.6	127.1	288.7	235.5
1982	121.1	102.6	98.2	329.9	118.4	123.7	321.7	271.8
				(Variation en pourcentage)				
1962	9.2	2.6	3.8	6.8	6.3	5.3	3.9	– 2.1
1963	6.7	2.6	2.9	6.4	4.2	3.8	3.9	– 0.2
1964	9.6	4.5	5.0	9.0	4.9	4.4	4.3	– 0.6
1965	9.1	5.1	5.1	10.3	3.7	3.7	4.9	1.2
1966	7.5	4.8	4.0	12.2	2.7	3.5	7.1	4.3
1967	2.9	0.4	– 0.3	7.4	2.5	3.2	6.9	4.3
1968	6.2	– 0.7	– 0.6	6.7	7.0	6.8	7.5	0.4
1969	7.5	1.9	1.6	9.1	5.4	5.9	7.0	1.5
1970	– 1.4	– 2.2	– 2.8	4.6	1.0	1.5	7.1	6.1
1971	5.8	– 0.6	– 1.2	6.4	6.4	7.1	7.0	0.5
1972	7.7	3.1	3.2	10.6	4.5	4.4	7.2	2.8
1973	10.6	4.6	3.9	14.6	5.6	6.3	9.6	3.7
1974	3.6	2.0	1.4	17.4	1.6	2.3	15.1	13.3
1975	– 5.8	– 2.3	– 3.3	10.3	– 3.7	– 2.6	12.9	17.2
1976	6.3	0.5	0.5	15.7	5.6	5.3	15.1	9.1
1977	1.9	– 2.0	– 1.9	9.0	4.0	4.0	11.2	6.9
1978	4.8	3.2	3.4	10.3	1.9	1.7	7.0	5.0
1979	5.8	3.7	2.9	14.1	2.2	2.9	10.0	7.6
1980	– 2.8	– 0.4	– 0.7	9.6	– 2.7	– 2.2	9.9	13.0
1981	1.5	0.2	– 0.4	14.4	1.9	2.4	14.2	12.0
1982	– 12.1	– 9.2	– 9.9	1.1	– 3.4	– 2.7	11.4	15.3

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*.

Tableau de référence 40

Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité)[1]
(En pourcentage sur la durée des conventions)
1972-1983

Année	Industries primaires	Fabrication — durables	Fabrication — non durables	Hors — fabrication	Ensemble commercial	Ensemble non commercial	Ensemble industries
1972	9.6	9.6	9.5	8.5	9.6	7.8	8.8
1973	12.2	13.0	11.5	10.7	12.1	9.9	11.0
1974	16.1	17.5	15.5	14.6	15.2	14.4	14.7
1975	16.4	15.3	17.0	19.5	17.6	19.9	19.2
1976	10.5	9.8	10.2	11.0	10.6	11.1	10.9
1977	7.8	7.7	8.0	7.9	7.9	7.9	7.9
1978	7.8	8.1	7.8	7.1	7.7	6.7	7.2
1979	9.9	10.4	9.2	8.5	9.5	8.3	8.7
1980	12.2	11.5	12.3	11.0	11.6	10.9	11.1
1981	12.6	12.8	12.1	13.3	13.9	13.1	13.3
1982	10.7	8.2	11.1	9.9	9.6	10.0	9.9
1983	5.1	4.1	5.4	5.5	5.5	5.6	5.6

[1] Conventions intéressant 500 employés ou plus (construction non comprise). Les hausses procentuelles visent les taux de rémunération de base, la classification salariale la plus basse employée à l'égard des travailleurs qualifiés de l'unité de négociation.

Source: Travail Canada, *Evolution salariale en fonction des principales conventions collectives, annuelle et trimestrielle*

Tableau de référence 41

Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1]

1947 – 1983

(1971 - 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
D	40626 40673	40631 40674	40632 40675	40633 40676		40637 40680	40640 40683	40642 40684		40625 40672
1947	50.5	28.3	44.2	48.5	44.1	41.9	59.3	56.2	105.5	45.7
1948	57.3	32.3	50.1	54.4	49.6	49.1	63.6	62.8	101.3	51.3
1949	59.4	34.6	52.5	56.6	52.2	51.2	66.8	64.9	102.9	53.5
1950	61.2	35.9	54.8	58.9	54.5	53.8	69.8	69.4	100.6	54.8
1951	67.4	40.2	62.6	69.9	61.4	62.0	77.6	76.7	101.2	61.0
1952	69.0	42.0	64.6	71.5	63.6	63.1	76.7	71.3	107.6	63.7
1953	68.8	43.0	64.7	67.3	64.5	63.7	74.9	71.2	105.2	63.6
1954	69.5	44.7	64.5	67.4	64.4	63.1	74.3	71.4	104.1	64.6
1955	69.5	46.2	66.4	72.5	65.9	64.3	77.3	72.6	106.5	65.0
1956	70.6	49.4	69.9	80.3	69.6	65.3	79.4	75.0	105.9	67.4
1957	72.8	51.9	70.9	75.8	70.9	67.2	79.0	76.9	102.7	68.8
1958	74.7	53.5	70.4	71.9	71.5	67.0	78.7	78.0	100.9	69.6
1959	75.6	55.3	70.9	72.2	72.4	66.9	79.8	77.5	103.0	71.2
1960	76.3	57.3	71.9	72.8	73.0	68.2	80.3	78.2	102.7	72.1
1961	76.8	59.1	71.4	70.4	72.8	68.8	81.3	80.3	101.2	72.4
1962	77.8	60.6	72.4	71.4	74.2	68.6	84.5	84.0	100.6	73.4
1963	79.0	63.1	74.4	74.0	76.2	70.1	85.3	85.9	99.3	74.8
1964	80.0	65.2	77.0	76.3	78.8	73.0	87.1	86.6	100.6	76.6
1965	81.6	68.2	81.1	81.3	82.3	77.2	88.7	87.3	101.6	79.1
1966	84.3	72.8	85.3	85.9	85.9	82.2	91.1	89.2	102.1	82.6
1967	87.2	77.8	87.1	86.8	87.2	87.0	93.0	90.7	102.5	85.9
1968	90.8	82.2	87.7	87.0	87.9	87.9	94.3	93.0	101.4	88.7
1969	94.3	89.0	91.4	91.2	91.2	92.1	96.4	95.6	100.8	92.6
1970	97.7	94.2	95.3	95.3	95.7	94.1	99.7	96.2	101.5	96.9
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.0	107.2	105.0	105.2	104.0	107.1	103.9	103.1	100.8	105.0
1973	111.6	116.4	114.2	114.8	110.2	123.8	117.4	111.2	105.6	114.6
1974	124.2	135.1	133.3	138.0	126.7	147.9	152.2	134.3	113.3	132.1
1975	137.3	156.0	150.2	153.2	143.8	167.8	168.6	153.6	109.8	146.3
1976	148.5	177.4	162.0	161.6	152.3	187.6	174.1	156.3	111.4	160.4
1977	160.5	194.5	175.2	172.2	164.2	208.0	187.1	175.5	106.6	172.3
1978	172.7	210.7	190.3	185.4	179.6	223.8	202.9	199.1	101.9	183.8
1979	188.7	229.8	206.8	203.0	197.3	241.1	241.2	226.5	106.5	202.7
1980	209.1	259.8	226.1	225.2	219.0	253.6	279.0	260.9	106.9	225.2
1981	233.2	296.7	251.7	254.0	244.6	277.8	298.7	289.5	103.2	249.1
1982	258.4	333.0	269.9	273.5	265.5	285.6	306.1	302.0	101.4	274.2
1983	273.6	358.8	276.5	278.9	274.6	280.7	306.5	299.0	102.5	290.0

Tableau de référence 41 (suite)

Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1]
1947 – 1983
(1971 = 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
	(Variation en pourcentage)									
	(Per cent change)									
1948	13.5	14.1	13.3	12.2	12.4	17.2	7.2	11.6	−4.0	12.3
1949	3.6	7.1	4.8	4.0	5.1	4.3	5.0	3.3	1.6	4.3
1950	3.1	3.9	4.5	4.2	4.4	5.1	4.6	7.0	−2.2	2.3
1951	10.2	12.0	14.3	18.7	12.7	15.2	11.1	10.6	0.5	11.3
1952	2.3	4.5	3.2	2.2	3.7	1.8	−1.1	−7.0	6.2	4.3
1953	−0.2	2.5	0.2	−5.8	1.4	1.0	−2.4	−0.1	−2.1	−0.1
1954	0.9	4.0	−0.3	0.1	−0.2	−0.8	−0.8	0.3	−1.1	1.6
1955	0.0	3.3	2.9	7.6	2.4	1.9	4.0	1.7	2.3	0.6
1956	1.6	7.0	5.3	10.8	5.5	1.6	2.7	3.3	−0.6	3.6
1957	3.1	5.1	1.4	−5.6	1.9	2.8	−0.5	2.5	−2.9	2.1
1958	2.6	3.0	−0.7	−5.1	0.9	−0.3	−0.4	1.4	−1.8	1.4
1959	1.1	3.4	0.8	0.3	1.3	−0.1	1.5	−0.6	2.1	2.1
1960	0.9	3.6	1.3	0.9	0.7	2.0	0.6	0.9	−0.2	1.2
1961	0.7	3.2	−0.6	−3.3	−0.2	0.8	1.2	2.7	−1.5	0.5
1962	1.3	2.4	1.3	1.5	1.9	−0.3	3.9	4.6	−0.6	1.4
1963	1.5	4.1	2.8	3.6	2.7	2.3	0.9	2.3	−1.3	1.9
1964	1.3	3.3	3.5	3.1	3.5	4.1	2.1	0.8	1.2	2.5
1965	1.9	4.5	5.2	6.5	4.5	5.8	1.8	0.7	1.1	3.2
1966	3.3	6.7	5.2	5.7	4.3	6.5	2.7	2.2	0.5	4.4
1967	3.4	6.8	2.2	1.0	1.6	5.8	2.0	1.7	0.4	3.9
1968	4.2	5.7	0.7	0.2	0.7	1.0	1.4	2.6	−1.1	3.3
1969	3.9	8.3	4.2	4.9	3.8	4.8	2.2	2.8	−0.6	4.4
1970	3.6	5.8	4.2	4.5	4.8	2.2	3.5	2.7	0.8	4.7
1971	2.4	6.2	4.9	4.9	4.6	6.3	0.3	1.8	−1.5	3.2
1972	4.0	7.2	5.0	5.2	4.0	7.1	3.9	3.1	0.7	5.0
1973	7.3	8.6	8.8	9.1	5.9	15.6	13.0	7.9	4.8	9.2
1974	11.3	16.1	16.7	20.3	15.0	19.5	29.6	20.7	7.4	15.3
1975	10.6	15.4	12.7	11.0	13.5	13.5	10.8	14.4	−3.1	10.8
1976	8.2	13.7	7.9	5.5	5.9	11.8	3.3	1.8	1.5	9.5
1977	8.1	9.6	8.1	6.6	7.8	10.9	7.5	12.3	−4.3	7.4
1978	7.6	8.3	8.6	7.7	9.4	7.6	8.4	13.4	−4.4	6.7
1979	9.3	9.1	8.7	9.7	9.8	7.7	18.9	13.8	4.5	10.3
1980	10.8	13.1	9.3	10.8	11.0	5.2	15.7	15.2	0.4	11.1
1981	11.5	14.2	11.3	12.8	11.7	9.5	7.1	11.0	−3.5	10.6
1982	10.8	12.3	7.2	7.7	8.5	2.8	2.5	4.3	−1.8	10.1
1983	5.9	7.7	2.4	2.0	3.4	−1.7	0.1	−1.0	1.2	5.8

[1] Ces indices sont pondérés sur une base courante. Ils reflètent non seulement les changements de prix, mais aussi les variations dans la structure des dépenses dans des principaux groupes. Les indices implicites des prix de la dépense nationale brute sont obtenus en divisant le montant de chaque catégorie en dollars courants par celui en dollars constants.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 42

Indices des prix à la consommation: Classifications standard
1961 – 1983
(1981 = 100)

Année	Indice général	Alimentation	Logement	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissement et lecture	Tabac et alcool
D	130000	130001	130131	130222	130316	130344	130375	130417
1961	31.6	26.2	32.3	40.6	32.4	31.8	38.6	31.2
1962	32.0	26.7	32.7	41.0	32.4	32.4	38.9	37.7
1963	32.6	27.5	33.1	42.0	32.4	33.2	39.5	37.7
1964	33.2	28.0	33.6	43.0	32.7	34.3	40.1	38.4
1965	34.0	28.7	34.2	43.8	34.0	35.9	40.7	39.1
1966	35.2	30.6	35.1	45.5	34.7	37.0	42.0	40.0
1967	36.5	31.0	36.6	47.7	36.2	38.9	44.1	41.0
1968	38.0	32.0	38.3	49.2	37.2	40.5	46.2	44.8
1969	39.7	33.3	40.3	50.5	38.9	42.4	49.0	46.5
1970	41.0	34.1	42.3	51.5	40.4	44.3	50.7	47.0
1971	42.2	34.4	44.2	52.2	42.1	45.2	52.3	47.8
1972	44.2	37.0	46.2	53.6	43.2	47.4	53.8	49.1
1973	47.6	42.4	49.2	56.3	44.3	49.7	56.1	50.6
1974	52.8	49.4	53.5	61.7	48.7	54.0	61.0	53.4
1975	58.5	55.7	58.9	65.4	54.4	60.2	67.3	59.9
1976	62.9	57.3	65.4	69.0	60.3	65.3	71.3	64.1
1977	67.9	62.0	71.5	73.7	64.5	70.2	74.7	68.7
1978	73.9	71.6	76.9	76.5	68.3	75.2	77.6	74.3
1979	80.7	81.0	82.3	83.6	74.9	82.0	82.9	79.6
1980	88.9	89.8	89.0	93.4	84.5	90.2	90.8	88.6
1981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1982	110.8	107.2	112.5	105.6	114.1	110.6	108.7	115.5
1983	117.2	111.2	120.2	109.8	119.8	118.2	115.8	130.0
				(Variation en pourcentage)				
1961	1.0	1.5	0.4	1.4	0.2	0.6	1.1	0.5
1962	1.2	1.9	1.2	0.9	−0.1	2.0	1.0	1.3
1963	1.7	3.2	1.1	2.5	0.0	2.5	1.3	0.2
1964	1.8	1.6	1.5	2.5	1.0	3.3	1.7	1.8
1965	2.5	2.6	1.8	1.8	3.8	4.7	1.5	1.7
1966	3.7	6.4	2.8	3.8	2.3	3.0	2.9	2.3
1967	3.6	1.3	4.3	5.0	4.3	5.2	5.0	2.6
1968	4.0	3.3	4.6	3.0	2.7	4.1	4.9	9.1
1969	4.5	4.3	5.2	2.8	4.5	4.8	5.9	3.8
1970	3.4	2.3	4.9	1.9	4.0	4.5	3.5	1.2
1971	2.8	1.1	4.6	1.5	4.1	2.0	3.3	1.7
1972	4.8	7.6	4.6	2.6	2.6	4.8	2.8	2.7
1973	7.6	14.6	6.5	4.9	2.7	4.9	4.2	3.1
1974	10.9	16.3	8.7	9.6	9.9	8.6	8.8	5.5
1975	10.8	12.9	10.0	6.0	11.7	11.4	10.4	12.0
1976	7.5	2.7	11.1	5.6	10.8	8.5	6.0	7.1
1977	8.0	8.3	9.4	6.8	7.0	7.4	4.7	7.1
1978	8.9	15.5	7.5	3.9	5.8	7.2	3.9	8.1
1979	9.2	13.2	7.0	9.2	9.7	9.1	6.9	7.2
1980	10.2	10.7	8.1	11.7	12.8	9.9	9.5	11.2
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9
1982	10.8	7.2	12.5	5.6	14.1	10.6	8.7	15.5
1983	5.8	3.7	6.8	4.0	5.0	7.0	6.5	12.6

Source: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001.

Tableau de référence 43

Indices des prix à la consommation: Classifications en biens et services
1961 – 1983
(1981 = 100)

Année	Indices général des prix à la consommation	Total alimentation exclue	Total des articles	Total des articles moins l'alimentation	Biens non durables	Biens non durables moins l'alimentation	Biens durables	Total des services[1]	Services moins le logement
				Total					
D	130000	130436	130428	130433	130431	130434	130429	130432	130435
1961	31.6	34.0	32.5	38.8	27.5	31.4	50.7	29.6	28.1
1962	32.0	34.3	32.8	39.0	27.9	31.7	50.3	30.1	28.6
1963	32.6	34.7	33.4	39.3	28.4	31.7	50.3	30.6	29.1
1964	33.2	35.4	33.8	39.6	28.9	32.1	49.8	31.5	30.0
1965	34.0	36.2	34.4	40.1	29.5	32.6	49.7	32.7	31.6
1966	35.2	37.2	35.7	41.0	30.9	33.4	49.7	33.8	32.8
1967	36.5	38.9	36.7	42.4	31.5	34.4	51.1	35.6	34.8
1968	38.0	40.6	38.0	44.0	32.8	36.2	51.9	37.5	36.3
1969	39.7	42.4	39.2	45.1	34.1	37.5	52.4	40.0	38.6
1970	41.0	44.0	40.0	46.0	34.9	38.4	53.1	42.3	40.6
1971	42.2	45.6	40.7	47.0	35.6	39.6	53.9	44.5	42.3
1972	44.2	47.3	42.5	48.0	37.6	40.7	54.6	46.7	44.3
1973	47.6	49.7	46.3	49.9	42.0	42.8	55.3	49.6	46.4
1974	52.8	54.0	52.1	54.8	48.1	47.6	59.6	53.5	50.5
1975	58.5	59.5	57.8	59.9	54.3	53.8	64.1	59.3	57.1
1976	62.9	65.1	60.6	63.9	56.9	58.4	67.6	66.5	64.7
1977	67.9	70.2	65.1	68.2	61.5	62.9	71.0	72.5	70.6
1978	73.9	74.7	71.7	72.2	69.1	67.4	75.2	77.5	75.2
1979	80.7	80.6	79.3	78.8	76.9	73.5	82.4	82.9	81.3
1980	88.9	88.7	88.4	88.0	86.2	83.3	91.3	89.7	89.2
1981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1982	110.8	111.8	109.4	110.7	111.6	116.6	105.6	112.9	113.5
1983	117.2	119.0	115.3	117.7	118.6	127.1	109.8	120.2	120.5
				(Variation en pourcentage)					
1962	1.2	1.0	0.9	0.4	1.5	0.8	−0.9	1.7	1.8
1963	1.7	1.2	1.8	0.8	1.9	−0.1	0.1	1.8	1.7
1964	1.8	1.9	1.2	0.9	1.5	1.3	−1.0	2.7	3.1
1965	2.5	2.3	1.7	1.2	2.2	1.6	−0.2	3.8	5.2
1966	3.7	2.9	3.9	2.1	4.9	2.6	0.0	3.5	4.0
1967	3.6	4.4	2.5	3.6	1.8	2.8	2.8	5.3	6.0
1968	4.0	4.4	3.7	3.6	4.3	5.3	1.6	5.3	4.3
1969	4.5	4.6	3.1	2.6	3.8	3.5	1.0	6.7	6.5
1970	3.4	3.8	2.1	1.8	2.3	2.4	1.2	5.9	5.0
1971	2.8	3.5	1.7	2.2	2.0	3.1	1.6	5.0	4.2
1972	4.8	3.7	4.5	2.3	5.8	2.9	1.2	5.1	4.7
1973	7.6	5.1	8.8	4.0	11.6	5.3	1.4	6.2	4.8
1974	10.9	8.8	12.6	9.7	14.5	11.2	7.7	7.9	8.8
1975	10.8	10.0	10.9	9.4	12.9	12.9	7.7	10.7	13.2
1976	7.5	9.4	4.9	6.7	4.8	8.5	5.4	12.2	13.3
1977	8.0	7.9	7.4	6.7	8.1	7.7	5.1	9.0	9.0
1978	8.9	6.4	10.1	6.0	12.4	7.2	5.8	6.8	6.6
1979	9.2	7.9	10.6	9.1	11.2	8.9	9.6	7.0	8.1
1980	10.2	10.0	11.4	11.6	12.2	13.3	10.9	8.2	9.6
1981	12.5	12.8	13.1	13.6	15.9	20.1	9.5	11.5	12.1
1982	10.8	11.8	9.4	10.7	11.6	16.6	5.6	12.9	13.5
1983	5.8	6.4	5.4	6.3	6.3	8.9	4.0	6.5	6.1

[1] Comprend les nouvelles maisons, les impôts fonciers et l'intérêt hypothécaire, mais non les articles utlisés pour réparer les logements.

Source: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation.*

Tableau de référence 44
Prix de l'énergie
1961 – 1983

Année	Prix à la consommation					Prix du pétrole brut		Électricité
	Essence	Gaz naturel	Électricité	Fuel-oil	Total énergie	Importé: Montréal	Tête de puits: Alberta	(>5000 kwh)
D	130321	130147	130148	130148	130447			
	(Variation en pourcentage)					(Dollars par baril)		(Variation en pourcentage)
1961	0.6	0.3	0.5	−3.9	—	2.10	—	—
1962	−0.2	0.8	−1.0	−1.8	—	2.32	2.61	—
1963	−1.4	0.0	0.3	−3.9	—	2.51	2.65	—
1964	4.5	0.0	−0.4	−5.1	—	2.47	2.65	—
1965	1.4	0.0	−1.7	0.1	—	2.47	2.65	—
1966	4.3	−0.3	0.1	−0.0	—	2.39	2.65	—
1967	2.3	0.2	7.3	1.7	—	2.64	2.65	—
1968	3.6	1.5	4.9	4.5	—	2.99	2.65	—
1969	2.5	−0.0	2.5	2.2	—	2.61	2.65	—
1970	2.2	−1.4	8.5	2.1	—	2.43	2.66	—
1971	3.6	1.6	3.5	9.7	—	2.95	2.85	—
1972	0.8	0.5	2.7	6.1	2.8	2.86	2.86	1.0
1973	6.8	1.7	8.2	15.5	9.0	3.95	3.48	6.0
1974	16.6	10.1	3.8	29.5	15.2	11.29	5.83	11.3
1975	13.2	20.9	11.5	13.5	13.6	12.59	7.25	10.5
1976	12.4	28.9	16.1	16.1	15.4	12.88	8.53	16.7
1977	8.6	13.2	17.0	15.4	12.1	15.16	10.25	31.3
1978	5.6	18.8	8.1	14.1	9.3	16.28	12.25	11.1
1979	10.2	5.5	8.7	12.5	9.8	22.66	13.25	10.3
1980	19.0	11.8	9.3	20.1	16.0	36.96	15.58	12.9
1981	36.0	27.4	8.8	43.5	30.1	42.99	18.88	9.9
1982	21.4	24.3	11.4	22.2	19.8	41.32	24.63	14.1
1983	6.1	10.0	8.6	10.2	7.8	36.47	29.75	—

Source: Prix à la consommation proviennent de Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*, nº de cat. 62-001. Les données de *Total énergie* ne sont pas publiées pour les périodes antérieures à 1971.

Tableau de référence 45
Autres indices des prix
1961 – 1983
(1971 = 100)

Année	Prix mondiaux des marchandises[1]		Indice du prix de vente dans l'industrie			Matériaux de construction		Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes d'échange[2]
	Total	Alim.	Total	Alim.	Non alim.	Domiciliaires	Non domiciliaires			
D										
1961	79.0	65.1	82.4	77.3	83.7	—	74.6	85.1	84.0	101.4
1962	77.2	63.1	83.3	79.0	84.4	—	73.9	88.8	87.9	101.1
1963	87.6	77.8	84.4	82.0	85.0	—	75.9	89.2	90.0	99.1
1964	94.8	84.7	85.1	82.3	85.8	—	79.6	91.0	90.5	100.6
1965	95.7	83.7	86.2	83.2	87.0	—	83.2	92.1	90.2	102.2
1966	100.5	85.1	88.7	88.0	88.8	—	86.1	94.3	91.9	102.6
1967	95.1	84.7	90.4	88.6	90.9	—	87.9	95.1	92.7	102.6
1968	93.6	83.4	92.3	89.7	93.0	—	90.1	96.2	94.8	101.5
1969	101.7	89.8	95.8	94.5	96.1	—	94.1	97.7	97.0	100.8
1970	107.2	101.8	98.1	97.0	98.3	—	96.7	100.6	98.6	102.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.1
1972	129.4	134.8	104.4	109.0	103.4	109.8	104.9	103.3	102.3	101.0
1973	210.8	211.4	116.1	133.5	112.3	124.0	113.1	118.2	110.0	107.5
1974	259.1	283.2	138.1	157.6	133.8	135.2	137.3	157.2	135.5	116.0
1975	224.9	255.1	153.7	173.4	149.3	139.7	147.0	173.2	156.6	110.6
1976	263.3	296.3	161.6	175.8	158.4	153.6	156.6	176.4	157.9	111.7
1977	319.7	389.2	174.3	187.9	171.3	165.2	165.6	188.7	177.1	106.6
1978	336.1	405.0	190.4	208.9	186.4	184.1	179.4	205.3	200.7	102.3
1979	409.8	479.9	217.9	235.6	214.1	207.0	208.7	248.6	229.6	108.3
1980	482.7	592.2	247.2	260.5	244.3	215.2	230.2	290.0	268.4	108.0
1981	427.2	519.2	272.4	282.7	270.1	236.4	253.4	307.4	296.5	103.7
1982	356.1	427.3	288.8	295.5	287.3	244.4	275.3	309.0	302.6	102.1
1983	385.9	468.5	298.7	304.9	297.4	267.2	281.1	305.9	291.4	105.0
					(Variation en pourcentage)					
1961	−2.8	−2.3	0.3	2.2	—	—	−0.9	0.7	3.0	−2.3
1962	−2.3	−3.0	1.0	2.2	0.8	—	−0.9	4.3	4.6	−0.3
1963	13.4	23.3	1.3	3.8	0.7	—	2.7	0.5	2.4	−1.9
1964	8.2	8.9	0.8	0.3	1.0	—	4.8	2.0	0.5	1.5
1965	1.0	−1.2	1.3	1.1	1.3	—	4.5	1.3	−0.3	1.6
1966	5.0	1.7	2.9	5.8	2.1	—	3.5	2.4	1.9	0.4
1967	−5.4	−0.5	1.9	0.7	2.3	—	2.1	0.8	0.9	0.0
1968	−1.6	−1.5	2.1	1.2	2.3	—	2.5	1.2	2.3	−1.1
1969	8.6	7.7	3.7	5.4	3.3	—	4.5	1.5	2.2	−0.7
1970	5.4	13.3	2.4	2.6	2.3	—	2.7	2.9	1.7	1.2
1971	−6.7	−1.8	2.0	3.1	1.7	—	3.4	−0.6	1.4	−1.9
1972	29.3	34.8	4.4	9.0	3.4	9.8	4.9	3.3	2.4	0.9
1973	63.0	56.8	11.2	22.4	8.5	12.9	7.8	14.3	7.5	6.4
1974	22.9	34.0	19.0	18.1	19.2	9.0	21.4	33.1	23.2	8.0
1975	−13.2	−9.9	11.2	10.0	11.6	3.4	7.1	10.2	15.6	−4.7
1976	17.1	16.2	5.1	1.4	6.1	9.9	6.5	1.9	0.8	1.0
1977	21.4	31.3	7.9	6.9	8.2	7.5	5.7	7.0	12.2	−4.6
1978	5.1	4.1	9.2	11.2	8.8	11.4	8.4	8.8	13.3	−4.0
1979	21.9	18.5	14.5	12.7	14.9	12.5	16.3	21.1	14.4	5.9
1980	17.8	23.4	13.5	10.6	14.1	4.0	10.3	16.6	16.9	−0.2
1981	−11.5	−12.3	10.2	8.5	10.6	9.8	10.1	6.0	10.5	−4.1
1982	−16.6	−17.7	6.0	4.5	6.4	3.4	8.6	0.5	2.0	−1.5
1983	8.4	9.7	3.5	3.2	3.5	9.3	2.1	−1.0	−3.7	2.8

[1] *The Economist.*
[2] L'indice du rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation.

Source: Statistique Canada, *Prix et indices des prix;* Le commerce des exportations canadiennes, mens., nº de cat. 65-004; *Le commerce des importations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-007; *Nombres-indices des prix des produits agricoles*, nº de cat. 62-529.

Tableau de référence 46

Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 1975 – 1982

	Moyenne 1969-74	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble des gouvernements[1]									
Australie[2]	27.7	32.2	32.9	34.3	33.6	33.2	33.8	34.2	—
Autriche	38.5	43.8	44.8	45.0	47.9	47.4	46.9	46.0	—
Canada	36.7	41.3	40.0	41.1	41.7	40.2	41.9	42.7	47.3
Danemark	39.5	44.7	43.7	—	—	—	—	—	—
France	38.5	43.0	43.0	43.8	44.9	45.2	46.1	48.6	—
Allemagne	39.0	47.1	46.0	45.9	45.9	45.7	46.4	47.5	—
Italie	36.0	41.9	41.5	41.9	44.8	44.1	44.8	49.8	—
Japon	20.3	26.2	26.8	28.1	29.4	30.6	31.6	32.7	—
Pays-Bas	48.6	55.1	55.3	56.0	57.6	59.3	—	—	—
Norvège	43.8	46.6	48.5	50.1	52.3	50.9	49.1	48.1	—
Suède[2]	45.9	49.1	51.9	57.5	59.0	59.8	61.5	64.4	—
Royaume-Uni	39.4	45.8	45.3	43.1	42.6	42.6	44.8	46.4	—
États-Unis[3]	32.4	35.7	34.9	33.9	33.1	33.0	35.1	35.6	38.0
Moyenne[4]	37.4	42.5	42.7	43.3	44.4	44.3	43.8	45.3	—
Gouvernements nationaux[5]									
Australie[2]	13.4	15.8	16.4	16.9	16.6	16.3	16.8	17.2	—
Autriche	16.3	17.2	17.5	17.5	19.3	19.1	18.5	19.1	—
Canada									
Moins RPC/RRQ	14.6	16.8	15.7	16.1	16.4	15.5	16.3	17.1	19.7
Plus RPC/RRQ	14.9	17.3	16.3	16.8	17.2	16.3	17.2	18.1	20.8
France	17.6	18.3	17.9	18.2	18.4	18.2	18.3	19.5	—
Allemagne	9.3	11.0	10.6	10.6	10.8	10.7	10.6	11.0	—
Italie[6]	15.8	17.2	17.2	18.2	20.1	20.0	19.8	22.3	—
Japon[6]	5.2	6.0	6.2	6.6	7.0	7.4	8.0	8.3	—
Pays-Bas	14.6	16.2	16.2	16.4	16.9	17.6	—	—	—
Norvège	29.8	32.5	34.0	32.5	34.0	33.4	32.0	31.5	—
Suède	19.7	20.7	22.0	24.0	25.1	25.5	26.4	28.3	—
Royaume-Uni	20.5	23.9	24.0	23.4	23.7	24.1	25.5	26.9	—
États-Unis[3]	17.5	19.4	19.0	18.6	18.0	18.2	19.9	20.9	22.8
Moyenne[7]	16.2	18.0	18.1	18.3	18.9	18.6	19.1	20.0	—

(1) Comprend tous les niveaux d'administration et la sécurité sociale, mais non les sociétés et institutions financières publiques.

(2) Prestations de sécurité sociale non comprises.

(3) En conformité aux conventions des comptes nationaux canadiens et pour faciliter les comparaisons Canada/États-Unis, les excédents courants des entreprises publiques et l'intérêt perçu par l'État ont ajoutés aux dépenses de l'État. Dans les comptes nationaux américains, ces postes sont soustraits des subventions et des paiements d'intérêt.

(4) Les pourcentages ne tiennent pas compte des pays pour lesquels aucune donnée n'est fournie dans le tableau.

(5) Net des transfers aux autres niveaux.vernment.

(6) Moyenne de 1970-74 plutôt que de 1969-74.

(7) Les pourcentages ne tiennent pas compte des pays pour lesquels aucune donnée n'est fournie dans le tableau. Les moyennes de toute la période sont fondées sur des estimations canadiennes qui tiennent compte des RPC/RRQ

Source: OCDE, *Comptes nationaux des pays membres de l'OCED*, 1981 Vol. Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, et pour les États-Unis, *Economic Report of the President* et le *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 47

Total des recettes publiques selon les comptes nationaux
1947 – 1983

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirect	Transferst des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total RPC et RRQ[1]	Total des recettes[2]
D	30516	30522	30525	30526	30530	30535	30548		
				(Millions de dollars)					
1947	927	702	35	1,855	35	261	146	—	3,961
1948	986	687	41	1,907	47	261	171	—	4,100
1949	956	723	47	1,955	57	242	187	—	4,167
1950	915	993	54	2,129	62	280	201	—	4,634
1951	1,279	1,431	56	2,677	77	285	248	—	6,053
1952	1,588	1,403	55	2,901	82	368	265	—	6,662
1953	1,748	1,244	54	3,107	84	378	280	—	6,895
1954	1,776	1,115	58	3,131	73	373	293	—	6,819
1955	1,855	1,310	67	3,407	79	420	320	—	7,458
1956	2,127	1,443	69	3,858	97	537	365	—	8,496
1957	2,350	1,378	83	4,095	106	490	385	—	8,887
1958	2,214	1,350	48	4,186	124	542	404	—	8,868
1959	2,444	1,615	74	4,651	224	604	434	—	10,046
1960	2,794	1,588	79	4,901	234	649	465	—	10,710
1961	2,944	1,649	116	5,159	256	710	531	—	11,365
1962	3,180	1,753	125	5,807	268	784	574	—	12,491
1963	3,387	1,891	127	6,115	274	885	629	—	13,306
1964	3,917	2,100	140	6,877	316	978	676	—	15,004
1965	4,431	2,197	167	7,741	377	1,080	768	—	16,761
1966	5,792	2,355	204	8,669	401	1,241	864	724	19,526
1967	7,009	2,396	218	9,489	447	1,495	922	904	21,976
1968	8,244	2,852	209	10,303	613	1,765	988	1,040	24,974
1969	10,055	3,221	234	11,423	838	2,257	1,113	1,190	29,141
1970	11,547	3,070	269	12,055	1,077	2,705	1,231	1,327	31,954
1971	13,042	3,346	278	13,048	1,107	3,180	1,334	1,478	35,335
1972	14,631	3,920	287	14,760	1,036	3,690	1,495	1,657	39,819
1973	17,041	5,080	322	16,686	1,072	4,386	1,710	1,875	46,297
1974	21,197	7,051	430	20,876	1,125	5,916	2,161	2,313	58,756
1975	24,070	7,486	465	21,442	1,139	7,112	2,525	2,780	64,239
1976	28,353	7,113	504	24,864	1,480	8,357	2,825	3,282	73,496
1977	31,538	7,256	534	27,227	1,671	9,927	3,157	3,666	81,310
1978	33,419	8,274	582	29,090	2,009	12,520	3,595	4,231	89,489
1979	37,163	10,173	754	32,533	2,248	14,787	4,061	4,867	101,719
1980	42,503	12,628	995	36,261	2,461	17,575	4,613	5,670	117,036
1981	52,402	13,095	1,110	46,398	2,635	20,010	5,334	6,535	140,984
1982	58,137	9,825	1,178	48,573	2,851	22,947	6,146	7,808	149,657
1983	63,075	12,722	1,043	50,370	3,302	25,187	7,035	8,081	162,734

(1) Les contributions des employeurs et employés, et le revenu de placement des Régimes de pensions du Canada (RPC) et de rentes du Québec (RRQ) sont inclus dans le total des impôts directs sur le revenu des particuliers et du revenu de placement, respectivement.
(2) Incluant RPC et RRQ, excluant les transferts entre gouvernements.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 48

Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux
1947 – 1983

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Paiements de transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Total RPC et RRQ[3]	Formation brute de capital	Total des dépenses[4]	Déficit (-) ou excédent
D	30560	31284	30565	30579	30572	30575	30578		30597		30609
					(Millions de dollars)						
1947	1,343	227	834	559	177	6	46	—	233	3,198	763
1948	1,454	236	857	558	75	10	32	—	392	3,378	722
1949	1,722	361	942	572	77	13	15	—	483	3,824	343
1950	1,928	493	1,023	544	64	10	14	—	497	4,080	554
1951	2,811	1,157	1,024	609	129	13	21	—	620	5,227	826
1952	3,620	1,800	1,343	651	102	14	28	—	847	6,605	57
1953	3,824	1,907	1,449	620	113	14	37	—	755	6,812	83
1954	3,825	1,727	1,626	650	89	13	23	—	865	7,091	–272
1955	4,036	1,760	1,719	664	86	8	36	—	949	7,498	–40
1956	4,426	1,802	1,746	718	127	27	42	—	1,138	8,224	272
1957	4,573	1,765	2,052	774	120	29	52	—	1,306	8,906	–19
1958	4,854	1,661	2,605	826	150	18	67	—	1,426	9,946	–1,078
1959	4,976	1,559	2,721	1,023	250	22	85	—	1,570	10,647	–601
1960	5,281	1,546	3,090	1,093	314	17	74	—	1,511	11,380	–670
1961	6,206	1,613	2,709	1,184	321	21	77	—	1,682	12,200	–835
1962	6,608	1,680	2,912	1,316	361	41	59	—	1,900	13,197	–706
1963	6,962	1,572	2,979	1,431	401	77	89	—	1,973	13,932	–624
1964	7,593	1,584	3,175	1,546	436	92	95	—	1,968	14,905	99
1965	8,358	1,559	3,423	1,675	457	92	119	—	2,430	16,554	207
1966	9,748	1,709	3,750	1,862	639	65	195	15	2,842	19,101	425
1967	11,153	1,805	4,667	2,081	637	91	217	17	2,962	21,828	148
1968	12,684	1,812	5,473	2,391	641	100	170	37	3,013	24,472	502
1969	14,241	1,799	6,161	2,767	701	110	185	77	3,061	27,226	1,915
1970	16,630	1,868	6,985	3,250	756	123	244	134	3,160	31,148	806
1971	18,368	1,926	8,255	3,622	772	225	249	200	3,714	35,205	130
1972	20,291	1,963	9,918	4,137	884	245	279	284	3,984	39,738	81
1973	23,037	2,174	11,198	4,788	1,088	326	318	406	4,290	45,045	1,252
1974	27,816	2,548	13,880	5,425	2,619	326	407	542	5,488	55,961	2,795
1975	33,380	2,780	17,080	6,538	3,858	486	592	777	6,354	68,288	–4,049
1976	38,325	3,220	19,483	8,101	3,344	564	542	1,099	6,359	76,718	–3,222
1977	43,374	3,693	22,220	9,268	3,320	662	638	1,428	6,833	86,315	–5,005
1978	47,722	4,080	25,025	11,538	3,527	710	1,013	1,783	7,198	96,783	–7,294
1979	52,284	4,165	26,522	13,748	4,805	766	767	2,175	7,457	106,349	–4,630
1980	59,595	4,834	30,626	16,597	7,352	1,007	817	2,667	8,346	121,673	–7,304
1981	68,405	5,611	33,517	21,479	8,502	1,037	875	3,285	9,359	141,544	–3,845
1982	77,193	6,802	43,403	25,727	7,793	2,703	1,060	4,022	10,704	164,561	–18,926
1983	83,390	7,224	49,742	27,741	7,948	4,238	1,186	4,861	11,238	180,622	–22,749

(1) Compris dans les biens et services.
(2) Depuis 1961, ce poste est considéré comme une dépense publique courante; antérieurement il était considéré comme un transfert de capital.
(3) Les dépenses en biens et services et en prestations des RPC/RRQ sont inclus dans le total des biens et services du gouvernement ainsi que dans les transferts aux particuliers et aux non-résidents.
(4) Comprend les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec. Exclut les transferts intergouvernementaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 49

Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux
1947 – 1983

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	30517	30523	30525	30527	30531	30536	30549	
				(Millions de dollars)				
1947	825	631	35	1,136	4	102	43	2,776
1948	875	568	41	1,086	6	91	50	2,717
1949	841	593	47	1,048	7	109	54	2,699
1950	806	847	54	1,115	7	133	58	3,020
1951	1,158	1,242	56	1,494	6	143	66	4,165
1952	1,461	1,294	55	1,594	7	205	71	4,687
1953	1,613	1,168	54	1,697	2	200	75	4,809
1954	1,622	1,051	58	1,612	1	187	77	4,608
1955	1,647	1,248	67	1,743	1	220	82	5,008
1956	1,910	1,364	69	1,970	1	296	88	5,698
1957	2,105	1,170	83	1,989	2	230	93	5,672
1958	1,965	1,105	48	1,906	2	285	98	5,409
1959	2,183	1,340	74	2,120	2	316	104	6,139
1960	2,503	1,308	79	2,177	3	336	111	6,517
1961	2,629	1,345	116	2,188	2	382	117	6,779
1962	2,605	1,314	125	2,400	1	410	124	6,979
1963	2,730	1,412	127	2,449	2	471	132	7,323
1964	3,129	1,575	140	2,845	2	525	139	8,355
1965	3,332	1,652	167	3,245	3	545	151	9,095
1966	3,634	1,774	204	3,570	3	632	167	9,984
1967	4,305	1,758	218	3,705	3	738	179	10,906
1968	5,125	2,107	209	3,761	4	821	191	12,218
1969	6,503	2,402	234	4,028	2	1,108	213	14,490
1970	7,436	2,276	269	4,034	2	1,279	232	15,528
1971	8,299	2,477	278	4,480	4	1,458	245	17,241
1972	9,285	2,901	287	5,121	5	1,684	277	19,560
1973	10,861	3,644	322	5,837	6	1,827	312	22,809
1974	13,538	5,012	430	8,495	8	2,116	379	29,978
1975	15,231	5,372	465	7,882	8	2,304	441	31,703
1976	18,042	5,046	504	8,601	11	2,608	501	35,313
1977	18,042	5,157	534	9,085	13	3,124	553	36,508
1978	17,708	5,813	582	9,750	15	3,879	643	38,390
1979	20,252	6,994	754	10,661	17	4,179	729	43,586
1980	23,456	8,945	995	12,131	17	4,811	810	51,165
1981	29,215	9,585	1,110	18,837	15	5,518	918	65,198
1982	32,125	7,538	1,178	17,386	22	6,288	1,046	65,583
1983	35,434	9,511	1,043	15,972	24	7,068	1,186	70,238

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 50

Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux

1947 – 1983

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Transferts aux particuliers	Int érêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Transferts aux autres niveaux de gouvernement	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	30561	31284	30566	30580	30573	30576	41974	30801	30598		30610
					(Millions de dollars)						
1947	651	227	611	453	171	1	46	192	−36	2,089	687
1948	628	236	570	453	71	1	32	150	47	1,952	765
1949	757	361	583	461	73	1	15	187	138	2,215	484
1950	923	493	615	427	60	1	14	251	79	2,370	650
1951	1,634	1,157	580	486	124	0	21	259	90	3,194	971
1952	2,315	1,800	975	515	96	2	28	368	193	4,492	195
1953	2,462	1,907	1,043	471	108	1	37	412	126	4,658	151
1954	2,316	1,727	1,165	482	84	1	23	430	153	4,654	−46
1955	2,364	1,760	1,229	487	75	3	36	450	162	4,806	202
1956	2,517	1,802	1,221	516	118	16	42	485	185	5,100	598
1957	2,513	1,765	1,460	531	108	20	52	521	217	5,422	250
1958	2,524	1,661	1,893	568	131	13	67	663	317	6,176	−767
1959	2,387	1,559	1,782	733	229	19	85	880	363	6,478	−339
1960	2,426	1,546	1,973	753	283	15	74	994	228	6,746	−229
1961	2,584	1,613	2,005	786	285	18	77	1,126	306	7,189	−410
1962	2,688	1,680	2,110	865	322	38	59	1,134	270	7,486	−507
1963	2,617	1,572	2,134	935	355	74	89	1,169	236	7,609	−286
1964	2,750	1,584	2,241	995	379	89	95	1,252	209	8,010	345
1965	2,829	1,559	2,311	1,052	372	86	119	1,431	351	8,551	544
1966	3,267	1,709	2,484	1,151	500	62	195	1,664	430	9,753	231
1967	3,562	1,805	2,918	1,245	519	73	217	1,992	464	10,990	−84
1968	3,883	1,812	3,295	1,409	522	78	170	2,372	500	12,229	−11
1969	4,242	1,799	3,598	1,589	555	88	185	2,726	486	13,469	1,021
1970	4,551	1,868	4,057	1,862	589	97	244	3,397	465	15,262	266
1971	4,958	1,926	4,684	1,974	513	171	249	4,323	514	17,386	−145
1972	5,452	1,963	6,186	2,253	596	181	277	4,558	623	20,126	−566
1973	6,087	2,174	7,008	2,518	738	227	315	4,807	722	22,422	387
1974	7,408	2,548	8,705	2,961	2,060	193	403	6,165	974	28,869	1,109
1975	8,329	2,780	10,620	3,705	3,183	288	588	7,670	1,125	35,508	−3,805
1976	9,670	3,220	11,533	4,519	2,396	367	537	8,522	1,158	38,704	−3,391
1977	11,142	3,693	13,089	5,101	2,222	497	630	9,967	1,163	43,611	−7,303
1978	12,018	4,080	14,647	6,410	2,301	556	1,003	10,875	1,206	49,016	−10,626
1979	12,788	4,165	14,657	8,080	3,225	546	756	11,754	911	52,717	−9,131
1980	13,804	4,834	16,470	9,897	5,523	708	804	12,831	1,008	61,045	−9,880
1981	16,562	5,611	18,684	13,739	6,485	764	859	14,087	1,002	72,182	−6,984
1982	18,760	6,802	24,483	16,675	5,638	2,291	1,040	15,774	1,424	86,085	−20,502
1983	19,761	7,224	28,164	17,420	5,704	3,358	1,162	17,370	1,756	94,695	−24,457

[1] Compris dans les biens et services.

[2] Voir renvoi 2 au bas du tableau de référence 48.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 51

Dépense du gouvernement fédéral par enveloppe
Selon le système de gestion des dépenses

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
				(Millions of dollars)			
Energie	1,631	1,554	1,398	2,362	3,624	1,608	3,008
Développement économique	4,739	4,996	5,024	5,371	5,183	6,899	8,546
Affaires sociales	18,605	20,408	22,114	22,690	24,633	27,579	31,993
Justice et affaires légales	773	915	1,014	1,037	1,213	1,384	1,536
Transferts fiscaux	3,184	3,196	2,999	3,635	3,908	4,734	5,663
Affaires extérieures	1,123	1,257	1,353	1,404	1,421	1,702	2,043
Défense	3,382	3,785	4,108	4,389	5,058	6,031	6,990
Parlement	73	89	92	99	130	151	167
Générale du gouvernement	2,150	2,402	2,481	2,333	2,732	3,657	2,880
Total partiel	35,660	38,602	40,583	43,320	47,902	53,745	62,826
Dette publique	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168	16,971
Total des débours	40,381	44,152	47,641	51,844	58,589	68,913	79,797

Remarque: Les données de chaque année sont conformes; Postes Canada est considéré comme société de la Couronne.
Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 52

Dette du gouvernement fédéral selon les comptes publics[1]

Année	Dette brute	Dette nette	Dette non échue	Frais de la dette publique	
				Bruts	Nets
	(Millions de dollars)				
1952	16,729	11,185	13,940	531	413
1957	17,586	11,009	13,573	534	327
1962[2]	21,728	14,767	16,883	839	532
1963	23,080	15,522	17,950	918	606
1964	24,828	16,657	18,739	994	627
1965	25,920	16,986	18,934	1,051	629
1966	26,590	16,745	18,986	1,111	673
1967	28,105	17,013	19,681	1,191	671
1968	29,708	17,713	20,284	1,301	699
1969	31,971	18,117	21,725	1,480	785
1970	33,178	17,621	22,184	1,717	857
1971	36,774	18,030	24,886	1,920	920
1972	40,238	18,811	27,209	2,137	1,004
1973	43,252	19,810	29,039	2,301	1,036
1974	45,677	21,194	29,171	2,566	1,077
1975	50,997	22,927	33,086	3,239	1,408
1976	58,025	28,390	37,897	3,972	1,875
1977	65,761	34,600	42,519	4,721	2,309
1978	78,528	44,899	51,567	5,550	2,958
1979	95,702	57,115	66,591	7,058	3,902
1980	103,626	66,595	72,121	8,524	5,180
1981	118,461	81,263	83,149	10,687	6,557
1982	134,107	94,869	92,353	15,168	10,073
1983	159,470	119,522	115,475	18,971	11,954
	(Pourcentage du PNB)[3]				
1952	77.3	51.7	64.5	2.5	1.9
1957	54.9	34.3	42.3	1.7	1.0
1962	54.8	37.2	42.6	2.1	1.3
1963	53.8	36.2	41.8	2.1	1.4
1964	54.0	36.2	40.8	2.2	1.4
1965	51.6	33.8	37.7	2.1	1.3
1966	48.0	30.2	34.3	2.0	1.2
1967	45.5	27.5	31.8	1.9	1.1
1968	44.7	26.7	30.5	2.0	1.0
1969	44.0	25.0	29.9	2.0	1.1
1970	41.6	22.1	27.8	2.2	1.1
1971	42.9	21.0	29.0	2.2	1.1
1972	42.6	19.9	28.9	2.3	1.1
1973	41.1	18.8	27.6	2.2	1.0
1974	37.0	17.2	23.6	2.1	0.9
1975	34.6	15.5	22.4	2.2	0.9
1976	35.1	17.2	22.8	2.1	1.0
1977	34.3	18.0	22.2	2.2	1.1
1978	37.4	21.4	24.5	2.4	1.3
1979	41.2	24.6	28.7	2.7	1.5
1980	39.2	26.0	27.3	2.9	1.7
1981	39.9	27.4	28.0	3.6	2.2
1982	39.6	28.0	27.2	4.5	3.0
1983	44.7	33.5	32.4	4.8	3.4

[1] Au 31 mars de chaque année.

[2] Les données des années antérieures à 1962 ne sont pas entièrement conformes à celles des années postérieures en raison des modifications récentes des méthodes comptables. Les données révisées ne sont disponibles qu'à partir de mars 1962.

[3] Données calculées à partir du PNB de l'année civile qui précède la fin de l'exercice financier.

Source: Comptes publics du Canada.

Tableau de référence 53

Soldes budgétaires réels et ajustés
Secteurs publics fédéral et consolidé
selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses
1954 – 1983

Année	Soldes réels (excédents ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))		Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))	
	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements
	(Millions de dollars)				(Pourcentage du PNB)[1]			
1954	–46	–272	186	–17	–0.2	–1.0	0.7	–0.1
1955	202	118	118	–137	0.7	–0.1	0.4	–0.5
1956	598	272	84	–299	1.9	–0.8	0.3	–1.0
1957	250	–19	10	–300	0.7	–0.1	0.0	–0.9
1958	–767	–1,078	–584	–883	–2.2	–3.1	–1.7	–2.5
1959	–339	–601	–150	–383	–0.9	–1.6	–0.4	–1.0
1960	–229	–670	178	–200	–0.6	–1.7	0.4	–0.5
1961	–410	–835	206	–107	–1.0	–2.1	0.5	–0.3
1962	–507	–706	–195	–307	–1.2	–1.6	–0.4	–0.7
1963	–286	–624	–60	–324	–0.6	–1.4	–0.1	–0.7
1964	345	99	316	76	0.7	0.2	0.6	0.2
1965	544	207	340	–39	1.0	0.4	0.6	–0.1
1966	231	425	–216	–159	0.4	0.7	–0.4	–0.3
1967	–84	148	–254	–54	–0.1	0.2	–0.4	–0.1
1968	–11	502	–159	308	–0.0	0.7	–0.2	0.4
1969	1,021	1,915	738	1,543	1.3	2.4	0.9	2.0
1970	266	806	526	1,180	0.3	0.9	0.6	1.4
Moyenne 1961 à 1970	111	194	124	212	0.1	0.0	0.2	0.2
1971	–145	130	–3	313	–0.2	0.1	–0.0	0.3
1972	–566	81	–669	–96	–0.5	0.1	–0.6	–0.1
1973	387	1,252	–583	–69	0.3	1.0	–0.5	–0.1
1974	1,109	2,795	–241	1,027	0.8	1.9	–0.2	0.7
1975	–3,805	–4,049	–3,827	–4,009	–2.3	–2.4	–2.3	–2.4
1976	–3,391	–3,222	–4,151	–4,277	–1.8	–1.7	–2.2	–2.3
1977	–7,303	–5,005	–6,836	–4,432	–3.5	–2.4	–3.2	–2.1
1978	–10,626	–7,294	–9,772	–6,233	–4.6	–3.1	–4.2	–2.7
1979	–9,131	–4,630	–8,773	–4,062	–3.5	–1.8	–3.3	–1.5
1980	–9,880	–7,304	–8,074	–4,538	–3.3	–2.5	–2.7	–1.5
Moyenne 1971 à 1980	–4,335	–2,725	–4,293	–2,638	–1.9	–1.1	–1.9	–1.2
1981	–6,984	–3,845	–5,423	–1,532	–2.1	–1.1	–1.6	–0.4
1982	–20,502	–18,926	–11,462	–6,257	–5.7	–5.3	–2.9	–1.6
1983	–24,457	–22,749	–13,433	–7,486	–6.3	–5.9	–3.2	–1.8

[1] Les soldes réels sont calculés en pourcentage du PNB réel, tandis que les soldes ajustés sont calculés en pourcentage du PNB ajusté.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*; ministère des Finances.

Tableau de référence 54

Recettes des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux

1947 – 1983

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	40060 40298	40067 40305	40072 40310	40076 40314	40061 40319		40101 40339	
				(Millions de dollars)				
1947	97	71	359	28	101	199	44	899
1948	105	119	418	37	111	159	53	1,002
1949	109	130	462	46	79	197	59	1,082
1950	102	146	515	51	89	261	62	1,226
1951	121	189	575	60	117	270	80	1,412
1952	127	109	607	61	140	378	81	1,503
1953	135	76	652	64	154	424	83	1,588
1954	154	64	690	56	165	443	88	1,660
1955	208	62	762	59	186	465	100	1,842
1956	217	79	864	72	221	494	125	2,072
1957	245	208	958	78	240	533	129	2,391
1958	249	245	1,016	94	234	657	132	2,627
1959	261	275	1,087	191	264	880	143	3,101
1960	291	280	1,131	197	287	979	154	3,319
1961	315	304	1,270	211	298	1,110	156	3,664
1962	575	439	1,572	217	341	1,105	172	4,421
1963	657	479	1,713	225	372	1,134	193	4,773
1964	788	525	2,006	261	398	1,217	211	5,406
1965	1,099	545	2,265	313	474	1,379	253	6,328
1966	1,444	581	2,622	331	516	1,593	288	7,375
1967	1,855	638	3,019	367	603	1,951	300	8,733
1968	2,194	745	3,447	541	720	2,320	319	10,286
1969	2,545	819	3,933	776	863	2,678	357	11,971
1970	3,057	794	4,263	1,007	1,032	3,347	395	13,895
1971	3,640	869	4,566	1,031	1,202	4,274	436	16,018
1972	4,156	1,019	5,261	956	1,360	4,449	481	17,702
1973	4,875	1,436	6,198	984	1,812	4,734	575	20,614
1974	6,051	2,039	7,236	1,038	2,897	6,054	778	26,093
1975	6,933	2,114	7,547	1,046	3,701	7,577	912	29,830
1976	8,106	2,067	9,077	1,348	4,375	8,369	1,001	34,343
1977	11,083	2,099	10,039	1,521	5,200	9,665	1,113	40,720
1978	12,985	2,461	10,419	1,849	6,693	10,591	1,260	46,258
1979	13,824	3,179	11,912	2,056	8,379	11,515	1,426	52,291
1980	15,506	3,683	13,015	2,247	10,141	12,841	1,661	58,894
1981	19,216	3,510	15,119	2,409	11,381	13,871	1,982	67,488
1982	21,269	2,287	17,363	2,596	12,949	15,568	2,300	74,332
1983	23,055	3,211	19,475	3,030	13,919	17,155	2,664	82,509

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 55

Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux

1947 – 1983

Année	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital	Transferts aux autres gouvernements	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(–) ou excédent
D	40114 40352	40119 40357	40133 40371	40126 40364	40129 40367		40158 40396		40170 40408
				(Millions de dollars)					
1947	268	204	68	6	5	101	152	804	95
1948	318	266	68	4	9	129	193	987	15
1949	387	336	72	4	12	157	172	1,140	– 58
1950	391	384	75	4	9	171	196	1,230	– 4
1951	470	416	78	5	13	197	229	1,408	4
1952	502	334	83	6	12	215	290	1,442	61
1953	498	368	88	7	13	242	265	1,481	107
1954	519	417	94	5	12	259	301	1,607	53
1955	578	449	93	11	5	327	351	1,814	28
1956	688	485	101	9	11	362	460	2,116	– 44
1957	703	547	116	12	9	452	536	2,375	16
1958	816	658	115	19	5	545	519	2,677	– 50
1959	907	674	121	21	3	622	568	3,114	– 13
1960	966	1,044	143	31	2	714	612	3,532	– 213
1961	1,040	625	160	36	3	1,535	546	3,945	– 281
1962	1,063	718	184	39	3	1,845	625	4,477	– 56
1963	1,209	759	212	46	3	1,984	659	4,872	– 99
1964	1,322	849	238	57	3	2,242	776	5,487	– 81
1965	1,507	1,024	271	85	6	2,560	875	6,328	0
1966	1,890	1,173	317	139	3	3,041	986	7,549	– 174
1967	2,307	1,647	385	118	18	3,546	1,046	9,067	– 334
1968	2,716	2,030	485	119	22	4,012	958	10,342	– 56
1969	2,957	2,369	638	146	22	4,495	1,025	11,652	319
1970	4,109	2,611	759	167	26	5,406	1,046	14,124	– 229
1971	4,706	3,139	920	259	54	5,999	1,409	16,488	– 470
1972	5,297	3,238	1,127	288	64	6,823	1,556	18,393	– 691
1973	6,112	3,574	1,404	350	99	7,540	1,637	20,716	– 102
1974	7,539	4,484	1,545	559	133	9,132	2,069	25,441	652
1975	9,634	5,482	1,839	675	198	11,340	2,418	31,586	– 1,756
1976	10,796	6,642	2,327	946	197	12,796	2,182	35,886	– 1,543
1977	12,410	7,507	2,690	1,096	165	15,200	2,384	41,454	– 734
1978	13,990	8,368	3,399	1,226	154	15,719	2,653	45,509	749
1979	16,040	9,437	3,836	1,580	220	18,369	2,940	52,422	– 131
1980	18,863	11,196	4,691	1,829	299	19,283	3,162	59,323	– 429
1981	21,080	12,906	5,596	2,017	273	22,145	3,676	67,692	– 204
1982	23,504	14,585	6,518	2,155	412	24,971	4,157	76,282	– 1,950
1983	25,886	16,345	7,402	2,244	880	27,812	4,165	84,734	– 2,225

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 56

Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux
1947 – 1983

Année	Impôts directs	Impôts indirects	Revenu de placement	Transferts des particuliers	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D		40073 40311	40082 40320	40077 40315		40102 40340	
			(Millions de dollars)				
1947	5	360	58	3	101	59	586
1948	6	403	59	4	129	68	669
1949	6	445	54	4	157	74	740
1950	7	499	58	4	172	81	821
1951	—	608	25	11	199	102	945
1952	—	700	23	14	218	113	1,068
1953	—	758	24	18	245	122	1,167
1954	—	829	21	16	261	128	1,255
1955	—	902	14	19	334	138	1,407
1956	—	1,024	20	24	371	152	1,591
1957	—	1,148	20	26	468	163	1,825
1958	—	1,264	23	28	568	174	2,057
1959	—	1,444	24	31	646	187	2,332
1960	—	1,593	26	34	746	200	2,599
1961	—	1,701	28	41	874	212	2,856
1962	—	1,835	31	47	1,107	229	3,249
1963	—	1,953	39	44	1,200	250	3,486
1964	—	2,026	52	50	1,342	268	3,738
1965	—	2,231	58	58	1,514	299	4,160
1966	—	2,477	79	64	1,868	336	4,824
1967	—	2,765	95	74	2,122	364	5,420
1968	—	3,095	105	65	2,354	393	6,012
1969	—	3,462	99	56	2,595	450	6,662
1970	—	3,758	116	64	3,192	500	7,630
1971	—	4,002	140	68	3,583	538	8,331
1972	—	4,378	153	71	4,069	612	9,283
1973	—	4,651	170	78	4,501	683	10,083
1974	—	5,145	187	75	5,308	840	11,555
1975	—	6,013	223	81	6,703	986	14,006
1976	—	7,186	271	99	7,367	1,118	16,041
1977	—	8,103	317	112	9,197	1,264	18,993
1978	—	8,921	405	118	9,424	1,427	20,295
1979	—	9,960	393	146	11,400	1,602	23,501
1980	—	11,115	431	165	11,425	1,798	24,934
1981	—	12,442	472	177	13,165	2,045	28,301
1982	—	13,824	545	195	14,516	2,354	31,434
1983	—	14,923	585	206	16,257	2,680	34,651

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 57

Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux
1947 – 1983

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Transferts aux autres administrations	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(–) ou excédent
D	40115 40353	40120 40358	40134 40372		40159 40397		40171 40409
			(Millions de dollars)				
1947	424	19	38	7	117	605	– 19
1948	508	21	37	9	152	727	– 58
1949	578	23	39	10	173	823	– 83
1950	614	24	42	11	222	913	– 92
1951	707	28	45	13	301	1,094	– 149
1952	803	34	53	13	364	1,267	– 199
1953	864	38	61	15	364	1,342	– 175
1954	990	44	74	15	411	1,534	– 279
1955	1,094	41	84	22	436	1,677	– 270
1956	1,221	40	101	18	493	1,873	– 282
1957	1,357	45	127	28	553	2,110	– 285
1958	1,514	54	143	17	590	2,318	– 261
1959	1,682	65	169	24	641	2,581	– 249
1960	1,869	73	197	17	671	2,827	– 228
1961	1,968	79	223	34	680	2,984	– 128
1962	2,174	84	251	28	847	3,384	– 135
1963	2,373	86	266	33	926	3,684	– 198
1964	2,635	85	294	31	834	3,879	– 141
1965	3,015	88	333	37	1,054	4,527	– 367
1966	3,399	93	373	51	1,235	5,151	– 327
1967	3,881	102	430	70	1,274	5,757	– 337
1968	4,438	133	475	64	1,338	6,448	– 436
1969	5,142	143	516	66	1,337	7,204	– 542
1970	5,803	213	595	64	1,425	8,100	– 470
1971	6,277	260	695	64	1,550	8,846	– 515
1972	6,836	246	721	69	1,582	9,454	– 171
1973	7,757	250	825	60	1,676	10,568	– 485
1974	9,072	216	873	61	2,152	12,374	– 819
1975	10,801	257	943	70	2,503	14,574	– 568
1976	12,600	272	1,194	71	2,673	16,810	– 769
1977	14,145	268	1,411	70	2,940	18,834	159
1978	15,516	309	1,663	84	2,934	20,506	– 211
1979	16,628	339	1,752	116	3,218	22,053	1,448
1980	18,888	393	1,922	129	3,674	25,006	– 72
1981	21,441	433	2,051	121	4,097	28,143	158
1982	24,361	476	2,432	99	4,479	31,847	– 413
1983	26,159	526	2,806	117	4,529	34,137	514

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 58

Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux
1961 – 1983

Année	Recettes					Dépenses				Déficit(–) ou excédent
	Revenu de placement	Transfert des autres gouvernements	Transferts des particuliers	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes	Biens et services	Intérêt sur la dette publique	Formation brute de capital	Total des dépenses	
D	40083 40321		40078 40316	40103 40341		40116 40354	40555 40558	40160 40398		40172 40410
	(Millions de dollars)									
1961	2	713	2	46	763	614	15	150	779	– 16
1962	2	795	3	49	849	683	16	158	857	– 8
1963	3	852	3	54	912	783	18	152	953	– 41
1964	3	966	3	58	1,030	886	19	149	1,054	– 24
1965	3	1,135	3	65	1,206	1,007	19	150	1,176	30
1966	4	1,295	3	73	1,375	1,177	21	191	1,389	– 14
1967	4	1,535	3	79	1,621	1,386	21	198	1,605	16
1968	4	1,774	3	85	1,866	1,625	22	217	1,864	2
1969	4	2,014	4	93	2,115	1,874	24	213	2,111	4
1970	5	2,328	4	104	2,441	2,137	34	224	2,395	46
1971	5	2,529	4	115	2,653	2,397	33	241	2,671	– 18
1972	6	2,932	4	125	3,067	2,672	36	223	2,931	136
1973	7	3,172	4	140	3,323	3,044	41	255	3,340	– 17
1974	11	3,996	4	164	4,175	3,754	46	293	4,093	82
1975	10	4,800	4	186	5,000	4,564	51	308	4,923	77
1976	26	5,653	22	205	5,906	5,201	61	346	5,608	298
1977	33	6,375	25	227	6,660	5,613	66	346	6,025	635
1978	38	6,663	27	265	6,993	6,177	66	405	6,648	345
1979	56	7,324	29	304	7,713	6,754	80	388	7,222	491
1980	63	8,177	32	344	8,616	7,953	87	502	8,542	74
1981	75	9,317	34	389	9,815	9,202	94	584	9,880	– 65
1982	100	10,760	38	446	11,344	10,445	102	644	11,191	153
1983	120	11,887	42	505	12,554	11,454	113	788	12,355	199

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 59
Gouvernement fédéral
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1967 – 1982

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	19 79	1980	1981	1982
								(Millions de dollars)								
Passif																
Monnaie et dépôts	380	446	480	504	529	554	618	704	773	821	882	962	1,050	1,111	1,169	1,356
Effets à payer	32	34	50	62	65	57	50	81	92	68	119	173	167	175	146	127
Prêts	271	209	65	11	59	85	147	207	262	250	253	3,814	2,107	2,843	1,789	1,695
Pensions[1]	1,284	1,265	1,263	1,277	1,266	1,265	1,238	1,218	1,197	1,173	1,187	1,162	1,149	1,136	1,117	1,097
Créances sur des entreprises associées	73	100	113	132	147	167	184	243	313	331	353	440	477	658	825	950
Autre passif	1,006	1,261	1,173	1,581	1,856	2,556	2,703	3,442	3,860	3,965	3,567	4,342	4,892	6,679	9,027	9,778
Dette non échue	20,779	22,231	22,797	24,655	27,431	29,021	28,915	33,294	37,280	41,468	49,601	60,314	68,182	80,152	92,421	111,599
Total du passif	23,825	25,586	25,966	28,222	31,353	33,707	33,855	39,189	43,777	48,076	55,962	71,207	78,024	92,754	106,494	126,602
Actif financier																
Monnaie et dépôts	335	336	1,057	1,143	1,905	2,163	1,667	4,246	3,494	2,671	4,020	5,985	1,709	3,453	6,761	6,021
Comptes recevables	6	6	8	9	10	19	20	30	52	55	77	105	153	192	150	187
Prêts	2,053	2,270	2,445	2,648	3,085	3,412	4,076	4,565	5,083	5,493	6,095	6,570	7,243	7,701	7,961	8,462
Billet à court terme des sociétés de financement et autres	12	10	11	6	8	13	12	12	18	18	26	18	6	11	14	21
Hypothèques	404	457	525	548	556	553	552	569	554	519	479	427	377	337	300	270
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	419	544	559	511	33	39	20	20	20	31	25	19	162	85	102	114
Administration provinciales	12	21	20	12	18	15	17	15	14	12	14	16	17	14	16	16
Obligations municipales	7	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	8	14	19	23	25	27	29	35	39	37	36	29	30	34	34	30
Créances sur des entreprises associées	11,500	12,625	13,459	15,688	17,744	18,900	19,189	21,113	22,280	23,974	24,893	26,821	27,863	30,207	32,073	30,263
Actions	15	19	26	53	76	100	127	154	187	64	58	58	54	55	378	506
Investissements étrangers	168	92	60	28	3	5	5	13	6	5	4	3	5	9	8	9
Autres actifs financiers	1,533	1,763	1,433	1,208	1,394	1,602	1,921	2,838	2,930	2,456	1,911	2,300	2,883	2,303	2,519	3,109
Total des actifs financiers	16,472	18,157	19,622	21,888	24,857	26,848	27,655	33,610	34,677	35,335	37,638	42,351	40,502	44,401	50,316	49,008
Excédent du passif sur l'actif	7,353	7,429	6,344	6,334	6,496	6,859	6,200	5,579	9,100	12,741	18,324	28,856	37,522	48,353	56,178	77,594

[1] Représente principalement le solde des annuités publiques.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 60

Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1967 – 1982

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(Millions de dollars)															
Passif																
Effets à payer	423	475	502	653	656	755	791	1,012	1,158	1,319	2,003	2,228	3,569	3,692	3,975	4,142
Prêts	1,592	1,761	1,987	2,198	2,158	2,520	3,245	4,139	4,626	4,730	4,994	5,537	6,320	6,994	9,027	9,116
Billets à court terme de sociétés de financement et autres	—	—	118	174	313	435	343	230	634	318	297	505	280	609	1,243	3,066
Hypothèques	121	190	143	159	157	177	158	168	187	136	57	38	49	51	53	55
Créances sur des entreprises associées	73	80	77	191	232	385	353	437	549	714	627	728	947	1,284	1,383	1,513
Autre passif	1,643	1,655	1,685	1,892	1,999	1,717	2,386	2,621	2,656	3,348	3,171	3,457	2,714	2,445	3,626	3,770
Dette non échue																
Administrations provinciales	8,098	9,431	10,757	12,208	13,774	15,860	17,443	19,729	23,451	27,219	31,736	36,390	40,140	45,368	52,282	61,662
Administrations municipales	7,527	8,147	8,674	9,221	10,025	10,679	11,372	12,278	13,878	15,219	17,243	18,426	18,696	20,704	23,007	24,089
Autres	342	351	391	368	400	408	412	446	474	509	536	586	381	369	382	495
Total du passif	19,819	22,090	24,334	27,064	29,714	32,936	36,503	41,062	47,615	53,512	60,666	67,897	73,098	81,516	94,978	107,888
Actif financier																
Monnaie et dépôts	647	791	1,256	1,529	1,422	2,123	2,361	2,597	1,953	2,797	3,945	4,983	7,865	7,814	9,848	10,039
Comptes recevables	145	160	188	224	240	295	301	358	525	659	618	593	501	620	707	826
Prêts	472	555	631	1,458	1,746	1,950	2,183	2,316	2,567	2,810	2,631	2,750	2,873	2,987	3,377	3,658
Billets à court terme des sociétés de financement et autres	14	17	21	34	45	66	79	83	85	163	463	597	497	490	545	536
Hypothèques	284	356	462	660	924	1,103	1,291	1,580	1,922	2,281	2,545	2,781	2,784	2,969	3,265	3,693
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	293	326	305	268	238	217	207	186	214	352	607	1,293	1,792	3,230	2,492	3,008
Administration provinciales	1,647	1,712	1,919	1,869	1,892	1,994	2,136	2,452	3,248	3,921	4,989	6,070	6,478	8,680	12,533	15,649
Administrations municipales	1,758	2,138	2,472	2,870	3,237	3,547	3,774	4,328	4,847	5,422	5,974	6,579	6,619	7,589	8,278	9,676
Autres	525	692	946	238	314	303	260	286	476	744	1,057	1,153	1,127	1,290	1,258	1,225
Créances sur des entreprises associées	4,119	4,585	5,242	6,357	6,913	7,547	8,386	9,924	11,377	12,485	15,117	17,864	20,420	21,543	23,842	25,958
Actions	16	31	45	168	173	159	124	213	229	252	216	254	145	157	892	1,261
Autres actifs financiers	2,270	2,428	2,534	2,564	2,772	2,287	3,425	4,145	3,851	3,449	3,284	4,818	7,113	9,123	8,992	9,226
Total des actifs financiers	12,190	13,791	16,023	16,250	19,916	21,591	24,527	28,468	31,294	35,335	41,446	49,755	58,214	66,492	76,029	84,757
Excédent du passif sur l'actif	7,629	8,299	8,311	8,625	9,798	11,345	11,976	12,594	16,321	18,177	19,220	18,142	14,884	15,024	18,949	23,131

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 61

Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1974 – 1983
Sommaire[1]

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes	21,346	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068	55,123
B Dépenses	–22,730	–29,314	–34,975	–38,230	–42,382	–48,539	–50,416	–58,066	–67,674	–79,776
Excédent ou déficit (–)	–1,384	–1,733	–5,463	–6,210	–10,289	–12,226	–11,480	–12,668	–13,606	–24,653
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports et avances	–1,337	–1,948	–2,915	–2,151	–1,770	–1,102	–1,428	–523	–1,239	–21
B Comptes de rentes, d'assurances et de pensions	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345	–220
C Autres opérations	507	226	1,685	799	839	–565	416	293	2,189	1,638
Ressource ou besoin (–) net	–133	–406	689	662	1,840	1,113	1,035	2,551	5,275	1,397
Besoins financiers (compte non tenu des opérations de change)	–1,517	–2,139	–4,774	–5,548	–8,449	–11,113	–10,445	–10,117	–8,331	–23,256
III Opérations de change	131	593	–5	1,261	1,186	4,262	–128	1,157	–347	–1,177
Ensemble des besoins financiers[2]	–1,386	–1,548	–4,779	–4,287	–7,263	–6,851	–10,573	–8,960	–8,678	–24,433
IV Opérations de la dette[3]	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367	22,392
Variation de la trésorerie[4]	–1,189	2,394	–152	545	909	1,927	–2,695	2,193	689	–2,041
V Trésorerie en fin de période	810	3,204	3,052	3,597	4,506	6,433	3,738	5,931	6,620	4,579
Solde des avoirs en dollars canadiens	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826	6,584	4,193

(1) Poste Canada est considéré comme société de la Couronne.
(2) Besoins de trésorerie (–).
(3) Excluant les variations de la dette non échue payable en devises étrangères.
(4) Diminution de caisse (–).

Tableau de référence 61 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1974 – 1983

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes										
Impôt sur le revenu des particuliers	9,226	11,710	12,709	14,634	13,988	14,656	16,808	19,837	24,046	26,330
Impôt sur le revenu des sociétés	3,710	4,836	5,748	5,363	5,280	5,654	6,951	8,106	8,118	7,139
Autres impôts directs	338	434	493	451	503	568	787	894	1,882	2,958
Taxe de vente	3,590	3,866	3,515	3,929	4,427	4,729	4,698	5,429	6,185	5,894
Autres impôts directs	2,765	4,640	4,628	4,778	4,762	5,045	5,664	6,384	7,724	6,986
Recettes non fiscales	1,717	2,095	2,419	2,865	3,133	3,661	4,028	4,748	6,113	5,816
Total des recettes	21,346	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068	55,123
B Dépenses										
Santé et bien-être social	8,135	10,286	12,534	13,873	14,773	16,642	16,876	18,721	20,968	24,630
Expansion et soutien économique	2,903	4,290	5,474	5,120	5,624	5,174	6,462	8,118	7,037	9,364
Dette publique[1]	2,566	3,239	3,972	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168	16,971
Défense	2,775	3,162	3,632	4,161	4,626	4,999	5,333	6,067	7,169	8,277
Paiements de transfert fiscal aux provinces	1,678	2,399	2,378	2,966	3,101	2,921	3,424	3,643	4,393	5,221
Transports et communications	1,211	1,727	1,913	2,043	2,137	2,227	2,096	2,524	3,227	3,477
Services généraux du gouvernement	985	1,237	1,509	1,688	1,969	2,143	2,289	2,452	3,002	3,273
Frais d'opération	728	889	989	1,104	1,308	1,452	1,332	1,419	1,836	1,741
Aide à l'éducation	617	641	701	872	1,402	1,666	1,798	1,884	1,926	1,878
Culture et récréation	559	638	681	712	883	1,053	1,018	1,163	1,370	1,664
Affaires étrangères	477	625	754	790	910	960	1,053	1,081	1,378	1,580
Total des dépenses affectées	22,614	29,133	34,537	38,050	42,283	46,295	50,205	57,759	67,474	78,276
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	116	181	438	180	99	244	211	307	200	1,500
Total des dépenses	22,730	29,314	34,975	38,230	42,382	46,539	50,416	58,066	67,674	79,776
Excédent ou déficit (–) budgétaire	– 1,384	– 1,733	– 5,463	– 6,210	– 10,289	– 12,226	– 11,480	– 12,668	– 13,606	– 24,653

Tableau de référence 61 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1974 – 1983

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					(Millions de dollars)					
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports en capital et avances										
Sociétés et organismes de la Couronne										
Institutions de prêts	(–686)	(–1,071)	(–1,909)	(–1,623)	(–1,144)	(–522)	(–763)	(–111)	(–570)	(–259)
Société d'assurance-dépôts du Canada	—	—	—	—	10	—	—	—	–200	60
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–375	–735	–1,058	–837	–532	–52	–368	–66	–199	–30
Société pour l'expansion des exportations	–141	–93	–357	–202	–84	64	155	124	52	–40
Société du crédit agricole	–170	–243	–297	–277	–297	–267	–307	–270	–348	–394
Banque fédérale de développement	—	—	–197	–307	–241	–267	–245	101	125	145
Autres sociétés de la Couronne	(–339)	(–492)	(–925)	(–393)	(–323)	(–489)	(–373)	(537)	(–486)	(–774)
Air Canada	—	–145	3	83	3	–341	16	13	14	16
Energie atomique du Canada	–44	–61	–202	–149	–201	–242	–216	697	8	3
Chemins de fer nationaux du Canada	–205	–143	–213	–40	–99	385	–108	–8	—	–41
Société d'investissement du développement du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—	–398
Petro-Canada	—	—	–237	–257	–150	–280	–80	–440	–129	–457
Autres	–90	–123	–276	–30	124	–11	15	275	–359	101
Autres prêts	(–428)	(–566)	(–519)	(–315)	(–402)	(–335)	(–503)	(–219)	(–403)	(–48 8)
Finances-prêts-emplois	–108	–67	–47	45	14	8	6	8	9	9
Expansion économique régionale	–61	–52	–29	–17	4	–2	8	7	14	14
Société de développement du Canada	–75	–50	—	–10	—	—	—	—	—	—
Prêts aux pays en voie de développement	–141	–179	–215	–162	–196	–239	–242	–254	–282	–266
Prêts aux organisations internationales	–55	–97	–181	–159	–179	–173	–134	–110	–186	–213
Autres	12	–121	–47	–12	–43	71	–143	130	22	–32
Total des prêts, apports en capital et avances (compte non tenu de provisions)	–1,453	–2,129	–3,353	–2,331	–1,869	–1,348	–1,639	207	–1,439	–1, 521
Provision pour évaluation	116	181	438	180	99	244	211	–730	200	1,500
Total des prêts, apports en capital et avances	–1,337	–1,948	–2,915	–2,151	–1,770	–1,102	–1,428	–523	–1,239	–21
B Comptes d'objets spécifiques										
Régime de pensions du Canada	41	53	76	98	93	124	113	173	170	185
Comptes d'assurance-chômage	–282	136	234	276	261	271	–150	–882	–15	–3,289
Comptes de retraite	1,001	1,261	1,502	1,656	1,888	1,956	1,986	2,307	3,014	3,483
Comptes de rente sur l'Etat	–19	–21	–10	–1	–9	–10	–14	–15	–21	–22
Autres	8	12	20	24	34	38	28	29	49	58
Total des comptes de rentes, d'assurance et de pensions	749	1,441	1,822	2,053	2,267	2,377	1,943	1,812	3,197	395
Compte de perception fiscale pour les provinces	–44	–196	67	–121	330	366	118	728	–56	–384
Autres dépôts et fiducies	–8	71	30	82	174	37	–14	241	1,204	–231
Total des comptes de dépôts et de fiducies	–52	–125	97	–39	504	403	104	969	1,148	–615
Total des comptes d'objets spécifiques	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345	–220

Tableau de référence 61 (fin)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1974 – 1983

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					(Millions de dollars)					
C Autres opérations										
Intérêt et dette échue	294	455	667	896	904	–509	–38	186	1,933	1,615
Comptes à payer et traitements courus	444	–109	–33	623	–521	214	91	772	178	549
Espèces en transit	–854	–72	685	–189	–188	3	–130	–693	16	–736
Chèques et mandats en circulation	539	5	366	–361	632	–243	506	9	29	208
Autres	84	–53	20	10	12	–30	–13	19	13	2
Total des autres opérations	507	226	1,685	799	839	–565	416	293	2,169	1,638
Besoins financiers non-budgétaires	–133	–406	689	662	1,840	1,113	1,035	2,551	5,275	1,397
III Opérations de change (ressource ou besoin(–))										
Compte du fonds de change	175	673	39	1,537	248	–2,375	2,143	1,263	–237	–1,990
Fonds monétaire international										
Souscriptions	–105	44	–89	110	–310	–482	–7	–930	181	64
Effet à payer	137	–74	73	–364	260	690	39	715	–2	–44
Dette non échue payable en devises étrangères	–76	–50	–28	–2	855	6,186	–2,516	–66	–219	817
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	133	243	213	175	–70	–24
Ensemble des opérations de change	131	593	–5	1,281	1,186	4,262	–128	1,157	–347	–1,177
IV Dette non échue (augmentation ou diminution (–))										
Obligations négociables	93	672	1,137	2,265	3,439	8,146	6,417	7,834	3,000	4,989
Bons du Trésor	615	725	865	1,760	3,040	2,240	2,790	5,445	–2,395	9,750
Obligations d'épargne du Canada	–583	2,509	2,802	787	1,707	1,236	–1,166	–2,269	9,166	7,663
Valeurs acquises par le RPC	8	9	10	10	12	12	17	23	18	17
Dette non échue payable en devises étrangères	—	—	—	—	850	3,390	–2,528	–5	–585	703
Moins:										
Dette non échue payable en devises étrangères	76	50	28	2	–855	–6,186	2,516	66	219	–817
OEC détenues pour les employés	–4	–13	–1	–5	–7	–15	–6	–1	–24	–6
Valeurs acquises par le RPC	–8	–9	–10	–10	–12	–12	–17	–23	–18	–17
Compte de portefeuille[1]	—	–3	–4	3	–2	–33	–145	83	–14	110
Ensemble des opérations de la dette non échue	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367	22,392
V Trésorerie en fin de période										
En devises canadiennes	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826	6,541	4,193
En devises étrangères	9	18	15	17	19	59	77	105	79	386

[1] Inclut les placements détenus contre l'endettement non échu.

Source: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 62

Gouvernement du Canada, actif et passif
Présentation des comptes publics
(Année financière close le 31 mars)
1927 – 1983

	1927	1937	1947	1957	1962	1967	1972	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					(Millions de dollars)												
Passif																	
Comptes d'objets spécifiques	109	243	1,060	3,240	3,867	6,693	9,978	11,217	12,533	14,452	16,486	19,237	22,017	24,064	26,845	31,190	30,970
Passif à l'étranger	538	859	160	351	130	366	336	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405	5,222
Autre passif[1]	181	24	804	1,156	1,073	1,933	3,095	5,395	5,506	6,025	6,937	7,906	7,336	7,851	8,818	10,971	13,345
Dette non échue (excluant les avoirs propres)																	
Obligations négociables	2,436	3,125	13,601	9,144	10,861	11,188	13,666	13,809	14,480	15,609	17,877	21,314	29,427	35,699	43,616	46,602	51,701
Obligations d'épargne du Canada	—	—	483	2,421	4,042	5,961	9,669	10,351	12,848	15,444	16,226	17,926	19,147	17,975	15,705	24,847	32,504
Bons du Trésor	—	150	1,280	1,625	1,885	2,310	3,830	4,905	5,630	6,495	8,255	11,295	13,535	16,325	21,770	19,375	29,125
Billets payables aux banques canadiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	850	4,240	1,712	1,707	1,122	1,825
Total de la dette non échue détenue par des tiers	2,436	3,275	15,364	13,190	16,788	19,479	27,165	29,065	32,958	37,548	42,358	51,385	66,349	71,711	82,798	91,946	115,155
Moins: dette non échue payable en devises étrangères	538	859	160	351	130	366	336	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405	5,222
Total de dette non échue payable en dollars canadiens	1,898	2,416	15,204	12,839	16,658	19,113	26,829	28,807	32,750	37,382	42,194	50,366	59,144	67,021	78,174	87,541	109,933
Total du passif[1]	2,726	3,542	17,228	17,586	21,728	28,105	40,238	45,677	50,997	58,025	65,761	78,528	95,702	103,626	118,461	134,107	159,470
Actif																	
Prêts, apports en capital et avances	243	429	2,805	4,261	4,053	7,087	13,600	16,147	18,095	21,010	23,161	24,931	26,033	27,461	27,984	29,223	29,244
Actifs étrangers	—	—	1,025	2,183	2,095	3,148	5,537	5,403	4,760	4,737	3,454	3,123	5,048	2,660	1,437	1,565	3,559
Autres actifs	135	29	350	113	813	857	2,290	2,933	r 215	3,868	4,546	5,585	7,506	4,910	7,777	8,450	7,145
Total des actifs	378	458	4,180	6,577	6,961	11,092	21,427	24,483	28,070	29,635	31,161	33,639	38,587	35,031	37,198	39,238	39,948
Excédent du passif sur l'actif[1]	2,348	3,084	13,048	11,009	14,767	17,013	18,811	21,194	22,927	28,390	34,600	44,889	57,115	68,595	81,263	94,869	119,522

[1] Le total du passif signifie généralement la *dette brute du Canada*, alors que l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé représente la *dette nette du Canada*.

Remarque: Les passifs et actifs des années 1972 à 1983 sont rajustés pour affecter les prêts radiés et les provisions au cours des années où les fonds ont été déboursés plutôt qu'au cours des années où les prêts et provisions ont été radiés. En outre, les contributions de l'État au Compte de l'assurance-chômage ont été traitées, pour ces années, selon la méthode actuelle. Les soldes non déboursés des affectations aux comptes spéciaux sont éliminés et la portion non amortie des coûts d'émission d'obligations ordinaires et d'Obligations d'épargne du Canada est affectée aux dépenses budgétaires dans l'année d'engagement des coûts. Les chiffres des années antérieures à 1962 ne sont pas strictement conformes à ceux des années 1962 à 1983. Les opérations au titre de la sécurité de la vieillesse sont affectées aux dépenses budgétaires dans tous les cas.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 63

Résumé de la balance des paiements du Canada 1950 – 1983

Année	Exportations de marchandises	Importations de marchandises	Solde du poste marchandises	Services (recettes)	Services (paiements)	Solde du poste biens et services	Transferts nets	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties(–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Variations des réserves officielles de liquidités internationales[2]
									A long terme	A court terme[1]		
D	50501	50526	50551	50502	50544	50558	50657	50555	50687		50710	50712
						(Millions de dollars)						
1950	3,139	3,132	7	1,019	1,360	–334	15	–319	610	431	—	722
1951	3,950	4,101	–151	1,102	1,479	–528	16	–512	666	–98	—	56
1952	4,339	3,854	485	1,217	1,516	186	1	187	455	–605	—	37
1953	4,152	4,212	–60	1,216	1,594	–438	–10	–448	649	–239	—	–38
1954	3,934	3,916	18	1,191	1,627	–418	–6	–424	599	–51	—	124
1955	4,332	4,543	–211	1,405	1,847	–653	–34	–687	414	229	—	–44
1956	4,837	5,565	–728	1,500	2,099	–1,327	–45	–1,372	1,490	–70	—	48
1957	4,894	5,488	–594	1,472	2,278	–1,400	–51	–1,451	1,320	26	—	–105
1958	4,890	5,066	–176	1,420	2,256	–1,012	–125	–1,137	1,153	93	—	109
1959	5,151	5,572	–421	1,503	2,456	–1,374	–113	–1,487	1,179	297	—	–11
1960	5,392	5,540	–148	1,590	2,549	–1,107	–126	–1,233	929	265	—	–39
1961	5,889	5,716	173	1,735	2,764	–856	–72	–928	930	290	—	292
1962	6,387	6,203	184	1,847	2,842	–811	–19	–830	688	296	—	154
1963	7,082	6,579	503	1,986	2,982	–493	–28	–521	637	29	—	145
1964	8,238	7,537	701	2,265	3,376	–410	–14	–424	750	38	—	364
1965	8,745	8,627	118	2,437	3,714	–1,159	29	–1,130	833	455	—	158
1966	10,326	10,102	224	2,719	4,157	–1,214	52	–1,162	1,228	–425	—	–359
1967	11,338	10,772	566	3,325	4,462	–571	72	–499	1,415	–896	—	20
1968	13,720	12,249	1,471	3,070	4,822	–281	184	–97	1,669	–1,223	—	349
1969	15,035	14,071	964	3,695	5,719	–1,060	143	–917	2,337	–1,355	—	65
1970	16,921	13,869	3,052	4,246	6,345	953	153	1,106	1,007	–583	133	1,663
1971	17,877	15,314	2,563	4,304	6,702	165	266	431	664	–318	119	896
1972	20,129	18,272	1,857	4,451	6,978	–670	284	–386	1,588	–983	117	336
1973	25,461	22,726	2,735	5,257	8,228	–236	344	108	628	–1,203	—	–467
1974	32,591	30,902	1,689	6,401	10,107	–2,017	557	–1,460	1,041	443	—	24
1975	33,511	33,962	–451	6,941	11,627	–5,137	380	–4,757	3,935	417	—	–405
1976	38,166	36,607	1,559	7,624	13,822	–4,639	530	–4,109	8,022	–3,390	—	522
1977	44,498	41,523	2,975	8,312	16,034	–4,747	413	–4,334	4,284	–1,371	—	–1,421
1978	53,362	49,047	4,315	9,945	19,227	–4,967	50	–4,917	3,221	–1,604	—	–3,299
1979	65,582	61,157	4,425	11,950	21,881	–5,506	666	–4,840	2,087	4,441	219	1,908
1980	77,086	68,293	8,793	14,305	25,423	–2,325	1,256	–1,069	1,191	–1,619	217	–1,281
1981	84,480	77,112	7,368	16,148	30,834	–7,318	1,552	–5,766	148	6,836	210	1,426
1982	84,577	66,239	18,338	16,861	33,824	1,575	1,442	3,017	9,090	–12,801	—	–694
1983	91,268	73,227	18,041	16,913	34,261	693	884	1,578	2,751	–3,782	—	548

(1) Comprend erreurs nettes et omissions.
(2) Les variations nettes des réserves officielles comprennent les opérations et le passif des réserves officielles.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Tableau de référence 64

Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis
1950 – 1983

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Solde net
				A long terme	A court terme	
D	51551	51558	51555	51687	51688	51690
			(Millions de dollars)			
1950	–50	–369	–385	625	220	460
1951	–520	–922	–945	560	–66	–451
1952	–473	–791	–830	387	–104	–547
1953	–590	–869	–907	440	–75	–542
1954	–440	–762	–800	395	54	–351
1955	–685	–981	–1,029	209	127	–693
1956	–1,167	–1,583	–1,650	1,034	–167	–783
1957	–947	–1,497	–1,579	963	–263	–879
1958	–532	–1,109	–1,167	950	–16	–233
1959	–536	–1,149	–1,221	927	68	–226
1960	–673	–1,266	–1,359	746	127	–486
1961	–615	–1,257	–1,341	953	205	–183
1962	–438	–1,019	–1,092	680	536	124
1963	–488	–1,070	–1,148	843	–49	–354
1964	–808	–1,565	–1,635	943	580	–112
1965	–1,041	–1,883	–1,937	1,074	–398	–1,261
1966	–993	–2,001	–2,030	1,393	–291	–928
1967	–569	–1,301	–1,342	1,317	–265	–290
1968	389	–744	–747	1,151	–639	–235
1969	472	–877	–845	1,669	–239	585
1970	1,121	–227	–165	989	47	871
1971	1,445	–215	–86	877	1,867	2,658
1972	1,513	–272	–137	1,059	–201	721
1973	1,242	–930	–834	1,134	–605	–305
1974	1,001	–1,639	–1,530	1,653	1,628	1,751
1975	–1,125	–4,903	–4,810	3,292	2,104	586
1976	690	–4,292	–4,217	4,649	141	573
1977	1,741	–4,068	–4,022	2,268	551	–1,203
1978	2,887	–4,396	–4,321	2,748	2,275	702
1979	602	–7,680	–7,581	814	3,070	–3,697
1980	1,631	–8,000	–7,852	661	–2,918	–10,109
1981	3,732	–7,706	–7,567	–1,933	13,482	3,982
1982	11,784	–938	–772	1,807	–4,728	–3,693
1983	14,413	2,081	2,229	–1,706	3,494	4,017

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance canadienne des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 65

Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays

1950 – 1983

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties(–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Solde net
				A long terme	A court terme		
			(Millions de dollars)				
1950	57	5	66	–15	110	—	161
1951	369	356	433	106	–94	—	445
1952	958	977	1,017	68	–112	—	973
1953	530	431	459	209	2	—	670
1954	458	344	376	204	–35	—	545
1955	474	328	342	205	72	—	619
1956	439	256	278	456	73	—	708
1957	353	97	128	357	47	—	532
1958	356	97	30	203	–2	—	231
1959	115	–225	–266	252	–88	—	–102
1960	525	159	126	183	37	—	346
1961	788	401	413	–23	–72	—	318
1962	622	208	262	8	–95	—	175
1963	991	577	627	–206	46	—	467
1964	1,509	1,155	1,211	–193	–655	—	363
1965	1,159	724	807	–241	1,092	—	1,658
1966	1,217	787	868	–165	48	—	751
1967	1,135	730	843	98	–130	—	811
1968	1,082	483	650	518	200	—	1,368
1969	492	–183	–72	668	–897	—	–301
1970	1,931	1,180	1,271	18	–243	133	1,046
1971	1,118	380	517	–213	–837	119	–533
1972	344	–396	–249	529	673	117	953
1973	1,493	694	942	–506	52	—	488
1974	688	–378	70	–612	–318	—	–860
1975	674	–234	53	643	–484	—	212
1976	869	–347	108	3,373	236	—	3,717
1977	1,234	–679	–312	2,016	339	—	2,043
1978	1,428	–571	–596	473	–753	—	–876
1979	3,823	2,174	2,741	1,273	3,981	219	7,995
1980	7,162	5,675	6,783	530	2,709	217	10,022
1981	3,636	388	1,801	2,081	2,402	210	6,284
1982	6,554	2,513	3,789	7,283	–4,030	—	7,042
1983	3,628	–1,388	–651	4,457	–713	—	3,093

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.

Tableau de référence 66
Paiements internationaux: balance courante
1950 – 1983

Année	Recettes courantes							
	Exportations de marchandises (après correction)	Production d'or disponible pour l'exportation	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (recettes)	Transferts (recettes)	Total des recettes courantes
D	50501	50717	50506	50508	50512	50516	50717	50525
	(Millions de dollars)							
1950	3,139	163	275	94	284	203	126	4,284
1951	3,950	150	274	115	351	212	151	5,203
1952	4,339	150	275	152	383	269	160	5,728
1953	4,152	144	302	164	318	300	167	5,547
1954	3,934	155	305	147	313	283	169	5,306
1955	4,332	155	328	161	398	375	177	5,926
1956	4,837	147	337	142	457	430	194	6,544
1957	4,894	144	363	153	445	380	233	6,612
1958	4,890	157	349	167	401	365	171	6,500
1959	5,151	148	391	180	420	384	213	6,887
1960	5,392	162	420	171	442	393	235	7,215
1961	5,889	162	482	213	486	390	282	7,904
1962	6,387	155	562	202	509	419	314	8,548
1963	7,082	154	609	230	563	430	348	9,416
1964	8,238	145	662	332	644	482	384	10,887
1965	8,745	138	747	322	668	562	466	11,648
1966	10,326	127	840	318	758	676	555	13,600
1967	11,338	112	1,318	295	830	770	640	15,303
1968	13,720	33	953	353	891	840	674	17,464
1969	15,035	—	1,047	451	935	1,262	695	19,425
1970	16,921	—	1,206	526	1,126	1,386	765	21,932
1971	17,877	—	1,246	558	1,184	1,316	870	23,051
1972	20,129	—	1,230	665	1,241	1,315	903	25,483
1973	25,461	—	1,446	790	1,494	1,527	1,058	31,778
1974	32,591	—	1,694	882	1,812	2,013	1,360	40,352
1975	33,511	—	1,815	926	1,714	2,486	1,388	41,840
1976	38,166	—	1,930	825	2,082	2,787	1,509	47,299
1977	44,498	—	2,025	874	2,371	3,042	1,555	54,365
1978	53,362	—	2,378	1,208	2,714	3,645	1,592	64,899
1979	65,582	—	2,887	1,271	3,463	4,329	2,003	79,535
1980	77,086	—	3,340	1,577	3,980	5,419	2,675	94,066
1981	84,480	—	3,760	1,829	4,293	6,266	3,059	103,687
1982	84,577	—	3,724	1,587	3,924	7,626	3,179	104,617
1983	91,268	—	3,853	1,915	4,034	7,111	2,786	110,967

Tableau de référence 66 (suite)

Paiements internationaux: balance courante

1950 – 1983

Année	Paiements courants							
	Importations de marchandises (après correction)	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (paiements)	Contributions officielles	Autres transferts (paiements)	Total des paiements courants
D	50526	50531	50533	50537	50545	50542		50550
	(Millions de dollars)							
1950	3,132	226	475	301	358	5	106	4,603
1951	4,101	280	452	354	405	9	114	5,715
1952	3,854	341	413	375	398	16	144	5,541
1953	4,212	365	406	374	461	25	152	5,995
1954	3,916	389	424	356	470	11	164	5,730
1955	4,543	449	473	415	510	24	199	6,613
1956	5,565	498	524	502	575	30	222	7,916
1957	5,488	525	594	515	645	40	256	8,063
1958	5,066	542	614	460	639	53	263	7,637
1959	5,572	598	671	525	662	72	274	8,374
1960	5,540	627	656	533	733	61	298	8,448
1961	5,716	642	764	568	790	56	296	8,832
1962	6,203	605	783	595	859	36	297	9,378
1963	6,579	585	860	648	889	65	311	9,937
1964	7,537	712	1,010	679	975	69	329	11,311
1965	8,627	796	1,086	761	1,071	93	344	12,778
1966	10,102	900	1,140	823	1,294	168	337	14,726
1967	10,772	895	1,211	861	1,495	182	386	15,802
1968	12,249	982	1,259	931	1,650	133	357	17,561
1969	14,071	1,261	1,366	996	2,096	144	408	20,342
1970	13,869	1,422	1,550	1,106	2,267	201	411	20,826
1971	15,314	1,448	1,699	1,196	2,359	201	403	22,620
1972	18,272	1,464	1,713	1,315	2,486	227	392	25,869
1973	22,726	1,742	2,050	1,560	2,876	253	461	31,668
1974	30,902	1,978	2,435	2,036	3,658	332	471	41,812
1975	33,962	2,542	2,879	2,147	4,059	513	495	46,597
1976	36,607	3,121	3,654	2,232	4,815	455	524	51,406
1977	41,523	3,666	4,715	2,397	5,256	543	599	58,699
1978	49,047	4,084	6,113	2,583	6,447	910	632	69,816
1979	61,157	3,955	6,640	3,152	8,127	645	692	84,375
1980	68,293	4,577	7,167	3,447	10,232	680	739	95,135
1981	77,112	4,876	8,451	3,853	13,654	718	789	109,453
1982	66,239	5,008	10,593	3,343	14,680	879	858	101,600
1983	73,227	5,940	11,275	3,562	13,485	983	917	109,389

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 67

Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1963 – 1983

Année	Blé	Animaux et autres produits comestibles	Minerai et concentrés	Pétrole brut et gaz naturel	Autres produits bruts	Bois d'œuvre	Pâte de bois	Papier journal
D	3609					3629	3631	3632
				(Millions de dollars)				
1963	787	675	703	310	414	452	405	760
1964	1,024	817	803	360	453	477	461	835
1965	840	869	863	384	517	490	493	870
1966	1,061	906	934	430	583	474	520	968
1967	742	902	1,016	522	571	505	543	955
1968	684	929	1,262	600	605	656	628	990
1969	473	992	1,138	702	623	697	754	1,126
1970	687	1,181	1,522	855	707	664	785	1,111
1971	833	1,279	1,415	1,038	811	830	798	1,085
1972	927	1,428	1,397	1,315	848	1,174	830	1,158
1973	1,221	1,937	2,000	1,833	1,192	1,599	1,082	1,288
1974	2,065	1,806	2,376	3,914	1,504	1,290	1,889	1,726
1975	2,023	2,124	2,241	4,144	1,581	973	1,835	1,746
1976	1,732	2,563	2,512	3,903	1,872	1,649	2,186	2,003
1977	1,881	2,727	2,730	3,779	2,341	2,387	2,158	2,382
1978	1,913	3,389	2,404	3,763	2,664	3,229	2,181	2,886
1979	2,180	4,134	3,895	5,294	3,350	3,901	3,083	3,222
1980	3,862	4,401	4,210	6,883	3,667	3,353	3,873	3,684
1981	3,728	5,714	4,085	6,875	4,251	2,989	3,819	4,325
1982	4,287	5,939	3,187	7,483	4,108	2,912	3,212	4,080
1983	4,648	5,768	2,897	7,415	4,076	3,964	3,057	4,005

	Métaux travaillés	Autres matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Biens de consommation et produits divers	Réexportations	Total
			3653				3471
				(Millions de dollars)			
1963	918	572	88	589	127	182	6,980
1964	1,049	680	177	811	147	209	8,303
1965	1,138	738	356	811	157	242	8,767
1966	1,227	823	1,012	956	195	255	10,043
1967	1,368	858	1,739	1,167	234	298	11,420
1968	1,605	975	2,672	1,340	303	373	13,624
1969	1,499	1,087	3,514	1,595	244	428	14,871
1970	1,996	1,311	3,499	1,666	418	419	16,820
1971	1,678	1,406	4,171	1,660	393	422	17,818
1972	1,716	1,700	4,718	2,014	446	479	20,150
1973	2,084	2,171	5,415	2,455	562	583	25,421
1974	2,760	3,030	5,717	2,868	732	767	32,442
1975	2,475	2,855	6,432	3,399	720	780	33,328
1976	3,015	3,375	8,225	3,670	946	825	38,475
1977	3,543	4,458	10,424	3,975	901	870	44,554
1978	4,684	6,175	12,540	5,230	1,201	924	53,183
1979	5,251	8,919	11,900	7,295	1,895	1,324	65,641
1980	8,112	10,323	10,924	8,507	2,648	1,713	76,159
1981	7,735	11,672	13,184	9,968	2,992	2,475	83,811
1982	6,772	10,911	16,507	9,953	2,480	2,706	84,534
1983	7,050	11,911	21,306	9,719	2,609	2,457	90,883

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, nº cat. 65-001.

Tableau de référence 68

Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1963 – 1983

Année	Animaux et produits comestibles	Pétrole brut	Autres matières brutes	Matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Autres produits finis et divers	Total
D		3745		3746	3774			3535
				(Millions de dollars)				
1963	780	335	563	1,571	669	1,882	759	6,558
1964	795	321	640	1,813	818	2,190	911	7,488
1965	770	312	694	2,114	1,125	2,573	1,045	8,633
1966	805	299	724	2,233	1,581	3,048	1,382	10,072
1967	884	356	707	2,310	2,168	3,341	1,106	10,873
1968	918	373	754	2,435	3,001	3,477	1,401	12,358
1969	1,063	393	692	2,905	3,546	4,031	1,500	14,130
1970	1,116	415	757	2,886	3,252	3,991	1,536	13,952
1971	1,157	541	781	3,140	4,110	4,328	1,650	15,617
1972	1,401	681	859	3,579	4,934	5,184	2,032	18,669
1973	1,981	943	1,075	4,282	6,081	6,477	2,487	23,325
1974	2,516	2,646	1,426	6,482	7,124	8,414	3,113	31,722
1975	2,682	3,302	1,784	5,944	8,236	9,296	3,472	34,716
1976	2,871	3,280	1,811	6,211	9,440	9,641	4,240	37,494
1977	3,307	3,215	2,105	6,993	11,576	10,606	4,561	42,363
1978	3,782	3,457	2,425	8,748	13,386	13,115	5,195	50,108
1979	4,236	4,497	3,473	12,024	15,161	17,156	6,324	62,871
1980	4,803	6,919	4,425	12,708	13,609	19,725	7,084	69,274
1981	5,234	8,004	4,303	14,548	16,202	23,140	8,050	79,482
1982	4,946	4,985	3,723	11,797	15,170	19,393	7,913	67,926
1983	5,004	3,274	3,926	14,008	19,386	21,352	8,889	75,839

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur.*

Tableau de référence 69

Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1983

Année	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Titres canadiens				Valeurs étrangères (nette)	Prêts et souscriptions du gouvernement canadien		Crédits à l'exportation au risque du gouv.	Autres transactions en capital à long terme
			Nouvelles émissions	Retraits	Transactions sur les obligations et débentures en circulation	Transactions sur les actions ordinaires et privilégiées en circulation		Avances	Remboursements		
D	50560	50564			65000	50576			50629	50632	50650
					(Millions de dollars)						
1950	225	35	210	−284	—	329	76	−50	74	—	−5
1951	320	−30	411	−184	—	38	15	—	68	—	28
1952	360	−85	323	−89	−168	73	−11	—	56	—	−4
1953	450	−70	335	−146	−52	21	−1	—	87	—	11
1954	425	−90	333	−205	−66	129	−24	—	72	—	25
1955	445	−85	166	−185	−165	137	−5	—	69	—	37
1956	650	−105	667	−141	11	187	−3	−4	69	—	159
1957	545	−80	800	−134	−45	142	1	−1	50	—	42
1958	430	−40	688	−156	—	88	1	−34	84	—	114
1959	570	−85	709	−258	92	110	−34	−1	34	—	38
1960	670	−50	448	−266	3	51	−19	−11	32	—	60
1961	560	−80	548	−301	61	39	−35	−8	38	—	103
1962	505	−105	729	−319	64	−115	−65	−22	129	−63	−64
1963	280	−135	984	−404	39	−170	22	−18	25	−72	75
1964	270	−95	1,100	−382	77	−98	−52	−10	10	−164	46
1965	535	−125	1,240	−390	55	−274	−85	−14	10	−187	54
1966	790	−5	1,465	−499	−104	−136	−401	−35	24	−41	144
1967	691	−125	1,307	−357	−57	12	−432	−38	34	107	229
1968	590	−225	1,917	−431	−70	114	−467	−78	5	29	197
1969	720	−370	2,089	−440	2	53	102	−89	22	−12	228
1970	905	−315	1,230	−552	−40	−145	70	−145	36	−129	61
1971	925	−230	1,191	−845	−96	−142	196	−190	36	−230	25
1972	620	−400	1,722	−603	292	−59	244	−249	37	−246	230
1973	830	−770	1,323	−738	29	−24	69	−269	43	−189	323
1974	845	−810	2,423	−626	41	−112	46	−350	39	−573	118
1975	725	−915	5,038	−851	302	5	−17	−377	38	−355	342
1976	−299	−590	9,036	−935	559	−80	78	−435	18	−210	883
1977	475	−740	5,952	−929	243	−92	223	−539	35	−521	176
1978	135	−2,325	6,673	−1,314	36	−397	26	−509	261	−861	1,518
1979	750	−2,550	5,241	−2,114	476	360	−581	−551	33	−877	1,900
1980	800	−3,150	5,562	−2,456	1,071	987	−182	−517	38	−1,186	227
1981	−4,400	−6,900	14,085	−3,228	1,266	−1,112	−99	−630	41	−847	1,971
1982	−1,425	−200	16,190	−3,749	−130	−506	−539	−489	43	−2,239	2,135
1983	200	−2,525	10,597	−4,484	565	−299	−1,161	−658	48	255	216

Tableau de référence 69 (suite)

Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1983

Année	Variations de certains avoirs canadiens des non-résidents				Autres engagements des sociétés de financement	Avoirs en devises étrangères des résidents	Autres transactions indiquées	Erreurs et omissions nettes	Mouvements nets de capitaux sauf ceux indiqués ci-après[2]	Allocations de Droits de tirage spéciaux	Mouvements monétaires nets	
	Dépôts en dollars canadiens	Créances à vue sur le gouvernement canadien	Bons du Trésor	Billets à court terme[1]							Réserves officielles	Passif officiel
D	50652	56654	50656		50676		50686	50693		50710	50713	50714
						(Millions de dollars)						
1950	235	–4	–3	—	—	11	91	101	1,041	—	722	—
1951	–190	–8	2	—	—	–14	50	62	568	—	56	—
1952	–66	–5	1	—	35	–165	–16	–389	–150	—	37	—
1953	–22	–11	–2	—	–2	–80	44	–166	410	—	–38	—
1954	27	–15	8	—	10	–75	64	–70	548	—	124	—
1955	60	–9	29	—	23	91	5	30	643	—	–44	—
1956	–30	—	3	—	64	–216	85	24	1,420	—	48	—
1957	–15	—	–18	—	4	–274	87	242	1,346	—	–105	—
1958	39	45	21	—	24	–58	–89	111	1,246	—	109	—
1959	10	–8	14	—	68	–119	15	317	1,476	—	–11	—
1960	79	–12	56	—	59	–60	42	101	1,194	—	–39	—
1961	33	–2	–58	—	95	142	–77	157	1,220	—	296	–4
1962	–10	–4	4	—	119	92	240	–145	984	—	307	–153
1963	43	1	–27	70	35	–259	134	32	666	—	56	89
1964	28	—	–16	185	52	–329	5	113	788	—	297	67
1965	31	2	12	–152	209	415	177	–239	1,289	—	158	—
1966	11	5	–15	3	154	–520	119	–182	803	—	–360	1
1967	24	–4	4	–51	35	–362	–41	–501	519	—	17	3
1968	72	21	48	–132	24	–449	–23	–784	446	—	350	–1
1969	52	–34	20	218	116	–1,434	–74	–219	982	—	65	—
1970	26	–7	–79	310	–109	–154	–183	–387	424	133	1,662	1
1971	95	50	–3	77	–25	854	–18	–1,348	346	119	896	—
1972	139	27	22	–181	–30	448	47	–1,455	605	117	336	—
1973	143	77	–24	140	12	–519	–382	–650	–575	—	–467	—
1974	597	45	77	80	158	236	117	–867	1,484	—	24	—
1975	561	–4	37	350	–89	272	493	–1,203	4,352	—	–405	—
1976	157	8	439	522	47	–1,290	494	–3,767	4,632	—	522	—
1977	229	172	242	221	–31	729	–671	–2,261	2,913	—	–1,421	—
1978	37	55	–53	84	–66	2,105	–639	–3,126	1,617	—	–185	–3,114
1979	525	217	–179	677	–1	4,179	1,633	–2,610	6,528	219	–858	2,766
1980	–60	172	542	509	69	822	–2,261	–1,410	–428	217	–543	–738
1981	1,394	165	–2	1,217	471	10,728	1,914	–9,048	6,984	210	382	1,044
1982	–731	—	107	–952	53	–7,072	–165	–4,043	–3,711	—	–665	–29
1983	–711	221	984	1,186	–265	2,271	–904	–6,563	–1,031	—	549	—

[1] Compris dans la catégorie «autres transactions» pour la période 1950 et 1951. Compris dans la catégorie «autres engagements des sociétés de financement» pour la période 1952 à 1962.
[2] Comprend les erreurs et omissions nettes.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 70

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1950 – 1983

Année	Obligations du gouvernement du Canada (y compris) les obligations garanties			Obligations des provinces (y compris) les obligations garanties			Obligations des municipalités			Ensemble des obligations du secteur public		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65006	65011		65007	65012		65008	65013				
						(Millions de dollars)						
1950	62	159	– 97	96	n.d.	n.d.	20	n.d.	n.d.	178	159	19
1951	7	94	– 87	262	43	219	72	12	60	341	149	192
1952	1	18	– 17	107	38	69	55	17	38	163	73	90
1953	6	84	– 78	143	28	115	76	15	61	225	127	98
1954	8	69	– 61	126	63	63	46	28	18	180	160	20
1955	5	100	– 95	3	19	– 16	44	18	26	52	137	– 85
1956	9	83	– 74	224	15	209	112	18	94	345	116	229
1957	16	29	– 13	136	25	111	123	24	99	275	78	197
1958	76	25	51	168	45	123	148	30	118	392	100	292
1959	56	101	– 45	334	41	293	157	33	124	547	175	372
1960	30	58	– 28	103	57	46	135	38	97	268	153	115
1961	37	48	– 11	66	24	42	47	38	9	150	110	40
1962	156	86	70	148	22	126	74	41	33	378	149	229
1963	173	76	97	343	70	273	62	77	– 15	578	223	355
1964	43	88	– 45	439	66	373	182	58	129	664	207	457
1965	28	85	– 57	297	31	266	84	53	31	409	169	240
1966	32	203	– 171	448	64	384	177	96	81	657	364	293
1967	20	95	– 75	762	61	701	173	52	121	955	208	747
1968	288	57	231	852	76	776	124	60	64	1,264	193	1,071
1969	40	83	– 43	1,063	91	972	177	88	89	1,280	262	1,018
1970	26	157	– 131	528	112	416	65	92	– 27	619	361	258
1971	28	31	– 3	725	317	408	26	99	– 73	779	447	332
1972	30	44	– 14	1,140	220	920	169	98	71	1,339	362	977
1973	18	110	– 92	857	234	623	109	117	– 8	984	461	523
1974	14	55	– 41	1,713	211	1,502	234	96	138	1,961	362	1,599
1975	46	92	– 46	3,334	342	2,992	541	82	459	3,921	516	3,405
1976	369	148	221	4,938	308	4,630	782	120	662	6,089	576	5,513
1977	726	146	580	3,109	311	2,798	376	98	278	4,211	555	3,656
1978	3,095	211	2,884	2,053	586	1,467	130	194	– 64	5,278	991	4,287
1979	1,761	212	1,549	1,987	870	1,117	179	432	– 253	3,927	1,514	2,413
1980	1,249	261	988	1,415	1,068	347	263	348	– 85	2,927	1,677	1,250
1981	2,012	462	1,550	6,468	1,141	5,327	433	219	214	8,913	1,822	7,091
1982	3,966	837	3,129	7,352	1,521	5,831	719	238	481	12,037	2,596	9,441
1983	2,375	1,982	393	5,203	1,390	3,813	333	210	123	7,911	3,582	4,329

Tableau de référence 70 (suite)

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1950 – 1983

Année	Obligations des sociétés			Obligations totales			Actions ordinaires et privilégiées			Total		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65009	65014		65005	65010		50586	50587				
						(Millions de dollars)						
1950	28	n.d.	n.d.	206	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	206	284	–78
1951	28	n.d.	n.d.	369	n.d.	n.d.	42	7	35	411	184	227
1952	136	15	121	299	88	211	24	1	23	323	89	234
1953	64	13	51	289	140	149	46	6	40	335	146	189
1954	133	35	98	313	195	118	20	10	10	333	205	128
1955	51	41	10	103	178	–75	63	7	56	166	185	–19
1956	252	20	232	597	136	461	70	5	65	667	141	526
1957	464	31	433	739	109	630	61	25	36	800	134	666
1958	253	42	211	645	142	503	43	16	27	688	158	530
1959	114	66	48	661	241	420	48	17	31	709	258	451
1960	154	104	50	422	257	165	26	9	17	448	266	182
1961	354	136	218	504	246	258	44	55	–11	548	301	247
1962	331	140	191	709	289	420	20	30	–10	729	319	420
1963	392	101	291	970	324	646	14	80	–66	984	404	580
1964	414	117	297	1,078	324	754	22	58	–36	1,100	382	718
1965	807	214	593	1,216	383	833	24	7	17	1,240	390	850
1966	751	131	620	1,408	495	913	57	4	53	1,465	499	966
1967	315	148	167	1,270	356	914	37	1	36	1,307	357	950
1968	586	233	353	1,850	426	1,424	67	5	62	1,917	431	1,486
1969	597	176	421	1,877	438	1,439	212	2	210	2,089	440	1,649
1970	541	187	354	1,160	548	612	70	4	66	1,230	552	678
1971	391	393	–2	1,170	840	330	21	5	16	1,191	845	346
1972	345	239	106	1,684	601	1,083	38	2	36	1,722	603	1,119
1973	300	275	25	1,284	736	548	39	2	37	1,323	738	585
1974	448	223	225	2,409	585	1,824	14	41	–27	2,423	626	1,797
1975	1,031	331	700	4,952	847	4,105	86	4	82	5,038	851	4,187
1976	2,868	303	2,565	8,955	878	8,077	81	57	24	9,036	935	8,101
1977	1,729	345	1,384	5,939	902	5,037	13	27	–14	5,952	929	5,023
1978	1,267	325	942	6,547	1,314	5,233	126	0	126	6,673	1,314	5,359
1979	1,151	600	551	5,079	2,113	2,966	162	1	161	5,241	2,114	3,127
1980	2,138	779	1,359	5,062	2,454	2,608	500	2	498	5,562	2,456	3,106
1981	4,695	1,405	3,290	13,606	3,227	10,379	479	1	478	14,085	3,228	10,857
1982	3,964	1,146	2,818	16,002	3,741	12,261	188	8	180	16,190	3,749	12,441
1983	1,609	894	715	9,523	4,474	5,049	1,074	10	1,064	10,597	4,484	6,113

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 71

Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales[1]

1965 – 1983

Année	Vis-à-vis des résidents des E.-U.			Autres non-résidents			Tous les non-résidents			Vis-à-vis des résidents canadiens			Changements dans la position nette des banques
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	
	(Millions de dollars)												
1965	−208	−727	519	−440	505	−945	−648	−222	−426	276	−107	383	−43
1966	208	−309	517	−2	48	−50	206	−261	467	84	401	−317	150
1967	273	76	197	375	188	187	648	264	384	−103	363	−466	−82
1968	168	−296	464	725	701	24	893	405	488	−49	189	−238	250
1969	815	338	477	1,395	1,366	29	2,210	1,704	506	215	1,237	−1,022	−516
1970[2]	−33	22	−55	1,389	1,212	177	1,356	1,234	122	216	101	115	237
1971	−933	592	−1,525	318	197	121	−615	789	−1,404	−43	−1,470	1,427	23
1972	−87	175	−262	1,288	1,663	−375	1,201	1,838	−637	−100	−89	−11	−648
1973	528	265	263	3,211	3,131	80	3,739	3,396	343	175	1,406	−1,231	−888
1974	−47	1,026	−1,073	1,492	−935	2,427	1,445	91	1,354	1,116	1,997	−881	473
1975	−652	833	−1,485	558	−438	996	−94	395	−489	569	−513	1,082	593
1976	884	275	609	2,407	2,075	332	3,291	2,350	941	498	1,789	−1,291	−350
1977	−31	851	−882	838	1,340	−502	807	2,191	−1,384	2,217	843	1,374	−10
1978	2,238	4,324	−2,086	1,881	2,566	−685	4,119	6,890	−2,771	5,442	3,425	2,017	−754
1979	672	2,526	−1,854	3,739	5,992	−2,253	4,411	8,518	−4,107	1,178	−572	1,750	−2,357
1980	5,786	4,135	1,651	6,251	9,212	−2,961	12,037	13,348	−1,311	2,759	1,056	1,703	392
1981	−645	8,677	−9,323	3,477	11,745	−8,269	2,831	20,423	−17,592	11,326	−4,293	15,619	−1,973
1982	189	−590	779	−446	−3,698	3,252	−257	−4,288	4,031	2,558	2,021	537	4,568
1983	1,349	8,558	−7,209	2,185	−3,462	5,647	3,534	5,095	−1,561	−1,188	−1,875	687	−874

[1] Corrigées des variations du taux de change.

[2] Depuis le 30 septembre 1970, les variations dans l'actif et le passif vis-à-vis des résidents de Porto Rico et des Iles Vierges (États-Unis) sont comprises avec celles vis-à-vis des résidents des États-Unis, au lieu d'être comprises dans les autres non-résidents.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 72

Position du Canada au Fonds monétaire international[1]
1946 – 1983

Année	Transactions du FMI avec le Canada				Prêts canadiens au FMI	Transactions du FMI en dollars canadiens avec d'autres pays	Position active en fin de période
	Augmentation de la souscription[2]	Tirages(-) et remboursements	Ventes d'or et de DTS	Autres			
	(Millions de DTS[3])						
1946-1960	137.5	—	—	—	—	14.9	152.5
1961	—	—	−25.0	—	—	84.6	212.1
1962	—	−300.0	—	—	—	−50.3	−138.2
1963	—	79.7	—	—	—	—	−58.5
1964	—	166.0	−9.0	—	—	99.0	197.5
1965	—	—	−27.5	—	—	183.4	353.4
1966	47.5	—	—	—	—	47.6	448.5
1967	—	—	—	—	—	−15.1	433.4
1968	—	−361.2	—	2.8	—	131.2	206.2
1969	—	—	−8.6	0.2	—	280.3	478.1
1970	90.0	—	−45.2	1.0	—	145.7	669.8
1971	—	—	−66.3	—	—	−270.7	332.6
1972	—	—	—	—	—	−16.6	315.9
1973	—	—	—	—	—	−35.5	280.4
1974	—	—	—	—	140.7	11.5	432.6
1975	—	—	—	—	106.2	14.7	553.5
1976	—	—	—	—	—	259.4	812.9
1977	—	—	−16.4	−22.1	−41.5	−31.5	701.4
1978	—	—	−8.2	14.8	−76.5	−204.1	427.4
1979	—	—	−8.2	18.5	−103.2	−36.0	296.5
1980	169.6	—	—	0.8	−13.0	—	454.0
1981	—	—	—	—	—	−108.4	345.6
1982	—	—	—	0.4	—	−15.1	330.9
1983	—	—	—	—	—	3.5	671.8

(1) La position active comprend la quote-part, plus les prêts au FMI moins les avoirs du FMI en dollars canadiens; en d'autres termes, c'est le montant que le Canada est autorisé à tirer sur le Fonds en monnaies étrangères pour les besoins de sa balance des paiements.

(2) Fraction payée en devises autres que canadiennes.

(3) Avant le 8 mai 1972, un DTS valait un dollar américain. Du 8 mai 1972 au 18 octobre 1973, un DTS valait E.-U. $1.08571; du 18 octobre 1973 au 1er juillet 1974, un DTS valait E.-U. $1.20635; depuis cette date, la valeur du DTS par rapport au dollar américain est établie quotidiennement d'après la moyenne pondérée des cours des principales monnaies. Jusqu'en décembre 1980, la moyenne était établie sur 16 monnaies; le 1er janvier 1981, cette moyenne s'établissait à partir de cinq monnaies seulement.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 73

Réserves internationales officielles du Canada
1961 – 1983

Fin de période	Monnaies étrangères[1]		Or	Droits Tirage spéciaux	Position active au FMI	Total	Total
	Dollars E.-U.	Autres					
B	3801	3802	3803	3804	3805	3800	
			(Millions de dollars E.-U.)				(Millions de DTS)
1961	1,123.0	10.7	946.2	—	212.1	2,292.0	2,292.0
1962	1,842.8	9.2	708.5	—	—	2,560.5	2,560.5
1963	1,786.6	9.5	817.2	—	—	2,613.3	2,613.3
1964	1,654.5	11.8	1,025.7	—	197.5	2,889.5	2,889.5
1965	1,519.9	12.8	1,150.8	—	353.4	3,036.9	3,036.9
1966	1,195.4	12.4	1,045.6	—	448.5	2,701.9	2,701.9
1967	1,255.2	13.4	1,014.9	—	433.4	2,716.9	2,716.9
1968	1,964.9	11.6	863.1	—	206.2	3,045.8	3,045.8
1969	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3	3,106.3
1970	3,022.1	14.5	790.7	182.1	669.6	4,679.0	4,679.0
1971	4,060.6	13.6	791.8	371.9	332.6	5,570.4	5,570.4
1972	4,355.0	12.6	834.1	505.2	342.9	6,049.9	5,572.3
1973	3,927.2	12.2	926.9	563.7	338.2	5,768.2	4,781.5
1974	3,767.7	12.9	940.7	574.3	529.7	5,825.3	4,757.9
1975	3,207.1	15.7	899.4	555.4	648.0	5,325.6	4,549.3
1976	3,446.3	15.8	879.0	557.8	944.5	5,843.4	5,029.3
1977	2,298.7	15.8	935.6	505.3	852.1	4,607.5	3,793.1
1978	2,459.5	18.4	1,009.1	522.4	556.8	4,566.2	3,504.9
1979	1,863.9	23.9	1,022.6	585.9	390.6	3,886.9	2,950.6
1980	2,037.6	23.1	936.6	453.2	579.0	4,029.6	3,159.5
1981	2,865.3	95.8	833.7	174.0	402.4	4,371.1	3,755.4
1982	2,454.9	120.1	782.3	70.8	365.0	3,793.2	3,438.6
1983	2,372.8	368.2	739.1	21.0	703.3	4,204.4	4,015.9

[1] Monnaies étrangères détenues par le Fonds des changes, le Receveur général du Canada et la Banque du Canada.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 74

Valeur des devises étrangères au Canada

1955 – 1983

Année	Belgique (franc)	France (franc)	Allemagne (mark)	Italie (lire)	Japon (yen)	Pays-Bas (florin)	Suède (couronne)	Suisse (franc)	Livre (sterling)	E.-U. (dollar)
B	3402	3404	3405	3406	3407	3408	3410	3411	3412	3400
					(Moyenne des cours quotidiens)					
1955	0.0196	0.282	0.234	0.00158	0.00274	0.259	0.190	0.230	2.754	0.986
1956	0.0197	0.281	0.234	0.00158	0.00273	0.257	0.190	0.230	2.752	0.984
1957	0.0191	0.256	0.228	0.00154	0.00266	0.251	0.185	0.224	2.679	0.959
1958	0.0195	0.231	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.226	2.728	0.971
1959	0.0192	0.196	0.230	0.00155	0.00267	0.254	0.185	0.222	2.694	0.959
1960	0.0195	0.198	0.233	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.225	2.723	0.970
1961	0.0203	0.207	0.252	0.00163	0.00281	0.279	0.196	0.235	2.839	1.013
1962	0.0215	0.218	0.267	0.00172	0.00297	0.297	0.207	0.247	3.001	1.069
1963	0.0216	0.220	0.271	0.00174	0.00300	0.300	0.208	0.250	3.020	1.079
1964	0.0217	0.220	0.271	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.250	3.012	1.079
1965	0.0217	0.220	0.270	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.249	3.014	1.078
1966	0.0216	0.219	0.269	0.00173	0.00298	0.298	0.209	0.249	3.009	1.077
1967	0.0217	0.219	0.271	0.00173	0.00298	0.299	0.209	0.249	2.962	1.079
1968	0.0216	0.218	0.270	0.00173	0.00299	0.298	0.209	0.250	2.579	1.077
1969	0.0215	0.208	0.275	0.00172	0.00301	0.297	0.208	0.250	2.574	1.077
1970	0.0210	0.189	0.286	0.00167	0.00292	0.289	0.201	0.242	2.502	1.044
1971	0.0208	0.183	0.291	0.00163	0.00291	0.289	0.198	0.246	2.469	1.010
1972	0.0225	0.196	0.311	0.00170	0.00327	0.309	0.208	0.259	2.479	0.991
1973	0.0258	0.226	0.376	0.00172	0.00370	0.360	0.230	0.317	2.452	1.000
1974	0.0252	0.204	0.379	0.00150	0.00336	0.365	0.221	0.330	2.288	0.978
1975	0.0277	0.238	0.414	0.00156	0.00343	0.403	0.246	0.393	2.258	1.017
1976	0.0256	0.207	0.393	0.00119	0.00333	0.373	0.227	0.395	1.781	0.986
1977	0.0297	0.217	0.459	0.00121	0.00398	0.434	0.238	0.445	1.857	1.063
1978	0.0363	0.254	0.569	0.00135	0.00548	0.529	0.253	0.644	2.191	1.141
1979	0.0399	0.276	0.639	0.00141	0.00537	0.590	0.274	0.705	2.486	1.171
1980	0.0401	0.277	0.644	0.00137	0.00519	0.589	0.277	0.698	2.721	1.169
1981	0.0324	0.222	0.532	0.00106	0.00545	0.482	0.238	0.613	2.430	1.199
1982	0.0271	0.189	0.508	0.00091	0.00497	0.462	0.198	0.609	2.158	1.234
1983	0.0242	0.162	0.483	0.00081	0.00519	0.433	0.161	0.588	1.868	1.232

Source: Banque du Canada.

Tableau de référence 75

Indices des cours de change[1]

1970 – 1983

(1971 = 100)

Année et mois	Prix du dollar canadien			Prix du dollar américain		
	Etats-Unis	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix	Canada	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix
	(Moyenne des cours quotidiens)					
1970	96.7	99.4	97.2	103.4	102.9	103.1
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	101.9	93.5	100.4	98.1	91.1	93.6
1973	101.0	94.8	97.8	99.0	82.3	87.9
1974	103.3	90.4	100.8	96.8	85.6	89.4
1975	99.3	86.1	96.7	100.7	84.1	89.7
1976	102.4	96.2	101.3	97.6	89.7	92.5
1977	95.0	85.8	93.3	105.3	85.5	92.1
1978	88.6	68.0	84.5	112.9	72.7	85.1
1979	86.2	64.3	81.7	116.0	70.4	84.2
1980	86.4	63.7	81.7	115.8	70.3	84.0
1981	84.2	70.4	81.5	118.7	79.5	91.8
1982	81.9	77.9	81.1	122.2	90.2	100.6
1983	81.9	82.7	82.1	122.0	94.7	103.7
1981 J	84.8	62.4	80.2	117.9	70.4	84.6
F	84.2	64.8	80.3	118.7	73.6	87.4
M	84.8	65.8	81.0	118.0	74.2	87.6
A	84.8	67.7	81.4	117.9	76.3	89.2
M	84.1	70.1	81.4	118.9	79.7	92.0
J	83.9	72.3	81.6	119.2	82.2	93.9
J	83.4	74.5	81.7	120.0	84.9	96.1
A	82.6	75.2	81.2	121.1	86.5	97.6
S	84.1	74.4	82.2	118.9	83.7	94.9
O	84.0	73.5	81.9	119.1	82.7	94.3
N	85.0	72.6	82.6	117.6	80.7	92.3
D	85.2	72.7	82.8	117.4	80.7	92.3
1982 J	84.7	73.6	82.6	118.1	82.3	93.7
F	83.2	74.9	81.6	120.2	85.4	96.5
M	82.7	76.1	81.5	120.9	87.1	98.0
A	82.4	76.9	81.4	121.3	88.4	99.0
M	81.8	74.3	80.4	122.2	86.0	97.5
J	79.2	75.6	78.5	126.3	90.7	102.1
J	79.5	77.2	79.1	125.8	92.2	103.0
A	81.1	79.5	80.8	123.3	93.1	102.9
S	81.8	81.2	81.7	122.3	94.3	103.5
O	82.1	83.3	82.3	121.8	96.4	104.8
N	82.4	83.9	82.6	121.4	96.5	104.7
D	81.6	79.4	81.2	122.6	91.6	101.7
1983 J	82.2	78.8	81.6	121.6	89.8	100.1
F	82.3	80.3	81.9	121.5	91.4	101.2
M	82.4	81.4	82.2	121.4	92.4	101.9
A	82.0	81.0	81.8	122.0	92.7	102.3
M	82.2	80.9	81.9	121.7	92.5	102.0
J	82.0	82.7	82.1	122.0	94.5	104.5
J	81.9	83.5	82.2	122.0	95.8	104.5
A	81.9	85.3	82.5	122.2	98.1	106.1
S	81.9	85.3	82.5	122.0	97.9	105.9
O	82.0	83.5	82.3	122.0	95.6	104.3
N	81.7	84.8	82.2	122.5	97.4	105.7
D	81.0	85.4	81.8	123.5	98.9	107.1

[1] Pondération géométrique d'après les parts du commerce bilatéral de 1971-81. Le Groupe des Dix se compose de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis plus la Suisse.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 76

Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar

1979 – 1983

Mois	Canada	E.-U.	Japon	France	Allemagne	R.-U.	Pays-Bas	Belgique	Euro-dollar: Londres
				(En pourcentage)					
1979 J	10.78	9.35	4.29	6.64	2.99	11.86	8.64	6.33	11.18
F	10.82	9.27	4.35	6.68	3.81	12.62	7.73	6.40	10.79
M	10.92	9.46	4.64	6.77	4.32	11.35	7.14	5.37	10.64
A	10.80	9.49	4.89	6.82	5.24	11.32	7.09	5.25	10.60
M	10.84	9.59	5.12	7.20	5.16	11.35	7.10	4.81	10.72
J	10.78	9.05	5.34	8.01	5.60	12.57	7.57	7.64	10.53
J	11.25	9.26	5.80	9.34	5.73	13.32	8.63	9.59	10.87
A	11.45	9.45	6.69	10.44	6.36	13.31	8.73	9.34	11.50
S	11.64	10.18	6.81	10.99	6.50	13.38	9.39	8.91	12.61
O	13.61	11.47	6.74	11.47	7.87	13.38	9.26	11.32	14.59
N	13.62	11.87	7.58	11.95	7.86	15.33	11.18	10.06	15.00
D	13.66	12.07	8.05	12.17	9.02	15.90	15.90	10.58	14.55
1980 J	13.50	12.04	8.06	11.99	8.25	15.79	11.18	11.74	14.41
F	13.55	12.81	8.74	12.17	8.06	16.14	10.99	9.66	16.97
M	15.24	15.53	10.73	12.96	8.61	16.18	9.50	12.59	19.94
A	15.15	14.00	12.21	12.40	9.05	16.17	10.47	14.83	13.94
M	11.58	9.15	12.56	12.61	9.80	16.09	11.14	13.47	9.75
J	10.38	7.00	12.64	12.43	10.04	15.80	10.97	11.96	9.75
J	10.06	8.13	12.70	12.04	9.80	14.55	10.31	11.84	9.81
A	10.49	9.26	12.09	11.32	8.92	14.86	10.09	9.80	12.50
S	10.95	10.32	11.40	11.37	9.27	14.40	9.86	9.51	13.94
O	11.91	11.58	11.04	11.22	9.01	14.29	9.34	9.50	15.25
N	13.70	13.89	9.50	10.74	8.76	13.95	9.05	10.04	18.31
D	17.01	15.66	9.49	10.88	9.16	13.07	8.60	9.73	17.75
1981 J	16.86	14.72	8.91	10.74	9.09	12.85	8.97	10.20	17.44
F	16.83	14.91	8.60	10.91	10.38	12.09	9.08	8.93	16.69
M	16.44	13.48	8.04	11.72	11.97	11.53	9.90	10.25	14.87
A	17.35	13.64	7.19	12.23	11.31	11.33	9.61	16.44	16.97
M	18.43	16.30	7.06	16.03	11.83	11.35	10.68	12.51	17.75
J	18.83	14.56	7.12	19.93	11.93	12.09	11.57	9.40	17.69
J	20.29	14.70	7.26	18.49	11.98	13.28	12.33	10.56	18.75
A	20.92	15.61	7.24	17.50	11.97	13.42	12.67	11.93	18.69
S	19.35	14.95	7.26	17.78	12.00	13.96	11.91	11.26	17.87
O	17.96	13.87	7.05	17.09	11.30	15.55	12.76	12.72	15.66
N	15.07	11.27	6.80	15.72	10.81	14.41	11.89	10.94	12.00
D	14.41	10.93	6.70	15.46	10.58	14.51	10.77	12.45	13.75
1982 J	14.34	12.41	6.64	15.25	10.46	14.06	10.18	12.27	14.62
F	14.58	12.78	6.68	14.56	10.27	13.56	9.98	12.00	15.00
M	15.07	12.49	6.61	15.72	9.87	12.49	7.76	10.21	15.47
A	14.98	12.82	7.15	16.81	9.33	12.84	8.43	12.56	14.87
M	15.18	12.15	7.28	16.41	9.18	12.63	8.87	12.90	14.44
J	16.33	12.11	7.37	15.86	9.28	12.27	8.14	11.59	15.66
J	15.25	11.91	7.40	14.84	9.46	11.73	8.78	13.05	14.36
A	13.70	9.01	7.44	14.68	9.00	10.53	8.51	11.63	11.63
S	12.73	8.20	7.31	14.28	8.18	9.88	7.37	10.43	11.78
O	11.21	7.75	7.19	13.64	7.58	9.22	7.24	10.98	10.41
N	10.72	8.04	7.22	13.17	7.30	8.82	6.29	10.32	9.79
D	9.80	8.01	7.19	12.90	6.60	9.91	5.19	9.29	9.52
1983 J	9.58	7.81	7.00	12.75	5.80	10.36	5.14	9.65	8.99
F	9.23	8.13	6.92	13.05	5.80	10.68	4.89	9.88	9.18
M	9.17	8.30	6.85	12.76	5.50	10.50	4.44	11.28	9.30
A	9.12	8.25	6.76	12.31	5.20	9.85	5.18	9.60	9.23
M	9.25	8.19	6.66	12.73	5.30	9.73	5.21	7.21	9.02
J	9.17	8.82	6.64	12.81	5.60	9.37	4.94	7.22	9.71
J	9.24	9.12	6.72	12.44	5.60	9.38	5.28	7.46	10.04
A	9.32	9.39	6.80	12.62	5.70	9.32	5.56	7.57	10.33
S	9.24	9.05	6.86	12.61	5.90	9.11	5.67	5.85	9.86
O	9.24	8.71	6.69	12.63	5.20	8.83	5.75	6.73	9.61
N	9.38	8.71	6.38	12.50	6.30	8.84	5.60	8.32	9.84
D	9.71	8.96	6.38	12.36	6.50	8.87	5.75	7.39	10.14

Source: Fonds monétaire international, *Statistique financières internationales*.

Tableau de référence 77

Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
1er février	8¼ % 1er février 1983	575		C	9¾ % 15 décembre 1985	200		C	9.75 %	
	10½ % 1er février 1983	250	825	C	10¼ % 1er février 1988	350		C	10.25 %	
					11¼ % 1er février 1993	500		C	11.25 %	
					11¾ % 1er février 2003	250	1300	C	12.05 %	475
16 février	9½ % 15 juin 1994[1]	29		C						
	10 % 1er octobre 1995[1]	26		C						
	9¼ % 15 mai 1997[1]	24		C						
	9 % 15 octobre 1999[1]	14		C						
	9¾ % 15 décembre 2000[1]	12		C						
	9½ % 1er octobre 2001[1]	33		C						
	8¾ % 1er février 2002[1]	6		C						
	9½ % 1er octobre 2003[1]	18	162	C						
22 février					10 % 15 mars 1988	200		C	10.19 %	
					10½ % 15 mars 1988	300	500	C	10.63 %	813
15 mars	13¾ % 15 mars 1983	300		C	10 % 15 mars 1988	100		C	10.12 %	
	11¼ % 15 mars 1983	400	700	C	10½ % 15 mars 1988	150		C	10.50 %	
					11¼ % 1er février 1988	450		C	11.20 %	813
1er avril	8 % 1er avril 1983	307	307	E.-U.						506
15 avril	5 % 15 octobre 1987[2]	1	1	E.-U.						505
27 avril					10 % 15 mars 1988	125		C	10 %	
					10¼ % 1er février 1988	150		C	10.31 %	
					11¼ % 1er février 1993	600		C	11.20 %	
					11¾ % 1er février 2003	275	1150	C	11.88 %	1,655
15 mai	8¾ % 15 mai 1983	950	950	C	9¾ % 15 décembre 1985	75		C		
					10½ % 1er octobre 1989	275		C		
					10¾ % 1er mai 1993	650		C		
					10¼ % 15 décembre 2002	400	1400	C		2,105
20 mai	4¾ % 20 mai 1983	306	306	DM						1,799
6 juin					9¼ % 6 juin 1985	300	300	C	9.47 %	2,099
21 juin					10½ % 1er octobre 1989	150		C	10.44 %	
					10¾ % 1er mai 1993	400		C	10.87 %	
					11¾ % 1er février 2003	250	800	C	11.68 %	2,899
12 juillet					10½ % 15 mars 1988	175				
					10¾ % 1er septembre 1990	100				
					11¼ % 1er février 1993	300				
					11¾ % 1er février 2003	225	800	C	11.96 %	3,699
1er août					11 % 15 décembre 1987	100				
					11¾ % 15 décembre 1992	300				
					12¼ % 1er septembre 2005	250	650	C	12.21 %	4,349

Tableau de référence 77 (suite)

Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
1er septembre	4½ % 1er septembre 1983	1,993	1,993	C	11% 15 décembre 1987	350		C	11.06%	
					11¾% 15 décembre 1992	650		C	11.79%	
					12¼% 1er septembre 2005	500	1500	C	12.28%	3,856
6 septembre					10½% 6 septembre 1985	300	300	C	10.67%	4,156
27 septembre					11¼% 15 décembre 1989	225		C	11.41%	
					11¾% 15 octobre 1993	225		C	11.83%	
					12¼% 1er septembre 2005	250	700	C	12.35%	4,856
15 octobre	16% 15 octobre 1983	75		C	10% 15 mars 1986	100		C	10.11%	
	18¾% 15 octobre 1983	100	175	C	10¾% 15 octobre 1988	200		C	10.82%	
					11¾% 15 octobre 1993	300		C	11.75%	
					12% 1er mars 2005	250	850	C	12.16%	5,531
27 octobre					10⅜% 27 octobre 1988	616	616	E.-U.	10.875%	6,147
8 novembre					10% 15 mars 1986	100		C	10.04%	
					10¾% 15 octobre 1988	175		C	10.81%	
					11½% 15 décembre 1993	200		C	11.54%	
					12% 1er mars 2005	225	700	C	12.16%	6,847
6 décembre					9¾% 6 décembre 1985	350	350	C	9.94%	7,197
15 décembre	9% 15 décembre 1983	350		C	10% 15 décembre 1986	100		C	10.20%	
	13¼% 15 décembre 1983	200		C	10¾% 15 octobre 1988	250		C	10.81%	
	12¾% 15 décembre 1983	275	825	C	11¼ 15 décembre 1993	375		C	11.63%	
					12% 1er mars 2005	275	1,000	C	12.16%	7,372

(1) Cancellations de titres détenus par des fonds d'achat.
(2) Rachat partiel pour le fonds d'amortissement.
Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 78

Prêts hypothécaires approuvés
1976 – 1983

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(Millions de dollars)				
Prêts pour la construction résidentielle:								
Institutions prêteuses privées:								
Prêts LNH	4,444	6,207	4,446	4,147	3,410	3,232	3,675	7,775
nouveau	3,225	3,936	2,093	1,586	1,330	1,838	1,794	2,814
existants	1,219	2,271	2,353	2,561	2,080	1,394	1,881	4,961
Prêts conventionnels:	5,741	8,396	9,441	9,902	8,578	6,082	7,256	14,772
nouveau	2,515	2,685	3,324	3,983	3,173	2,663	1,555	2,398
existants	3,226	5,711	6,117	5,919	5,405	3,419	5,701	12,374
Total des prêts consentis par les institutions privées:	10,185	14,603	13,887	14,049	11,988	9,314	10,931	22,547
nouveau	5,740	6,621	5,417	5,569	4,503	4,501	3,349	5,212
existants	4,445	7,982	8,470	8,480	7,485	4,813	7,582	17,335
SCHL:	662	363	289	22	22	29	21	17
nouveau	616	326	254	15	16	18	5	5
existants	46	37	35	7	6	11	16	12
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle:	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	9,343	10,952	22,564
nouveau	6,356	6,947	5,671	5,584	4,519	4,519	3,354	5,217
existants	4,491	8,019	8,505	8,487	7,491	4,824	7,498	17,347
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle	12,284	17,146	16,655	17,219	14,367	10,921	12,432	26,268
	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	9,343	10,952	22,564
autres	1,437	2,180	2,479	3,148	2,357	1,578	1,480	3,704

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada.*

Tableau de référence 79

Prêts hypothécaires approuvées par les institutions prêteuses privées[1]

1977 – 1983

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(Millions de dollars)			
Banques à charte	4,690	5,182	5,510	4,793	3,441	4,460	9,891
Prêts pour la construction résidentielle	4,605	4,977	5,205	4,464	3,183	3,929	9,359
nouveaux	1,762	1,751	1,936	1,660	1,556	976	1,900
existants.....	2,843	3,226	3,269	2,805	1,627	2,953	7,459
Prêts pour la construction non résidentielle.....	85	204	305	328	258	231	532
Compagnies d'assurance-vie.....	3,014	2,504	2,865	2,497	1,942	2,094	3,716
Prêt pour la construction résidentielle	1,610	1,200	1,239	1,277	1,076	1,207	1,456
nouveaux	1,208	853	823	718	667	670	593
existants.....	402	347	416	559	409	537	863
Prêts pour la construction non résidentielle.....	1,404	1,304	1,626	1,220	866	887	2,260
Sociétés de prêts de fiducie, etc.[2]	9,083	8,689	8,822	7,056	5,509	6,157	12,644
Prêts pour la construction résidentielle	8,394	7,719	7,605	6,246	5,055	5,795	11,732
nouveaux	3,657	2,822	2,813	2,124	2,278	1,703	2,719
existants.....	4,737	4,897	4,792	4,122	2,777	4,092	9,013
Prêts pour la construction non résidentielle.....	689	970	1,217	810	454	362	912
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle	14,609	13,896	14,134	12,103	9,314	10,931	22,547
Total des prêts consentis pour la construction non résidentielle	2,178	2,478	3,148	2,358	1,578	1,480	3,704
Total des prêts consentis par les institutions prêteuses privées	16,787	16,374	17,282	14,464	10,892	12,411	26,251

[1] Comprend les prêts LNH et conventionnels.

[2] Comprend les sociétés de prêts hypothécaires, les sociétés de fiducie, les sociétés fraternelles et mutuelles et les banques d'épargne du Québec.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada supplémentaire mensuel.*

Tableau de référence 80

Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire
1970 – 1983

Année	Monnaie et dépôts à vue (M1)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque (M1B)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque plus dépôts à terme des particuliers et dépôts à préavis (M2)	Monnaie plus ensemble des dépôts bancaires du public (M3)	Monnaie et dépôts détenus par le public en dollars	Prêts généraux	Principaux avoirs en dollars canadiens	Prêts personnels ordinaires	Prêts aux entreprises
	(Moyenne de mercredi)							(En fin de période)	
	(Millions de dollars)								
1970	9,057	9,713	25,800	32,564	29,411	16,376	28,288	4,934	11,438
1971	10,221	11,300	29,059	35,941	33,660	18,054	32,692	5,862	12,194
1972	11,684	12,707	32,190	41,033	39,656	22,318	39,011	7,202	15,115
1973	13,396	14,393	36,932	47,418	45,242	27,438	45,683	9,064	18,374
1974	14,648	15,662	44,497	59,761	54,853	33,618	54,751	10,773	22,846
1975	16,674	18,133	51,276	69,132	64,944	39,118	63,445	12,838	26,278
1976	18,018	19,497	57,944	82,064	76,199	46,612	74,020	15,518	31,093
1977	19,531	21,223	66,205	95,585	88,296	54,204	85,677	18,362	35,841
1978	21,498	23,561	73,563	109,468	99,512	60,563	98,286	21,168	39,393
1979	23,017	25,319	85,138	131,519	118,994	72,508	117,043	24,546	47,964
1980	24,471	27,642	101,278	153,831	140,596	87,036	133,553	27,718	59,315
1981	25,417	29,361	116,571	173,903	163,059	109,157	159,001	31,509	77,657
1982	25,575	30,978	127,484	182,613	172,979	121,871	186,071	31,310	90,560
1983	26,179	35,783	134,824	185,142	174,823	114,226	184,236	31,368	82,851
	(Variation en pourcentage)								
1970	2.5	2.5	7.2	—	6.9	3.9	5.2	5.1	3.4
1971	12.9	16.3	12.6	10.4	14.4	10.2	15.6	18.8	6.6
1972	14.3	12.5	10.8	14.2	17.8	23.6	19.3	22.9	24.0
1973	14.6	13.3	14.7	15.6	14.1	22.9	17.1	25.8	21.6
1974	9.3	8.8	20.5	26.0	21.2	22.5	19.8	18.9	24.3
1975	13.8	15.8	15.2	15.7	18.4	16.4	15.9	19.2	15.0
1976	8.1	7.5	13.0	18.7	17.3	19.2	16.7	20.9	18.3
1977	8.4	8.9	14.3	16.5	15.9	16.3	15.7	18.3	15.3
1978	10.1	11.0	11.1	14.5	12.7	11.7	14.7	15.3	9.9
1979	7.1	7.5	15.7	20.2	19.6	19.7	19.1	16.0	21.8
1980	6.3	9.2	19.0	16.9	18.2	20.0	14.1	12.9	23.7
1981	3.9	6.2	15.1	13.0	16.0	25.4	19.1	13.7	30.9
1982	0.6	5.5	9.4	5.0	6.1	11.6	17.0	−0.6	16.6
1983	10.2	15.5	5.8	1.4	1.1	−6.3	−1.0	0.2	−6.5

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 81

Titres canadiens négociables
Offre de titres et répartition des portefeuilles (Flux)
1973 – 1983

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983[1]
	(Millions de dollars)										
Offre de titres											
A court terme											
Bons du Trésor canadien	556	938	561	1,602	2,350	2,673	2,282	5,451	– 55	4,884	12,147
Bons du Trésor et billets des gouvernements prov. et locaux	– 72	– 55	294	– 86	– 317	231	– 78	326	685	1,834	1,488
Autres papiers à court terme	852	2,765	278	1,189	793	2,415	3,925	5,432	– 26	3,036	6,360
A long terme											
Obligations du gouv. canadien	– 303	753	689	1,765	3,796	5,944	7,612	7,147	4,459	5,767	4,753
Obligations des autres paliers de gouvernement	1,817	3,095	5,527	7,426	5,868	4,497	3,644	3,585	7,255	8,098	5,220
Obligations de sociétés non financières	750	1,457	2,112	2,132	2,028	1,563	474	2,141	5,381	2,838	2,609
Obligations de sociétés financières	829	644	967	1,716	1,088	875	1,079	650	1,604	482	– 1,187
Obligations d'entreprises publ.	34	– 1	1	521	560	470	825	1,070	1,713	1,490	797
Actions	1,228	1,170	1,931	1,880	3,503	6,674	6,840	7,703	13,273	6,475	7,192
Placements étrangers	– 69	– 46	17	– 78	– 223	– 26	581	182	99	539	854
Total	5,623	10,720	12,377	17,867	19,448	27,316	27,184	33,687	34,368	35,443	40,233
Répartition des portefeuilles											
Résidents	4,917	8,837	7,496	8,327	13,803	22,293	22,724	27,472	22,139	24, 484	34,077
Banque du Canada	608	1,103	734	638	1,749	1,706	1,606	2,242	1,121	– 1,543	1,136
Banques à charte	– 82	1,545	– 123	1,504	3,582	7,182	48	– 910	3,490	1,982	6,313
Quasi-banques	66	– 40	610	546	1,459	1,165	1,228	3,356	1,487	4,503	4,697[2]
Organismes de prévoyance	2,259	2,329	3,468	3,843	4,420	5,781	7,789	9,028	9,933	9,603	9,311
Autres organismes financiers privés	– 248	652	726	1,129	725	1,236	489	799	889	1,900	2,673
Autres résidents	2,314	3,248	2,081	667	1,868	5,223	11,564	12,957	5,219	8,039	9,947
Non-résidents	706	1,883	4,881	9,540	5,643	5,023	4,480	6,215	12,229	10,959	6,156

(1) De janvier à septembre.
(2) Regroupe toutes les filiales de banques d'épargne de Québec sous contrôle entier ou majoritaire.
Source: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 82
Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis
1970 – 1983

Année	Canada						Etats-Unis			
	Taux d'escompte	Bons du Trésor (3 mois)	Gouv. du Canada, obligations (plus de 10 ans)	Billets de sociétés (90 jours)	Taux des banques	Hypothèques conventionnelles (5 ans)	Taux d'escompte	Fonds fédéraux	Billets de sociétés commerciales (90 jours)	Taux privilégié des banques
B	14006	14007	14013	14017	14020	14024	54405	54408	54412	54404
	(Moyenne annuelle en pourcentage)									
1970	7.13	5.99	7.91	7.34	8.17	10.45	5.94	6.96	8.11	7.81
1971	5.19	3.56	6.95	4.51	6.48	9.43	4.83	4.66	5.17	5.69
1972	4.75	3.56	7.23	5.10	6.00	9.21	4.50	4.46	4.83	5.29
1973	6.13	5.47	7.56	7.45	7.65	9.59	6.54	8.80	8.55	8.17
1974	8.50	7.82	8.90	10.51	10.75	11.24	7.85	10.42	10.33	10.75
1975	8.50	7.39	9.03	7.94	9.42	11.43	6.21	5.84	6.26	7.73
1976	9.29	8.87	9.18	9.17	10.04	11.78	5.46	5.07	5.31	6.81
1977	7.71	7.33	8.70	7.47	8.50	10.36	5.52	5.62	5.75	6.88
1978	8.98	8.68	9.27	8.83	9.69	10.59	7.54	8.05	8.32	9.17
1979	12.10	11.69	10.21	12.07	12.90	11.96	10.38	11.32	11.44	12.79
1980	12.89	12.79	12.48	13.15	14.25	14.32	11.75	13.21	13.03	15.44
1981	17.93	17.72	15.22	18.33	19.29	18.15	13.42	15.96	15.89	18.75
1982	13.96	13.66	14.26	14.15	15.81	17.90	10.92	11.95	12.12	14.69
1983	9.56	9.32	11.79	9.45	11.17	13.29	8.50	8.96	9.20	10.79
	(Dernier mercredi en pourcentage)									
1983 J	9.81	9.58	12.28	10.05	12.00	14.05	8.50	8.44	8.52	11.00
F	9.43	9.23	11.80	9.50	11.50	13.60	8.50	8.47	8.48	11.00
M	9.42	9.17	11.70	9.30	11.50	13.45	8.50	8.88	9.27	10.50
A	9.46	9.12	11.18	9.30	11.00	13.26	8.50	8.58	8.60	10.50
M	9.38	9.25	11.30	9.35	11.00	13.16	8.50	8.72	8.81	10.50
J	9.42	9.17	11.56	9.30	11.00	12.98	8.50	8.90	9.44	10.50
J	9.51	9.24	12.03	9.35	11.00	13.08	8.50	9.46	9.63	10.50
A	9.57	9.29	12.34	9.35	11.00	13.57	8.50	9.44	9.81	11.00
S	9.52	9.24	11.76	9.30	11.00	13.88	8.50	9.04	9.22	11.00
O	9.54	9.24	11.73	9.30	11.00	13.10	8.50	9.36	9.35	11.00
N	9.63	9.48	11.80	9.50	11.00	12.84	8.50	9.27	9.40	11.00
D	10.04	9.71	12.02	9.85	11.00	12.55	8.50	8.96	9.90	11.00

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 83

Nouvelles émissions nettes d'obligations et de titres négociables
1973 – 1983

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
						(flux nets, milliards de dollars)					
Obligations fédérales[1]											
Canada	−226	801	719	1,768	3,797	3,424	6,886	7,203	4,220	4,487	7,230
Total	−315	756	682	1,767	3,795	5,738	7,612	7,201	4,577	5,795	6,736
Obligations provinciales[2] et municipales											
Canada	983	894	1,844	1,973	2,592	2,930	2,767	4,474	3,310	4,381	5,359
Total	1,584	2,484	5,234	7,212	5,596	4,540	4,154	4,606	5,679	10,142	9,668
Obligations de sociétés et autres											
Canada	1,644	1,637	2,341	1,255	3,229	3,173	1,240	1,695	1,934	443	1,501
Total	1,592	1,871	2,948	4,006	5,145	4,642	2,765	3,900	6,125	4,770	3,605
Actions											
Canada	561	789	1,241	1,210	3,143	6,960	4,390	4,936	6,719	4,442	6,212
Total	612	793	1,257	1,275	3,143	6,983	4,521	5,401	6,866	4,556	6,869
Total[3]											
Canada	2,962	4,101	6,145	6,206	12,761	16,487	15,283	18,308	16,183	13,733	20,302
Total	3,473	5,904	10,121	14,260	17,679	21,903	19,052	21,110	26,267	25,263	26,876

(1) Non compris les titres détenus dans les comptes fédéraux, les bons du Trésor et les obligations d'épargne.
(2) Non compris les obligations d'épargne, les obligations détenues dans les comptes provinciaux et le Régime de pensions du Canada. Comprend les obligations achetées par la Caisse de dépôt et de placements de Québec.
(3) Comprend les émissions des sociétés de financement.

Source: Banque du Canada.

Tableau de référence 84
Prêts à des particuliers
1976 – 1983

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(Flux nets, millions de dollars)				
Crédit à la consommation								
Banques à charte	2,889	2,595	2,994	3,651	3,583	1,863	–694	1,677
Autres institutions de dépôt[1]	748	728	1,273	1,067	747	–248	–81	798
Autres prêteurs[2]	118	–13	354	110	173	1,005	–461	–10
Total	3,755	3,310	4,621	4,828	4,503	2,620	–1,236	2,465
Autres prêts à des particuliers[3]	109	320	66	84	199	369	400	826
Total des prêts à des particuliers[4]	3,864	3,630	4,687	4,912	4,702	2,989	–836	3,291
				(Variation en pourcentage)				
Total du crédit à la consommation	16.3	12.4	15.4	13.9	11.4	6.1	–2.7	5.4
Dépense de consommation	15.1	10.7	10.5	11.4	11.9	13 7	8.4	9.2
Dépense de consommation pour des biens durables	11.1	7.7	9.4	13.0	6.6	10.1	–3.0	15.2

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1983 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Caisses de crédit et caisses populaires, banque d'épargne de Québec, sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

(2) Magasins de ventes au détail, sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation et compagnies d'assurance-vie.

(3) Prêts à l'achat d'Obligations d'épargne du Canada et prêts garantis de sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

(4) Les prêts consentis pour l'achat de titres négociables et pour les rénovations domiciliaires exclus.

Sources: Revue de la Banque du Canada; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau de référence 85
Prêts hypothécaires
1976 – 1983

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(Flux nets, millions de dollars)							
Prêts privés								
Banques à charte[1]	2,003	3,497	3,800	4,323	3,294	2,114	428	3,017
Sociétés de fiducie et autres non bancaires de prêts hypothécaires[2]	2,996	3,244	3,780	4,257	2,630	690	536	2,999
Caisses de crédit et caisses populaires	1,596	2,318	2,443	2,296	1,603	530	–522	1,249
Autres prêteurs privés[3]	485	622	1,238	192	177	1,053	212	361
Total partiel	9,042	12,132	13,496	13,409	9,806	6,337	2,123	9,251
Prêts du secteur public	1,492	1,154	642	290	834	1,309	1,196	918
Total[4]	10,534	13,286	14,138	13,698	10,640	7,646	3,319	10,169

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1983 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Comprend les filiales de prêt hypothécaire des banques à charte, mais exclut les prêts hypothécaires non résidentiels.

(2) Exclut les filiales de prêt hypothécaire des banques à charte.

(3) Fonds mutuels, compagnies d'assurance-incendie et risques divers, sociétés de fiducie de placements hypothécaires, compagnies de financement des ventes et de prêts à la consommation, banques d'épargne de Québec, sociétés non financières et autres sociétés financières privées.

(4) Exclut les prêts hypothécaires de particuliers et d'entreprises non constituées.

Sources: *Revue* de la Banque du Canada; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*; et ministère des Finances.

Tableau de référence 86

Variation de l'actif des banques à charte[1]

1978-1983

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(Flux nets, en millions de dollars)					
Actifs liquides canadiens	1,210	608	−130	255	1,750	3,849
Bons du Trésor	968	915	670	443	1,918	3,889
Autre	242	−307	−800	−188	−168	−40
Actifs moins liquides	14,684	19,929	17,271	36,282	−42	−6,893
Prêts personnels	2,981	3,637	3,565	1,903	−679	1,854
Prêts commerciaux	4,006	12,178	10,036	28,907	−426	−10,921
Hypothèques[1]	3,965	4,495	3,564	425	367	3,004
Autres prêts	186	141	351	882	−477	−663
Titres de sociétés	3,592	−391	−129	1,682	359	−806
Autres actifs[2]	−46	−131	−116	4,483	834	838
Total—principaux actifs en dollars canadiens	15,894	20,537	17,141	36,537	1,706	−2,845
Prêts intérieurs en devises étrangères	2,681	496	2,131	11,421	3,159	358
Total—actifs en devises étrangères	19,314	14,893	26,083	37,439	9,103	373

[1] Les données antérieures à 1981 sont de nouvelles estimations conformes au nouveau système de déclaration des banques à charte.

[2] Comprend les hypothèques non résidentielles, les titres provinciaux et municipaux, les comptes recevables au titre de location de bail, les titres de sociétés associées aux banques.

Source: Revue de la Banque du Canada.

Tableau de référence 87

Variation de l'actif des institutions de dépôt non bancaires[1]

1972 – 1983

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	(Millions de dollars)											
Monnaie et dépôts	272	396	378	524	554	522	358	6	407	1,904	1,432	50
Crédit à la consommation	312	467	423	545	775	701	1,165	1,100	760	492	71	650
Autres prêts	79	74	165	196	460	36	188	586	505	806	775	1,000
Hypothèques	2,284	3,681	3,284	3,779	4,977	6,450	6,606	8,017	7,143	6,408	7,255	10,500
Titres canadiens négociables	187	65	−52	595	523	1,340	1,155	1,281	3,309	1,182	4,580	5,000
Autres actifs	162	153	160	150	297	116	529	109	627	1,486	374	400
Total	3,296	5,836	4,358	5,789	7,586	9,165	10,001	11,099	12,755	12,278	14,487	17,600
(Variation en pourcentage)	(18.0)	(22.4)	(16.5)	(18.8)	(20.7)	(20.7)	(18.8)	(17.5)	(17.1)	(14.2)	(14.5)	(13.3)
Dépôts	3,086	4,247	4,032	5,368	6,569	8,269	8,913	9,255	10,736	10,343	10,859	14,000
(Variation en pourcentage)	(19.4)	(22.3)	(17.3)	(19.7)	(20.1)	(21.1)	(18.8)	(16.4)	(16.6)	(13.6)	(12.6)	(14.3)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1983 sont des estimations du ministère des Finances.

[1] Comprend les sociétés de prêt hypothécaire et fiducies, les caisses de crédit et caisses populaires locales et la Banque d'épargne de Québec. Comprend les sociétés de prêt hypothécaire et fiducies associées aux banques à charte.

Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*.

Tableau de référence 88
Variation de l'actif des compagnies d'assurance et des fonds de pensions
1970 – 1983

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
							(Millions de dollars)							
Monnaie et dépôts	107	– 65	151	196	268	– 7	86	332	256	473	562	1,255	911	50
Prêts	58	78	44	69	201	71	268	91	210	240	462	625	272	650
Obligations et papier à court terme	298	287	446	948	1,199	1,308	1,962	2,451	2,235	2,340	2,102	1,949	1,462	1,100
Titres	458	804	990	753	502	655	968	305	452	776	2,434	2,260	1,977	4,000
Autres actifs	– 13	34	85	140	90	188	343	215	567	488	860	719	1,343	1,600
Total	1,769	2,148	2,863	3,617	4,084	5,043	6,502	7,509	9,049	11,330	13,014	14,039	13,445	16,000
(Variation en pourcentage)	(7.7)	(8.8)	(10.7)	(12.2)	(12.3)	(13.5)	(15.3)	(15.3)	(16.0)	(17.3)	(17.0)	(15.6)	(12.3)	(14.3)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1983 sont des estimations du ministère des Finances.
Sources: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*; ministère des Finances.

Tableau de référence 89
Expansion du crédit par type d'instrument
1980–1983

	1980	1981	1982	1983
	(Flux nets en milliards de dollars)			
Instruments à court terme	23.8	52.3	21.7	13.2
Prêts à des particuliers	4.4	3.2	– 1.1	2.2
Prêts commerciaux des banques à charte	10.0	26.9	-.4	– 10.9
Prêts en devises étrangères	2.1	11.4	3.2	.4
Bons du Trésor et papier à court terme	8.3	2.0	12.4	16.1
Obligations d'épargne du Canada	– 1.3	8.1	8.0	6.2
Prêts aux provinces et municipalités	.3	.7	-.4	.8
Instruments à long terme[1]	28.4	30.5	31.1	33.3
Obligations négociables	18.6	21.7	25.6	22.0
Hypothèques[2]	5.7	3.6	1.4	5.8
Titres	4.1	5.2	4.1	5.5
Autres instruments	– 3.9	– 7.0	– 1.2	– 9.3
Ensemble des fonds obtenus	48.3	75.8	51.6	37.2

[1] Les emprunts d'institutions financières sont exclus. Les données pour 1983 sont des estimations du ministère des Finances.
[2] Les emprunts hypothécaires du secteur gouvernemental ne sont pas inclus.

Source: Revue, Banque du Canada.

Tableau de référence 90

Secteur commercial non financier: Nouveaux emprunts nets par type d'instrument 1970 – 1983

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
							(Flux nets en millions de dollars)							
Total	2,970	4,558	4,492	6,522	8,709	7,767	9,534	11,310	16,341	19,619	21,937	45,063	14,983	– 333
A court terme	469	1,810	2,565	4,514	6,178	4,018	6,468	4,374	7,007	14,718	14,760	40,176	8,600	– 8,564
Prêts bancaires	81	1,455	2,847	4,701	4,702	3,804	6,120	4,460	6,687	12,673	12,167	38,328	2,661	– 10,563
(dont prêts en devises engagés au Canada)	(249)	(– 155)	(– 68)	(158)	(846)	(696)	(510)	(1,039)	(2,681)	(495)	(2,131)	(11,421)	(3,159)	(358)
Papier commercial	167	347	– 269	– 139	915	70	260	– 117	– 178	234	163	652	– 166	806
Acceptations bancaires	221	8	– 13	– 48	561	144	88	31	498	1,271	2,430	1,196	6,105	1,193
A long terme	1,596	1,823	1,307	1,178	1,686	3,024	3,365	6,461	9,199	4,691	6,377	9,287	7,808	8,031
Obligations	1,291	1,518	862	736	1,216	2,139	2,329	3,658	3,276	1,158	2,317	4,083	3,727	2,539
Actions	305	305	445	442	470	885	1,036	2,803	5,923	3,533	4,060	5,204	4,081	5,492
Investissements directs de l'étranger	905	925	620	830	845	725	– 299	475	135	750	800	– 4,400	– 1,425	200

Source: Revue, Banque du Canada.

Tableau de référence 91

Evolution des indicateurs économiques récents de l'OCDE

1966 – 1983

	Moyenne 1966-1973	Moyenne 1974-1978	Moyenne 1979-1983	1979	1980	1981	1982	1983
				(En pourcentage)				
Croissance du PNB/PIB réel[1][4]								
Etats-Unis	3.9	2.8	1.3	2.8	−0.3	2.6	−1.9	3.3
Japon	10.7	3.7	4.1	5.9	5.4	3.8	3.0	3.0
Allemagne	4.3	2.0	1.2	4.4	1.8	−0.3	−1.1	1.3
France	5.4	3.1	1.5	3.3	1.1	0.4	1.9	0.5
Royaume-Uni	2.8	1.3	0.2	1.4	−2.1	−1.7	2.0	2.5
Italie	5.4	2.1	1.4	4.9	3.9	0.1	−0.3	−1.5
Canada	5.5	3.2	1.2	3.2	1.0	3.4	−4.4	3.0
Sept principaux pays	5.4	2.7	1.9	3.6	1.2	1.9	−0.3	2.4
Croissance de l'emploi[4]								
Etats-Unis	2.3	2.5	1.0	2.9	0.5	1.1	−0.9	1.3
Japon	1.3	0.6	1.2	1.3	1.0	0.8	1.0	2.0
Allemagne	0.0	−0.9	−0.5	1.3	0.9	−0.8	−1.9	−2.0
France	0.6	0.4	−0.3	−0.7	0.1	−0.7	−0.1	−0.8
Royaume-Uni	−0.1	0.0	−1.3	1.1	−1.3	−3.6	−1.7	−0.8
Italie	−0.2	1.0	0.5	1.0	0.8	0.5	−0.4	−0.3
Canada	2.9	2.6	1.3	4.0	2.8	2.6	−3.3	0.8
Sept principaux pays	1.4	1.2	0.6	1.9	0.7	0.5	−0.7	0.6
Taux de chômage[2][4]								
Etats-Unis	4.5	7.0	8.0	5.9	7.2	7.6	9.7	9.6
Japon	1.2	1.9	2.3	2.1	2.0	2.2	2.4	2.8
Allemagne	0.9	3.5	5.3	3.3	3.3	4.6	6.9	8.5
France	2.2	4.2	7.2	5.9	6.3	7.3	8.0	8.3
Royaume-Uni	2.2	4.1	8.4	4.7	5.7	9.0	11.0	11.5
Italie	5.7	6.3	8.5	7.6	7.5	8.3	9.1	10.0
Canada	4.8	7.2	9.1	7.5	7.5	7.6	11.0	11.9
Sept principaux pays	3.2	5.3	6.8	5.0	5.7	6.5	8.1	8.5
Inflation des prix à la consommation[3][4]								
Etats-Unis	4.4	8.0	8.8	11.3	13.5	10.3	6.1	3.2
Japon	6.2	11.3	4.2	3.6	8.0	4.9	2.7	1.9
Allemagne	3.9	4.8	4.8	4.1	5.5	5.9	5.3	3.0
France	5.1	10.7	11.8	10.8	13.6	13.4	11.8	9.6
Royaume-Uni	6.1	16.1	11.2	13.4	18.0	11.9	8.6	4.6
Italie	4.5	16.7	17.4	14.8	21.2	19.5	16.6	14.6
Canada	4.3	9.2	9.7	9.1	10.2	12.5	10.8	5.8
Sept principaux pays	4.7	9.6	8.5	9.3	12.2	10.0	6.9	4.5
Croissance de la productivité[1][4]								
Etats-Unis	1.5	0.3	0.4	0.0	−0.8	1.5	−1.1	2.0
Japon	9.3	3.1	2.8	4.5	3.1	3.0	1.9	1.3
Allemagne	4.3	3.0	1.7	3.1	0.9	0.4	0.7	3.3
France	4.8	2.7	1.8	4.2	1.1	1.1	1.9	1.3
Royaume-Uni	3.1	1.3	1.5	0.3	−0.1	1.9	3.8	3.3
Italie	5.6	1.1	0.9	3.9	3.1	−0.3	0.0	−1.3
Canada	2.5	0.6	−0.1	−0.8	−1.7	0.8	−1.2	2.2
Sept principaux pays	3.9	1.4	1.2	1.7	0.5	1.5	0.3	1.8

(1) PNB pour les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Canada et PIB pour la France, le Royaume-Uni et l'Italie.

(2) Les taux de chômage indiqués sont calculés d'après les définitions nationales.

(3) Mesurée par la variation annuelle des prix à la consommation.

(4) Les moyennes sont pondérées en fonction des parts respectives du PIB/PNB en 1981.

Source: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1983 et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*; *La population active*, et *Prix à la consommation et indices de prix*; U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*; et U.S. Department of Labour, *Monthly Labour Review*.

Tableau de référence 92

Evolution des taux d'intérêt et de change des sept principaux pays de l'OCDE
1979 – 1983

	1979	1980	1981	1982	1983	1983 Mars	1983 Juin	1983 Sept.	1983 Déc.
	(En pourcentage)								
Taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme[1]									
Etats-Unis	11.26	13.17	15.68	11.95	9.10	9.34	9.34	9.36	9.75
Japon	6.06	10.75	7.30	6.84	6.48	6.57	6.47	6.62	6.42
Allemagne	6.88	9.54	12.24	8.67	5.73	5.30	5.55	5.80	6.30
France	9.73	12.20	15.56	14.55	12.42	12.70	12.50	12.50	12.19
Royaume-Uni	13.84	16.55	13.99	12.15	10.08	10.69	9.75	9.56	9.31
Italie	12.25	17.49	19.88	19.76	17.99	19.00	17.50	17.50	17.88
Canada	12.05	13.23	18.25	14.23	9.54	9.45	9.45	9.40	9.87
Taux d'intérêt réels du marché monétaire[2]									
Etats-Unis	– 0.04	– 0.33	5.38	5.75	6.20	5.64	6.74	6.46	5.95
Japon	2.46	2.75	2.40	4.74	5.08	4.27	4.47	5.92	4.62
Allemagne	2.78	4.04	6.34	3.37	3.13	1.70	3.25	3.00	3.70
France	– 1.07	– 1.40	2.18	2.95	2.02	3.70	3.70	2.40	2.89
Royaume-Uni	0.44	– 1.45	2.09	4.05	5.08	6.09	6.05	4.46	4.01
Italie	– 2.55	– 3.71	0.38	3.46	4.89	2.90	2.00	4.20	5.48
Canada	2.95	3.03	5.75	3.43	4.64	2.25	3.95	4.40	5.37
				(1980 – 1982 = 100)					
Indices du taux de change effectif réel[1]									
Etats-Unis	88.00	89.50	100.70	109.80	112.60	110.60	112.60	114.10	116.10
Japon	105.60	103.10	104.70	92.30	96.40	96.50	95.30	94.80	98.40
Allemagne	107.10	103.50	97.40	99.10	99.50	101.10	99.30	98.80	98.60
France	101.20	102.20	100.20	97.70	96.30	97.60	94.30	95.90	97.50
Royaume-Uni	85.10	99.20	101.90	98.90	94.70	89.20	96.90	97.70	94.80
Italie	100.80	103.50	98.70	97.80	99.60	99.70	100.00	93.50	88.80
Canada	100.10	99.60	100.00	100.40	102.90	102.70	103.20	104.40	102.60

Remarque: Selon la source de ce tableau, «l'indice du taux de change effectif d'une monnaie est une mesure de sa hausse ou de sa baisse pondérée moyenne par rapport aux monnaies de 15 autres grands pays. Les taux de change utilisés aux fins de cet indice sont les moyennes quotidiennes de midi cotées à New York... La pondération utilisée est fondée sur le commerce bilatéral des articles manufacturés en 1980. L'indice du taux de change effectif réel est l'indice du taux de change effectif corrigé des écarts dus à l'inflation, mesurée à partir des prix de gros des produits manufacturés non alimentaires. Les taux de change et la pondération utilisés aux fins de cet indice sont les mêmes que pour les indices de taux de change effectifs.»

[1] Les chiffres annuels sont des moyennes des données mensuelles. Les chiffres mensuels sont les données de fin de mois.

[2] On obtient les taux réels en soustrayant l'inflation, définie comme la variation en pourcentage d'une année sur l'autre de l 'IPC, (voir tableau de référence 91, des taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme).

Source: Morgan Guaranty Trust Company of New York, *World Financial Markets*.

Tableau de référence 93

Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE
1976 – 1983

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				(En milliards de $ E.-U.)				
Etats-Unis	4.2	– 14.5	– 15.4	– 1.0	0.4	4.6	– 11.2	– 38.2
Japon	3.7	10.9	16.5	– 8.8	– 10.7	4.8	6.9	22.5
Allemagne	3.9	4.1	9.0	– 6.1	– 15.7	– 6.5	3.5	5.3
France	– 3.4	– 0.4	7.0	5.2	– 4.2	– 4.7	– 12.1	– 5.3
Royaume-Uni	– 1.5	0.0	2.2	– 1.4	7.5	13.2	9.5	1.5
Italie	– 2.8	2.5	6.2	5.5	– 9.7	– 8.1	– 5.5	1.5
Canada	– 4.2	– 4.1	– 4.3	– 4.1	– 0.9	– 4.8	2.4	0.8
Sept principaux pays	– 0.1	– 1.5	21.2	– 10.7	– 33.3	– 1.5	– 6.5	– 11.9
Total — OCDE	– 14.6	– 21.3	12.5	– 28.5	– 69.4	– 28.1	– 29.8	– 21.7
				(En pourcentage du PNB/PIB)				
Etats-Unis	0.2	– 0.8	– 0.7	0.0	0.0	0.2	– 0.4	– 1.2
Japon	0.7	1.6	1.7	– 0.9	– 1.0	0.4	0.6	1.9
Allemagne	0.9	0.8	1.4	– 0.8	– 1.9	– 1.0	0.5	0.8
France	– 1.0	– 0.1	1.5	0.9	– 0.6	– 0.8	– 2.2	– 1.0
Royaume-Uni	– 0.7	0.0	0.7	– 0.3	1.4	2.6	2.0	0.4
Italie	– 1.5	1.1	2.4	1.7	– 2.4	– 2.3	– 1.6	0.4
Canada	– 2.1	– 2.1	– 2.1	– 1.8	– 0.4	– 1.7	0.8	0.2
Sept principaux pays	0.0	0.0	0.4	– 0.2	– 0.5	0.0	– 0.1	– 0.2
Total — OCDE	– 0.3	– 0.4	0.2	– 0.4	– 0.9	– 0.4	– 0.4	– 0.3

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1983 et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº de cat. 67-001; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 94

Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB)
1975 – 1983

	Canada	Etats-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne	Italie	Japon
				(En pourcentage)			
Administration centrale							
Moyenne, 1967-1974	0.2	−1.0	1.7	0.6	−0.2[1]	−3.7[1]	0.7[1]
1975	−2.3	−4.6	−3.3	−1.9	−3.0	−7.4	−4.2
1976	−1.8	−3.1	−4.0	−0.1	−2.3	−4.6	−4.5
1977	−3.5	−2.4	−2.8	−0.7	−1.6	−4.9	−5.5
1978	−4.6	−1.4	−3.6	−1.3	−1.6	−11.0	−6.2
1979	−3.5	−0.7	−2.5	−0.8	−1.5	−9.1	−5.6
1980	−3.3	−2.3	−2.6	−0.2	−1.7	−7.4	−5.3
1981	−2.1	−2.1	−2.6	−1.1	−2.2	−10.2	−5.7
1982	−5.7	−4.8	—	—	—	—	—
1983[2]	−6.3	−5.5	—	—	—	—	—
Ensemble des administrations[3]							
Moyenne, 1967-1974	0.9	−0.5	−0.9	0.5	−0.2[1]	−6.3[1]	−0.9[1]
1975	−2.4	−4.1	−4.9	−2.2	−5.8	−11.7	−2.8
1976	−1.7	−2.1	−5.0	−0.5	−3.6	−9.0	−3.8
1977	−2.4	−0.9	−3.4	−0.8	−2.4	−8.0	−3.7
1978	−3.1	0.0	−4.2	−1.9	−2.5	−9.7	−5.5
1979	−1.8	0.6	−3.2	−1.1	−2.7	−9.5	−4.8
1980	−2.5	−1.2	−3.5	−0.3	−3.1	−8.0	−4.5
1981	−1.1	−0.9	−2.8	−1.9	−3.9	−11.7	−4.0
1982	−5.3	−3.8	−2.0	−2.6	−3.5	−11.9	−4.0
1983[2]	−5.9	−3.9	−2.7	−3.4	−3.1	−12.0	−3.4

[1] Moyenne de 1970 à 1974 plutôt que de 1967 à 1974.
[2] Estimations de l'OCDE, sauf pour le Canada et les Etats-Unis (chiffres réels).
[3] Comprend les administrations centrales et locales ainsi que le système de sécurité sociale, mais non les sociétés publiques.

Sources: OECD, *Comptes nationaux, 1964-1981*, Volume II; *Perspectives économiques*, décembre 1983; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*; *Executive Office of the President, Council of Economic Advisers, Economic Report of the President*, mis à jour dans certains cas à l'aide de données plus récentes.

Tableau de référence 95

Parts des exportations de l'OCDE
1972 – 1983[1]

Année	Canada	É.-U.	Japon	CEE	Autres de l'OCDE[2]	Total des exportations de l'OCDE
	(En pourcentage)					(Milliards de dollars É.-U.)
Aliments, boissons et tabac (CTCI 0, 1)						
1972	9	24	2	60	5	27.3
1973	7	31	2	56	4	42.2
1974	8	31	2	55	4	49.5
1975	7	30	1	57	4	55.7
1976	7	30	2	57	4	58.4
1977	7	25	1	62	4	62.8
1978	6	27	1	62	4	77.3
1979	6	27	1	63	4	92.7
1980	6	28	1	61	4	110.5
1981	7	30	2	58	4	112.4
1982	8	26	1	60	4	102.3
1983	9	27	1	59	4	99.1
Matières brutes (CTCI 2, 4)						
1972	23	29	3	30	15	19.0
1973	20	32	3	30	15	28.6
1974	19	32	3	31	15	38.1
1975	19	32	3	31	15	33.2
1976	21	31	2	31	15	36.1
1977	20	33	2	31	13	43.0
1978	18	35	2	32	13	48.7
1979	19	35	2	31	13	64.0
1980	18	36	2	31	13	71.7
1981	19	36	2	30	13	64.0
1982	18	36	2	31	12	57.0
1983	19	35	2	32	12	57.2
Carburants (CTCI 3)						
1972	19	17	1	60	3	9.1
1973	18	13	1	64	4	13.3
1974	21	14	1	60	4	24.8
1975	19	16	1	57	6	27.3
1976	18	14	0	60	8	9.1
1977	15	13	0	64	7	33.4
1978	13	10	1	66	10	37.9
1979	12	9	1	66	11	59.9
1980	11	10	1	64	14	83.4
1981	11	11	1	64	13	89.7
1982	11	14	0	61	13	89.9
1983	12	11	1	62	14	85.5

Tableau de référence 95 (suite)

Parts des exportations de l'OCDE
1972 – 1983[1]

Année	Canada	É.-U.	Japon	CEE	Autres de l'OCDE[2]	Total des exportations de l'OCDE
			(En pourcentage)			(Milliards de dollars É.-U.)
Machinerie et équipement de transport (CTCI 7)						
1972	7	21	14	53	6	101.4
1973	6	21	14	53	6	133.5
1974	5	23	15	51	6	169.0
1975	5	23	14	52	7	199.2
1976	5	22	16	51	6	226.0
1977	5	20	17	52	6	256.4
1978	5	19	18	52	6	310.4
1979	5	20	16	54	6	355.9
1980	4	20	17	53	5	413.2
1981	5	23	20	47	5	421.8
1982	5	22	19	49	5	404.8
1983	6	21	21	47	5	397.4
Matériaux fabriqués et produits manufacturés (CTCI 5, 6, 8, 9)						
1972	4	12	12	63	8	110.7
1973	4	12	11	65	8	151.9
1974	3	13	13	62	8	215.1
1975	3	13	12	63	8	214.0
1976	4	13	12	63	8	236.3
1977	3	13	12	64	8	271.8
1978	4	12	12	64	8	324.1
1979	3	14	11	64	8	408.1
1980	4	14	12	62	8	475.7
1981	4	15	14	59	8	444.4
1982	4	14	14	60	8	415.2
1983	4	14	14	60	8	409.8
Total						
1972	7	18	11	56	7	267.3
1973	7	19	10	57	7	389.6
1974	7	20	11	55	7	496.5
1975	6	20	11	56	8	529.5
1976	6	19	11	55	7	588.5
1977	6	18	12	57	7	668.0
1978	6	18	12	57	7	798.5
1979	6	18	11	58	7	980.7
1980	6	19	11	57	7	1,154.4
1981	6	20	13	53	7	1,132.4
1982	6	19	13	54	7	1,069.2
1983	6	19	14	53	7	1,049.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis les produits pourront ne pas correspondre à la somme des éléments. CTCI: Classification type pour le commerce international.

[1] Les chiffres pour 1983 sont des estimations fondées sur des données partielles.

[2] Sont exclus l'Australie, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, la Turquie et la Yougoslavie.

Source: Séries A sur le commerce, OCDE; ministère des Finances.